
ANTONIA

TROISIÈME PARTIE.¹

Si Julien eût été un roué, il ne s'y fût pas mieux pris pour exciter la passion de M^{me} d'Estrelle. Les jours se succédaient, et aucun hasard n'amenait la moindre rencontre. Et pourtant Julie, soit par excès de confiance, soit par distraction, vivait beaucoup plus dans son jardin que dans son salon, et préférait la promenade solitaire dans les bosquets à la conversation de ses habitués. Il y avait des soirs où elle s'enfermait sous prétexte de malaise et de lassitude, et ces jours-là elle se faisait encore belle, comme si elle eût attendu quelque visite extraordinaire; elle allait jusqu'au fond du jardin, rentrait effrayée au moindre bruit, puis retournait voir ce qui lui avait fait peur, et tombait dans une sorte de rêverie consternée en reconnaissant que tout était tranquille et qu'elle était bien seule.

Un jour elle reçut une déclaration d'amour assez bien tournée, sans signature et sans cachet particulier. Elle en fut fort offensée, jugeant que Julien manquait à tous les engagements qu'il avait pris envers elle, et se disant que cela ne méritait qu'un froid dédain. Le lendemain, elle découvrit que cette tentative venait du frère d'une de ses amies, et son premier mouvement fut de la joie. Non, certes, Julien n'eût pas écrit dans ces termes-là; Julien n'eût pas écrit du tout! Le billet doux, que dans le trouble de l'incertitude elle avait trouvé assez délicat, lui parut du dernier mauvais goût; elle le jeta aux oubliettes avec mépris... Mais si Julien eût écrit pourtant! Sans doute il savait écrire comme il savait parler. Et pourquoi n'écrivait-il pas?

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre et du 1^{er} novembre.

A peine Julie s'était-elle abandonnée à ces faiblesses intérieures qu'elle en rougissait douloureusement. — A quoi tiennent donc ma force et ma raison, se disait-elle, puisque mon cœur s'élance ainsi hors de moi-même pour ressaisir une affection qui me fuit? Vraiment je ne suis préservée que par l'indifférence dont je suis l'objet, et c'est une honte qui ne me guérit pourtant pas. Est-ce qu'il y a en moi un esprit de contradiction? Il me semblait d'abord que toute entreprise de ce jeune homme m'eût révoltée et que je l'eusse repoussée avec fierté, et voilà que sa soumission m'irrite, que son silence me navre, que je lui en veux de ne plus songer à moi! Évidemment j'ai l'esprit très malade.

Un jour qu'elle était chez son parfumeur, elle rencontra Julien qui sortait. Il n'avait pas le droit de la saluer en public, et il feignit de ne point la voir. Elle trouva sur le comptoir un très joli éventail qu'il avait peint pour sa mère, et qu'il venait d'apporter pour qu'on en fit la monture. Elle s'imagina que cela lui était destiné, et se promit de le refuser; pourtant elle attendit avec une vive impatience ce petit cadeau. — Il me l'enverra mystérieusement, pensait-elle; ce sera une offrande anonyme, et alors...

Le présent n'arriva pas; ce n'était donc pas pour elle. Quelle folie d'avoir cru qu'il le lui destinait! Julien était amoureux de quelque autre femme,... une petite bourgeoise ou une femme galante du monde,... une actrice peut-être! Elle n'en dormit pas pendant deux nuits, et puis tout d'un coup elle vit l'éventail dans les mains de M^{me} Thierry, et elle respira.

Malgré elle, il lui fallut parler de Julien à sa mère, et il n'est sorte de détours qu'elle ne mit en œuvre pour amener la conversation sur son compte. Elle voulait savoir quelle était la vie d'un jeune peintre, elle ne s'en faisait aucune idée, et, tout en craignant d'apprendre des détails répugnans ou pénibles, elle allait questionnant toujours, d'abord sur les goûts et les habitudes des artistes en général, et puis tout à coup il lui échappait de dire : — Monsieur votre fils par exemple, avant la perte de son père, avant vos chagrins, n'avait-il pas une existence brillante, dissipée, agréable au moins?

— Mon fils a toujours eu l'esprit sérieux, répondait M^{me} André, et je dois dire que les jeunes gens de toutes les classes me paraissent aujourd'hui très différens de ceux que j'ai pu observer dans ma jeunesse. Mon cher mari était un type de ce genre d'imagination fertile, ingénieuse et facile qui remplissait la vie de plaisirs imprévus, et dont le but semblait être la jouissance de tout ce qui est aimable bien plus que la poursuite ambitieuse de la gloire. Il faisait des chefs-d'œuvre en s'amusant, et aucun souci n'approchait de son

âme. Aujourd'hui les nouveaux artistes se tourmentent pour faire mieux que leurs devanciers. On a inventé la critique. M. Diderot, que mon mari voyait beaucoup, lui apprenait souvent à s'estimer lui-même plus qu'il n'eût songé à le faire, et mon petit Julien écoutait ce grand esprit en le dévorant de ses grands yeux attentifs et curieux. M. Diderot disait alors : « Voilà un enfant qui a le feu sacré ! » Mais mon mari ne voulait pas qu'on lui mît trop d'idées dans la tête. Il pensait que le beau doit être vivement senti et pas trop étudié. Avait-il raison ? Il voulait orner l'imagination et ne pas la surcharger. Julien était doux et tranquille ; il lisait et rêvait beaucoup. Sa peinture est plus estimée des vrais connaisseurs que celle de son père, et quand il parle des arts, on voit bien qu'il se rend compte de tout ; mais il ne plaît pas autant à tout le monde, et le monde lui plaît fort peu. Il se remplit la pensée de toute sorte de sujets de méditation, et quand je lui dis : « Tu ne ris pas, tu n'es pas gai, tu n'as pas l'empportement de ton âge, » il me répond : « Je suis heureux comme je suis. Je n'ai jamais besoin de m'étourdir. Il y a tant de sujets de réflexion ! »

Ces épanchemens de M^{me} Thierry révélaient peu à peu Julien à M^{me} d'Estrelle, et l'espèce de respect qui l'avait surprise à première vue devenait en elle comme une crainte émue qui le lui faisait aimer davantage. Il ne lui était plus possible de voir en lui un inférieur, et pourtant ce jeune artisan faisait partie de la classe dont on disait autour d'elle : *Ces gens-là !* Elle s'efforçait parfois, quand elle causait avec ses amis, de plaider pour les intelligens et les forts, de quelque rang qu'ils fussent. Ses amis étaient assez avancés pour lui répondre : « Vous avez mille fois raison, la naissance n'est rien, le mérite seul est quelque chose ; » mais c'étaient là des maximes à l'usage des personnes éclairées, et rien de plus. La pratique de l'égalité n'était nullement passée dans les mœurs, et les mêmes personnes ne manquaient pas, un instant après, de blâmer vivement tel duc qui avait fumé ses terres avec une dot roturière ou telle princesse qui s'était coiffée d'un petit officier de fortune jusqu'à vouloir l'épouser, au grand scandale des *honnêtes gens*. Une jeune fille, une jeune veuve pouvaient s'éprendre d'un homme bien né, fût-il pauvre ; mais dès qu'il n'était *pas né*, c'était un entraînement honteux, un attrait impudique ; elle sacrifiait ses principes à ses sens ; le mariage ne justifiait rien, elle tombait dans le mépris public. Julie, qui avait vécu d'estime et de considération, seuls dédommagemens de sa triste jeunesse, avait des frissons glacés quand elle entendait parler ainsi, et si l'objet de sa passion secrète fût entré en ce moment dans son petit cercle en apparence si tolérant et si *bonhomme*, elle eût été forcée de se lever pour lui dire : « Que venez-vous faire ici, monsieur ? »

Mais le petit cercle s'en allait à neuf heures, et dix minutes après Julie était au jardin; elle regardait la petite lumière du pavillon qui tremblotait comme une étoile verte à travers le feuillage, et si Julien lui fût apparu au détour d'une allée, elle s'imaginait qu'elle n'aurait pas pu le fuir. Pendant toutes ces agitations de la pauvre Julie, Julien était presque calme; son intention était si droite, si sincère, que son esprit avait retrouvé la santé au point de se tromper lui-même. — Non, se disait-il, je n'ai pas menti à ma mère. Ce que M^{me} d'Estrelle m'inspire, c'est de l'amitié très forte, très élevée, très exquise; mais ce n'est pas, comme je le croyais d'abord, un amour emporté et désastreux, ou, si j'ai eu cette fièvre au commencement, elle s'est dissipée le jour où j'ai vu de près cette femme simple, bonne et confiante, où j'ai entendu sa voix chaste et douce, où j'ai compris qu'elle était un ange et que mes aspirations n'étaient pas dignes d'elle. Non, non, je ne suis pas amoureux comme on l'entend dans le sens vulgaire; j'aime à plein cœur, voilà tout, et je ne permettrai pas à mon imagination de me tourmenter. La terre est à peine refermée sur mon pauvre père; je n'ai pas une heure à perdre pour sauver ma mère. Non, non, je n'ai pas le droit, je n'ai pas le temps de m'abandonner à la passion.

Marcel remarquait la tranquillité de Julien et ne se rendait pas bien compte du trouble qui perçait dans les manières de M^{me} d'Estrelle. Il la trouva un jour comme elle venait de rendre visite à son beau-père le marquis. On le tenait pour sauvé, et Marcel pouvait songer à l'entretenir bientôt sur nouveaux frais des embarras d'argent de sa cliente.

— Oh! mon Dieu, vous vous donnez de grands soins pour moi, dit Julie; mais tout cela en vaut-il la peine? Je vous jure que je veux bien être pauvre; je ne m'ennuierai probablement pas plus que je ne fais.

— Vous voilà pourtant très belle et prête à passer la soirée en grande compagnie?

— Non, je vais me déshabiller; je ne compte pas sortir. Avec qui sortirai-je donc? Me voilà brouillée avec M^{me} d'Ancourt, la seule femme chez qui, en qualité de compagne de couvent, je pusse aller seule le soir. Je suis trop peu intime avec les autres pour me présenter chez elles sans un chaperon; M^{me} des Morges, qui pourrait m'en servir, est d'une paresse inouïe; ma cousine la présidente n'est pas reçue dans le grand monde, et la marquise d'Orbe est à la campagne. Vraiment je m'ennuie, monsieur Thierry, je me trouve trop seule, et il y a des jours où je ne peux pas m'occuper, n'ayant le cœur à rien.

C'était la première fois que Julie se plaignait de sa situation. Marcel la regarda attentivement et réfléchit. — Il faudrait vous distraire un peu : que n'allez-vous quelquefois à la comédie?

— Mais je n'ai plus de loge nulle part; vous savez bien que je n'en ai plus le moyen.

— Raison de plus pour aller où bon vous semble. Une loge à l'année est un esclavage; cela vous met en évidence et nécessite le chaperon. Il est de petits plaisirs que les bourgeois se permettent à peu de frais et sans étalage incommode. Aujourd'hui, par exemple, je conduis ma femme à la Comédie-Française. Nous avons loué une loge grillée au rez-de-chaussée.

— Ah! quel plaisir ce doit être que d'aller là!... On n'est pas vu du tout, n'est-ce pas? On jouit du spectacle, on peut rire ou pleurer sans que la galerie vous épilogue? Avez-vous une place pour moi, monsieur Thierry?

— J'en ai deux; je comptais en offrir une à ma tante.

— Et l'autre à son fils? Alors...

— Ceci ne fait pas question : il ira un autre jour; mais que pensera-t-on de vous rencontrer au bras de votre procureur dans les couloirs? Ou si quelqu'un vous distingue et vous devine, assise à côté de M^{me} Marcel Thierry, que dira-t-on?

— On dira ce qu'on voudra, et l'on sera fort sot d'y trouver quelque chose à reprendre.

— C'est bien mon opinion; mais on est sot, et l'on dira que vous voyez mesquine compagnie : encore je gaze le mot par respect pour ma femme, car on dira *mauvaise* compagnie.

— C'est indigne, la sottise du monde! Votre femme est fort aimable, dit-on, et très estimée. J'irai la voir demain, car je comprends que d'aller sans façon dans sa loge avant de lui en avoir demandé la permission ne serait pas convenable. Oui, oui, je veux faire connaissance avec elle, et nous irons un autre jour à quelque spectacle ensemble.

Marcel sourit, car il comprit fort bien la poltronnerie qui s'était emparée de sa noble cliente à l'idée d'être accusée de frayer avec la mauvaise compagnie. Elle trouvait cela cruel, injuste, insolent, absurde; mais elle avait peur quand même : la peur ne se raisonne pas.

— Fort bien, fort bien, lui répondit Marcel; je reconnais là votre délicatesse et votre bon cœur. Ma femme vous saura gré de l'intention, et dès ce soir elle serait flattée de vous offrir sa loge; mais croyez-moi, madame la comtesse, ni ce soir, ni demain, ni jamais, ne sortez de votre milieu, à moins d'une bonne raison bien nourrie et bien mûrie. Il faut manger quand on a faim, mais non se forcer quand on n'a que des velléités d'appétit. Le monde auquel vous tenez ne veut pas de mélange, et il ne faut le braver que pour un grand avantage personnel ou pour faire une très bonne action. Personne ne comprendra que vous fassiez une chose en dehors du con-

venu pour le seul plaisir de la faire. On s'étonnera d'abord, et puis on cherchera des motifs graves ou cachés.

— Et que trouvera-t-on? dit Julie inquiète.

— Rien, reprit Marcel, on inventera, et ce qu'on invente est toujours malveillant.

— D'où il résulte que je suis condamnée à la solitude?

— Vous l'avez acceptée jusqu'ici avec vaillance, et vous savez bien qu'elle cessera quand vous voudrez.

— Oui, par un mariage; mais où trouver le mari dans les conditions exigées par le monde et par moi? Songez donc : il le faut riche, à ce que vous dites, noble, à ce que disent mes amis, et je le veux, moi, aimable et fait pour être aimé! Je ne le trouverai pas, allez, et je ferais mieux...

Julie n'osa pas achever sa pensée. Marcel ne crut pas devoir la questionner. Il se fit une pause gênante pour tous deux, et Julie s'écria tout à coup : — Ah! mon Dieu, n'allez pas croire que je sois tentée de manquer à mes principes et d'avoir une liaison frivole!... Je pensais, ... il faut bien que je vous le dise, je pensais que je ferais mieux de souhaiter un mariage obscur où je trouverais le bonheur.

— Obscur? dit Marcel, c'est comme vous l'entendrez. Il faut à tout le moins que vous exigiez la fortune; car, j'insiste là-dessus, si vous faites bon marché du rang, la famille d'Estrelle vous abandonne à votre ruine.

— Eh bien! après?

— Après? Si l'époux de votre choix est pauvre et que vous lui apportiez des dettes...

— Ah! oui, vous avez raison; j'augmente sa pauvreté de toute ma misère et de tous mes dangers. Je n'y pensais pas, moi. Vous voyez quelle faible tête est la mienne! Tenez, monsieur Thierry, il y a des jours où je voudrais être morte, et vous avez eu tort de ne pas m'emmener à la comédie. Je me sens l'esprit sinistre ce soir, et je voudrais pouvoir oublier que j'existe.

— Est-ce à ce point-là? reprit vivement Marcel, effrayé de la détresse de son regard. Alors... mettez une coiffe noire très épaisse, un mantelet noir bien large; j'ai là un fiacre, allons prendre ma femme, à qui j'expliquerai en deux mots votre fantaisie, et nous irons entendre *Polyeucte*, ce qui changera le cours de vos idées. Vite, car s'il vous arrive quelqu'un, vous ne pourrez plus sortir.

Julie, comme une enfant, sauta de joie. Elle s'embêguina bien vite, donna congé à ses valets pour la soirée, et partit avec Marcel, moitié joyeuse, moitié effrayée, émue comme si cette escapade avec un procureur et sa femme était une grosse aventure.

— Et M^{me} Thierry? dit-elle quand elle fut en route.

— M^{me} Thierry, ... nous la laisserons où elle est, dit Marcel. Elle n'est prévenue de rien et nous retarderait en s'habillant. D'ailleurs... j'aime autant, si on doit vous reconnaître malgré nos précautions, qu'on ne vous voie pas avec une femme qui a un grand fils... dont, par parenthèse, l'oncle Antoine a été fort jaloux. Moi, je n'ai qu'un petit basochien en herbe, douze ans à peine sonnés; nous l'emmènerons, ça complètera la partie bourgeoise... et patriarcale.

On arriva au logement de Marcel. Il y monta bien vite, laissant Julie seule dans le fiacre bien fermé. Il redescendit bientôt avec sa femme et son fils. M^{me} Marcel Thierry était fort intimidée; mais, en femme d'esprit, elle ne fit point de phrases, et au bout d'un instant elle se sentit fort à l'aise avec l'aimable Julie, qui de son côté la sentit bonne et sensée. On descendit du fiacre un peu avant la file, on gagna le théâtre à pied, on passa sans rencontrer de gens attentifs ou curieux. On s'installa dans une loge très obscure, M^{me} Marcel et son petit garçon devant, pour masquer M^{me} d'Estrelle et le procureur. On entendit la tragédie avec un plaisir extrême. Jamais Julie n'avait pris tant de plaisir au théâtre. Elle s'y sentait libre d'esprit, et cette famille bourgeoise l'intéressait. Elle l'observait curieusement comme un milieu tout nouveau pour elle, et, bien qu'on s'observât aussi un peu devant elle, elle surprenait entre le mari, la femme et l'enfant des bonhomies tendres qui lui allaient au cœur. Dans les endroits intéressans du spectacle, M^{me} Marcel se tournait vers son mari et lui disait tout bas : — Vois-tu bien, mon bon? mon bonnet ne te gêne-t-il pas? — Non, non, ma fille, répondait le procureur; ne t'occupe pas de moi. Amuse-toi pour ton compte. — Et l'enfant applaudissait quand il voyait le parterre applaudir. Il frappait ses petites mains d'un air d'importance, et tout à coup il se couchait sur sa mère et l'embrassait, ce qui signifiait qu'il s'amusait beaucoup, et qu'il la remerciait de l'avoir amené là.

Toutes ces simplicités de la vie moyenne, ce tutoiement, ces épithètes caressantes, vulgaires et saintes, éveillaient chez Julie tantôt une petite envie de rire, tantôt un attendrissement qui amenait des larmes au bord de ses paupières. Évidemment tout cela était réputé de mauvais ton dans son monde; c'était la manière d'être et le parler des petites gens. Marcel, dans le salon de M^{me} d'Estrelle, prenait habilement l'attitude et le langage d'un homme qui sait pratiquer les convenances à tous les étages de la société. Dans son intérieur, il dépouillait cette convention, et, sans être jamais grossier, il reprenait le ton familial de l'intimité heureuse. Julie le surprenait donc oubliant sa tenue de cérémonie et vivant pour son compte d'une vie douce, confiante et détendue. Elle en était choquée et charmée, et peu à peu elle se disait que ces gens-ci étaient dans le vrai, et que tous les époux devraient se tutoyer, tous les

enfants se précipiter sur leurs mères, et tous les spectateurs s'intéresser au spectacle. Dans le monde où elle vivait, on se disait *vous*, on n'avait pas de locutions partant des entrailles, on quintessenciait tous les sentimens. L'élégance était avant tout dans la parole, et la dignité dans la caresse. Le cœur ne s'y mettait qu'en sous-ordre, et devait cacher ses effusions sous un certain apprêt glacé ou symbolisé jusqu'au madrigal. L'admiration pour le génie ne devait jamais tourner à l'enthousiasme. On goûtait, on appréciait, on avait des mots enfermés dans une certaine mesure. Enfin on s'arrangeait pour ne montrer d'émotion à propos de rien, et dans ce perpétuel petit sourire de la grâce noble on devenait si charmant qu'on n'avait plus rien d'humain.

M^{me} d'Estrelle, pour la première fois, se rendit compte de toutes ces choses et s'en préoccupa vivement. Le petit *Juliot*, qu'on appelait ainsi pour le distinguer de maître Julien, dont il était le filleul, avait la physionomie intéressante. Il était drôle; la tête fine, le nez en l'air, l'œil vif, la bouche maligne, il avait l'aplomb ingénu et narquois de l'écolier en vacances. Eût-il été déguisé en grand seigneur, on ne l'eût jamais confondu avec ces petits hommes trop jolis et trop polis, frottés tous du même vernis d'aristocratie. Juliot avait bien aussi son enduit de caste, mais avec cette nuance particulière que l'esprit bourgeois ne s'acharne pas à effacer, parce que là chacun doit exister par lui-même et se faire place à l'aide des moyens qui lui sont propres. L'enfant avait donc l'esprit mordant avec une certaine curiosité candide qui sentait son Parisien frais émoulu, chercheur et badaud, crédule et pénétrant tout ensemble. Pour ne pas exposer le nom de M^{me} d'Estrelle aux conséquences de son babil dans l'étude, on lui avait dit que c'était une cliente de campagne nouvellement arrivée à Paris et qui voyait la comédie pour la première fois; et comme Julie s'amusait à le questionner, il lui faisait, dans les entr'actes, les honneurs de la capitale et du théâtre. Il lui montrait la loge du roi, le parterre, le lustre, il lui expliquait même la pièce et l'importance de chaque personnage. — Vous allez voir une belle pièce, lui disait-il avant le lever du rideau. Vous ne comprendrez peut-être pas bien, parce que c'est en vers. Moi, je l'ai lue avec mon parrain Julien; c'est une pièce qu'il aime beaucoup, et il m'a tout expliqué comme si c'était en prose. Quand vous ne comprendrez pas, mademoiselle, il faudra me demander.

— Tu bavardes comme une pie, lui dit sa mère. Est-ce que tu crois que madame ne connaît pas Corneille mieux que toi?

— Ah! c'est possible, mais elle n'est peut-être pas aussi savante que mon parrain!

— Madame se soucie bien de la science de ton parrain! Tu t'imagines que tout le monde le connaît!

— Ah bien! si vous ne le connaissez pas, dit Juliot en s'adressant à M^{me} d'Estrelle, je vais vous le montrer. Il n'est pas loin d'ici, allez!

— Comment? dit Marcel contrarié; il est là? tu le vois?

— Oui, je le vois depuis un bon bout de temps. Il aime tant ça, *Polyeucte*! Il l'a vu jouer plus de dix fois, je suis sûr! Tenez, regardez au parterre, la troisième banquette devant nous. Il nous tourne le dos; mais je le reconnais bien, pardi! Il a son habit de prunelle noire et son chapeau à gances.

Le cœur battit très fort à M^{me} d'Estrelle. Elle regarda la banquette que l'enfant désignait et ne reconnut personne. Marcel l'explora attentivement. Juliot s'était trompé. Le personnage qu'il avait pris pour Julien se retourna. Ce n'était pas lui; il n'était pas là. Il était dans une galerie des secondes, juste au-dessus de la loge où se cachait Julie, et à cent lieues de se douter qu'en descendant au rez-de-chaussée il eût pu essayer de l'apercevoir. L'eût-il su d'ailleurs, il se fût tenu à sa place. Sa résolution de ne plus chercher ces furtives occasions était bien arrêtée. Il avait ses entrées aux Français en qualité d'artiste. Il écoutait *Polyeucte* avec recueillement comme un dévot écoute le prêche, et il sortit avant la fin, craignant que sa mère ne l'attendit pour se coucher. Comme il traversait le vestibule, il fut fort étonné de se trouver face à face avec l'oncle Antoine. L'oncle Antoine avait pour règle invariable de se coucher à huit heures du soir, et peut-être n'avait-il jamais mis le pied dans un théâtre. Julien l'aborda franchement; c'était le mieux, dût-il être mal accueilli.

— Vous voilà donc enfin retrouvé? lui dit-il. On était inquiet de vous.

— Qui, *on*? répondit l'oncle d'un ton bourru.

— Marcel et moi.

— Vous êtes bien bons! Vous m'avez donc cru parti pour les Indes, que tu parais si surpris de me voir?

— J'avoue que je ne m'attendais guère à vous rencontrer ici.

— Et moi, c'est le contraire, j'étais sûr de t'y rencontrer!

Et, sans traduire cette réponse complètement énigmatique pour Julien, il lui tourna le dos.

— Allons, allons! la tête démenage sérieusement, pensa Julien, et il passa outre, mais non sans se retourner deux ou trois fois pour voir si l'amateur de jardins entraît ou sortait, et si par hasard il ne se trouvait pas là sans en avoir conscience; mais chaque fois il vit M. Antoine immobile au bas de l'escalier et le suivant des yeux d'un air moqueur, sans donner du reste aucun signe d'égarement.

L'oncle Antoine se perdit dans la foule, qui, peu d'instans après, envahit le péristyle. Un des premiers groupes qu'il vit sortir fut la famille du procureur avec une inconnue plus grande que M^{me} Marcel et complètement masquée par sa coiffe de taffetas noir. Il se

faufila jusqu'à la rue et prit le numéro du fiacre où ce groupe monta, puis il lança à la poursuite de ce fiacre le même espion adroit et agile qui l'avait averti de la sortie de M^{me} d'Estrelle avec son procureur, et qui depuis un mois, sous toute sorte de déguisemens et de prétextes, faisait le guet autour de l'hôtel, et dans l'hôtel même à certains momens.

Le spectacle, à cette époque, finissait encore assez tôt pour qu'on pût souper. Julie était rentrée à dix heures, après avoir reconduit M^{me} Marcel rue des Petits-Augustins. Marcel, qui avait ensuite ramené Julie, allait s'en retourner sans entrer chez elle, lorsqu'elle le rappela. Son concierge venait de lui apprendre une nouvelle grave. Le vieux marquis, son beau-père, était mort à huit heures du soir, au moment où on le croyait guéri. On avait envoyé querir Julie, afin qu'elle pût assister aux derniers sacremens. Son absence, fort peu explicable en raison de la situation qu'elle-même avait expliquée à Marcel, pouvait avoir des conséquences fâcheuses.

— Ah ! voilà ce que c'est ! dit Marcel avec chagrin (lui parlant bas sur le perron) ; je vous le disais bien. Je pressentais quelque danger ; mais il ne s'agit pas de se lamenter en pure perte. L'accident le plus inquiétant est encore la fin trop soudaine du vieillard. Allons, madame, vous devez faire acte de présence auprès de ce lit de mort. Il faut remonter en fiacre. Je vous conduirai chez madame votre belle-mère. Je n'y paraîtrai pas ; il ne serait pas convenable qu'on vous vît arriver, pour cette visite de condoléance, escortée de votre procureur. Demain, je me mettrai en campagne pour vos affaires, et nous saurons le contenu du testament, si testament il y a, Dieu le veuille !

Julie, toute troublée, remonta en fiacre. — Attendez, dit Marcel, je ne puis vous attendre à la porte de la douairière ; ses gens me verraient, et j'ai dans l'idée qu'ils lui rendent compte de tout. Je descendrai avant que vous n'entriez dans la cour, et comme je ne vous verrais pas avec plaisir revenir seule dans ce sapin, vous allez donner des ordres ici pour que vos gens se hâtent d'atteler et de conduire votre équipage là-bas.

— Vous pensez à tout pour moi, dit Julie ; je ne sais pas ce que je deviendrais sans vous.

Elle donna des ordres et partit. — Pensez encore à ceci, lui dit Marcel chemin faisant. Vous n'allez pas trouver la veuve dans les larmes, mais en prière. Que cette sainte apparence ne vous rassure pas sur l'état de son esprit. Soyez sûre qu'elle a pris acte de votre absence, et qu'elle s'arrangera pour vous faire subir un interrogatoire tout au beau milieu de ses oraisons. N'oubliez pas qu'elle vous hait, et que, pour s'autoriser à vous dépouiller le plus possible, elle ne songera qu'à vous trouver en faute.

Julie chercha comment elle expliquerait l'innocente escapade de la soirée. — Vous ne trouverez rien de mieux que la vérité, reprit Marcel. Dites que vous êtes venue chez moi...

— Chez vous, fort bien, mais la comédie? Avec ou sans vous, la comédie est, aux yeux de ma belle-mère, un affreux péché.

— Alors... dites que ma femme était malade, que vous vous intéressiez à ma femme,... parce que,... parce qu'elle vous a rendu quelque service,... parce qu'elle est charitable, et qu'elle vous seconde dans de bonnes œuvres! Jetez là-dessus un petit vernis de dévotion; qu'aura-t-on à vous dire?

On arrivait. Marcel fit arrêter, sauta à terre, et Julie entra en fiacre dans la cour de l'hôtel d'Ormonde, rue de Grenelle-Saint-Germain. C'était la propriété de la douairière d'Ormonde, mariée en secondes noces avec le marquis d'Estrelle, lequel avait dès lors habité avec elle la maison du premier mari.

La douairière était fort riche, sa maison avait un grand air de froideur cérémoniale, peu de valets, peu de dépense, une splendeur glacée, immobile. L'hôtel se composait de plusieurs corps de logis, et les appartemens des maîtres étaient situés dans une arrière-cour plantée et fermée d'une grille où Julie dut sonner et attendre; mais, certaine d'être reçue et sachant que Marcel était à pied pour s'en retourner à moins qu'elle ne lui renvoyât vite le fiacre, elle congédia le cocher, au moment où elle vit qu'on se disposait à lui ouvrir.

Au lieu d'ouvrir, le suisse entra en pourparlers étranges : M. le marquis ne pouvait recevoir par la raison qu'il était mort. Les prêtres étaient venus pour les sacremens et pour la veillée. M^{me} la marquise était enfermée avec eux et le défunt. Elle ne donnait *audience* à personne en de tels momens. Julie insista vainement en qualité d'alliée au degré le plus proche. Le suisse, la laissant dehors par une préoccupation vraie ou fausse, alla aux informations, et revint dire qu'il était interdit à aucune personne de la maison de pénétrer jusqu'à madame.

Comme ces négociations avaient duré assez longtemps, la comtesse d'Estrelle comprit qu'on avait parfaitement pénétré jusqu'à la marquise, et que celle-ci refusait de la recevoir. Son devoir était rempli, elle n'insista plus. Elle jugea que sa voiture, marchant beaucoup plus vite que n'avait marché le fiacre, devait être arrivée : elle revint donc sur ses pas, traversa la première cour et franchit la porte de la rue qui était gardée par la femme du suisse et qui sur-le-champ, avec une précipitation grossière, se referma derrière elle. Une voiture était là effectivement, mais malgré sa vue basse Julie reconnut sur-le-champ que ce n'était qu'un fiacre.

Pensant que c'était celui qui l'avait amenée et qui avait mal compris ses ordres, ou que Marcel lui avait renvoyé par précaution,

elle appela le cocher, profondément endormi sur son siège. Impossible de le réveiller sans le tirer par le pan de sa souquenille. Ceux qui se souviennent de ce qu'étaient les cochers de fiacre il y a quarante ans peuvent juger de ce qu'ils étaient quarante ans plus tôt. Celui-ci était si malpropre que Julie hésita à le toucher de sa main gantée. Elle retenait avec soin ses amples jupes de soie pour ne pas effleurer les roues crottées; jamais elle ne s'était trouvée dans un pareil embarras. Puis elle avait peur de se voir seule en pleine rue vers minuit, et les rares passans s'arrêtaient pour la regarder. Elle tremblait que, par obligeance ou malice, ils ne voulussent se mêler de ses affaires.

Le cocher s'éveilla enfin, et lui répondit qu'il ne la connaissait pas, qu'il avait amené deux prêtres de la paroisse pour assister un mourant, et qu'il avait ordre de les attendre. A aucun prix, il ne voulait bouger. Julie jeta un regard d'anxiété autour d'elle. Sa voiture n'arrivait pas. Elle souleva le lourd marteau de la porte pour rentrer dans la cour de l'hôtel. La porte ne s'ouvrit pas, soit que des ordres particuliers eussent été donnés à son égard, soit que la consigne générale fût inflexible.

Une frayeur extrême s'empara d'elle; l'idée de s'en aller seule, à pied, n'était pas admissible; rester là devant cette porte ne l'était pas davantage. Il n'y avait pas une seule boutique dans la rue, et il lui fallait attendre sa voiture n'importe où, pourvu que ce ne fût pas dans la rue. Les dépendances de l'hôtel d'Ormonde s'étendaient assez loin à sa droite et à sa gauche. D'un côté c'était une abbaye, de l'autre le couvent de la Visitation, où elle pouvait essayer de chercher un refuge; mais il y avait au moins dix minutes de chemin à faire, et là il faudrait parlementer avant d'entrer. Elle avisa en face de l'hôtel d'Ormonde une grande grille qui fermait une allée mitoyenne entre l'hôtel de Puisieux et l'hôtel d'Estrées. Elle pensa qu'en donnant un louis au gardien de la grille il lui permettrait d'attendre dans sa loge. Elle traversa la rue; mais, au moment de sonner, elle reconnut qu'il n'y avait là ni portier ni sonnette. C'était une porte de service pour les deux enclos. Julie perdait courage, lorsque tout à coup elle vit auprès d'elle, comme s'il fût sorti de terre, un homme qui l'effraya tant qu'elle faillit s'évanouir; mais il se nomma vite, et elle fit une exclamation de joie : c'était Julien. Elle lui expliqua sa mésaventure en quelques mots assez confus. Julien comprit parce qu'il était déjà à moitié renseigné, et qu'il ne se trouvait point là par hasard. — Il est inutile que vous attendiez ici votre voiture, lui dit-il, elle n'arrivera probablement pas de si tôt.

— Comment le savez-vous?

— J'ai été ce soir à la Comédie-Française.

— Vous m'y avez vue?

— Vous y étiez, madame? Je l'ignorais.

— Alors...

— Alors je m'explique la rencontre et les paroles de M. Antoine Thierry. Il savait, lui, probablement que vous deviez y être. Il guettait;... il m'a dit un mot ironique que je n'ai pas compris, et qui pourtant m'a donné à réfléchir. En rentrant au pavillon, je me suis arrêté un peu inquiet devant votre hôtel. Vos gens étaient en émoi. Il paraît que votre cocher était introuvable. Je me suis approché du suisse, qui connaît ma figure, et, le voyant fort troublé, je lui ai demandé s'il vous était arrivé quelque accident fâcheux. Il m'a appris la mort du marquis d'Estrelle, et comme quoi vous étiez accourue ici avec mon cousin Marcel. Votre cocher est survenu ivre mort et ne comprenant rien à ce qu'on lui enjoignait de votre part. Le suisse m'a quitté en disant qu'une fois sur son siège, Bastien irait bien. Ceci ne m'a point paru très rassurant. Je ne suis pas aussi flegmatique que votre suisse, et j'ai couru pour venir ici. J'espérais trouver encore Marcel et lui dire de ne pas vous confier seule à un cocher ivre; mais j'arrive quelques minutes trop tard. Vous êtes seule en effet, et vous avez eu peur.

— C'est fini, dit Julie, me voilà tranquille, ramenez-moi à pied. Vous êtes pour moi la Providence!

— A pied, c'est trop loin, reprit Julien, et vous n'êtes pas chaussée pour marcher. Le fiacre qui est là marchera, lui, bon gré, mal gré, je vous en réponds, et je monterai derrière pour vous reconduire.

Julien conduisit M^{me} d'Estrelle jusqu'au fiacre. Il l'y fit monter et ordonna au cocher de conduire. Le cocher refusa. Julien sauta à côté de lui et prit les guides en lui jurant qu'il allait le jeter dans le ruisseau, s'il faisait résistance. La belle prestance et l'air décidé du jeune homme intimidèrent le cocher, qui se soumit; mais à peine avait-il fait cent pas qu'il s'arrêta en criant au voleur et à l'assassin. Un groupe d'hommes venait de sortir d'une maison, et le pauvre diable espérait trouver quelque secours contre la violence qu'il subissait.

Le hasard voulut que ces hommes fussent des gens du bel air, sortant un peu avinés d'un souper fin. L'aventure les prit dans ce moment d'excitation où l'on se fait volontiers redresseurs de torts, surtout lorsqu'on est quatre contre un. Ils arrêtrèrent brusquement les chevaux, et l'un d'eux ouvrit la portière, car le malicieux cocher criait à tue-tête : — Au secours! c'est un malfaiteur qui enlève une religieuse!

— Voyons si elle en vaut la peine! répondit le groupe à peu près d'une seule voix.

Avant que la portière fût ouverte, Julien était sur ses pieds et re-

poussait d'une manière énergique le plus empressé des curieux. Le jeune homme rudoyé mit l'épée à la main en le traitant de cuistre, et ses compagnons l'imitèrent. Julien ne prit pas le temps de tirer la sienne. Il se préserva avec sa canne et s'en servit avec tant de sang-froid, d'adresse et de vigueur qu'un des assaillans tomba et que les autres reculèrent. Julien, qui n'avait pas quitté le marche-pied, profita de ce répit pour rentrer dans le fiacre et pour en faire sortir Julie par la portière opposée. Il la prit dans ses bras et l'entraîna à quelque distance. Là il se retourna pour attendre ses adversaires; mais, soit qu'ils eussent reçu quelque blessure grave, soit que l'approche du guet les eût dégrisés, ils s'éloignaient de leur côté le plus vite possible.

— Marchons, madame, dit Julien à M^{me} d'Estrelle. Échappons aux curiosités de la police.

Julie marcha vite et bien. Si la peur l'avait paralysée un instant, la vue du danger auquel s'exposait son protecteur lui avait rendu l'énergie. Après quelques zigzags pour dérouter le guet, ils se trouvèrent en sûreté sur le *nouveau cours*, aujourd'hui le boulevard des Invalides. Le lieu était complètement désert et mal éclairé par des réverbères très espacés. Julie n'aperçut pas une tache sur sa main gantée, mais elle sentit la moiteur du sang sur son poignet, et elle s'écria en s'arrêtant : — Ah! mon Dieu, vous êtes blessé!

Julien ne sentait rien, il était bien sûr de n'avoir rien de grave; il enveloppa sa main écorchée de son mouchoir et offrit son autre bras à Julie. — Je vous jure que je n'ai rien, lui dit-il, et quand j'aurais quelque chose! Malheureusement ces gens-là ne sont pas redoutables, et j'ai eu peu de mérite à vous en débarrasser. Des beaux fils, des petits-maitres! Et cela prend le titre de nobles, peut-être!

— Les nobles, vous les détestez donc bien!

— Moi, détester? non! mais je hais l'impertinence, et comme ces gens-là ne se battent pas toujours en duel avec les roturiers, je suis bien aise de les avoir battus comme eût fait un charretier.

— Hélas! dit Julie, pensant à elle-même, ils n'en sont pas moins les maîtres d'insulter et d'opprimer le faible!

— Le faible! Qui donc est le faible? reprit Julien, qui se trompa sur le sens de ses paroles. L'homme sans nom? Détrompez-vous, madame: c'est à lui que l'avenir appartient, puisqu'il a pour lui le droit, la vraie justice, et la volonté d'en finir avec les abus du passé.

Julie ne comprit pas; mais elle trembla de nouveau, et cette fois ce ne fut pas des mauvaises rencontres qu'elle eut peur: ce fut de je ne sais quelle puissance mystérieuse qui lui sembla émaner de Julien. Elle le regarda à la dérobée: elle crut voir rayonner son visage dans l'obscurité, et elle s'imagina que sa faible main à elle reposait sur le bras d'un géant.

Julien était pourtant un cœur simple, un artiste sans aspiration aux choses positives pour son propre compte. Il ne se sentait pas appelé à jouer un rôle fougueux dans les orages révolutionnaires; il ne se destinait pas à un autre travail que celui d'étudier toute sa vie les grâces de la nature. Cette puissance terrible qu'il revêtait aux yeux de Julie n'était en lui que le reflet de la puissance céleste sur l'esprit de la classe nouvelle. Il était un des cent mille parmi les millions d'hommes froissés et frustrés qui allaient dire au premier jour : « La mesure est comble, le passé a fait son temps. » La brève allusion qu'il venait de faire à cet état général des esprits, et qui à cette époque était dans tant de bouches, fut pour M^{me} d'Estrelle comme une prophétie imposante dans la bouche d'un homme exceptionnel. C'était la première fois qu'elle entendait braver et dédaigner ce qu'elle avait toujours cru invincible. A l'espèce de frayer superstitieuse qu'elle éprouvait se mêla aussitôt une confiance ardente, un besoin de s'appuyer d'autant plus sur ce bras vigoureux qui, poussé par un grand cœur, venait de lutter seul pour elle contre quatre épées.

— Vous croyez donc, dit-elle en continuant à marcher vite, que l'on peut secouer le joug de ce monde injuste qui oppresse les consciences et condamne les idées vraies? Je voudrais croire avec vous que cela doit arriver!

— Vous y croyez déjà, puisque vous souhaitez d'y croire.

— Peut-être, mais quand cela arrivera-t-il?

— Nul ne sait quand, ni comment : ce qui est juste ne peut point ne pas arriver; mais que vous importe à vous, madame, que tout ceci dure encore cinquante ou cent ans? N'êtes-vous pas de ceux qui profitent innocemment du malheur des autres?

— Oh! moi, je ne profite de rien. Je n'ai rien à moi, et je ne suis rien dans le monde.

— Mais vous êtes du monde, vous lui appartenez, il vous doit protection, et il ne vous blessa jamais personnellement.

— Qui sait? dit Julie.

Puis, craignant d'en avoir trop dit, elle revint, afin de parler d'autre chose, à la scène qui venait de se passer. — Quand je pense que tout à l'heure, dit-elle, un grand malheur eût pu vous arriver! Ah! votre pauvre mère, comme elle m'eût maudite, si j'eusse causé...

— Non, madame, cela ne pouvait pas arriver, répondit Julien; j'avais pour moi la bonne cause.

— Et vous croyez que la Providence intervient dans ces occasions-là?

— Oui, puisqu'elle est en nous. Elle nous donne de la force et de la présence d'esprit. Un homme qui protège l'honneur d'une

femme contre des manans a pour lui toutes les chances. Le courage lui est très facile; il sent qu'il ne peut pas succomber.

— Comme vous avez de la foi, vous! dit Julie émue. Oui, je me souviens, vous m'avez dit chez moi, *l'autre jour*, que la foi transportait les montagnes, et que vous étiez la foi en personne.

— *L'autre jour!* reprit Julien naïvement. Il y a de cela plus d'un mois.

Julie n'osa pas feindre d'ignorer combien de jours et de nuits s'étaient écoulés déjà depuis cette courte entrevue. Elle se tut. Julien fut respectueux au point de ne pas reprendre de lui-même la conversation, et plus le silence se prolongea, moins Julie trouva de présence d'esprit pour le rompre sans trahir l'émotion qu'elle éprouvait. Ils arrivèrent ainsi auprès du pavillon. — Ne pensez-vous pas, lui dit-il, que je devrais quitter ici votre bras et ne pas me montrer à vos gens, mais vous suivre à distance jusqu'à ce que j'aie vu la porte de votre hôtel se refermer sur vous?

— Oui, répondit-elle; mais que penseront mes gens de me voir rentrer seule et à pied à pareille heure? Tenez, le mieux est que je prenne par le pavillon et par mon jardin; on pourra croire que M. Marcel m'a ramenée par là.

En effet, c'était le mieux. Julien avait sa clé sur lui. — Je vais, dit-il, éveiller et faire lever ma mère, qu'en passant tantôt j'avais avertie de ne pas m'attendre. Elle croit que j'ai été souper chez Marcel.

— Ne l'éveillez pas, je m'y oppose. Lui raconter toutes nos aventures serait trop long à présent. A moitié endormie, elle s'inquiéterait. Demain vous lui direz tout. Ouvrez-moi la porte du jardin, et je me sauve sans bruit. Merci, et adieu!

Pour traverser l'étroit couloir qui, dans l'intérieur du pavillon, menait de la porte de la rue à celle du jardin, il fallait se trouver quelques instans dans une obscurité complète. Le pauvre ménage n'entretenait pas inutilement une lampe, et Babet, servante à la journée, ne couchait pas dans la maison. Julien passa le premier, ouvrit la porte du jardin, salua profondément M^{me} d'Estrelle, et referma aussitôt cette porte, pour lui bien montrer qu'il ne la franchissait jamais et ne prétendait pas la suivre, même des yeux, dans les allées où elle glissait comme une ombre.

Tant de discrétion, un respect si absolu, un dévouement si délicat, si prévoyant, si actif, si réellement efficace, touchèrent profondément M^{me} d'Estrelle. Il faisait une magnifique nuit de juin. Elle savait qu'en frappant à la vitre de sa chambre à coucher, qui donnait sur le jardin au rez-de-chaussée, elle avertirait Camille, qui veillait pour l'attendre. Elle savait aussi que la veillée de Camille consistait à faire un bon somme sur la meilleure bergère de

l'appartement. Elle pensa pouvoir sans inhumanité la laisser veiller ainsi quelques instans de plus, et, se sentant le cœur plein d'émotion, l'esprit noyé de rêveries, elle ne put résister au désir de s'asseoir au bord du bassin, où la lune se reflétait, immobile et claire, comme dans une glace de Venise.

Le rossignol ne chantait plus. Il dormait sur sa jeune couvée. Tout se taisait, et le *zéphyr* (la brise de ce temps-là) était si délicieusement assoupi qu'il ne faisait pas trembler un brin d'herbe. Paris dormait aussi, du moins le quartier paisible dont l'hôtel d'Estrelle marquait l'extrémité. On eût entendu plutôt là les bruits de la campagne que ceux de la ville; à cette heure, ils se bornaient à quelques fanfares de coq et à des aboiemens de chiens à de lointains intervalles. Les heures chantaient d'une voix limpide en se répondant d'un couvent à l'autre; puis tout retombait dans la muette extase, et si le roulement éloigné de quelque voiture résonnait sur le pavé du vrai Paris, c'était plutôt comme le mugissement sourd d'une vague que comme un bruit produit par l'activité humaine.

Julie, fatiguée et un peu égarée, respira ce calme de la nuit et ce parfum de la solitude avec un grand bien-être. Elle arrêta ses regards sur une grosse étoile blanche qui, gravitant non loin de la lune, se répétait dans la même eau. Elle resta d'abord sans penser, oubliant tout, se reposant; bientôt elle eut des palpitations violentes qui la firent souffrir : elle trouva qu'il faisait chaud, et puis froid. Elle se leva pour s'en aller. Elle approcha de la croisée de sa chambre et n'y frappa point. Elle revint au banc de pierre. Elle s'assit et pleura. Elle se leva encore et fit le tour du bassin comme une âme en peine; elle s'arrêta enfin, souriant comme une âme heureuse. Elle consentit à s'interroger, et quand son cœur lui répondit : *J'aime*, elle s'en épouvanta et lui défendit de parler. Puis elle demanda compte à sa conscience de cet effroi, de cette austérité farouche, hors nature, inutile à Dieu. Sa conscience lui répondit qu'elle n'était là pour rien, et que l'obstacle ne venait point d'elle, mais de la *raison*, espèce de conscience factice où la nature et Dieu cédaient le pas à des idées de convention, à la peur, au calcul, à des prévisions toutes relatives à l'intérêt personnel mal entendu. Dans cet ordre de raisonnement, tout se traduisait en pièces de six francs. Marcel l'avait démontré. Julie n'avait pas le droit d'aimer parce qu'elle n'avait pas assez d'écus. Marcel avait raison en présence du fait. Il fallait donc sacrifier l'âme à ce fait des plus grossiers, à l'implacable menace de la misère!

— Non, se dit Julie, cela ne sera pas! S'il le faut, je vendrai tout, je n'aurai plus rien, je travaillerai; mais je veux aimer, dussé-je de-

mander l'aumône! D'ailleurs il travaillera pour trois, *lui* qui travaille déjà pour deux! Il subira cette charge, il en sera heureux s'il m'aime! A sa place, je le serais tant!

Julie recommença à marcher avec angoisse. — M'aime-t-il à ce point-là? M'aime-t-il avec la passion que j'ai cru voir le premier jour?... Ah! oui, voilà ce que je me demande sans cesse, voilà tout ce qui me tourmente, voilà ce que ni ma conscience, ni ma raison, ni mon cœur ne peuvent m'apprendre. Il ne m'aime peut-être que d'amitié, car il est bon fils, et il me tient compte de ce que je voulais faire pour sa mère. Il me doit de la reconnaissance, et il me prouve la sienne par un dévouement admirable. Et après? Pourquoi m'aimerait-il follement? pourquoi voudrait-il passer sa vie à mes pieds? Il n'en éprouve pas le besoin, puisqu'il n'est là que dans les occasions où je peux, moi, avoir besoin de lui. Le reste du temps, il pense à ses vrais devoirs, à son travail, à sa mère, peut-être à quelque jeune fille de sa condition qui lui apportera une certaine aisance,... tandis que moi, ruinée... Mais suis-je ruinée?... Si le père de mon mari a assuré mon sort, je suis toujours une grande dame,... et alors... alors tout est changé dans mon rêve : j'oublie ce jeune homme qui n'est pas fait pour moi, j'épouse un homme du monde que je peux choisir, je suis heureuse et fière, j'aime sans trouble et sans rougeur... Ah! bien oui!... A présent c'est *lui*, ce n'est pas un inconnu, ce n'est pas un autre que j'aime, c'est lui seul, et je ne sais pas si on guérit de cela. Je ne sais pas si on oublie. Je crains que non, puisque plus j'essaie, plus j'échoue; plus je me défends, plus je suis vaincue... Mon Dieu, mon Dieu, il n'y a dans tout cela qu'une véritable terreur, un véritable supplice : c'est la crainte qu'il ne m'aime pas! Comment le saurai-je? Je ne le saurai peut-être jamais. Pourrai-je vivre sans savoir cela?

En se torturant ainsi elle-même, elle se trouva sans savoir comment dans la contre-allée, assez près du pavillon. La porte était ouverte, une ombre noire s'en détachait. Julien, comme s'il eût entendu sa pensée, comme s'il eût été invinciblement entraîné à y répondre, venait droit à elle.

Julie recouvra aussitôt sa raison et sa fierté. Surprise, elle allait parler en reine offensée. Il ne lui en donna pas le temps. — Madame, lui dit-il, pourquoi êtes-vous là? Vous ne pouvez donc pas vous faire ouvrir? Vos gens sont endormis, ou ils vous attendent tous du côté de la rue? Vous ne pouvez point passer la nuit dans ce jardin, vêtue comme vous l'êtes. Il est deux heures du matin. La rosée tombe, vous serez glacée, vous serez malade... Et votre coiffe est sur votre épaule, vous voilà tête nue, les bras à peine couverts... Tenez, prenez vite ce gros mantelet de ma mère, et pardonnez-moi d'être ici.

— Mais comment saviez-vous... ?

— Je vous entendais marcher sur le sable, d'un pas bien léger, qui ne pouvait être que le vôtre, et ce pas qui s'interrompait, qui recommençait toujours... J'étais dans l'atelier, et puis là, la porte entr'ouverte, je me disais : Elle est toujours dehors, elle ne peut pas rentrer, elle prend froid, ... elle est fatiguée, elle souffre, elle a peut-être peur ! Je ne pouvais plus y tenir, moi ; d'ailleurs c'était mon devoir... Et voyez, cela ne peut pas durer ; quelque chose qu'on puisse penser ou dire, je ne veux pas que vous en mouriez ; non, je ne le veux pas !

Cette fois Julien était ému, sa voix tremblait, ses mains tremblaient en posant le vêtement de sa mère autour de la taille de Julie ; mais il ne luttait point contre les surprises de la volupté : il grondait plutôt comme un père qui voit son enfant en danger. Il ne supposait même pas qu'on pût l'accuser d'un amour égoïste ou d'une entreprise perfide. Aussi oubliait-il toute convenance, et sa sollicitude avait un accent de passion qui bouleversa Julie. Elle lui saisit les deux mains, et emportée elle-même par un mouvement de passion exaltée, le premier de sa vie, le moins prévu et le plus indomptable : — Vous m'aimez ! lui dit-elle éperdument, vous m'aimez, j'en suis sûre ! Eh bien ! dites-le-moi, que je l'entende, que je le sache ! Vous m'aimez... comme je veux être aimée !

Julien étouffa un cri, perdit la tête et emporta Julie dans son atelier ; mais elle avait eu une vie trop chaste pour que l'effroi de sa pudeur ne fit pas remonter dans la meilleure région de l'âme de son amant le respect un moment submergé. Il tomba à ses pieds et couvrit de baisers le bout de ses doigts glacés en la suppliant d'avoir confiance entière. — Confiance ! confiance ! lui dit-il. J'ai juré que je serais votre frère. C'est votre frère qui est là, n'en doutez pas, et c'est votre confiance qui me préservera. Je vous ai dit que je vous adorais : cela est plus vrai que je n'ai su vous le dire, plus fort que vous ne pensez, plus terrible que je ne le croyais moi-même ; mais je ne veux pas vous coûter une larme, je me tuerais plutôt ! Soyez tranquille, vous ne rougirez pas de m'avoir ordonné de vous aimer.

Eût-il pu tenir parole ? Il le croyait encore au milieu du délire de sa joie. Julie ajouta à sa force par sa propre hardiesse. — Non, je ne veux pas rougir, lui dit-elle avec la franchise d'une prise de possession sérieuse ; je veux être votre femme, car être votre maîtresse, ce serait vous dégrader. A un homme comme vous, de vulgaires aventures ne conviennent pas ; à une femme comme moi, la galanterie est impossible. Et moi aussi, je me tuerais plutôt ! Julien, jurons-nous ici le mariage, quoi qu'il arrive, que je sois riche ou ruinée, car il y a autant de chance pour l'un que pour l'autre. Si je

suis pauvre, vous n'aurez pas de défaillance de volonté, vous me soutiendrez, vous me nourrirez. Si je suis riche, vous n'aurez pas de vaine fierté, vous partagerez mon sort. Il faut que ce soit décidé, convenu, juré. Je ne suis pas courageuse, je vous en avertis, c'est pour cela que je veux m'engager sans retour, et je sais qu'alors je ne regarderai plus ni à droite ni à gauche. Mon amour deviendra en moi un devoir; j'aurai alors de la force, de la décision, du sang-froid. J'ai su accepter le désespoir dans le mariage parce que j'ai des principes et de la religion vraie; j'accepterai à plus forte raison le bonheur, et je lutterai pour être heureuse comme je luttais auparavant pour ne pas désirer de l'être. Jurez, mon ami; il faut que nous soyons tout l'un pour l'autre, ou il faut ne nous revoir jamais, car voilà qui est certain, nous nous aimons, c'est plus fort que nous. Le monde n'y peut rien. Depuis quinze jours je ne vis plus, je me sens mourir. Aujourd'hui je devenais folle, tout à l'heure j'aurais couru après vous si vous m'eussiez dit : Je ne vous aime pas... Ou bien, non, je me serais jetée dans le bassin avec la lune, avec l'étoile qui brille au fond. Julien, je perds l'esprit, je n'ai jamais dit de pareilles choses, je ne croyais pas oser jamais les dire, et je vous les dis, et je ne sais plus si c'est moi qui parle. Ayez pitié de moi, soutenez-moi, gardez-moi mon honneur, qui est à vous, gardez-vous à vous-même la pureté de votre femme.

— Oui, ma femme ! oui, je le jure ! s'écria Julien transporté. Et vous, Julie, jurez donc aussi devant Dieu !

— Mon Dieu ! dit Julie éperdue et redevenue tout à coup un peu lâche, il y a un mois que nous nous connaissons !...

— Non, il n'y a pas un mois, reprit Julien. Il y a une heure, car nous nous sommes vus il y a un mois, pendant un quart d'heure ici, un quart d'heure chez vous, et ce soir, dans la rue, une demi-heure. Autant dire, Julie, que, selon l'apparence, nous ne nous connaissons pas du tout, et pourtant nous nous aimons. Dieu est là qui nous entend et qui le sait bien, lui, puisqu'il l'a voulu, puisqu'il le veut !

— Oui, tu as raison, reprit-elle avec exaltation, car elle se sentait retremmée par la foi exaltée de son amant; nous ne connaissons l'un de l'autre que notre amour. N'est-ce pas assez, n'est-ce pas tout ? Qu'est-ce que le reste ? Tu es un artiste habile, un digne jeune homme, un bon fils : voilà ce que tout le monde sait de toi; mais est-ce pour cela que je t'aime ? Je suis une honnête personne, assez généreuse et assez douce, tu as pu l'entendre dire; mais ce n'est pas pour cela non plus que tu m'as aimée. Il y a d'autres hommes de bien, d'autres femmes estimables à qui nous n'eussions jamais songé à nous attacher ainsi; nous nous aimons parce que nous nous aimons, voilà tout !

— Oui, oui, dit Julien, l'amour est comme Dieu, il est parce qu'il est, c'est l'absolu! Qu'importe que nous découvriions l'un chez l'autre telle ou telle particularité d'esprit ou de caractère? La grande, la seule affaire de notre vie, c'est de nous aimer, et puisque nous possédons l'amour l'un de l'autre, nous nous connaissons depuis cent ans, depuis toujours,... cela n'a ni commencement ni fin!

Ils divaguèrent ainsi pendant plus d'une heure, à voix basse, dans l'atelier qu'éclairait vaguement la lune à travers les arbres, Julie assise, Julien à genoux, les mains dans les mains, mais ne voulant pas échanger un baiser qui les eût perdus. Et tout à coup la lune qui déclinait vers l'horizon devint si claire qu'il fallut bien reconnaître que l'aube s'était mise de la partie. Julie se leva et s'enfuit après avoir juré et fait jurer cent fois à Julien que leur union était indissoluble.

Camille fut bien surprise, lorsqu'elle eut ouvert à sa maîtresse, de voir qu'il était près de trois heures.

— Est-ce que mes gens m'attendent encore? dit M^{me} d'Estrelle.

— Oui, madame, ils pensent que madame a voulu faire les prières de nuit auprès du corps de M. le marquis. La voiture a été chercher madame. Madame a dû la trouver à la porte de l'hôtel d'Ormonde.

— Non; je ne l'ai pas attendue, elle tardait trop. M. Marcel Thierry m'a ramenée par le pavillon, où j'ai dû m'arrêter pour causer avec lui de mes affaires. Dites aux domestiques de se coucher; la voiture rentrera quand le cocher sera dégrisé.

— Ah! mon Dieu! madame sait donc... Ce pauvre Bastien! je peux bien le jurer à madame!... il s'est grisé par dépit, parce que madame avait pris un fiacre.

Si cette explication fit sourire Julie, les siennes propres parurent bizarres à la soubrette; mais elle n'y entendit pas malice. La vie de Julie était si régulière et si chaste! Elle pensa seulement que la situation financière était en grand péril, puisqu'on passait la nuit à en parler avec le procureur, et elle fit part de ses inquiétudes aux autres valets, qui s'en affligèrent tout en songeant à ne point laisser arriérer leurs gages. Le valet de chambre, qui était l'ami de Camille et qui par contre-coup protégeait Bastien, s'en alla à l'hôtel d'Ormonde et ne l'y trouva pas. Bastien avait compris qu'on le renvoyait au cabaret et y était retourné; il y dormait du sommeil des anges, seul sommeil réputé assez délicieux pour servir de comparaison à celui d'un ivrogne. La voiture l'attendait à la porte, et le valet de pied, son subordonné, avait consenti à garder les chevaux à la condition que de quart d'heure en quart d'heure on lui apporterait de quoi se réchauffer sur le siège. Ces drôles ne reparurent à l'hôtel qu'au grand jour et ne retrouvèrent leur raison qu'au bout de vingt-quatre heures. En d'autres circonstances, Julie les eût chassés; mais

elle prévît que l'aventure bachique embrouillerait le fait de l'aventure romanesque dans les idées de l'antichambre et dans les commentaires de la loge. C'est ce qui arriva, et comme les gens qui servaient M^{me} d'Estrelle n'étaient pas malveillans à son égard, il sembla que rien ne dût transpirer de l'emploi de cette nuit insolite.

La nuit suivante, par prudence, on se tint coi; mais la nuit d'ensuite les deux amans, sans s'être donné rendez-vous, se retrouvèrent dans les bosquets du jardin, et se redirent avec un plaisir nouveau tout ce qu'ils s'étaient dit l'avant-veille. On continua ainsi, sans trouble et sans danger apparent, rien n'étant plus facile à M^{me} d'Estrelle que de se glisser hors de ses appartemens, et même sans de grandes précautions, ses gens ayant l'habitude de la voir prendre le frais, seule et assez tard, dans les nuits d'été.

Quelle douce existence, si elle eût pu durer! Ces rendez-vous avaient tout l'attrait du mystère, sans que le remords en troublât les délices. Libres tous deux et n'aspirant qu'à l'union la plus sainte, soutenus par un amour assez fort pour savoir attendre, ils étaient là dans la nuit, dans les buissons de fleurs, dans la splendeur de l'été qui commence et qui conserve toutes les grâces du printemps; ils étaient là comme deux fiancés à qui l'on a permis de s'aimer, et qui, sans abuser, se cachent pour ne point faire de jaloux. C'était la lune de miel du sentiment précédant celle de la passion. La passion en était bien déjà, mais combattue, ou plutôt réservée d'un commun accord pour la phase du combat et de la vaillance, car on savait bien ce qu'il faudrait braver, et Julien disait à son amie : — Vous souffrirez beaucoup pour moi, je le sais, et moi je souffrirai de vous voir souffrir; mais nous nous appartiendrons alors, et l'amour aura des ivresses qui nous rendront invulnérables aux atteintes du dehors. Quand même vous ne seriez pas gardée ici par votre pudeur et par ma vénération, il me semble que l'égoïsme bien entendu me ferait une loi de ne pas épuiser tout mon bonheur à la fois.

En d'autres momens, Julien était plus agité et moins résigné à l'attente. Julie alors le calmait en le suppliant de se rappeler ce qu'il avait dit la veille. — Je suis si heureuse depuis que nous nous aimons ainsi! lui disait-elle. Ne changeons rien à cette situation pleine de délices. Songez donc : le jour où je dirai tout haut que je vous ai choisi pour le compagnon de ma vie, on rira, on crierà, on m'accusera d'un entraînement vulgaire, et je sais des femmes vertueuses qui me diront avec cynisme : « Gardez-le pour votre amant, puisqu'il vous faut un amant; mais voyez-le en secret, et ne l'épousez pas! » De quel front soutiendrais-je ces impertinences, si je n'avais pas la conscience nette, et si je ne me sentais plus le droit de répondre : « Non, il n'est pas mon amant! Il est le fiancé que j'aime, et qui m'a prouvé son respect comme aucun autre homme

n'eût su me le prouver ! » Gardons nos forces, Julien ; celle de la vérité est la plus puissante de toutes pour lutter contre les idées fausses.

Julien se soumettait par dévouement et aussi par fidélité d'esprit à ce je ne sais quoi d'héroïque et de cornélien qui avait réglé sa vie et contenu les premiers élans de sa jeunesse. Il pouvait encore vaincre ses sens, ne leur ayant jamais permis de le dominer entièrement. Et puis ce roman d'amour pur, à travers la nuit embaumée, parlait à son imagination, et pour l'artiste ces nuits poétiques étaient des fêtes enivrantes. Ce jardin avait des profondeurs sombres et des masses puissantes, comme on en voit dans les compositions de Watteau. L'apparition de Julie gracieusement parée, assez grande et pleine d'ampleur dans la simplicité de ses atours, était en harmonie avec ce sentiment particulier qui fait de Watteau un peintre sans mièvrerie, un Italien réaliste et bien vivant dans un cadre de convention et dans une époque d'afféterie. Il y avait un coin retiré où, sur le fond noir des massifs, un grand vase de marbre blanc, haut monté sur un piédestal enguirlandé de lierre, se détachait vaguement dans la nuit comme un spectre. Des lueurs bleuâtres, insaisissables, glissaient sur le feuillage, et l'ombre des branches se dessinait sur le marbre, dont les contours s'effaçaient mollement sans que la forme du vase cessât d'être élégante et majestueuse. C'est là que Julien, aussitôt que sa mère était couchée, allait attendre Julie, et quand elle approchait, souriante, tranquille comme le bonheur, avec ses jupes de soie qui miroitaient dans l'ombre et ses beaux bras nus qui retenaient une draperie de satin rayé, Julien croyait voir je ne sais quelle muse moderne présidant à sa destinée, lui apportant les promesses de l'avenir avec toutes les grâces et toutes les séductions de la vie présente et réelle.

Le présent, il fallait bien le savourer sans trop songer au lendemain, car l'incertitude des événemens s'opposait aux projets sous une forme déterminée. On ne savait pas encore si l'on vivrait ainsi, abandonnés du monde, oubliés et tranquilles dans ce jardin qui était devenu pour l'amour un paradis terrestre, ou bien si, chassés même du pavillon par des créanciers inexorables, on n'irait pas chercher dans quelque faubourg une mansarde avec un jardin sur la fenêtre. On voulait tout accepter ensemble ; c'était la seule chose certaine, le seul vouloir irrévocable.

Deux semaines s'étaient écoulées depuis la mort du marquis d'Estrelle, et après toutes les recherches possibles il n'y avait pas eu trace de testament. On croyait qu'il en avait fait un, on n'osait dire tout haut que la marquise l'avait détourné. D'après divers indices, Marcel le pensait ; mais rien ne servait de soupçonner, on ne pouvait rien prouver, et le fait s'accomplissait avec une insolente

tranquillité, c'est-à-dire que la marquise, s'en tenant aux droits consacrés par son contrat de mariage, héritait intégralement de tous les biens du défunt, et ne faisait mention d'aucune réserve pour l'acquit des dettes du feu comte. Cette réserve semblait ressortir pourtant des termes du contrat de Julie. C'était matière à procès, et Marcel conseillait à Julie de plaider, ne fût-ce que pour arrêter les poursuites dont elle était menacée. Julie ne voulait pas de procès. Elle croyait qu'on les perdait toujours de part et d'autre, et Marcel avouait qu'elle ne se trompait guère. — Je sais bien, disait-elle, que la marquise ne m'aime pas, et il est fort possible qu'elle ne me doive rien; mais c'est une très grande dame, et il n'est pas possible que, riche comme elle l'est, elle laisse dépouiller entièrement une personne qui porte son nom. Attendons encore. Il ne serait pas seant d'aller si vite lui parler d'argent, et peu prudent, vous l'avez dit vous-même, de paraître trop pressée. Le moment venu, je ferai cette démarche, quoi qu'il m'en coûte; vous m'avertirez de l'opportunité.

— Allez-y tout de suite, lui dit un jour Marcel. Il n'est que temps, vos créanciers veulent agir demain.

Julie, sans se décourager de l'insuccès de sa première visite, s'était présentée chez la douairière dans la matinée qui avait suivi le décès du marquis. Cette fois elle avait été reçue très froidement, mais avec politesse. Peut-être, ayant fait disparaître les dispositions testamentaires, ne craignait-on plus sa présence. Il y eut bien quelque réflexion aigre-douce sur les plaisirs mondains qui marquaient la fin du deuil de veuve de M^{me} d'Estrelle, par allusion à son absence de la veille. Julie avait donné l'explication convenue avec Marcel. On l'avait écoutée d'un air de curiosité assez désobligeant, et puis on avait ajouté : C'est dommage pour vous, comtesse, mais vous voilà de nouveau en deuil !

Julie avait fait d'autres visites à la douairière sans lui parler jamais de ses embarras. Le moment venu de le faire, elle s'arma de courage, se présenta avec sa douceur accoutumée, et fit en peu de mots, qu'elle ne put réussir à rendre très humbles, l'exposé de sa situation. — Je vous demande pardon, madame, lui répondit la marquise, mais je n'entends rien à ces affaires, n'ayant pas l'avantage de vivre dans l'intimité des procureurs. Si vous voulez bien envoyer le vôtre à mon notaire, il prendra connaissance de mes droits comme de mes devoirs, et il se convaincra que vous n'êtes pas au nombre des charges qui m'ont été laissées.

— Ce n'est point là, madame la marquise, la réponse que je réclamais de votre loyauté. Il se peut que vous ne me deviez rien, et cela doit être, puisque vous l'affirmez. Je pensais que par des considérations de famille...

— Je n'ai pas l'honneur d'être de la vôtre, répondit sèchement la marquise.

— Vous voulez dire, reprit Julie, ranimée par la provocation, que M. le comte d'Estrelle s'est un peu mésallié en épousant une fille de noblesse mi-partie de robe et d'épée. Ceci ne m'offense pas, je ne rougis pas de mes aïeux magistrats, et ne me crois au-dessous de personne; mais je ne suis pas venue ici pour discuter mes titres à l'honneur de porter le nom que vous portez aussi. Le fait existe, je suis la comtesse d'Estrelle; dois-je perdre l'existence qui m'avait été promise et qui semblait assurée? Si M. le marquis m'a oubliée en mourant, ne résulte-t-il pas d'intentions dont il a dû vous faire part que vous acquitterez les dettes de son fils, du moins en partie?

— Non, madame, reprit la douairière, cela ne résulte pas d'une intention qu'il m'ait jamais exprimée. Je connais seulement son opinion, et la voici: vous devriez résolument renoncer à votre douaire, puisqu'il est insuffisant pour acquitter les dettes en question, et l'on verrait à payer le reste.

— On me l'a proposé souvent, madame; j'ai demandé si l'on voulait bien, en échange de cet abandon, me faire une pension quelconque.

— Êtes-vous absolument sans ressources? votre famille ne vous a-t-elle rien laissé?

— Douze cents livres de rente, madame, pas davantage, vous ne l'ignorez pas.

— Eh bien! avec cela on peut vivre, ma chère; c'est assez pour aller en fiacre, pour voir la comédie en loge grillée, pour fréquenter les femmes de procureur et pour donner le bras dans la rue en plein minuit à des peintres d'enseignes. Ce sont là vos goûts, à ce que l'on dit; contentez-les, renoncez à vos droits ou laissez vendre à tout prix les biens que vous tenez de la famille d'Estrelle; peu m'importe à moi! Tout ce que je désire, c'est que vous fassiez un mariage quelconque qui change votre nom et qui m'empêche d'être jamais confondue avec vous par ceux qui ne nous connaissent point.

— Vous aurez cette satisfaction, madame, répondit Julie en se levant, car, pas plus que vous, je ne voudrais de cette confusion fâcheuse. Elle salua et sortit.

Marcel l'attendait chez elle. Quand il la vit rentrer pâle et l'œil rempli d'un éclair d'indignation: — Tout est perdu, lui dit-il, je vois cela! Parlez vite, madame, vous me faites peur.

— Mon cher Thierry, je suis ruinée sans ressources, répondit Julie; mais ce n'est pas cela qui m'étouffe. On m'insulte, on me foule aux pieds; du premier coup, sans témérité, sans provocation de ma part, on me jette l'outrage à la figure! je suis environnée

d'espions, on rapporte, on envenime les choses les plus innocentes... Thierry, ajouta-t-elle en se laissant tomber sur un fauteuil, vous êtes un honnête homme;... je vous jure que je suis, moi, une honnête femme!

— Il n'y a que des misérables qui puissent nier cela! s'écria Marcel. Voyons, du courage, expliquez-vous.

Quand Marcel sut tout, sauf l'intelligence qui régnait entre Julien et la comtesse, car ils avaient cru devoir garder provisoirement leur secret, même vis-à-vis de M^{me} André Thierry, il fut fort abattu et jugea la situation désespérée. — Vous voilà, dit-il, entre le dènuement subit, absolu, épouvantable pour une femme qui a vos habitudes, et un procès dont l'issue est fort douteuse. Je ne sais plus quoi vous conseiller. Je vois que mes prévisions se réalisent. On veut vous dépouiller et avoir le monde pour soi en essayant de ternir votre réputation. On a aiguisé des armes contre vous, on s'en est muni en voyant décliner le marquis, et même, pendant qu'il rendait l'âme, on s'en est servi; on a travaillé de sang-froid à votre perte, on vous a fait espionner, on vous a suivie...

— Attendez, monsieur Thierry, est-ce que M. Antoine n'est pas mêlé à tout cela?

— Julien le croit, moi j'en doute encore : j'en aurai le cœur net, et, s'il le faut, je dresserai un contre-espionnage auprès du sien; mais le plus pressé n'est pas de savoir qui vous trahit, il faut arrêter vos résolutions.

— Pas de procès surtout!

— Non, mais n'avouons pas cela, et menaçons de rébellion; je m'en charge. On veut que vous abandonniez le douaire purement et simplement; moi je veux qu'on achète cet abandon, et je débattrai les conditions fort et ferme.

— En attendant, dit Julie, me voilà brouillée avec la famille de mon mari, car vous pensez bien que je ne remettrai jamais les pieds chez la marquise.

— Devant le parti-pris de vous pousser à bout que je vois bien arrêté chez elle, je n'ai point à vous conseiller la patience. La guerre est déclarée, les hostilités ne sont pas de notre fait. Il s'agit de ne pas reculer.

Mais Marcel n'eut pas le loisir de batailler. Il avait à ses trousses deux ou trois procureurs d'assez mauvais renom, qui parlaient de faire vendre à la criée, et qui ne voulaient plus accorder de délai. Il crut devoir souscrire aux prétentions de la marquise. Il alla en prévenir Julie. — On vous dépouille, lui dit-il, et je crains même qu'on ne vous force, en cas de résistance, à aliéner le mince capital que vous tenez de votre famille. Il est bien certain que les dettes du

compte avec les intérêts accumulés absorberaient au-delà de ce qui vous reste de sa fortune. La marquise d'Estrelle veut habiter ou tout au moins posséder l'hôtel d'Estrelle.

— Et ses dépendances? dit Julie; le pavillon aussi?

— Le pavillon aussi. Ma tante aura une indemnité pour déguerpir, autre chose à débattre, mais qui ne vous regarde pas.

Julie ne répliqua rien et tomba dans une profonde tristesse. Être ruinée, réduite à douze cents livres de rente, cela n'avait pas encore offert un sens bien net à son esprit; mais quitter à tout jamais cette maison élégante, ce jardin délicieux qui, depuis quelques semaines, lui étaient devenus si chers, perdre ce voisinage du pavillon, ce charme et cette sécurité des entrevues nocturnes, c'était là véritablement la catastrophe! Tout un monde d'ivresses s'écroulait derrière elle. Une phase de son plus pur bonheur était close brutalement et sans qu'elle eût eu le temps de s'y préparer.

Marcel retourna vite chez le notaire de la marquise. Il le trouva très hautain devant ses concessions, non pas lui, l'homme, qui était fort galant homme du reste, mais le fondé de pouvoirs engagé à soutenir pied à pied la cause de sa cliente. On l'avait d'ailleurs prévenu contre Julie, et il ne voyait en elle qu'une jeune folle décidée à tout sacrifier à des passions déréglées. Marcel n'y put tenir; il se fâcha, jura son honneur qu'il n'existait aucune relation secrète entre la comtesse et son cousin, qu'ils se connaissaient à peine, et que Julie était la femme la plus pure, la plus digne de respect et de pitié. Marcel était connu pour un très honnête homme : la chaleur de sa conviction ébranla le notaire; mais, revenant aux droits de la marquise, il démontra qu'elle était maîtresse de la situation et qu'on serait heureux d'en passer par où elle voudrait.

Pourtant il promit de faire son possible pour l'amener à des dispositions plus généreuses envers la veuve de son beau-fils. Le lendemain, il annonça, par une lettre à Marcel, que la marquise souhaitait voir l'hôtel d'Estrelle, où elle n'était pas entrée depuis longtemps. Elle voulait s'assurer par ses yeux de l'état des lieux et faire procéder à une évaluation qui serait débattue en sa présence par ses conseils et ceux de la comtesse. Il était aisé de voir, à la forme de cette lettre, que le notaire avait mécontenté sa cliente en plaidant, ainsi qu'il l'avait promis, le côté moral de la cause de Julie, et que lui-même était assez mécontent des méfiances et des duretés de la douairière.

Il se présenta le jour même avec elle. Julie, ne voulant pas revoir sa cruelle ennemie, se renferma dans son boudoir, laissant ouvertes toutes les autres portes des appartemens.

La marquise d'Estrelle était une âpre Normande. Dans le monde

de M^{me} d'Ancourt, on l'appelait *madame de Pimbêche, Orbèche, etc.* On l'accusait d'emprunter à l'année pour prêter sous main à la petite semaine. C'était peut-être exagéré; mais il est certain qu'en versant une grosse somme pour libérer Julie, elle voulait se rattraper sur le détail. La promptitude qu'elle mit à venir faire cette sorte d'expertise en était la preuve.

Elle se promena dans toute la maison, examina tout d'un oeil perçant et sûr, fit ses objections et ses réserves sur la plus petite dégradation murale, déprécia tant qu'elle put le mobilier et l'immobilier, parlant et agissant avec un cynisme d'avarice et d'aversion qui écœura Marcel et fit plus d'une fois rougir le notaire. Lorsqu'elle arriva devant le boudoir où Julie s'était réfugiée, elle demanda que cette porte fût ouverte. Elle le fut à l'instant même. Julie avait entendu venir, et, ne voulant pas subir ce dernier affront de recevoir malgré elle une visite odieuse, elle était sortie par le jardin, laissant à Camille l'ordre d'ouvrir dès qu'on l'exigerait. Camille était fière, elle comptait des échevins parmi ses ancêtres! Elle ne put résister au désir de donner une leçon à la douairière : elle s'approcha d'un meuble où elle avait serré exprès à la hâte quelques chiffons, et dit d'un ton de soumission mordante : — Peut-être que madame veut compter le linge? Il y a ici des fichus et des rubans à ma maîtresse.

La douairière se souciait peu du caquet d'une suivante; mais sa haine contre Julie reçut le coup de fouet et s'exaspéra. Elle jeta un coup d'œil rapide vers la croisée, et vit M^{me} d'Estrelle qui traversait le jardin et se dirigeait vers le pavillon.

C'était là une grande faute sans doute de la part de Julie; mais elle aussi était exaspérée. Elle se sentait comme chassée de sa maison, de sa chambre, de sa retraite la plus intime par l'impudeur de la persécution. Elle cherchait un refuge, elle avait la tête perdue, elle s'en allait d'instinct et sans réfléchir vers M^{me} Thierry, vers Julien. — On ne viendra pas me relancer chez eux, pensa-t-elle, on n'oserait! Je suis encore propriétaire, et moi seule ai le droit d'entrer chez les personnes qui sont là en vertu d'un bail. Il est temps que j'avoue d'ailleurs mes relations d'amitié avec M^{me} Thierry, et, à partir d'aujourd'hui, je prétends aller chez elle comme je vais chez d'autres femmes qui ont des frères ou des fils.

Au moment où elle entra résolument dans le pavillon, la marquise, avec une résolution non moins soudaine, sortait du boudoir et s'élançait dans le jardin. — Où allez-vous, madame? lui dit Marcel, qui n'avait pas vu fuir Julie, mais qui se méfiait des yeux brillants et de l'allure saccadée de l'agile et verte vieille. La marquise ne daigna pas répondre, et continua de sautiller comme une pie plumée. Le notaire et Marcel la suivirent, ne pouvant l'arrêter.

Elle connaissait fort bien les localités, quoique depuis longtemps elle n'y eût pas fait acte de présence, s'étant brouillée dès son second mariage avec le comte son beau-fils. Elle arriva au pavillon peu de minutes après Julien, trouva la porte grande ouverte et entra dans l'atelier comme une bombe.

Julien était seul; il ne savait même pas que M^{me} d'Estrelle fût entrée et montée chez sa mère. Depuis qu'il voyait Julie en secret, il n'était plus aux aguets. On était si bien d'accord pour ne pas se rencontrer par hasard! Il travaillait et chantait. Julie, en entrant dans le petit vestibule, avait eu je ne sais quel vague et subit avertissement du danger d'être suivie; elle avait pris l'escalier, se persuadant que la chambre de la veuve était un asile inviolable. Surpris de la brusque apparition de la vieille douairière, Julien, qui ne l'avait jamais vue, se leva, pensant qu'elle était arrivée par la rue et qu'il s'agissait d'une commande. Cette figure rouge et haletante, anguleuse et maussade, lui causa plus de déplaisir que d'espérance. — Voilà, se dit-il rapidement, une personne qui marchandera comme un brocanteur, si ce n'est quelque brocanteur femelle en réalité.

La toilette sordide de la dame n'annonçait nullement son rang et sa fortune.

— Vous êtes seul ici? lui demanda-t-elle sans lui rendre aucune espèce de salut.

Marcel et le notaire parurent, et les yeux étonnés de Julien interrogèrent Marcel, qui se hâta de lui dire : — Madame est une personne qui souhaite acquérir ce pavillon, et qui...

— Je n'ai pas besoin qu'on me présente à ce monsieur, riposta aigrement la marquise, et je sais m'expliquer moi-même.

— Alors, madame, dit Julien en riant, ce *monsieur* attend vos ordres.

— Je vous ai fait une question, reprit la marquise sans se déconcerter, je vais la rendre plus claire; où a passé la comtesse d'Estrelle?

Julien recula d'un pas. Marcel, voulant éviter une scène ridicule, lui fit vivement un signe en touchant son front avec le doigt, pour lui faire entendre que cette femme avait l'esprit dérangé.

— Ah! fort bien, dit Julien, parlant du ton dont on parle aux enfans et aux fous. M^{me} la comtesse d'Estrelle? Je ne la connais pas.

— Sotte réponse, monsieur le peintre, et tout à fait inutile. Je veux parler à cette dame, et je sais qu'elle demeure ici... de temps en temps!

— Marcel, dit Julien en s'adressant à son cousin, est-ce toi qui m'amènes *cette dame*?

Marcel fit avec angoisse un signe de tête négatif.

— Alors c'est vous, monsieur? dit Julien au notaire.

— Non, monsieur, répondit le notaire avec résolution; j'ai suivi madame, et j'ignore absolument ce qu'elle vient faire ici.

— Vous auriez donc beaucoup mieux fait de ne pas me suivre, reprit la marquise avec une sèche tranquillité; j'ai eu une raison pour venir dans cette boutique de tableaux, vous n'en avez pas. Faites-moi l'amitié de m'y laisser agir à ma guise.

— Je m'en lave les mains, répondit le notaire en saluant Julien avec beaucoup de politesse, et il sortit maudissant l'humeur acariâtre et fantasque de sa cliente.

— Quant à vous, monsieur le procureur,... dit la marquise à Marcel.

— Quant à moi, madame, répondit Marcel, je suis ici dans ma famille, et n'ai d'ordre à recevoir que de la maîtresse du logis qui est ma tante.

— Je sais tout cela. Je sais votre parenté et comment vous vous entendez en bons amis entre vous, et en bons voisins avec la veuve du comte d'Estrelle. Restez si bon vous semble, ou mettez-moi à la porte si vous l'osez.

— Finissons-en, madame, dit Julien, qui perdait patience. Je n'ai pas coutume de manquer de respect à une femme, quelque *étonnante* qu'elle me paraisse; mais je suis un artiste, un ouvrier si vous voulez: je suis chez moi, dans ma boutique de tableaux, comme vous dites fort bien, j'y travaille, je n'ai pas de temps à perdre. Vous me parlez de choses que je n'entends pas et d'une personne que je n'ai pas l'honneur de recevoir; si vous n'avez pas d'autre motif pour me venir déranger, souffrez que je vous quitte.

Et, enlevant son étude et sa palette, Julien sortit de l'atelier en jetant à Marcel un coup d'œil expressif qui signifiait: Tire-toi de là comme tu pourras.

— C'est bien! dit la marquise sans se laisser abattre par ce congé en bonne forme. Je me rappellerai la chanson du berger. Voyons un peu la chaumière. Je ne vous ferai grâce de rien; je veux voir tout le pavillon dehors, dedans, en haut, en bas, comme j'ai vu l'hôtel.

— Allons, madame, dit Marcel, puisque vous l'exigez... Permettez-moi seulement de prévenir ma tante, qui demeure là-haut!

— Non, pas du tout, reprit la douairière en se dirigeant vers la porte, je préviendrai moi-même, et si l'on me renvoie,... eh bien! j'en serai fort aise, monsieur le procureur!

— Ah! c'est à en perdre la tête! s'écria involontairement Marcel; est-il possible que vous supposiez réellement M^{me} d'Estrelle cachée ici? Alors venez, madame, je vous montre le chemin. Quand vous en aurez le cœur net...

Marcel était à cent lieues de s'imaginer que Julie fût dans la chambre de sa tante. Tout à coup, et comme il ouvrait brusquement la porte de l'atelier, il vit M^{me} d'Estrelle et M^{me} Thierry devant lui, et resta dans l'attitude la plus piteuse que l'on puisse attribuer au désappointement.

Julie avait entendu l'arrivée bruyante de la marquise dans l'atelier. Julien était monté pour dire à sa mère qu'une folle était là faisant rage. Il avait été surpris d'abord de voir Julie et désolé ensuite de sa présence, en apprenant d'elle que cette folle était la douairière en personne. Julie la connaissait enfin et savait bien qu'elle viendrait la relancer jusqu'au grenier. Elle avait pris son parti sur-le-champ, et, s'emparant du bras de M^{me} Thierry, elle lui avait dit : — Venez ! il ne me sied pas d'être surprise chez vous comme une coupable qui se cache. J'aime mieux braver l'orage, et je sens que je peux le braver parce que je le dois.

Julien, éperdu et prêt à éclater, était resté sur le haut de l'escalier, écoutant et se demandant si Marcel tout seul réussirait à empêcher les deux femmes qu'il aimait et respectait le plus au monde d'être insultées par une furie.

Mais, chose inattendue, dès que la douairière se vit en présence de ces deux femmes, son visage s'éclaircit, et sa colère parut se dissiper. Que voulait-elle en effet ? Constater par ses propres yeux qu'on ne l'avait pas trompée en lui disant que Julie avait fait amitié avec la veuve Thierry, et qu'elle était par conséquent la maîtresse de son fils. La conséquence était un peu forcée ; mais, Julien ayant dit à la marquise qu'il ne connaissait pas Julie, la marquise avait quelque motif de croire ce qu'elle désirait croire. Cette satisfaction l'apaisa comme la possession d'une proie apaise l'agitation du vautour. Elle partit d'un méchant rire en regardant Marcel d'une manière triomphante, et, sans saluer personne, sans attendre que personne lui adressât la parole : — Venez, monsieur le procureur, dit-elle à Marcel, je suis satisfaite ; j'ai vu ici tout ce que je voulais voir ; allons à nos affaires.

Julie sentit le sarcasme, elle allait y répondre. Elle était poussée à bout, au point de souhaiter dire son secret en présence de tous. C'était, selon elle, l'occasion ou jamais. Puisque la calomnie voulait la traiter en pécheresse humiliée, elle voulait reprendre sa dignité par l'aveu d'un amour sérieux et bientôt légitime. C'était un grand acte de courage de la part d'une femme qui n'avait jamais rien su braver ; aussi n'était-elle pas de sang-froid en prenant à la hâte et à l'insu de Julien cette résolution extrême.

Mais il ne lui fut pas donné de l'accomplir ainsi. Marcel et M^{me} Thierry lui saisirent chacun une main en lui disant bas, comme

à l'unisson : — Ne répondez pas; laissez tomber cela sous vos pieds! Et, pendant qu'ils la retenaient ainsi, la douairière passa devant elle sans daigner la regarder et reprit l'allée qui ramenait à l'hôtel, tandis que l'honnête notaire, qui l'attendait dehors et qui la suivait, adressait à Julie un salut d'une déférence très significative.

— Vous le voyez, dit Marcel, son conseil même proteste contre l'indignité d'une pareille conduite, et maintenant que cette femme a levé le masque, personne ne sera pour elle contre vous; mais pour Dieu, madame, comment vous laissez-vous surprendre ici, où vous ne venez jamais? Vous êtes imprudente, je dois vous le dire!

— Mon cher Thierry, j'ai à vous parler, répondit Julie. Allez conclure avec la marquise, cédez tout en fait d'argent, sauvez seulement ma petite fortune personnelle, et revenez ici. Je vous y attends.

— Pourquoi ici? reprit Marcel.

— C'est ce que je vous dirai quand vous serez de retour, répondit Julie.

— En effet, madame, dit Julien dès que Marcel se fut éloigné, par quel malheureux hasard honorez-vous ma mère de votre visite précisément le jour où votre mortelle ennemie vous guette? Et maintenant pourquoi restez-vous là comme pour la confirmer dans ses étranges soupçons?

Malgré le ton respectueux et tendre de Julien, ses paroles contenaient une sorte de réprimande qui étonna M^{me} Thierry.

— Julien, dit M^{me} d'Estrelle avec vivacité, le moment d'être sincère est venu. Il est venu plus tôt que je ne l'attendais, mais il s'impose, et je ne veux pas reculer devant la destinée. Ma digne amie, s'écria-t-elle en se jetant au cou de M^{me} Thierry, sachez la vérité. J'aime Julien. Je lui appartiens par les engagements les plus sacrés. Embrassez et bénissez votre fille.

— O mon Dieu! s'écria à son tour M^{me} Thierry éperdue en pressant Julie sur son cœur, vous êtes mariés?

— Non certes, jamais sans ton consentement, dit Julien en embrassant aussi sa mère; mais nous nous sommes juré l'un à l'autre de te le demander dès que cette confidence n'aurait plus rien d'alarmant pour ta tendresse. Julie parle plus tôt que je ne l'aurais souhaité, mais elle parle, et que veux-tu que j'ajoute? Je t'ai trompée, ma bonne mère, je l'aime éperdument, et je suis le plus heureux des hommes, puisqu'elle m'aime aussi!

M^{me} Thierry fut si émue de ces révélations qu'elle resta longtemps sans pouvoir parler. Elle accablait Julie et Julien des caresses les plus tendres, et, tremblante, les mains froides, les yeux humides, elle éprouvait un mélange singulier de frayeur et de joie. Le pre-

mier sentiment dominait peut-être, car sa première question fut pour demander à Julien pourquoi, au milieu de son bonheur, il semblait reprocher à Julie d'agir un peu trop vite.

— Ah! voilà! dit Julie. Hier soir,... car nous causons ensemble tous les soirs, chère mère, nous étions convenus d'attendre la solution définitive de mon sort avant de rien révéler à nos amis et à vous-même. Je me voyais marcher à ma ruine. Julien en était content. Seulement il eût voulu, pour ma considération, que tous les torts fussent du côté de la marquise, et il est bien certain que ma résolution, connue et publiée, va lui donner des partisans nombreux dans son monde de faux dévots et de méchantes prudes; mais moi, je ne peux pas supporter qu'on me fasse passer pour une femme galante, et cela serait si je craignais de dire la vérité tout entière.

— Oui, sans doute, répondit Julien : à présent il faut la dire; mais vous avez hâté l'heure, ma chère Julie! Pour cette inconséquence-là, je vous adore encore plus; mais mon devoir était de ne point m'y prêter. L'amour et la destinée l'ont emporté sur ma prudence; ils ont rendu mon dévouement inutile... Arrière les réflexions! Bénis tes enfans, ma chère mère; Julie l'a dit, Julie le veut, et moi je sais que tu le veux autant qu'elle.

Pendant que les habitans du pavillon se livraient à cet épanchement, la marquise, installée dans le salon de l'hôtel, procédait à l'évaluation rigide de l'un et de l'autre. Marcel bataillait, le notaire faisait d'honnêtes, mais vains efforts pour équilibrer les prétentions respectives. Enfin on arrivait à une conclusion assez chagrinante pour Marcel, c'est que Julie ne pouvait pas espérer de sauver son mobilier des griffes de l'ennemi. C'était beaucoup qu'on lui permit de conserver ses diamans et ses dentelles. Il fallait subir ce dur marché, parce que c'était le plus sûr; aucun enchérisseur ne s'était présenté. Marcel avait bien écrit à l'oncle Antoine, espérant qu'il prendrait envie du jardin et ne marchanderait pas trop malgré sa rancune; mais l'oncle Antoine s'était tenu coi.

Après une demi-heure de discussion finale sur les articles déjà rédigés, on fit quelques ratures, on remplit quelques blancs. La douairière signa, et comme Marcel se disposait, tout en rechignant et protestant encore, à soumettre l'acte à la ratification de Julie : — Pourquoi n'est-elle pas ici? dit la douairière d'un ton brusque; la chose est assez importante pour qu'elle puisse quitter son cher pavillon pendant quelques minutes!

— Vous avouerez, madame, reprit Marcel, que vous ne traitez pas la comtesse d'Estrelle sur un pied de bonté qui doive l'engager à se retrouver en face de vous.

— Bah! bah! elle est bien susceptible! Allez donc la chercher,

maître Thierry! J'ai hâte de m'en aller, et si, en lisant l'acte, elle fait des façons, je ne suis point faite, moi, pour l'attendre. Qu'elle vienne s'expliquer ici, ce sera plus tôt fini. Que craint-elle? Je n'ai plus rien à lui dire sur sa conduite, dont, à l'heure qu'il est, je me soucie fort peu, et que d'ailleurs je ne lui ai point reprochée. Lui ai-je dit un seul mot tout à l'heure? Si je lui en ai touché auparavant quelque chose, c'est lorsqu'elle a voulu faire appel à des sentimens que je ne lui dois point; mais qu'elle s'abstienne de récriminations, et je m'engage à ne la point humilier.

— Si vous m'autorisez à lui porter des paroles de paix, dit Marcel, et à les rédiger en expressions douces et convenables, je vais tenter de l'amener ici.

— D'ailleurs, observa le notaire, madame la marquise a sans doute quelque chose à lui dire en dehors des termes du contrat? L'intention de madame est certainement de lui donner le temps de trouver un abri en quittant l'hôtel?

— Oui, oui, c'est cela, dit la marquise; c'est mon intention. Allez, maître Thierry!

Marcel courut au pavillon et décida Julie à le suivre. Il lui avait semblé que la marquise, satisfaite de son marché, voulait essayer d'effacer un peu ses torts, et il convenait à la générosité de Julie, à sa prudence peut-être, de ne pas repousser cette sorte de replâtrage dont le monde a coutume de se contenter.

Le temps pressait, on ne s'expliqua pas encore au pavillon en présence de Marcel; seulement Julie dit tout bas à M^{me} Thierry : — Vous savez ma dot à présent; j'apporte une très petite rente, mais en vendant mes bijoux nous pouvons racheter la maison de Sèvres. Je suis donc pour Julien un parti sortable, et tout s'arrange de ce côté aussi bien que possible.

La marquise dissimula l'impatience que lui avaient causée quelques momens d'attente. Elle fut presque polie en priant Julie de lire et de signer. Julie prit la plume; mais, ne voyant pas venir les paroles conciliantes que Marcel lui avait annoncées, elle hésita un peu et regarda le notaire, comme pour lui demander son avis. Cet air de déférence n'échappa point à la perspicacité de l'homme de loi, qui décidément se sentait de la sympathie pour elle. — Ce serait le moment, dit-il à sa rude cliente, d'annoncer à madame vos bonnes intentions sur la question exécutoire.

— Eh! oui, sans doute, répliqua la marquise, je veux entrer en possession de l'hôtel sur-le-champ, demain au plus tard; mais je laisse le pavillon pour deux ou trois mois à madame.

— Le pavillon? dit Marcel surpris; mais il est loué, le pavillon! Madame la marquise n'ignore pas qu'il est loué pour neuf ans?

— Mais le bail est nul, maître Thierry, car je ne l'ai pas signé, et aux termes de nos accords matrimoniaux M. le marquis d'Estrelle ne pouvait faire aucun acte sans ma participation expresse.

— Ainsi M^{me} Thierry serait mise en demeure de déloger sans indemnité ?

— J'en suis fâchée pour elle ; mais vous savez mon contrat par cœur : regardez le bail, et vous vous convaincrez de la nullité.

Elle prit le bail, qui était dans sa poche, et le montra. Il n'y avait rien à dire.

— Qu'est-ce que ça vous fait ? dit la marquise, riant de la consternation de Marcel. M^{me} la comtesse est encore en état de dédommager M^{me} Thierry de cette contrariété. On ne compte pas avec ses amis !

— Vous avez raison, madame, répondit Julie avec dignité, et je vous remercie de l'occasion que vous me donnez de marquer mon dévouement à M^{me} Thierry... Mais je refuse votre gracieuseté : M^{me} Thierry et moi nous sortirons ensemble de chez vous dans une heure.

— Ensemble ? dit la marquise. Tant de franchise n'était pas nécessaire, madame !

Julie allait répondre, lorsqu'un vigoureux coup de sonnette dans l'antichambre fit tressaillir la marquise. — Allons ! pas de querelles inutiles, dit-elle en changeant de ton subitement ; voilà des visites. Signez, ma chère ; finissons-en !

Et comme le valet de chambre allait annoncer quelqu'un : — Dites qu'on ne reçoit pas encore, lui cria-t-elle ; faites attendre !

— Pardon, madame, reprit Julie offensée de ce ton d'autorité en sa présence, je suis encore chez moi.

Marcel, qui avait remarqué la subite impatience de la marquise, se sentit poussé par un instinct vague, mais impérieux. Il ôta la plume des mains de Julie. La marquise pâlit, Marcel la regardait.

— Dois-je annoncer ? dit le valet de chambre s'adressant à Julie.

— Oui, répondit vivement Marcel, qui avait aperçu la figure du visiteur par la porte entrebâillée.

— Oui, répéta Julie, entraînée par l'agitation de Marcel.

— Monsieur Antoine Thierry ! dit à voix haute le domestique.

Julie se leva par un mouvement de surprise. La marquise, qui était debout, se rassit par un mouvement de dépit. L'horticulteur entra, gêné, gauche comme de coutume, mais portant haut quand même sa figure irascible, qui faisait toujours un si étrange contraste avec ses manières timides. Sans saluer précisément personne, il vint en zigzag, mais très vite, jusqu'à la table, jusqu'au papier, jusqu'à l'encrier, et regardant Julie : — Est-ce que vous venez de

finir quelque chose? lui dit-il d'un ton fâché où perçait je ne sais quelle sollicitude.

— Rien n'est fini, puisque vous voilà, lui répondit Marcel. Venez-vous par hasard pour enchérir, monsieur mon oncle?

— Personne ne peut enchérir, dit la marquise très agitée. Tout est conclu. J'en appelle à la bonne foi...

— La bonne foi est sauve, reprit Marcel. Nous subissons des conditions très dures. Jamais on n'a blâmé un condamné à mort, quelque résigné qu'il soit, d'accepter sa grâce quand elle vient le surprendre. Voyons, monsieur mon oncle, parlez! Vous avez envie de l'hôtel d'Estrelle. Je dis plus, vous en avez besoin; vous abattrez le mur mitoyen, et vous ferez une jolie addition à votre jardin. L'hôtel de Melcy est froid, vieux, maussade, mal situé... Celui-ci est riant, frais en été, chaud en hiver. Vous le voulez, vous le réclamez, n'est-ce pas?

— Voilà une infamie! s'écria la marquise. Le consentement de madame équivalait à une signature, et jamais on n'a retiré sa parole au dernier moment.

— Pardonnez-moi, madame, riposta Marcel, vous étiez prévenue. J'ai résisté jusqu'à la dernière minute, et je vous l'ai dit trois fois dans la discussion : si la porte s'ouvrait en cet instant, si un enchérisseur quelconque nous apparaissait, je déchirerais ce projet d'acte que je trouve déplorable pour ma cliente. Je subissais, je ne consentais pas; je réclame le témoignage de mon collègue ici présent. Mon oncle, on vous sait infailible sur le point d'honneur; dites! ai-je le droit de m'opposer à la signature avant que vous ayez parlé?

— Certes! répondit M. Antoine, et tu l'as d'autant plus que mes droits à moi priment ceux de M^{me} la marquise. Voyons un peu cet acte!

Antoine parcourut l'acte et dit : — Ce n'est pas là mon évaluation, madame la marquise; vous plumez trop la proie, et vous m'obligez à vous rappeler nos petites conventions.

— Allez, monsieur, enchérissez! répondit la douairière. Je ne saurais lutter contre vous qui possédez des millions. Je renonce à tout, et je vous laisse la place.

— Attendez, attendez! répliqua Antoine, nous pouvons encore nous entendre à demi-mot, madame! Je peux agir ici de manière à contenter tout le monde. Ça dépend de vous!

— Jamais, s'écria la marquise indignée; vous êtes un fou et j'ai honte d'avoir accepté vos services!

Elle sortit, oubliant son notaire, et Antoine resta interdit, le sourcil froncé, plongé dans une méditation mystérieuse, le visage tourné vers la porte.

— Ils s'entendaient contre moi, dit Julie tout bas à Marcel; à présent que vont-ils faire?

— Prenez patience, répondit Marcel, je crois que je devine.

Il n'eut pas le temps de s'expliquer davantage. M. Antoine sortait de sa rêverie, et s'adressant au notaire : — Eh bien! lui dit-il, où en sommes-nous et que décidons-nous?

— Quant à moi, monsieur, répondit le notaire, qui serrait ses papiers et cherchait ses lunettes, ce qui vient de se passer entre la marquise et vous est lettre close. Ma cliente paraît renoncer au but qu'elle poursuivait, j'attendrai de nouveaux ordres de sa part pour me mêler de cette affaire.

— C'est donc à nous deux? dit M. Antoine à Julie tandis que le notaire opérait sa sortie.

— Non, monsieur, répondit-elle en lui montrant Marcel, je vous demande la permission de vous laisser ensemble.

— Pourquoi? dit Antoine d'un air étrangement navré en faisant le geste de la retenir, mais sans oser effleurer sa manche; vous m'en voulez, madame d'Estrelle! Vous avez tort : tout ce que j'ai fait, c'est dans votre intérêt. Pourquoi ne voulez-vous pas que je vous le dise?

— Oui, au fait, dit Marcel, pourquoi refuserait-on de savoir ce que vous avez dans le ventre? Pardon de l'expression, madame la comtesse, je suis un peu irrité;... mais donnez-moi l'exemple de la patience. Écoutons, puisque c'est le jour d'affronter l'ennemi sur toute la ligne.

Julie se rassit en jetant sur M. Antoine un regard froid et sévère qui le troubla complètement. Il balbutia, bégaya et fut incompréhensible.

— Allons, reprit Marcel, vous n'arriverez pas à vous confesser, mon pauvre oncle! C'est à moi de vous interroger. Procédons avec ordre. Pourquoi avez-vous mystérieusement quitté Paris le lendemain de certaine aventure tragique arrivée à une de vos plantes?

— Ah! tu vas parler de ça? s'écria l'horticulteur, dont les petits yeux furibonds s'arrondirent.

— Oui, je vais parler de tout! Répondez, ou j'emmène le juge, et vous restez condamné.

— Condamné à quoi? dit Antoine en regardant Julie; à sa haine?

— Non, monsieur, à mon blâme et à ma pitié, répondit M^{me} d'Estrelle en dépit des muets avertissemens de Marcel, qui voulait amener l'oncle à résipiscence.

— Votre pitié! de la pitié à moi! reprit-il exaspéré. Jamais personne ne m'a dit ce mot-là, et si vous n'étiez pas une femme!...

Puis se tournant vers Marcel : — De la pitié, c'est du mépris! Si c'est toi qui lui conseilles de parler comme ça, tu me le revaudras, toi!

— Alors justifiez-vous, si vous le pouvez, répondit hardiment Marcel, car si votre conduite est telle qu'elle paraît avoir été, vous êtes un homme détestable, et toute femme d'honneur outragée par vous a le droit de vous le dire.

— En quoi l'ai-je outragée? Je n'ai outragé personne, moi; j'ai vu qu'elle se perdait, j'ai voulu l'empêcher de...

— De se perdre! vous divaguez, mon oncle! Il est des dangers qu'une femme comme celle devant qui nous sommes ne connaît pas et ne connaîtra jamais.

— Ah! bien oui! des paroles, tout ça! Je ne me paie point de phrases apprises dans les livres, moi! Quand une femme donne des rendez-vous à un jeune homme...

— Des rendez-vous? Où prenez-vous cette folie? Ceux qui vous ont dit cela mentent par la gorge!

— C'est toi qui mens! toi, le complice, le complaisant!...

— Ah ça! mon oncle... Mort de ma vie, vous me ferez sortir des gonds!

— Sors de tes gonds, si bon te semble! Je vous ai vus, moi, sortir de la comédie.

— Eh bien! après? Ma femme...

— Oh! ta femme... Ta femme est une bête! J'ai vu Julien sortir aussi.

— Julien n'était pas avec nous; il ne nous savait pas plus en bas de la salle que nous ne le savions en haut. D'ailleurs, quand même il eût été avec nous, quelle est cette manie d'incriminer...

— *J'encrimine!* s'écria M. Antoine, dont nous ne rapportons pas ici toutes les incorrections de langage, *j'encrimine* ce qui est *encriminable!* Et la promenade de nuit, bras dessus, bras dessous, pour revenir de l'hôtel d'Ormonde au pavillon, où madame est restée par parenthèse jusqu'à trois heures du matin? M^{me} André pouvait être en tiers dans la conversation, ça, je ne le nie pas; mais c'est une raison de plus pour *encriminer*, comme tu dis, âne de procureur! Et tous les rendez-vous du soir dans le jardin, même que madame ne rentre jamais avant deux heures, quelquefois plus tard!

— Où prenez-vous ces propos de laquais? s'écria Marcel indigné; où ramassez-vous ces calomnies d'antichambre?

— Je ne vais pas dans les antichambres, et je ne me renseigne point auprès des laquais, j'ai ma petite police. Je suis assez riche pour payer des gens habiles qui observent et qui me disent la vérité. Ça, je ne m'en cache pas! Je voulais savoir les sentimens de madame, les causes de l'affront qu'elle m'a fait en chargeant maître Julien de m'éconduire; c'était mon droit, et si je m'étais vengé comme je pouvais le faire, c'était mon droit aussi.

M^{me} d'Estrelle, résolue à tout dire et à tout braver, écoutait l'oncle Antoine avec une fierté impassible. La brutalité de sa déclamation, qu'elle attribuait à une démence soutenue, et qu'elle excusait à cause de son manque d'éducation, ne la blessait pas comme les impertinences préméditées et raisonnées de la marquise. Marcel, qui la regardait pendant le beau discours de son oncle, prit la sérénité dédaigneuse de son sourire pour une dénégation plus éloquente que toutes les paroles. — Mais regardez-la donc, s'écria-t-il en secouant le richard pour le faire taire; regardez-donc le pauvre effet de vos rêveries et des mensonges qu'on vous a fait avaler! Vous ne pouvez pas faire monter la plus petite rougeur à son front, et son silence confond votre brutale faconde!

— Je parlerai tout à l'heure, dit Julie, laissez parler M. Thierry. Vous voyez, il ne me fâche point, et j'attends qu'après avoir fait l'exposé de ma conduite il me rende compte de la sienne. Vous êtes sous le coup de mon indignation, monsieur Antoine Thierry, ne l'oubliez pas. Vous prétendez ne pas la mériter; il vous reste à me prouver cela.

Le vieillard fut atterré un instant, puis, prenant son parti : — Eh bien! dit-il, méprisez-moi si vous voulez; je ne m'en moque pas mal; j'ai mon estime, ça me suffit! J'ai été en colère, oui! j'ai parlé de vous avec colère, avec vengeance, je ne m'en cache point,... et pourtant je ne vous hais point, et il ne tiendrait qu'à vous de m'avoir pour ami.

— Confessez-vous avant d'implorer l'absolution, dit Marcel; que s'est-il passé, qu'avez-vous fait, dites?

— Il s'est passé,... voilà ce qui s'est passé. Mordi! le hasard m'a aidé à soulager ma bile. M^{me} la douairière d'Estrelle m'a fait demander un service. Deux ou trois jours avant la mort de son mari, on m'a prié de passer chez elle. Je la connaissais de longue date pour des terrains qu'elle m'avait vendus pas trop cher. Elle n'était pas si forte en affaires dans ce temps-là qu'elle l'est à cette heure. Elle m'a dit : « Mon mari n'en a pas pour longtemps, j'hérite de lui; mais je ne paie point les dettes de son fils, à moins que la comtesse ne m'abandonne son douaire, et pour l'y forcer je veux acheter les créances. Prêtez-moi l'argent, et vous aurez part aux dépouilles. Je vous revaudrai votre complaisance. — Pardon, madame, que je lui ai dit, je veux faire sentir à cette dame que je la tiens; mais je veux être le maître de lui pardonner, si ça me convient. » Là-dessus : « Ah! tiens! qu'est-ce que vous avez donc contre elle? » Et là-dessus, moi : « J'ai ce que j'ai! — Si fait! — Non. — Dites! etc. » Bref, de fil en aiguille et de parole en parole, je me suis débouonné, j'ai dit que j'avais voulu être ami et qu'on m'avait traité comme un

corsaire, et tout ça, parce qu'on s'était laissé tomber dans les intrigues de M^{me} André Thierry, qui voulait marier son fils avec une grande dame par vanité, et pour avoir des pareilles, ainsi que *le loup* de la fable qui a la queue coupée, comme on dit. — Et la marquise a été contente d'apprendre l'aventure, et m'en a fait dire peut-être plus que je ne voulais, encore que j'eusse du plaisir à le dire. *Enfin finale*, elle a dit : « Monsieur Thierry, il faut laisser aller ce beau mariage-là, ça m'arrange ! » Et moi, j'ai dit : « Ça ne m'arrange pas ! — Bon ! vous êtes amoureux d'elle à votre âge !... Du dépit, de la jalousie ! Y pensez-vous ? — Non, madame, je ne suis point amoureux à mon âge ; mais à tout âge on a du dépit d'être joué, et on m'a joué. Je ne suis pas méchant, mais je suis puissant, et je veux qu'on le sache. Il ne me convient pas de la poursuivre moi-même ; mais quand vous l'aurez bien tourmentée, puisque ça vous amuse, je veux, si elle me demande pardon, lui faire grâce. — Bien ! bien ! a dit la marquise. Je vous jure de m'entendre avec vous de bonne amitié. Prêtez toujours. Voilà mon billet, et vous avez ma parole. »

— La dame m'a encore fait appeler après l'enterrement du bonhomme de marquis. J'en savais de belles sur la maison d'ici, et je lui ai tout conté, et ça nous soulageait tous les deux d'*abimer* la comtesse. Et alors la douairière m'a dit : « Vengez-vous. Je vais la poursuivre à outrance. » Moi, j'ai toujours dit : « Soit, mais avertissez-moi. Je veux racheter, si elle s'amende. » Or madame la douairière me trompait ; mais je suis arrivé à temps. Tout est rompu entre nous ; c'est une femme rusée, elle me le paiera, je ne dis que ça !

— Vous ne dites pas tout, mon oncle ! Il a été question d'autre chose. Vous lui avez dit tantôt : Il dépend de vous que tout s'arrange.

— Ça, c'est mon affaire, ça ne te regarde pas.

— Pardon ; elle a répondu *jamais* avec une colère...

— C'est une vieille folle !

— Enfin à quoi répondait-elle ?

— Eh ! va au diable ! De quoi te mêles-tu ?

— Allons, convenez-en, l'affaire s'est compliquée d'un autre projet...

— Non, te dis-je !

Marcel s'obstina. — Mon oncle, dit-il, la chose est claire pour moi ; ne pouvant épouser une comtesse, vous avez voulu épouser une marquise. Eh bien ! ce projet-là était plus raisonnable que l'autre : vos âges et vos fortunes s'accordaient mieux ; mais je vois que là aussi vous avez échoué. On vous a leurré de quelque espérance afin d'avoir un peu de votre argent, puis on n'en a pas moins travaillé sous main et à votre insu à s'emparer des biens de

la comtesse, et si vous fussiez arrivé une minute plus tard, c'était un fait accompli, vous n'étiez ni marié ni vengé.

Antoine avait écouté cette remontrance la tête basse, dans l'attitude de la méditation, mais regardant en dessous le sourire de surprise et d'ironie que M^{me} d'Estrelle ne pouvait dissimuler.

— Tant qu'à ne pas être marié avec cette vieille aigrefine, dit-il en se levant, j'en rends grâce au bon Dieu par exemple; mais tant qu'à la vengeance que je veux faire ici, je l'ai, le diable ne me l'ôterait pas.

— Voyons cette vengeance, dit Julie avec le plus grand calme.

— Qui vous dit que ça soit contre vous? s'écria l'oncle Antoine, dont la langue se déliait toujours à un moment donné. Tenez, vous êtes trois femmes qui m'avez berné comme un petit garçon. Les femmes, ça ne sait pas faire autre chose! La première, c'était dans le temps M^{me} André, qui m'appelait son frère et son ami, et ça m'avait donné confiance; la seconde, c'est vous qui m'appeliez votre bon ami et brave voisin, pour m'amener à faire une dot à votre amoureux; la troisième... oh! celle-là m'a appelé son cher monsieur et son honnête créancier, mais c'est la pire des trois, parce qu'elle ne voulait que me plumer, comme une avaricieuse qu'elle est: c'est donc celle-là qui paiera pour les deux autres. Et vous, madame d'Estrelle, je vous pardonne et je vous excuse. L'amour fait faire de grandes bêtises, mais au moins c'est l'amour, une chose qui, à ce qu'il paraît, embrouille la cervelle et fait clocher la raison. Eh bien! soit, rendez-moi votre amitié et ne parlons plus de mariage ni avec moi, ni avec l'autre. Je vous veux toujours du bien, et je vous empêcherai de prendre mon neveu le peintre, parce que mon neveu le peintre m'a manqué, et qu'il ne vous convient pas d'épouser un peintre.

— Voyons, voyons! dit Marcel interrompant M. Antoine, vous commencez, vous, à parler raison; mais voilà votre manie qui vous reprend. C'est une idée fixe, à ce qu'il paraît! Où diable avez-vous pêché cette fantaisie?

— Non! dit Julie, finissons-en! Nous ne nous entendons pas, vous et moi, monsieur Marcel; je suis lasse d'avoir l'air de feindre, quand mon cœur est sincère, quand j'ai dit devant vous à la marquise assez clairement mes intentions. Laissez-moi donc parler à mon tour et vous déclarer à tous deux que mon mariage avec Julien Thierry est une chose résolue et jurée sans retour. Oui, Marcel, vous serez mon cousin; oui, monsieur Antoine, vous serez mon oncle. On vous a fort bien renseigné, et vous pouvez payer largement vos espions. A présent que ma déclaration est faite, vous sentez que je suis forcée de retirer les expressions dont je me suis

servie pour qualifier votre conduite envers moi. Quelle qu'elle soit désormais, le respect de la parenté doit me fermer la bouche. Libre à vous de m'invectiver, de me calomnier et de me ruiner. Je ne vous répondrai plus un mot, mais je ne vous implorerai pas non plus; je n'ai point de grâce à vous demander, et plus vous me ruinerez, plus vous augmenterez mon estime et ma reconnaissance pour l'homme qui veut bien se charger de mon sort.

La surprise avait coupé la parole à Marcel. L'oncle, qui d'abord l'avait regardé d'un air de triomphe et qui avait bien vu l'ingénuité de son étonnement, devint sombre et de nouveau irrité quand il se sentit ainsi bravé en face par M^{me} d'Estrelle. — Alors, dit-il en se levant, c'est entendu, c'est arrêté, et vous ne voulez pas entendre mes dernières propositions?

— Si fait! s'écria Marcel, dites toujours. Je n'approuve pas, moi, toutes les idées de M^{me} d'Estrelle, et je lui déclare devant vous que je combattrai celle de ce mariage. Parlez donc, fournissez-moi des argumens...

— Tu es dans le vrai cette fois-ci, toi, répondit M. Antoine. Eh bien! puisqu'elle tourne la tête d'un air d'entêtement et de mépris, car elle est méprisante, oui! et c'est là une nièce qui me traitera comme madame ma belle-sœur, ... dis-lui ce que je ferai, si elle renonce à son barbouilleur de tulipes. Je la tiendrai quitte de toutes ses dettes, je lui laisserai son hôtel, son jardin, son pavillon, ses diamans, sa ferme du Beauvoisis, tout ce qui lui reste enfin!

— Attendez, attendez! dit Marcel à Julie, qui voulait répondre.

— Non! dit Julie; je n'accepte rien de l'homme qui traite Julien et M^{me} Thierry avec ce dédain et cette aversion. Je fais bon marché de mon injure personnelle. Je pardonne à monsieur de m'avoir livrée aux sarcasmes et aux outrages de la marquise et de son monde; mais les ennemis de ceux que j'aime ne peuvent jamais devenir mes amis, et leurs bienfaits me sont une offense que je repousse.

— Attendez, on vous dit! s'écria M. Antoine frappant du pied; avez-vous le diable au corps? Vous croyez que je veux ruiner vos amis? Point! Je leur donne la maison de Sèvres, qui est aujourd'hui à moi, s'il vous plaît! Je leur fais une rente, je leur assure une bonne part de mon héritage, car je partage mon bien entre vous, Julien, et cet âne de procureur que voilà! Ainsi je vous fais tous riches et heureux, à une seule condition : c'est que le pavillon va être vidé sur l'heure, et que vous jurez tous sur l'honneur, et signerez ce serment-là, comme quoi jamais M^{me} d'Estrelle ne reverra M. Julien!

Cette fois Julie resta interdite. S'il y avait de la folie bien réelle

chez ce vieillard inexorable, il y avait une sorte de grandeur farouche dans cette magnificence qui ne reculait devant aucun sacrifice pour assurer le triomphe de sa jalousie. Il y avait de l'habileté aussi à mettre ainsi M^{me} d'Estrelle aux prises avec le sacrifice des intérêts de Julien, de M^{me} Thierry et de Marcel. Ce dernier s'exécuta sur-le-champ avec une grande noblesse de langage. — Mon oncle, dit-il à M. Antoine, vous ferez pour moi dans l'avenir ce que bon vous semblera. Vous me connaissez trop pour croire que des espérances de ce genre influenceront jamais sur ma conscience. J'ai dit tout à l'heure que j'étais contraire à la résolution de M^{me} d'Estrelle : j'avais là-dessus des idées que mon devoir est encore de lui soumettre; mais sachez bien que, si elle ne juge pas à propos de s'y rendre, je ne lui rappellerai jamais que sa résistance peut me nuire dans votre esprit, que je n'agirai jamais avec elle sous l'impression de mon intérêt personnel, et qu'enfin, si madame persiste, ainsi que Julien, dans le projet qu'ils ont de se marier, je les aiderai de mes conseils, de mes services, et leur serai éternellement ami, parent et serviteur.

Julie tendit silencieusement la main au procureur. Des larmes vinrent au bord de ses paupières. Elle regarda Antoine et vit son inébranlable obstination sur son masque racorni et cuivré.

— Allons trouver M^{me} Thierry et Julien, dit-elle en se levant; c'est à eux qu'il appartient de prononcer.

— Non pas ! s'écria M. Antoine; je ne veux pas qu'on prenne les gens au dépourvu. Dans le premier moment, je sais fort bien que le peintre fera son grand homme et que la mère prendra ses grands airs, surtout en ma présence. Et puis on se piquera d'honneur devant madame, on ne voudra pas être en reste de fierté : sauf à s'en repentir l'heure d'après, on dira vite ment comme elle; mais j'attends tout le monde à demain matin, moi ! Je reviendrai. Porte-leur mon dernier mot, procureur; fais tes réflexions aussi, mon bel ami, et nous verrons alors si vous serez bien d'accord tous les quatre pour refuser mes dons présents et mes dépouilles futures. A revoir, madame d'Estrelle. Demain, ici, à midi !

Julie, en le voyant sortir, se laissa retomber pâle et brisée sur son fauteuil. Il se retourna au moment de quitter le salon, et s'assura qu'il avait réussi à ébranler ce fier courage. Il s'en alla triomphant.

GEORGE SAND.

(La dernière partie au prochain n°.)

LA

CAMPAGNE DE 1861

EN COCHINCHINE

Les succès de l'armée de Cochinchine en 1861 n'ont séduit ni même contenté l'opinion publique en France. Les noms des victoires de Ki-hoa et de My-thô sont à peu près inconnus. Bien des causes accessoires ont concouru à cette mauvaise fortune : un pays sans histoire, tributaire assez obscur du grand empire de la Chine, les idées fausses répandues sur les peuples de ces pays lointains, l'indifférence qu'ils inspirent généralement, d'autres circonstances encore qu'il n'est pas dans notre dessein de rapporter. Là cependant n'est pas la raison principale de l'obscurité où sont restées les guerres annamites ; un fidèle récit de la campagne nous aidera peut-être à découvrir la cause qui détourna des combats de l'Annam l'attention de la France. C'est après avoir exposé comment furent préparées, conduites et exécutées les opérations militaires en Cochinchine, que nous pourrons essayer de les caractériser, et montrer que, dans les limites mêmes où elle dut se renfermer, cette campagne ne fut ni sans résultats utiles, ni sans gloire.

I.

La fuite précipitée de l'empereur Hien-foung à Zhe-hol, dans le fond de la Mantchourie, avait fait disparaître toute espérance de traiter avec le Céleste-Empire. De toutes les incertitudes que pouvait provoquer la marche en avant des armées franco-anglaises, la plus grande était l'embarras causé par cette résolution extrême. Le mois d'octobre 1860 venait de commencer, et l'avenir s'annonçait

sous de sombres auspices : on voyait une guerre barbare éternisée, une occupation difficile à terminer avec honneur. L'hiver, qui déjà se faisait sentir et qu'on savait être rigoureux dans cette partie de la Chine, ne permit pas d'ailleurs d'attendre plus longtemps sans prendre un parti. L'armée alliée devait revenir sur ses pas, s'établir fortement à Tien-tsin et se relier, par Tien-kou, Sing-ko, Ta-kou, à sa base d'opérations, qui était la mer. En conséquence, l'armée navale devait subir l'hivernage; elle s'y était préparée. L'influence du prince de Kong, son caractère, la position de ce prince dans l'empire, l'entremise d'une puissance européenne en relations de bon voisinage avec la Chine, changèrent brusquement la face des choses. Le général Ignatief fut le principal instrument de la paix, qui fut signée le 25 octobre 1860 par le baron Gros, lord Elgin et le prince chinois. La situation fut détendue, et les armées de deux grandes puissances se trouvèrent dégagées. Les forces navales et une partie du corps expéditionnaire devenant disponibles, on pouvait porter en Cochinchine un coup qui assurât désormais notre domination sur cette partie de l'Asie.

Le vice-amiral Charner, désigné par l'empereur pour commander cette expédition, s'occupa immédiatement de répartir les forces navales, dont il avait, depuis le commencement de la guerre de Chine, le commandement en chef. Il en forma deux grandes divisions. L'une fut la division de Chine et comprit la protection ou la surveillance de Ta-kou, de Tche-fou, de Shang-haï, de Chusan et du Japon. Il désigna le contre-amiral Protet pour en exercer le commandement, et decida que les navires de la division de Chine paraîtraient presque tous à de courts intervalles au Japon pour y montrer les moyens d'action dont la France disposait dans ces mers. Le Japon à surveiller, les rebelles à contenir dans leurs entreprises sur Shang-haï et sur Ning-po, le corps expéditionnaire à faire vivre, puis à rapatrier, un traité dont l'exécution était incertaine, une ligne de communication à maintenir entre Ta-kou et Tche-fou (1), toutes ces attributions faisaient du commandement du nord de la Chine un poste important, bien qu'il fût éloigné des opérations de guerre

(1) Le vice-amiral Charner, dans ses dernières instructions (4 décembre 1860) au capitaine de vaisseau Bourgois, commandant des forts de Ta-kou, lui faisait connaître qu'il devait se préoccuper de conserver les forts du Pei-ho, leur garnison, la flottille, que c'était là le point important de sa mission. Il fallait organiser un service de courriers du Pei-ho à Tche-fou, soit de concert avec le général Collineau et les autorités anglaises, soit avec la marine seule, s'il était impossible de s'entendre avec un tiers. Quelque coûteux que fussent ces courriers, ils le seraient moins que l'emploi d'avisos qui seraient exposés à périr. Le lieutenant de vaisseau des Varannes traça cette voie par une entreprise hardie exécutée au milieu de l'hiver et au prix des fatigues les plus dures. Il fit cent quarante lieues en quatorze jours, et revint par la même voie avec les sept hommes qui l'avaient accompagné.

qui allaient s'ouvrir. L'autre division fut destinée à opérer en Cochinchine. Le vice-amiral, qui prenait la direction de la campagne, désigna le contre-amiral Page pour le suivre et occuper un commandement sous ses ordres. Hong-kong et Canton ressortirent du quartier-général de Saïgon.

Le commandant en chef, s'étant rendu à Tien-tsin, s'entendit avec les ambassadeurs et les généraux sur les diverses mesures qui allaient résulter de la situation nouvelle. Le *Duchayla* devait être mis à la disposition du baron Gros, qui allait rentrer en France après avoir installé à Pékin M. de Bourboulon, attendu de Shang-haï. Le *Duchayla* toucherait à Hong-kong, à Manille, à Saïgon peut-être. Il emportait des renforts (1) pour la garnison de Saïgon, qui se trouvait serrée de plus en plus d'après les dernières nouvelles, et dont le service était des plus rudes à cause de l'étendue des lignes de défense. Le corps de débarquement qui avait marché avec l'armée jusqu'à Pékin était dissous. L'infanterie de marine cessait de faire partie du corps expéditionnaire de Chine; elle fournirait la garnison de Ta-kou; le reste serait envoyé à Canton, plus tard à Saïgon. Le général Jamin, le 101^e de ligne, le 2^e bataillon de chasseurs à pied, une batterie de 12, une batterie de 4, une compagnie du génie et la moitié des services administratifs revenaient à Shang-haï. Le général Collineau était chargé d'occuper Tien-tsin avec le 102^e de ligne, deux batteries d'artillerie, une compagnie du génie, quelques cavaliers et la moitié des services administratifs. Le *Forbin* était mis à la disposition du général Montauban, qui désirait visiter quelques points du Japon avant de retourner à Shang-haï.

Les questions de détail ayant été ainsi réglées entre les chefs d'état-major généraux de la marine et de l'armée, l'embarquement fut commencé malgré les glaces et les tempêtes de l'hivernage. Le vent soufflait presque toujours du large; la houle arrivait sur les fonds de vase, où elle s'embarbouillait et se changeait en un clapotis plus gênant pour les embarcations qu'un mouvement long et ondulé. Le froid était déjà très vif : les cordes, le pont des navires étaient couverts de verglas; il gelait souvent le jour; la nuit, le thermomètre marquait 10, 12 degrés au-dessous de zéro. Les équipages des grandes canonnières venues de Cochinchine, affaiblis par un séjour de deux ans dans un pays chaud, souffrirent cruellement. Vers le 20 novembre, les glaces commencèrent à obstruer le cours du Pei-ho. Dans un violent coup de vent, la canonnière l'*Alarme* s'échoua sur la barre du fleuve, en face de Ta-kou, perdit son gouvernail et une partie de son étrave. L'avisos l'*Alom-Prah* eut son hélice hors de

(1) Dépêche du vice-amiral Charner au ministre de la marine, Pei-ho 28 novembre 1860.

service et se trouva gravement compromis. La canonnière la *Fusée* fut prise par les glaces dans le Peï-ho, et n'en put sortir qu'après le départ de l'armée, grâce à une crue subite du fleuve.

L'évacuation d'une partie de l'armée et de ses bagages, exécutée sur une rade foraine, à six milles de terre, au moment où l'hiver se déchainait journellement, fut la plus dure des opérations de détail accomplies par les marins. Elle marqua la fin de l'expédition de Chine. C'est en effet de Sha-lui-tien, à cinquante lieues de Pékin et à douze cents lieues de Saïgon, que furent dirigés les premiers renforts destinés à l'armée de Cochinchine, et que les canonnières en fer furent remorquées. Ces petits navires avaient rendu de brillans services comme bâtimens de flottille de guerre : ils avaient concouru puissamment à la reddition des forts du Peï-ho. Plus tard encore, on les avait vus parcourir le fleuve et transporter sans cesse des troupes ou des approvisionnemens. Le rôle de ces canonnières avait changé : elles étaient alors simplement utiles; elles n'avaient point été faites pour les communications entre la rade de Sha-lui-tien et le Peï-ho, et dans cette traversée de six milles, par une mer houleuse, leur roulis devenait parfois inquiétant. Leur machine n'était pas assez forte pour remonter contre la brise dès qu'elle devenait un peu fraîche. C'était par elles cependant que l'évacuation des troupes avait pu être terminée en vingt jours malgré la mer, le vent et le froid. Que de coups d'aviron n'avaient-elles point épargnés ! Les équipages n'y auraient pas suffi. En Cochinchine, dans un pays coupé par des cours d'eau intérieurs, leur rôle devait être précieux, et on pouvait prévoir qu'elles seraient d'excellens moyens d'action pour combattre et pour ravitailler. Seulement c'était une expérience nouvelle que de traîner à la remorque, sur un espace de douze cents lieues, ces légères chaloupes à vapeur faites pour des eaux tranquilles. Leurs canons, leurs munitions et leurs vivres furent embarqués à bord des bâtimens qui devaient les remorquer; leurs panneaux furent calfatés, et le charbon fut transporté à l'avant pour diminuer leur très grande différence de tirant d'eau. Elles supportèrent bien cette épreuve, et il ne s'en perdit que deux. *

Cependant les navires appareillaient à mesure qu'ils étaient prêts. La *Saône* ramenait les coulies à Canton. Le *Duchayla* partait le 10 novembre avec le baron Gros; il portait au grand mât le pavillon carré national sous la flamme (1). Le lendemain, lord Elgin se rendait à Hong-kong. Le 4^{er} décembre, la *Némésis*, qui était en Chine depuis cinq ans, appareillait pour la France. Combien étaient partis avec elle qui ne revenaient pas ! Pendant cet intervalle, elle avait con-

(1) C'est une marque de grande distinction, mais différente du signe de commandement, représenté à peu près de la même manière dans la marine.

tribué à toutes les opérations de guerre accomplies en Chine et en Cochinchine, soit par son artillerie, soit par ses marins débarqués. La *Renommée*, le *Monge*, la *Dryade*, la *Dragonne*, le *Forbin*, appaillaient à des intervalles calculés. Ils allaient montrer le pavillon français à Nangasaki et à Yédo, et devaient, après avoir ainsi défilé, rallier Woosung ou Hong-kong.

Le 5 décembre 1860, les troupes qui revenaient de Pékin et qui devaient former la garnison de Shang-haï étant embarquées, les derniers navires de guerre français levèrent l'ancre et quittèrent le mouillage du Peï-ho. Cet entonnoir, dont les bords sont invisibles, dont les eaux, jaunies par les alluvions du Peï-ho et du Peh-tang, paraissent illimitées comme la pleine mer, ce fond du golfe de Petché-li, qu'on appelle assez improprement la rade de Sha-lui-tien, se trouva vide; l'agitation de plus de deux cents navires fit place à la plus grande solitude. L'*Impératrice-Eugénie*, capitaine de Lapelin, qui portait le pavillon du vice-amiral Charner, et l'*Écho*, capitaine de Vautré, qui servait de mouche, firent route pour Tche-fou, qui n'est séparé du Peï-ho que par une soixantaine de lieues. Ces bâtimens y arrivèrent le 6 décembre dans l'après-midi. Après avoir réglé les détails du nouveau service, le vice-amiral commandant en chef partit le 7 avec les deux navires et arriva le 10 décembre à Woosung, qui forme l'avant-garde de Shang-haï. Il ne tarda pas à y être rejoint par les bâtimens que leur mission avait retardés.

Le chef de l'expédition, le vice-amiral Charner, avait des pouvoirs complets pour faire la guerre et la paix avec l'empire d'Annam. Depuis la Mer-Jaune et la mer du Japon jusqu'à l'Océan-Indien, tout ce qui portait le pavillon français était placé sous son autorité. L'état de guerre, l'éloignement de la métropole, le double caractère de chef d'expédition et d'ambassadeur, le nombre de bâtimens rangés sous ses ordres, donnaient à son commandement un éclat tout particulier. C'est la délégation la plus étendue sur une force navale qui ait été remise depuis le premier empire. Ses prérogatives étaient exceptionnelles comme sa position : il donnait les commandemens, pouvait acheter des navires; il avait qualité pour faire passer aux élèves de l'école navale et de l'école polytechnique les examens qui leur ouvrent l'entrée définitive dans le corps des officiers de vaisseau; il nommait les premiers maîtres mécaniciens, etc. (1). Son commandement s'exerçait sur une force navale qui ne comptait pas moins de soixante-dix bâtimens de guerre (2).

(1) Tous les actes qui découlaient de ces pouvoirs exceptionnels devaient être ratifiés; mais cette obligation n'amointrissait pas l'étendue du commandement en chef des mers de Chine et de Cochinchine.

(2) Cette force navale comprenait 1 vaisseau de ligne, 2 frégates de premier rang à hélice, 5 frégates de premier rang à voiles, 1 frégate de deuxième rang à voiles, 1 cor-

Malheureusement une partie de ces navires atteignaient leur quatrième année de campagne, quelques-uns entraient dans la cinquième. Le matériel de ces derniers bâtimens était en mauvais état, les chaudières de quatre grandes canonnières et de trois avisos tombaient en ruine; mais les équipages étaient bons, les officiers excellens, rompus par quatre ans de guerre, usés si l'on veut, mais non à bout, animés d'un souffle héroïque. Parmi ces officiers, partis de France depuis si longtemps, quelques-uns, lors de leur arrivée en Chine, n'étaient que des adolescents. Ils avaient vieilli dans ce dur labeur, ne connaissant de la France que quelques planches qui la représentaient et qui les portaient, ignorant les mœurs des peuples qui défilaient sous leurs yeux, ou, comme tous les marins, ne s'en souciant guère. Rien de ce qui fait battre le cœur d'un homme de vingt-cinq ans ne les troublait. Ils s'occupaient de tout autre chose. Ils parlaient de leurs expéditions de guerre, des coups brillans accomplis dans leur métier, où certains d'entre eux excellaient, et du tableau d'avancement. Aucun d'eux n'était jeune; ils avaient comme un air uniforme de virilité et d'activité : ceux qui eussent été frivoles ailleurs avaient ici quelque chose de vieux; les autres, arrivés à l'âge où la plupart des hommes sont désireux de repos, étaient remplis d'ardeur. Ils étaient sensibles à la gloire, à l'honneur d'augmenter leur réputation de marins, et formaient une solide réunion militaire, dissoute aujourd'hui, et que les mêmes circonstances ne reproduiraient peut-être pas. Sans trop chercher, on pouvait trouver parmi eux des hommes de mer, des hommes de guerre, des hydrographes, des capitaines de trente ans que la main heureuse du commandant en chef avait choisis, et qui battaient sans cesse cette mer orageuse de Chine, atterrissant par tous les temps à Shang-haï, dont les approches passent pour les plus difficiles du monde. Le choix, s'exerçant continuellement au milieu de l'action, avait fourni presque à chacun sa voie. Un chef pouvait s'appuyer avec confiance sur de tels hommes. L'annonce d'une expédition dont

vette à batterie à hélice, 2 corvettes à barbette à hélice, 2 avisos de première classe à hélice, 1 aviso de deuxième classe à hélice, 2 avisos de flottille à hélice, 1 aviso de première classe à roues, 6 avisos de flottille à roues, 7 bâtimens de flottille à voiles, 5 canonnières de première classe à hélice, 16 canonnières en fer démontables, 5 grands transports à batterie, à hélice, 4 transports-écuries à hélice, 8 transports de 1,200 tonnes à hélice, 1 transport-atelier à hélice : en tout 70 navires de guerre, dont 14 à voiles et 56 à vapeur. Sept navires loués à la Compagnie péninsulaire et orientale servaient à assurer les communications sur une si grande étendue de côtes.

4 officiers-généraux, 13 capitaines de vaisseau, 22 capitaines de frégate, 95 lieutenans de vaisseau, 105 enseignes, environ 100 aspirans, 100 médecins, 100 officiers d'administration, 8,000 marins, composaient le personnel. L'artillerie s'élevait à 474 bouches à feu, la force nominale des machines à 7,806 chevaux-vapeur.

la Cochinchine allait être le théâtre fit ressortir l'excellent esprit des équipages : ceux qui avaient acquis depuis bien longtemps des droits à revenir en France n'en parlèrent plus. Chacun ne songea qu'à prendre une part dans les opérations qui allaient s'engager.

Woosung est une pauvre ville chinoise située au confluent du Yang-tzé et de la rivière de Shang-haï. Il avait été décidé en France qu'une partie de l'armée de Chine passerait sous les ordres de l'amiral Charner. C'est à Woosung que les préparatifs de l'expédition furent continués et arrêtés dans tous leurs détails de concert avec le général Montauban. Le général de brigade de Vassoigne commanderait les troupes du corps expéditionnaire, sous la direction supérieure de l'amiral commandant en chef. Les chasseurs à pied, les chasseurs d'Afrique, l'artillerie, le génie, l'intendance, fourniraient un effectif de 85 officiers, 1,303 hommes et 261 chevaux. Les îles Chusan seraient évacuées. Le détachement d'infanterie de marine qui les gardait rallierait Hong-kong. L'infanterie de marine, déjà placée sous le commandement de l'amiral, par suite d'un accord réciproque arrêté à Ta-kou, fournirait un contingent d'environ 800 hommes. Pour assurer les mouvemens des troupes et l'exécution des réglemens militaires dans les différens services, un chef d'état-major spécial était attaché au corps de Cochinchine (1). Les services de campement, d'ambulance et de subsistance seraient surveillés par des comptables de la guerre placés sous les ordres d'un adjoint à l'intendance militaire. Le service de la trésorerie et celui des postes serait organisé d'une manière permanente à Saïgon. Un agent établi à Singapour aurait qualité pour recevoir les dépêches adressées d'Europe en Cochinchine.

Le corps expéditionnaire de Cochinchine se trouvait dès lors constitué. Un contingent de marins débarqués, dont les cadres étaient formés et qui montait à un millier d'hommes, une partie de la garnison de Saïgon qui ne se trouve pas comprise dans l'énumération précédente, portèrent à plus de 4,000 hommes l'effectif de la petite armée de Cochinchine. C'était en effet l'image exacte d'une armée qui peut marcher, combattre, camper et combattre encore, bien différente de ces troupes débarquées le matin, obligées de rallier le soir leur point de départ, sous peine de ne pouvoir vivre.

L'expérience avait démontré l'utilité des portefaix chinois dans le nord de la Chine. Sous un climat brûlant, empesté par des fièvres putrides, les coulies devaient être encore plus utiles. On inclinait ainsi vers le système où l'on demande principalement aux Euro-

(1) Le chef d'escadron d'état-major de Cools fut désigné pour remplir ce poste. Un capitaine d'état-major lui fut adjoint.

péens de combattre. Un corps de 600 coulies fut recruté et formé par les soins du capitaine de vaisseau Coupvent-Desbois, commandant supérieur de Canton, et du lieutenant de vaisseau Rouvier qui les conduisit et les commanda en Cochinchine. L'argent, les vivres et le charbon furent emmagasinés et répartis à Hong-kong d'après des indications spéciales. Le contre-amiral Page reçut l'ordre de faire arrêter et débarquer à Hong-kong 1,300,000 piastres mexicaines qui allaient arriver de France sur les bâtimens de guerre. La frégate la *Persévérante* dut prendre à son bord les sommes consenties par le traité de Tien-tsin et la convention de Pékin. Quatre cent mille rations qui existaient alors à Hong-kong furent considérées comme une réserve suffisante. Tous les navires vivriers durent être envoyés à Saïgon. Sur huit mille tonnes de charbon qui se trouvaient en rade de Hong-kong à bord des bâtimens affrétés par le gouvernement français, quatre mille tonnes furent mises à terre, quatre mille autres envoyées à Saïgon.

Pour achever le tableau des préparatifs de l'expédition de Cochinchine, il convient d'indiquer ici la part qu'allait y prendre l'Espagne. Le contingent espagnol à Saïgon se trouvait alors réduit à deux cent trente hommes d'infanterie. Le vice-amiral Charner donna avis des préparatifs en cours d'exécution au colonel et plénipotentiaire Palanca y Gutierrez, ainsi qu'au gouverneur-général des Philippines. Il demandait à ce dernier, et par ordre d'urgence, un supplément de cent cinquante cavaliers, de quatre cents fantassins et trois cents marins tagals. Manille était particulièrement à même de fournir cent cinquante cavaliers montés, dont il était aisé de prévoir que le rôle serait des plus utiles en Cochinchine. Ce renfort fit défaut cependant; mais l'amiral trouva chez le plénipotentiaire Palanca y Gutierrez une coopération loyale et ardente, telle que pouvait l'assurer le caractère chevaleresque de cet officier espagnol.

Tous les services étrangers à l'expédition de Cochinchine furent également réglés à Woosung. Le *Prégent*, la *Dordogne* et la *Gironde* partirent avec des missions spéciales. Le *Prégent* fut détaché à Fou-chow-fou, sur les côtes du Fo-kien, pour y percevoir le premier terme de l'indemnité due à la France d'après les clauses de la convention de Pékin. Cette affaire était épineuse; elle fut bien conduite et réussit. Le *Prégent* fut le premier navire français qui parut dans la rivière Min, sur les bords de laquelle est bâtie Fou-chow-fou. La *Dordogne* se rendit au Japon, où la situation des agens diplomatiques et consulaires à Yédo, après avoir été améliorée pendant quelques jours par la présence des forces françaises et anglaises placées sous le commandement des contre-amiraux Page et Jones, différerait très peu alors d'un emprisonnement. La *Gironde* partit

pour Bang-kock, où elle devait recevoir les ambassadeurs siamois.

Les derniers préparatifs furent poussés activement. Les navires avariés (1) avaient passé successivement au bassin de Shang-haï et s'y étaient réparés. Du 15 au 21 janvier 1861, le personnel et le matériel furent embarqués, et les navires firent route pour Saïgon. Le 24 janvier, comme il l'avait fixé, le commandant en chef quittait Woosung. Au moment où la frégate amirale l'*Impératrice-Eugénie* franchissait la barre du Yang-tzé-kiang, la *Dryade*, montée par le contre-amiral Protet, entrait dans le fleuve pour aller tenir station à Shang-haï. L'*Impératrice-Eugénie* ne fit à Hong-kong qu'une courte relâche de quatre jours. Tout s'y trouvait prêt par les soins de l'amiral Page, qui depuis vingt jours y était arrivé de son expédition du Japon. La *Fusée* et le *Calvados* poursuivaient leurs réparations. L'infanterie de marine fut rapidement embarquée, et le 7 février l'*Impératrice-Eugénie*, remontant les rives verdoyantes et monotones du Don-naï, jetait l'ancre devant Saïgon.

II.

Cinq grands fleuves traversent la Basse-Cochinchine et vont se jeter à la mer par un des plus vastes estuaires du monde : le Don-naï, le Don-trang, le Soirap, le Vaï-co, le Cambodge. Ce dernier fleuve est obstrué par des bancs et n'est accessible qu'aux bâtimens qui calent quatorze pieds. Les passes sont changeantes en hauteur et en direction suivant les moussons. Les côtes sont basses, couvertes d'une végétation verdoyante et uniforme : aucun arbre ne se détache au milieu des mangles et des palétuviers et ne peut servir de point de repère. Ces cinq grands cours d'eau communiquent entre eux par des canaux perpendiculaires à la direction générale des fleuves. — La paume de la main humaine est une image frappante par son exactitude du régime des eaux de la Basse-Cochinchine. Les jambages du grand M seraient les fleuves, sauf quelques déviations qui n'altèrent pas la physionomie générale; les linéamens transversaux figurent les canaux ou *arroyos* — Quelques-uns de ces canaux ont visiblement été creusés à main d'homme, ou tout au moins régularisés dans leur cours et leur profondeur. Les autres proviennent d'une action naturelle, quoiqu'il n'existe aucune explication bien satisfaisante de la formation de tant de rigoles creusées dans une direction si différente des affluens ordinaires. Les arroyos se déversent dans deux fleuves : ils ont par conséquent deux em-

(1) La *Dragonne*, la *Mitraille*, l'*Ala. m.*, le *Prégent*, l'*Alom-Prah*.

bouchures. Leur lit est en dos d'âne : l'endroit le moins profond est situé au point où les deux courans se rencontrent et amoncellent les vases. Les bords sont couverts d'une végétation douce et molle, gracieuse et agréable, mais où l'on cherche vainement la splendeur des tropiques. Ce sont des manguiers, des palétuviers, des palmiers nains, des arbres à jasmin blanc, beaucoup d'autres qui ont souvent un feuillage d'aspect européen et qui étalent la gamme de tous les verts, depuis le vert pâle et maladif du saule pleureur jusqu'au vert sombre et métallique du camellia. A une petite distance du bord s'élèvent des cocotiers et le plus gracieux des arbres de la terre, qui semble une colonne vivante, le palmier arac. De hautes herbes, des lianes, des aloès, des cactus très épineux, forment des fourrés impénétrables pour les Européens, mais où les Annamites savent glisser, ramper et guetter. Une découpure pratiquée naturellement dans les rives des arroyos rend encore les surprises plus faciles : ce sont de petites anses qui s'enfoncent dans la terre parallèlement au cours de l'eau, et dont l'entrée est masquée par des plantes grimpantes et tombantes. Ces réduits naturels abritent un homme, une barque, une petite troupe : il n'y a pas de lieu plus sûr pour une embuscade. Les arroyos ont donné à la guerre de Cochinchine une figure particulière. Quand on les voit pour la première fois, qu'on essaie de rompre leur bordure d'épines et de fanges, qu'on se sent disparaître dans la vase, qu'on est déchiré au visage, réduit à l'impuissance par des herbes molles et fortes qui s'enroulent et se nouent d'elles-mêmes, on se demande comment on pourra éviter les surprises d'un ennemi qui se joue de tous ces obstacles. Les petites canonnières en fer furent l'âme de cette guerre, sinon dans l'action principale, du moins dans celles qui la suivirent.

L'aspect de la Basse-Cochinchine est monotone, triste comme celui de tous les pays de rizières. Quand une trouée faite par les tigres ou les daims laisse la vue s'échapper au-delà de ces rives d'arroyos, rien ne frappe les yeux qu'une plaine verdoyante qui ondoie quelquefois comme la mer. Les rizières sont des terres boudhiques. Là, rien n'attache l'âme à la terre. Le fond de la vie fait défaut. La terre cède, c'est de la boue : seule, la pensée peut glisser sur cet infini verdoyant ; le corps s'y abîmerait. L'éternel brin d'herbe succède au précédent, toujours semblable à lui-même. Devant l'inconsistant et le monotone, la volonté s'amoindrit, l'âme se dégage et s'échappe. C'est bien là qu'aurait dû être évoqué, pour terme d'une suprême félicité, l'anéantissement parfait, la fin de toute tristesse, de tout souvenir. Vers le nord et l'ouest cependant, quand on se rapproche de l'une ou de l'autre chaîne montagneuse, le terrain se relève, les rives des fleuves deviennent escarpées, et

les forêts succèdent aux rizières. Ces forêts sont riches en produits destinés à la droguerie chinoise, lesquels se vendent souvent plus qu'au poids de l'or.

Les canaux qui dépendent des cinq fleuves de la Basse-Cochinchine et les relient entre eux sont autant de routes très propres au commerce, à la guerre, mais aussi au brigandage. Le commandement d'un point qui aurait été à la fois un centre militaire et commercial aurait singulièrement réduit les difficultés de la conquête; mais il se trouva que ces deux attributions étaient séparées, que Saïgon était le centre militaire, My-thô le centre commercial. Les habitudes de plusieurs siècles, le faible tirant d'eau des jonques japonaises, chinoises, annamites et siamoises, la proximité des provinces les plus abondantes en riz, la concentration de tous les arroyos sur le Cambodge, toutes ces causes faisaient de My-thô, avant l'arrivée des Européens, le premier centre commercial de la Basse-Cochinchine. Saïgon, par sa forteresse, sa position à cheval sur les routes qui mènent à Hué et au Cambodge, et surtout la domination du Don-naï, était le centre militaire et administratif des six provinces : sous un maître européen, il devait conserver cette influence militaire et y joindre l'importance commerciale de My-thô. Cette concentration du commerce et de l'action militaire dépendait du commandement d'un cours d'eau qui relie les deux villes, l'*Arroyo Chinois*, dont l'importance stratégique était de premier ordre.

Saïgon, où se trouvait alors bloquée une petite garnison franco-espagnole, n'est pas une ville dans l'acception européenne du mot. Ce n'était plus une place forte étendant au loin son influence, puisqu'elle était bloquée et que sa forteresse avait été ruinée et remplacée par un fort de moindre importance (1). De ses chantiers, où se trouvaient en 1819, avant l'invasion des Cambodgiens, deux frégates à l'europpéenne et cent quatre-vingt-dix galères, de son vaste palais impérial, de son arsenal maritime, il ne restait rien. Tout au plus pouvait-on voir sur les bords du Don-naï quelques établissements d'un aspect assez précaire, où les débris de l'occupation de Touranne avaient été rassemblés. Sa population, autrefois de cent cinquante mille habitants, s'était aussi singulièrement réduite.

Le voyageur qui arrive à Saïgon aperçoit sur la rive droite du fleuve une sorte de rue dont les côtés sont interrompus de distance en distance par de grands espaces vides. Les maisons, en bois pour la plupart, sont recouvertes de feuilles de palmier nain; d'autres, en petit nombre, sont en pierre; leurs toits de tuile rouge égaient et rassurent un peu le regard. Sur le second plan, des groupes de

(1) L'ouvrage neuf.

palmiers arac s'harmonisent bien avec le ciel de l'Inde; le reste de la végétation manque de caractère. Des milliers de barques se pressent contre le bord du fleuve et forment une petite ville flottante. Des Annamites, des Chinois, des Hindous, quelques soldats français ou tagals vont et viennent et composent au premier abord un spectacle étrange dont les yeux sont bien vite rassasiés. Il n'y a plus ensuite grand' chose à voir à Saïgon, si ce n'est peut-être le long de l'Arroyo Chinois quelques maisons assez propres et en pierre, dont quelques-unes sont anciennes et ont résisté à l'invasion cambodgienne de 1835; plus loin, sur les hauteurs, l'habitation du commandant français, celle du colonel espagnol, le camp des lettrés. C'est tout ou à peu près (1). Cette rue en fondrière, ces maisons éparses, cet ensemble un peu misérable, c'est Gia-dinh-thann, que nous appelons Saïgon.

Ainsi devaient être Batavia, Singapour, Hong-kong, quand les Européens s'y établirent. Un jour peut-être une ville belle et peuleuse s'élèvera où nous n'avons vu qu'un village annamite portant encore les traces d'une guerre d'extermination (2). Sur les hauteurs s'élève la citadelle construite en 1837 par les Cochinchinois. Les fossés ne sont comblés que sur quelques points; il faudrait peu de travail pour les remettre en état. Les maisons que renfermait cette citadelle sont ruinées. Sur deux lignes parallèles, des amas d'une poussière blanche et fine forment, dans l'intérieur, une chaussée assez longue; c'est le riz incendié en 1859 et qui brûlait encore en 1861. Vingt-quatre mois d'hivernage n'avaient pu l'éteindre. Les grains de riz, en certains endroits, avaient conservé leur forme, mais ce n'était plus que de la cendre; le vent, la pression la plus légère, les dispersaient bien vite en poussière. D'après les traditions du pays, cette fournaise recouvrait des trésors considérables.

Quelques détails sont nécessaires ici pour montrer les vicissitudes par lesquelles avait passé Saïgon avant le commencement des opérations décisives accomplies contre les Annamites. Saïgon fut fortifié en 1791 par le colonel Ollivier. Cet officier était un des vingt Français amenés par l'évêque d'Adran, seul reste de cette flotte de vingt vaisseaux et de ces sept régimens qui furent envoyés de France et

(1) Tel était l'aspect de Saïgon au mois de février 1861. Depuis cette époque, sous le commandement du vice-amiral Charner, de grands travaux ont été exécutés, principalement par le génie. La plaine est assainie; les eaux s'écoulent dans le fleuve par des saignées. De belles routes, larges comme des routes impériales de France, ont été construites. Les rues de Saïgon existent; les maisons sans doute viendront plus tard. L'arsenal a été fondé. Ces travaux néanmoins modifient peu l'aspect de Saïgon vu du fleuve. Comme autrefois, rien ne rappelle l'idée d'une ville. On a devant soi un paysage plat, sans caractère, que la présence de l'homme anime à peine.

(2) Celle que portèrent les Cambodgiens dans le Cambodge annamite.

retenus sur la route de Cochinchine par le gouverneur anglais de Pondichéry. L'empereur Gia-long essayait alors de reconquérir son empire. La citadelle élevée par l'ingénieur français était quadrangulaire. Chacune de ses faces comprenait deux fronts. En 1835, elle fut prise et rasée par les Cambodgiens après un siège de deux ans. La ville fut détruite, les habitans se dispersèrent ou furent emmenés en esclavage. En 1837, les Annamites élevèrent une nouvelle forteresse à l'angle nord de la première. Ils adoptèrent la forme d'un grand carré bastionné, revêtu de maçonnerie. Ils y réunirent une grande quantité de riz, de munitions et d'armes. La ville se releva de ses ruines sur les rives droites du Don-naï et de l'affluent dit Arroyo Chinois. My-thô était alors le centre commercial, Saïgon le centre militaire et administratif. Sa nouvelle forteresse commandait le pays et pouvait arrêter pendant longtemps les efforts du Cambodge ou du Siam. Elle devait être moins heureuse contre l'invasion française. L'amiral Rigault de Genouilly la prit le 17 février 1859, la ruina et se retira dans un petit poste organisé sur l'emplacement de l'ancien poste annamite de Henoa-bigne (le fort du sud). Quelques familles chrétiennes vinrent former le village de l'Évêque, qui se trouvait ainsi protégé par un fort français. Les Annamites abandonnèrent la ville et la citadelle, et s'établirent à 4 kilomètres seulement de Saïgon, dans une plaine immense, remplie de tombeaux, où ils se retranchèrent solidement. Au mois d'avril 1859, le capitaine de frégate Jauréguiberry attaqua de front les lignes cochinchinoises, mais il échoua et avec pertes. Les Annamites, à partir de cette époque, agrandirent leurs ouvrages et les perfectionnèrent de longue main.

Dans le mois de décembre 1859, le contre-amiral Page, qui succédait au vice-amiral Rigault de Genouilly, vint à Saïgon, le reprit, et avant de retourner à Touranne, qu'il avait reçu l'ordre d'évacuer, il désigna le terrain sur lequel les Français restèrent désormais établis. Il traça les lignes de défense, prescrivit la construction d'un hôpital, de logemens, de magasins, et ouvrit le port au commerce (1). Soixante-six navires et cent jonques chargèrent en quatre mois soixante mille tonnes de riz, et réalisèrent des bénéfices énormes sur les places de Hong-kong et de Singapour. Quelques villages descendirent, attirés par les bénéfices extraordinaires que les Français leur procuraient. Ceux-ci étaient peu nombreux, et les vexations presque nulles. Les Chinois, suivant leur politique, ménageaient les chefs annamites et français, afin d'assurer leur commerce. Cette situation allait changer.

(1) Il fut ouvert le 22 février 1860.

Dès le mois de juin 1860, les mandarins tendaient à couper les Français de la ville chinoise, où se trouvaient emmagasinés les riz qu'on chargeait à Saïgon. En conséquence, s'appuyant sur des forces considérables, disposant de loin en loin des redoutes fermées et marchant vite, l'ennemi ouvrit de l'angle nord de l'ouvrage de Ki-hoa une sape double, une longue tranchée qui devait couper de la ville chinoise la redoute de Caï-maï, occupée par nos troupes, et nous forcer de l'abandonner. La clé de la situation était là : il s'agissait de garder ou de perdre le marché chinois.

Pendant tout le temps de la guerre de Chine, — inconnue, presque abandonnée, — une petite poignée d'hommes énergiques s'éleva à la hauteur de ces temps où l'on brûlait ses vaisseaux pour ne plus demander à revoir la métropole. Deux autres pagodes furent choisies entre Saïgon et la redoute, qu'il fallait conserver à tout prix. On s'occupa immédiatement de les fortifier. La pagode des *Mares* avait une cour entourée de briques qui formait une défense passable; elle était assez éloignée des lignes ennemies. L'autre, celle des *Clochetons*, était complètement à découvert; elle n'était qu'à 400 mètres de la tête de sape. On prit immédiatement la terre des tombeaux pour se mettre à couvert. Les Annamites, sur le moment, abandonnèrent leur tranchée; mais presque aussitôt après ils ouvrirent un feu bien dirigé qui tua un homme et en blessa quelques autres. Les premiers tombeaux avaient été bien vite dégarnis; il fallait aller chercher la terre dans des sacs assez loin; le travail de remblai était lent, pénible, et se faisait à découvert. Dans la nuit du 3 au 4 juillet, les Annamites, au nombre de deux mille au moins, sortirent en silence de leurs lignes, et, entourant la pagode, qui n'était pas encore une redoute, se lancèrent franchement sur elle avec de grands cris. L'artillerie annamite occupait les autres pagodes par de fortes divisions; elle tirait aussi sur les Clochetons, et mitraillait Français, Espagnols et Annamites. On s'entre-tua pendant une heure. Un renfort qui arriva de Saïgon fit cesser la lutte. L'ennemi laissa plus de cent cadavres. La garnison des Clochetons était composée de cent Espagnols et de soixante Français. Le capitaine espagnol Hernandez et les enseignes Gervais et Narac commandaient cette petite troupe. Les Annamites ne renouvelèrent pas l'attaque des Clochetons; mais ils firent partir de leur sape double un retranchement parallèle à notre ligne de défense. Ils renfermaient ainsi la garnison franco-espagnole dans ses lignes et lui interdisaient l'accès de la plaine qui s'étendait sur les derrières de Ki-hoa.

Ainsi établi, ce grand camp retranché avait repris toute l'importance de l'ancienne citadelle. Il dominait le pays; il tenait les routes qui conduisent à My-thô, à Hué et au Cambodge. Les communica-

tions des Annamites avec la ville chinoise étaient régulières. Les sapes de l'ennemi portaient comme des bras du grand corps de Ki-hoa, étouffaient la petite garnison alliée dans Saïgon, et la réduisaient à l'impuissance malgré l'immobilité que semblaient avoir adoptée ses adversaires.

Le camp annamite affectait une forme rectangulaire. Il comprenait cinq compartimens séparés les uns des autres par des traverses. L'enceinte était un épaulement en terre de 3 mètres $1/2$ de haut, de 2 mètres d'épaisseur : elle était percée de meurtrières très rapprochées, dont la grande ouverture était tournée dans un sens contraire à celui des meurtrières européennes. Les défenses accessoires étaient accumulées sur toutes les faces, mais principalement sur le front et le derrière de l'ouvrage. Les rencontres de Touranne et l'attaque du mois d'avril donnaient une connaissance suffisante de ces obstacles. On savait que les tiges du bambou et les touffes épineuses de cet arbuste y étaient employées avec un art consommé : les tiges fournissaient des pieux pointus dans les trous de loup, des chevaux de frise, des barrières et des piquets ; les touffes couronnaient toute l'enceinte d'un buisson épais, dru et épineux.

La partie de la province de Gia-dinh qui entourait le camp des Annamites était un terrain ferme, solide, et, d'après les renseignements qu'on recueillit, elle pouvait être parcourue par de l'artillerie de campagne. L'hivernage et les pluies qu'il amène ne devaient commencer qu'au mois d'avril. Quant aux influences du climat, on ne pouvait alors les bien apprécier : les hommes qui venaient de conserver Saïgon avaient passé par tant de fatigues, qu'il eût été difficile d'attribuer au climat de la Basse-Cochinchine la part qui lui revenait dans les maladies qui avaient éprouvé le corps expéditionnaire.

Les mœurs et le caractère des Annamites étaient alors fort peu connus : ceux qu'on voyait à Saïgon étaient grêles de corps et paraissaient appartenir à une race abâtardie ; mais on ne pouvait juger de la population cochinchinoise par la multitude vicieuse et cupide rassemblée à Saïgon. Il était plus juste de présumer le caractère des Annamites par la résistance qu'ils avaient fournie dans quelques rencontres. Ils avaient montré, notamment au mois d'avril 1859, qu'ils pouvaient se défendre. On savait que leur gouvernement était résolu, patient et fort, qu'ils étaient façonnés à une obéissance aveugle, et qu'ils vénéraient sous le titre double de père et de mère un empereur, souverain despotique, prince ecclésiastique, revêtu d'un pouvoir sacré et décidé personnellement à soutenir la lutte jusqu'au bout.

Telle était la situation respective des Européens et des Annamites

quand le corps expéditionnaire fut concentré à Saïgon dans les premiers jours de février 1861.

III.

Le jour même où l'amiral commandant l'expédition arrivait à Saïgon, on continua de pousser avec vigueur les préparatifs de la guerre de Cochinchine. A Woosung, le corps expéditionnaire avait été composé, armé, équipé et embarqué; à Saïgon, il fut mis en état de marcher et de combattre, et ces dispositions définitives qui se rapportent aux lieux et en exigent la connaissance furent assurées et complétées. Les derniers postes furent assignés, les questions personnelles réglées. Le bataillon formé avec le corps des marins débarqués fut placé sous le commandement du capitaine de vaisseau de Lapelin; il comptait neuf cents hommes, formant neuf compagnies, dont une dite de marins abordeurs, qui devait faire l'office du génie et frayer le passage (1). L'amiral se consulta avec le colonel espagnol et l'ancien commandant de Saïgon, qui venaient de défendre cette place pendant un an. Il reconnut, avec les commandans du génie et de l'artillerie, la plaine de Ki-hoa, et parcourut la ligne de défense qui avait été tracée par le contre-amiral Page (2) de l'arroyo de l'Avalanche à la redoute de Cai-maï; il s'assura que devant cette ligne le terrain était sec, à la rigueur praticable pour l'artillerie malgré les tumulus et les accidens artificiels qui abondent dans cet immense champ des morts. Cet examen le conduisit à penser qu'avec les moyens dont il disposait, et dont l'ensemble faisait le caractère exceptionnel du corps expéditionnaire, il pourrait prendre les Annamites à revers, pendant qu'il les tiendrait sur leur front et sur leur flanc.

En conséquence, il arrêta le plan de campagne suivant, auquel se rangèrent les commandans du génie et de l'artillerie. D'un côté, la flottille, remontant le Don-naï, culbuterait les obstacles accumulés par l'ennemi, détruirait les barrages, réduirait les forts, et dominerait le cours supérieur du fleuve. Venant ensuite et regardant le front et le flanc droit de l'ennemi, la ligne des pagodes, munie d'une puissante artillerie, appuyée sur l'ouvrage neuf et sur une ceinture de navires de guerre mouillés devant Saïgon, maintiendrait l'ennemi dans l'impuissance. Enfin l'armée expéditionnaire, partant de la redoute de Cai-maï, devenue sa base d'opérations, romprait en un premier point les lignes annamites, continuerait sa route hors de

(1) Les marins abordeurs étaient armés de sabres d'abordage et de pistolets-revolvers.

(2) Décembre 1859.

portée de l'artillerie ennemie, viendrait prendre à revers l'ouvrage entier de Ki-hoa, et, se rapprochant du Don-naï et de l'action de la flottille, fermerait presque complètement l'étau qui devait presser l'ennemi. Alors l'armée annamite, séparée de son magasin de Tong-kéou, enserrée dans un cercle de fer, n'aurait d'autre alternative, dans une lutte suprême, que de repousser le choc ou d'être en un seul coup écrasée et dispersée. Une route, il est vrai, resterait libre si l'on ne pouvait, pendant le combat, y placer un corps d'observation : c'était la route de l'évêque d'Adran; mais, pour la rejoindre, il fallait traverser les terrains fangeux du marais de l'Avalanche. C'était un chemin pour une déroute, non pour une retraite.

Les dispositions nécessaires pour assurer ce plan de campagne furent mises à exécution sans délai. Le contre-amiral Page reçut le commandement de la flottille, qui devait remonter le cours supérieur du Don-naï et ses affluents et mettre l'ennemi dans l'impossibilité de se rejeter directement vers la plaine de Bien-hoa. Les bâtiments de la flotte envoyèrent une partie de leurs canons rayés de 30 aux pagodes des Clochetons et de Caï-maï, et leur constituèrent ainsi un armement formidable. Les troupes échelonnées de Saïgon à la ville chinoise, en arrière de la ligne des pagodes qu'elles renforçaient, se rapprochèrent de Caï-maï, c'est-à-dire du point d'où elles devaient partir. Elles étaient casernées en d'immenses maisons abandonnées, construites à la façon du pays, avec des toits très inclinés, dont les bords n'étaient distants du sol que de quatre pieds. Les serpents y abondaient. La nuit, les factionnaires faisaient bonne garde : les têtes étaient mises à prix. Une attaque militaire n'était guère à craindre; mais tout mettait en éveil contre les surprises particulières : la disposition du terrain, couvert d'épaisses touffes de broussailles, et les allures d'un ennemi qui savait ramper et se glisser comme une bête fauve. Ces conditions si singulières donnaient la nuit une valeur indicible aux cris d'appel des sentinelles.

Les troupes brûlaient d'ardeur de joindre enfin l'ennemi. Jusqu'alors les lignes étaient restées silencieuses. A peine de la pagode des Clochetons distinguait-on le relief des obstacles annamites, comme un branchage jaunâtre, épais, entrelacé, — les *miradores* avec leurs plates-formes, une ombre qui remuait; mais l'immensité de ces lignes, dont le développement atteignait 20 kilomètres, l'existence de cette armée qu'on disait de trente mille hommes, dont on était séparé par quelques centaines de mètres, et qu'on ne voyait pas, ces réduits mystérieux dont on parlait, l'opiniâtreté de la race, le souvenir d'une attaque désastreuse et de l'état de défensive qui venait de durer un an, donnaient à l'ennemi une importance toute particulière. Plus tard, quand l'enceinte de Ki-hoa fut rasée, que

les chevaux de frise et les revêtements en hérisson furent devenus un peu de cendre noire, quand l'ennemi fut défait, errant et misérable, des gens venus de France, jugeant du passé par le présent, tournèrent en dérision la valeur militaire des Annamites, et sans distinction les traitèrent en brigands; mais alors l'attente d'un engagement prochain donnait à la vie une valeur nouvelle, une grande animation qu'on n'a pas revue dans les expéditions suivantes. Cette période de la guerre est restée intéressante et unique pour tous ceux qui l'ont traversée. La nouveauté et la beauté des sites, qui, dans cette partie de la province de Saïgon, sont doux et gracieux, formaient un cadre d'autant plus attachant qu'on savait devoir s'éloigner bientôt. L'Arroyo Chinois et la route qui le prolonge par terre étaient animés par un grand mouvement d'hommes, de vivres, d'artillerie et de munitions de guerre. L'arroyo surtout amenait sans cesse des embarcations chargées : les mêmes chaloupes grises qui avaient débarqué l'armée de Chine au Peh-tang transportèrent les pièces rayées et les boulets ogivaux.

L'Arroyo Chinois, dont le nom revient si souvent quand on parle de Saïgon, est un cours d'eau vraisemblablement creusé ou tout au moins canalisé à main d'homme. Il part à angle droit de la rivière de Saïgon, et enfonce sa nappe unie, large de 100 mètres, dans l'intérieur du pays. Il se rejoint sans interruption à l'Arroyo Commercial, et forme ainsi, avec d'autres cours d'eau, une grande artère qui débouche dans le Cambodge, et par laquelle se fait tout le commerce de la Basse-Cochinchine. Sur les deux rives, en quittant Saïgon, on rencontre des bouquets de magnolias, de jasmins odoriférans, d'aloès et de roseaux. Le rideau de gauche (1) cache les rizières, qui s'étendent à perte de vue, et dont l'aspect est monotone et triste. Le rideau de droite, en s'écartant, laisse apercevoir de distance en distance quelquefois un petit autel, un *miao*, élevé au génie familier du lieu, souvent d'assez belles maisons de plaisance annamites, recouvertes en tuile et entourées de cactus impénétrables.

Une route large comme une route départementale, en assez bon état, ombragée par de beaux arbres, suit à une distance de 200 mètres une direction parallèle à l'Arroyo Chinois : c'est une partie de la route de Saïgon à My-thô. Sur la droite, en quittant Saïgon, sont les pagodes, transformées en redoutes, de Barbet, des Mares, des Clochetons et de Cai-mai. Un peu plus loin de la route, toujours vers la droite, le terrain se relève légèrement et s'étend en plaine jusqu'à l'horizon. Les palmiers arac, les arbres verts font place à des bou-

(1) Les arroyos communiquant avec deux fleuves et se déversant ainsi par deux embouchures, les expressions *droite* et *gauche* dans ce récit indiqueront toujours la droite et la gauche stratégiques.

quets d'arbres rabougris, à une végétation jaune et herbacée. Tout est stérile et triste, brûlé par le soleil : les tumulus, les tombeaux enluminés et peints à fresque, arrêtent seuls le regard. Cet immense champ des morts est la plaine de Ki-hoa. Là sont les lignes annamites, dont le faible relief se confondrait avec la couleur de la terre, s'il n'était indiqué par quelques cavaliers et par des miradores.

La ville chinoise, connue dans le pays sous le nom de Chó-leun, qui est un nom chinois, s'étend pendant une longueur de 2 kilomètres sur les rives de l'arroyo. Son aspect est animé par un mouvement considérable de coulies chinois et annamites qui transportent sans cesse leurs charges de riz, de monnaie de cuivre, de chevrettes et de poissons séchés. Les toits en tuile rouge se détachent vivement entre les touffes d'aréquier, dont les troncs droits et cannelés semblent avoir servi de modèles aux colonnes corinthiennes. La perspective qu'on découvre au premier détour de l'arroyo ne manque ni de grâce ni d'élégance. Des ponts, en grand nombre, rejoignent les deux rives. A mesure qu'on s'éloigne de Saïgon, les jardins deviennent plus grands, les maisons de plus en plus isolées et solitaires. Chó-leun ne ressemble pas plus à une ville européenne qu'à une ville chinoise ou annamite : on dirait une agglomération de fermes opulentes. Au fond des cours des maisons chinoises, sans que la vue soit masquée comme en Chine par un pan de mur qui se dresse droit en face de chaque porte, on distingue aux heures des repas trois tables dressées et disposées en triangle. Celle du fond, la plus élevée, est occupée par le maître, ses enfans, ses amis et le premier des serviteurs : les coulies mangent aux deux autres. Cette vie en plein air a quelque chose de patriarcal. Sur l'arroyo, le mouvement est continu. Les bateaux sont pressés côte à côte, et ne laissent entre eux qu'un étroit passage. Quand la marée est basse, il ne reste plus qu'un ruisseau à peine suffisant pour les barques plates; les autres barques s'échouent sur les bords avec insouciance et toujours sans dommage. Ces petits navires destinés au batelage d'eau douce sont recouverts du beau vernis du pays qui leur donne un air d'aisance.

Cette ville chinoise est la clé de tout le commerce de la Basse-Cochinchine. Qui la tient a dans les mains le plus puissant moyen d'action sur les peuples de cette partie de l'Annam. Les redoutes des Clochetons et de Caï-maï nous en assuraient la possession; le cours d'eau était commandé en outre par une *lorcha* mouillée à l'entrée de la ville, le *Jajareo*, dont le capitaine était un enseigne, et le second, par un des accidens de cette guerre singulière, un sous-lieutenant d'infanterie de marine. La ville de Chó-leun est de construction ancienne; les Chinois qui l'habitent sont divisés en con-

grégations, munis de chartes et d'exemptions. Il y en a de fort riches : quelques-uns frètent directement des navires européens et les envoient dans l'Inde, à Bourbon ou en Chine. Il est aujourd'hui avéré que pendant la guerre de Chine, dans la période difficile de l'occupation française, quand les négociants européens établis à Saïgon ne connaissaient les cours de Hong-kong et de Shang-haï que par des communications irrégulières, les Chinois de Chó-leun possédaient un service de courriers entre Saïgon et Canton.

Dans toute cette partie de la province de Gia-dinh, les pagodes et les *miao* (petits autels expiatoires) sont en grand nombre. Ces temples sont d'une construction élégante et uniforme, semblables à ceux qu'on voit en Chine. Ils ont été élevés, selon toute apparence, par les cotisations des marchands chinois. Les Chinois, aussi indifférens en matière religieuse que les Annamites, sont plus riches et plus portés à l'ostentation.

Les quatre pagodes que le contre-amiral Page avait, un an auparavant, transformées en redoutes, et qui couvraient Saïgon, étaient reconnaissables de loin aux dragons symboliques, aux poissons perchés sur leurs queues, à ces chiens aux yeux d'hommes, dont les originaux existaient au palais de Yen-minh-yuen, près de Pékin, et qui ne sont pas tout à fait la réalisation d'un caprice de l'imagination chinoise. Sur l'esplanade qui précède ces pagodes, s'élevaient des peupliers d'Inde à larges feuilles, de ceux appelés *maha-phot*, sous l'un desquels la tradition rapporte que Bouddha fut ordonné bonze par le roi des anges, Indra.

La pagode Barbet portait le nom d'un capitaine d'infanterie de marine qui la commandait, et qui fut assassiné au premier coude de la route qui mène à la pagode des Mares. Le capitaine Barbet partit un soir à cheval pour faire sa ronde accoutumée. Les assassins le guettaient, cachés dans un bouquet d'arbustes que l'on montre à tous ceux qui passent près de là. Il fut assailli à coups de lance, et tomba de cheval aux premiers coups. Les Annamites le décapitèrent aussitôt, et gagnèrent, en rampant à travers les broussailles et les hautes herbes, les lignes de l'ancien Ki-hoa. Le lendemain matin, on trouva le tronc, qui avait été traîné sur le bord de la route; le cheval blessé se tenait auprès et n'avait point bougé. On raconte que le général annamite, quand la tête du capitaine fut déposée à côté de son plateau à bétel, compta le prix d'abord sans rien dire, puis laissa échapper une parole de regret. Le capitaine Barbet était d'une taille et d'une force athlétiques, et tous les Annamites le connaissaient.

La pagode des Mares était célèbre autrefois par le pèlerinage qu'y faisaient à leur retour les marchands de My-thô. Deux mares d'eau

croupissante, une grande et une petite, dans lesquelles on voyait de temps à autre un caïman, avaient donné leur nom à la redoute.

La pagode des Clochetons était un peu plus éloignée que les autres de la route qui mène de Saïgon à My-thô. Elle s'élevait au milieu de la plaine des Tombeaux. Les dieux dorés, qui représentaient sans doute un des états voisins de l'anéantissement parfait, avaient été conservés autour des salles. Des poules, que les soldats ou les marins couvaient de l'œil, furetaient partout. Sur la table des officiers, il y avait des bouteilles de vermouth et d'absinthe, et en face de la redoute s'allongeaient sur leurs plates-formes les longues pièces rayées de 30, dont la peinture noire s'était un peu éraillée à tant de descentes et d'ascensions. Ces redoutes tenaient à la fois de la ferme, du corps de garde et de la batterie; mais les dieux bouddhiques vous transportaient dans un autre monde : leur rictus plus qu'humain semblait railler cette dépense d'énergie dont ils étaient témoins; la vue de ces idoles produisait un contraste étrange au milieu des engins de destruction, des écouvillons, des aspects, des allées et venues des servans affairés, de toutes les expansions d'une race inquiète, mais forte.

La pagode de Caï-maï était le point extrême de cette ligne de défense, dont la droite partait de l'arroyo de l'Avalanche. C'était un poste très avancé; on l'eût perdu avec un ennemi européen. Cette pagode était bâtie sur un mamelon rapporté à main d'homme; elle offrait les mêmes détails d'intérieur que les autres. En face de Caï-maï était le fort annamite de la *Redoute*, qui terminait les lignes ennemies et aboutissait à un obstacle naturel, un marais. Cette pagode fut accidentellement, quelques jours plus tard, le siège d'un parc de munitions pour l'artillerie et l'infanterie.

Les travaux de force nécessaires pour hisser les lourdes pièces de 30 sur leurs plates-formes furent conduits par des maîtres d'équipage. Le lieutenant-colonel d'artillerie de terre Crouzat avait sous son commandement l'artillerie de siège et l'artillerie de campagne. En sept jours, les plates-formes furent construites, les pièces débarquées de leurs navires conduites aux pagodes, hissées sur leurs plates-formes et approvisionnées de munitions à cent coups. La pagode Barbet reçut trois obusiers de 80 et deux chevalets pour fusées de siège de 125 millimètres, la pagode des Clochetons quatre canons de marine de 30 rayés, la pagode de Caï-maï un canon rayé de 30 et un obusier de 80. Ces pièces conservèrent leurs servans marins.

Le 16 février, le commandant en chef quitta la frégate l'*Impératrice-Eugénie* et transporta son quartier-général à l'ouvrage neuf, un peu en arrière de la redoute Barbet. Il confia le commandement direct des bâtimens échelonnés devant Saïgon au capitaine de vais-

seau de Surville (1). Les équipages qui passaient sous les ordres de cet officier avaient fourni des compagnies au corps de débarquement, des servans aux pièces rayées des pagodes. Pendant vingt jours, courbés sur les avirons depuis le matin jusqu'au soir sous un ciel dévorant, ils avaient remplacé le matériel roulant considérable qu'exige une armée, même petite. Ils allaient entendre la canonnade et la fusillade; ils ne connaîtraient de la lutte que le transport des blessés, qu'il faudrait secourir et consoler. Ce rôle exigeait un grand esprit de dévouement. Le commandant de la marine sut le faire supporter sans amertume et sans impatience.

Une première reconnaissance, commandée et dirigée par le lieutenant-colonel Crouzat le 13 février, avait appris que le seul débouché praticable pour l'artillerie se trouvait en avant et à gauche de Caï-maï, qu'il aboutissait à un terrain ferme, situé à environ 1,000 mètres des lignes ennemies. Les travaux indispensables pour aplanir ce débouché furent exécutés par la compagnie de l'*Impératrice-Eugénie* sous un feu assez gênant, mais qui ne toucha personne. Le génie dirigeait ces travaux et y prenait une part active. Le 19 février, vingt fusées incendiaires de la marine de 125 millimètres et trente-deux fusées de l'artillerie de terre de 9 centimètres à chapiteau rouge furent lancées de la pagode Barbet à une distance approximative de 5 kilomètres sur le camp de l'ennemi pour le troubler et l'inquiéter. Le 21 et le 22 février, la pagode de Caï-maï, sur laquelle devait s'appuyer l'armée dans son mouvement tournant, reçut un approvisionnement double pour les bouches à feu et cinquante mille cartouches d'infanterie.

Le commandant en chef fit alors connaître à l'armée que le moment était proche. Il lui dit qu'elle allait porter la guerre à l'empereur des Annamites, mais non aux Annamites. Il mit le peuple inoffensif, ses biens et son commerce, sous la protection de l'armée de Cochinchine. Toutes les dispositions étant assurées, les dernières troupes arrivées, le commandant en chef ordonna que l'attaque des premières lignes aurait lieu dans la matinée du 24 février.

IV.

A quatre heures du matin, les clairons sonnent aux drapeaux. La nuit est encore sombre; le jour, comme dans tous les pays tropicaux, ne se fera qu'aux approches de six heures. C'est au milieu de l'obscurité que les troupes prennent leurs postes. Avant de partir,

(1) Le capitaine de vaisseau d'Aries, pendant l'absence de l'amiral, eut le commandement supérieur de toutes les forces qui restaient à Saigon, sur terre et sur eau.

elles ont bu le café et reçu leur ration d'eau-de-vie. Les sacs ont été faits la veille. Ils contiennent huit jours de biscuit et deux rations de viande cuite à l'avance.

A cinq heures, tous les corps sont à leurs postes sur la route des pagodes. L'amiral, son état-major, le général de Vassoigne sont en tête près du débouché de Caï-maï; un petit détachement de chasseurs d'Afrique leur sert d'escorte. Viennent ensuite l'infanterie espagnole, puis deux compagnies de chasseurs à pied. L'artillerie, qui a bivouqué à Caï-maï, est en colonnes par pièces et dans l'ordre suivant : les six obusiers de montagne, les fuséens, les trois canons de 4 rayés, les quatre canons de 12 rayés. L'infanterie est disposée sur la route à la suite et dans cet ordre : les chasseurs à pied, le génie et ses échelles; les marins abordeurs, leurs échelles, leurs engins; le corps des marins débarqués, l'infanterie de marine; puis viennent le train et le service d'ambulance. Le convoi, porté par six cents coullies chinois et par cent bêtes de somme, est placé sur la route du Jajareo, qui coupe perpendiculairement le chemin des pagodes. Ainsi disposé, le convoi ne gênera pas la marche de la colonne.

A cinq heures et demie, l'armée se met en marche. Le jour s'est fait; la température est encore bonne, mais la poussière, que l'humidité de la nuit avait d'abord abattue, s'est élevée. Les corps placés en tête débouchent dans la plaine et se dirigent sur le fort dit de la Redoute, qui marque l'extrémité ouest des lignes cochinchinoises. Une compagnie de chasseurs à pied se développe en tirailleurs devant l'artillerie, qui paraît à son tour et forme ses sections sans difficulté sur la route nivelée la veille. Les pagodes Barbet, des Clochetons, de Caï-maï, ont déjà ouvert leur feu depuis une heure. Le roulement grave et puissant des grosses pièces d'artillerie domine tous les bruits et remplit la scène. L'ennemi, de son côté, a garni ses lignes et s'est porté tumultueusement aux armes. Du haut de la redoute, on a pu distinguer son mouvement. Le bruit des gongs, le sifflement très reconnaissable de son artillerie, qui est en fer et de moindre calibre, couvrent les intervalles du tir des pièces rayées de 30. Des officiers venus de Saïgon et réunis à Caï-maï s'avancent rapidement sur la route, et échangent avec ceux qui passent un mot d'adieu ou une poignée de main.

La colonne a débouché presque tout entière. L'artillerie montée se répand maintenant dans la plaine; elle élargit son front. A 1,000 mètres environ de l'ennemi, elle se déploie en avant, en batterie oblique à gauche, s'arrête court et ouvre son feu. Une vibration cuivrée, qui s'allonge en sifflant et en bourdonnant, bondit dans la plaine. Les canons rayés de 12 dirigent leur feu sur le fort de la Redoute,

les pièces de 4 et de montagne, les fusées, sur les deux redans voisins. Le feu se règle en quelques instans et devient très précis. La ligne annamite, quoique placée par la faiblesse de son calibre dans des conditions inférieures, se couvre de fumée et redouble de résistance. Le feu est vif, mais l'action n'est, à vrai dire, engagée que pour l'ennemi.

Toute l'armée a débouché dans la plaine; elle marche par bataillons en colonne. Ce combat d'artillerie a permis à l'infanterie de reprendre haleine. L'ordre est donné de diminuer les distances de moitié. Les pièces de montagne partent au grand trot malgré les tumulus et les tombeaux, et se placent à 500 mètres de l'ennemi. Les pièces de 4, les fuséens, les pièces de 12, continuent la manœuvre par un mouvement successif. L'infanterie arrive sur la nouvelle ligne. Une reconnaissance pratiquée la veille avait fait reconnaître l'existence d'un marais qui bordait la plaine à gauche, près du fort de la Redoute. L'infanterie, pour l'éviter, oblique un peu trop sur la droite. Malgré le léger retard provoqué par cette circonstance et le chevauchement qui en est la suite, l'armée se trouve en position peu de temps après que le second engagement d'artillerie a commencé. Deux colonnes d'assaut sont formées. Celle de gauche est formée de marins débarqués; elle est commandée par le capitaine de frégate Desvaux et dirigée par le capitaine du génie Galimard. La colonne de droite se compose d'une section du génie, de deux compagnies de chasseurs à pied, de l'infanterie espagnole, de l'infanterie de marine; elle est commandée et dirigée par le chef de bataillon du génie Allizé de Matignicourt.

À la distance de 500 mètres, les projectiles de l'ennemi arrivent en grand nombre dans les rangs français et espagnols. Le tir des Annamites est bon en hauteur et en direction. Les pièces du fort, les fusils de main et de rempart tirent à outrance. Partout où le groupe formé par l'amiral, son état-major et son escorte s'arrête, le feu se concentre et devient acharné. En quelques minutes, plusieurs servans d'artillerie et des chevaux sont atteints. Le peu de distance qui nous sépare de l'ennemi a diminué la supériorité des armes de précision, et quoique notre feu soit très bien mené, qu'il soit accéléré et supérieur, l'action dure depuis longtemps, et la résistance de l'ennemi ne paraît ni abattue ni découragée. Nos pertes augmentent : le général de Vassoigne, le colonel espagnol Palanca y Gutierrez, l'aspirant Lesèble, sous-lieutenant de la compagnie de la *Renommée*, sont grièvement blessés. L'amiral prend le commandement direct des troupes; il donne le signal, les colonnes s'ébranlent, les pièces de montagne les protègent sur les ailes. Une compagnie de marins fusiliers est lancée en tirailleurs en avant de la colonne de gauche, une compagnie de chasseurs en

avant de la colonne de droite. En tête des marins marche le peloton des marins abordeurs. Eux-mêmes portent leurs échelles, leurs grappins attachés ou emmanchés, leurs gaffes, leurs grenades. Les couliés ont été remplacés à la seconde halte : le service de porteur d'échelle est maintenant un service d'honneur. La colonne de gauche marche au pas de promenade sous une fusillade très nourrie, réservant son haleine pour le dernier moment, obliquant légèrement à droite pour ne pas s'embourber dans le marais. A 30 mètres de l'obstacle, un cri de *vive l'empereur!* domine la fusillade; les premiers s'élancent, le revolver au poing ou le sabre à la main droite. Ils sont suivis de près par les porteurs d'échelles, qui dédaignent leurs armes et s'avancent préoccupés d'une chose : tenir leur promesse, appliquer les échelles. Les premiers reçoivent l'arquebusade en pleine poitrine, écartent avec leurs sabres les bambous entrelacés, marchent à petits pas sur la crête des trous de loup, enjambent les chevaux de frise, sautent dans le fossé, et, se frayant un passage à travers les branchages épineux, — les mains et le visage en sang, les vêtements en lambeaux, — paraissent victorieux sur le dernier obstacle.

La colonne de droite, en tête de laquelle marchait le génie, abordait l'obstacle avec la même vigueur. Il n'y eut d'engagement corps à corps en aucun point, et les Français qui les premiers mirent le pied sur la banquette intérieure purent voir les Annamites céder le terrain, emportant leurs gingoles et leurs fusils de main. Ils s'éloignaient d'un pas presque tranquille en apparence, comme des travailleurs qui suspendent leur travail, et, chose singulière, quoique pressés de bien près par toute une armée qui escaladait leurs remparts, un très petit nombre s'enfuit en courant. En quelques minutes, ils joignirent un gros de leurs troupes dont on voyait flotter les banderoles du côté de Ki-hoa. — Les Annamites avaient accepté la lutte à coups de canon sans qu'elle parût les entamer beaucoup ni affaiblir leur courage : les nombreux cadavres étendus le long des parapets témoignaient de l'effet des pièces rayées; mais quand les colonnes marchèrent à l'assaut, droit sur eux, ils cédèrent le terrain et s'enfuirent, tout en restant en vue. Ainsi les avaient représentés la plupart des rapports sur les premières affaires de Saïgon et de Touranne (1).

L'enseigne de vaisseau Berger et le sous-lieutenant Thénard du génie arrivèrent, les premiers de toute l'armée, au sommet du parapet, aux deux points où la ligne ennemie fut rompue, l'un à l'attaque de gauche, l'autre à l'attaque de droite. L'affaire était terminée; elle nous avait coûté cinq tués et une trentaine de blessés,

(1) Sauf l'assaut infructueux du mois d'avril 1859.

dont un général, un colonel et un aspirant. Un coulie du génie avait été tué, un autre blessé. Les coulies du génie marchèrent jusqu'au dernier obstacle suivant l'habitude contractée en Chine, qui faisait remplir un poste d'honneur par des mercenaires. L'artillerie eut plusieurs chevaux ou mulets tués ou blessés. Elle avait manœuvré dans des terrains difficiles, semés de fondrières et de puits, coupés de fossés, barrés de pans de murs, tous accidens artificiels excellens pour des tirailleurs, des plus mauvais pour des pièces montées dont le recul n'était pas facile (1).

Dans cette affaire, qui dura deux heures, l'artillerie combattit très longtemps. Elle tira deux cent vingt-huit coups de montagne, cent quarante-six de 4, cent vingt-huit de 12, et lança quatre-vingts fusées. La nature des obstacles, qui étaient en bambou et en terre, ne permettait pas d'espérer qu'on pût y faire brèche, soit en les incendiant, soit en les bouleversant. Cette ligne du reste n'était que secondaire et offrait peu de relief. Enfin, quoique le tir des pièces rayées fût conduit et réglé avec autant de calme et de précision que dans un exercice, l'ennemi ne parut pas vouloir renoncer à la résistance par le fait d'un simple combat d'artillerie; mais les pièces, en tirant aussi longtemps, permirent à l'infanterie, qui se trouvait étranglée sur une route étroite et qui n'avait qu'un débouché insuffisant, d'opérer son déploiement et d'arriver en position.

Les blessés, avant même la fin de l'action, avaient été enlevés et dirigés sur Cai-maï, d'où ils furent conduits, par terre et par eau, à l'hôpital de Cho-quan, situé sur le bord de l'Arroyo Chinois. Le génie se mit immédiatement à l'œuvre, et pratiqua dans le parapet un passage pour l'artillerie. Les munitions qui avaient été consommées furent renouvelées à Cai-maï. Cette opération était terminée à une heure de l'après midi. Dans la journée et la nuit du 24, le parc provisoire de Cai-maï fut mis en état : les munitions furent tirées du *Rhin* et de la *Loire*, mouillés devant Saïgon. Ces bâtimens servaient de poudrières, car on n'avait trouvé à terre aucun emplacement assez sec ou assez sûr pour en tenir lieu. Les troupes reprirent leurs sacs, qu'elles avaient mis à terre pour marcher à l'assaut. Vers neuf heures, elles étaient établies dans des maisons basses, — quelques heures auparavant les logemens des soldats annamites. — Ces cases étaient sales, empuanties d'une odeur particulière qui rappelait le *fumet russe*. L'armée se reposa jusqu'à trois heures. Elle

(1) « Un affût de pièce de 12 fut cassé. Deux têtes de boulons s'enlevèrent, une vis de pointage fut faussée. La batterie de 12 remplaça son affût cassé, remit les boulons sautés; mais elle ne parvint que très difficilement à redresser sa vis de pointage. Il était à souhaiter pour les pièces de 12 que le lendemain, qui nous promettait une affaire beaucoup plus sérieuse, le terrain fût meilleur. » — Rapport du lieutenant-colonel de l'artillerie de terre Crouzat.

était sur pied depuis quatre heures du matin, le sac au dos. Elle avait marché dans la poussière, puis dans un terrain difficile, et livré un assaut sous une chaleur déjà accablante. Ce repos était indiqué par la prudence autant que par l'humanité. On savait que le soleil de Saïgon était un puissant auxiliaire pour les Annamites, et qu'il développait d'une manière foudroyante les germes de la peste marécageuse.

A trois heures, on sonne le réveil, puis la marche du bataillon. Une compagnie d'infanterie de marine et un obusier de montagne sont laissés au fort de la Redoute : ils assureront nos derrières et permettront de continuer à nous appuyer sur la pagode de Cai-maï. L'armée se met en marche : l'artillerie est au centre, en colonne par batteries ; l'infanterie est sur deux colonnes par sections, une colonne à droite, une colonne à gauche. Sur un sol uni et résistant, couvert d'un lichen très ras, où les roues des caissons et des chariots ne rencontrent plus d'obstacles, où le pied s'appuie avec une sorte de plaisir, nous prolongerons par une marche de flanc, hors de portée de son artillerie, les revers de l'ennemi. L'armée va se rapprocher du but qu'elle poursuit : ce soir, elle campera devant la face occidentale du camp des Annamites, sur la ligne même de leur retraite.

Vers quatre heures, une troupe dont il fut assez difficile d'estimer le nombre à cause des taillis d'où elle sortait, parut sur notre droite, banderoles déployées, avec des éléphants de guerre. L'armée annamite voulait-elle essayer d'arrêter notre mouvement, qui compromettait de plus en plus sa ligne de retraite, ou commençait-elle à faire filer ses éléphants, ses chariots, ses gros bagages ? On n'a jamais bien su ce que signifiait cet épisode de la campagne. Le corps annamite se rapprochant, le feu s'engagea avec nos tirailleurs. Le commandant en chef fit porter trois obusiers de montagne et trois pièces de 4 en avant et à droite ; leur feu eut un plein effet. L'ennemi s'arrêta, puis rentra dans son camp.

L'armée avait fait halte pendant ce petit engagement ; elle se remit en marche et arriva vers six heures sur le lieu choisi pour le campement, c'est-à-dire en plein sur les derrières de Ki-hoa. En cet endroit, la nudité de la plaine cessait ; quelques bouquets d'arbres et des bois taillis s'élevaient çà et là. Des maisons ruinées formaient un petit village adossé contre les arbres et situé à une distance d'environ 2 kilomètres de l'ennemi. L'amiral établit son quartier-général dans une de ces maisons abandonnées. En ce moment, les grosses pièces de Ki-hoa envoyèrent quelques coups bien dirigés sur le village ; un boulet traversa le toit du quartier-général, et une fusillade des plus nourries partit des bois taillis sur notre bivac. L'infanterie occupait la lisière du bois. Elle resta un instant expo-

sée à ce feu inattendu. Les Espagnols, puis la compagnie de la *Re-nommée* et successivement deux autres furent lancés en tirailleurs. Les chevaux étant dételés, on roula à bras deux pièces de 4 qui prirent position et tirèrent à mitraille. Cette fusillade opiniâtre, qui venait de tireurs invisibles, dura près d'une demi-heure. Après quelques retards, le placement de l'infanterie fut éloigné, et son camp fut établi à une distance du bois qui rendait une surprise plus difficile. L'artillerie, s'étant trouvée découverte, avait déployé quelques servans en tirailleurs. Les troupes du génie furent également déployées.

Cependant, le bois ayant été nettoyé et la fusillade éteinte, les Espagnols, les marins, les artilleurs et les troupes du génie rentrèrent dans le camp. Quelques escouades firent la soupe; les autres, trop fatiguées, surtout par les dernières allées et venues, pour allumer du feu, mangèrent leur biscuit et burent de l'eau, qui heureusement se trouvait près de là en abondance. Ce fut leur souper. Puis chacun s'étendit sur la terre. Demain les canons de la flottille, les pièces rayées des pagodes, allaient de nouveau faire entendre leur voix puissante, et nous, marchant désormais droit sur l'ennemi, nous engagerions avec lui une lutte corps à corps, armée contre armée.

V.

La nuit fut silencieuse, pas un coup de feu ne fut échangé. A cinq heures, l'artillerie monte à cheval, chacun est sous les armes. L'armée pivotant sur la maison qui a servi de quartier-général, quelques corps se trouvent tout placés, d'autres font une marche préparatoire assez longue. A six heures, l'armée est en position, en colonnes, à 2 kilomètres environ de la face occidentale de Ki-hoa. Deux colonnes d'infanterie comprennent entre elles l'artillerie. La colonne de gauche se compose du génie, qui marche en tête avec ses échelles, de l'infanterie de marine et des chasseurs. Quatre canons de 12, trois canons rayés de 4, deux obusiers de montagne, de l'artillerie de marine, disposés en une seule ligne de bataille, marchent droit à l'ennemi et appuient la colonne de gauche, qui suit le mouvement. La colonne de droite se compose de l'infanterie espagnole et des marins débarqués; les marins abordeurs marchent en tête, chargés comme la veille de frayer le passage. Trois obusiers de montagne marchent avec la colonne de droite. Ils prendront, s'ils le peuvent, la face du camp en enfilade, et allégeront la tâche de la colonne d'assaut. Dans les colonnes de droite et de gauche, les corps et les compagnies qui le jour précédent marchaient au premier rang forment aujourd'hui la réserve.

Le sol, que recouvre un épais entrelacement d'herbes roussies par le soleil, ne rend aucun bruit; les clairons ont cessé d'envoyer leurs sons barbares. Point de tambours, et chez l'ennemi plus de gongs ni de tam-tams. Le grondement sonore et d'un ton égal des pièces de Ki-hoa, puis le déchirement aigu de l'air que traversent les boulets, voilà les seuls bruits qui se font entendre. Et rien ne diffère plus, en ce moment, des idées que fait naître le mot d'assaut que la marche sûre, presque tranquille, de cette armée, qui déjà laisse des morts et des blessés derrière elle et semble dédaigner le danger. Ni habits brodés, ni couleurs éclatantes; du noir et du blanc, de la laine et de la toile. Rien ne brille chez elle que ses baïonnettes. Son expression, c'est l'énergie concentrée, la confiance et la force. Et pourtant ici manque absolument l'espérance si chère aux Français de la louange publique, la pensée de vivre au-delà de la mort, d'être connu et célébré. Ceux-ci vont tomber obscurément à l'extrémité de l'Asie.

Les coups de l'ennemi, tirés d'abord à des intervalles assez longs, deviennent de plus en plus multipliés. Son feu est vif et bien réglé, en direction surtout. Les Annamites ont l'avantage; le soleil est dans les yeux de l'armée française. L'artillerie, qui s'est établie à 1,000 mètres, a déjà supporté des pertes. Des hommes et des chevaux sont tués ou blessés; une roue de caisson vole en éclats. Le lieutenant-colonel Crouzat, portant ses pièces par des élans rapides et brillants à 500 mètres, puis à 200 mètres, parvient à diminuer l'infériorité notable causée par le soleil, dont les rayons sont presque horizontaux. Dans cette halte à 200 mètres, qui fut la dernière, les pièces tirent à mitraille sur le haut des épaulemens.

La fusillade est des plus violentes. A cette distance se dresse, avec un relief considérable, l'obstacle de terre et de bambous percé de meurtrières qui blanchissent de fumée à toute seconde. La plaine ne présente aucun abri, et l'on ne peut attendre à découvrir l'effet de l'artillerie. Déjà les pertes sont sensibles. Il faut profiter de la confiance des troupes, que le souvenir de la veille exalte et qui ne demandent qu'à s'élancer. Les sacs sont mis à terre, les coulies porteurs d'échelles sont remplacés; l'amiral ordonne aux colonnes de s'avancer. On parlera principalement ici de l'attaque de droite et de ses épisodes. La 2^e compagnie (1) est lancée en tirailleurs. Un tumultus, le seul qu'il y eût dans la plaine, s'élevait à environ 200 mètres de la ligne ennemie. C'est en cet endroit que la colonne de droite fut lancée. Elle rencontra les premiers trous de loup 50 mètres plus loin, à 150 mètres par conséquent de l'obstacle principal. Ces défenses accessoires étaient disposées avec un art consommé. C'étaient six lignes de trous de loup séparées par

(1) Des marins débarqués, capitaine Prouhet.

des palissades, sept rangées de petits piquets, deux larges fossés garnis de bambous pointus et remplis de trois pieds d'une eau vaseuse; enfin une escarpe en hérisson, surmontée d'une rangée de chevaux de frise très solides. Les branchages épineux accumulés sur ce dernier obstacle étaient à dessein peu profondément fichés en terre; les mains, en s'ensanglantant, ne pouvaient s'en servir pour l'escalade. La hauteur de l'escarpe au-dessous du fond du fossé était de quinze pieds environ; les trous de loup étaient profonds de cinq pieds : tous étaient dissimulés par de légers clayonnages sur lesquels l'herbe avait été semée et avait poussé. Ils étaient intérieurement garnis de fers de lance ou de pieux très pointus.

C'est au milieu de ces obstacles, qui semblaient plus faits pour arrêter des bêtes féroces que des hommes, que les colonnes durent s'avancer. A mesure que les assaillans s'engageaient sur la crête étroite des trous de loup, cheminant avec circonspection et très lentement, le feu de la mousqueterie et de l'artillerie redoublait d'intensité. Un bruit sec de branches cassées se faisait entendre, et sur toute cette nappe, large de 150 mètres, les balles tombaient littéralement comme des noix qu'on gaule. Qu'on imagine, s'il est possible, les difficultés que durent vaincre les porteurs d'échelles, de grappins et de gaffes, tous ceux qui étaient embarrassés d'une carabine au milieu de tant d'embûches, quand il eût été difficile d'arriver sain et sauf, les mains libres. La plupart des porteurs d'échelles, cheminant plus lentement que les autres, tombèrent dans les trous de loup ou furent blessés. Leurs échelles servirent de passerelles. Elles étaient faites de bambou léger, et ne dépassaient pas un poids de trente livres. Elles furent brisées en quelques secondes sous les pieds de ceux qui s'en servirent. Trois cependant furent portées dans le dernier fossé; mais devant l'escarpe la lutte prit un caractère d'acharnement unique sans doute dans les rencontres d'Annamites et d'Européens. Ceux qui parvinrent sur le sommet de l'obstacle, soit en montant sur les échelles, soit en s'aidant des épaules de leurs camarades et en saisissant les branches inférieures et solides des chevaux de frise, furent tués à bout portant, ou brûlés au visage, ou renversés à coups de lance. Celui qui parut le premier sur le rempart put voir, avant d'être renversé, un spectacle bien différent de celui qui avait frappé ses yeux en montant à l'assaut la veille : la banquette intérieure était garnie de défenseurs; les uns servaient leurs fusils de rempart par les meurtrières; les autres, armés de lances ou de fusils, guettaient les premiers assaillans.

En ce moment, qui devenait critique, l'ordre fut donné de lancer les grenades. On en lança vingt, et toutes heureusement, quoique le jet fût presque vertical et des plus dangereux. Trois marins abordeurs parvinrent à lancer leurs grappins, qui, s'accrochant soli-

dement en dedans du rempart par le fait même des branchages qui nous faisaient obstacle, ne purent en être rejetés malgré les efforts des Annamites, dont on voyait les lances s'entre-croiser autour. Ces engins firent l'effet de herses, et trois brèches furent pratiquées. Malheureusement elles se trouvèrent à dix ou vingt pieds de distance, et chacune d'elles ne put donner passage qu'à un combattant. Des trois hommes qui s'y présentèrent les premiers, l'un, qui était de la *Renommée*, fut tué; les deux autres furent blessés. Leurs corps, rejetés violemment en arrière, tombèrent dans le fossé. D'autres, suivant de près, escaladèrent enfin l'obstacle et sautèrent sur la banquette, qui était glissante de sang. Tout ce qui se trouva de ce côté périt par le fer ou par le feu.

Les Annamites, qui cessèrent de combattre, voyant que les passages allaient être frayés, s'éloignèrent quelques minutes avant l'irruption des Français. Ils filèrent en bon ordre et au pas le long des enceintes du camp. Une partie des nôtres se jeta à leur poursuite, mais sans résultat, car l'ennemi put disparaître dans un fort avant d'être rejoint. Le reste des troupes victorieuses se rallia autour de ses chefs. Il en était grand temps; on se trouvait dans un compartiment battu de tous côtés, et rien n'était fait, puisqu'il y avait un second assaut à livrer, et qu'on se trouvait à découvert devant une ligne formidable. C'est en champ clos que l'on allait combattre, et le feu, suspendu un instant par les Annamites pour permettre à leur colonne d'entrer dans le fort, reprit avec une nouvelle furie.

Il est indispensable, pour l'intelligence des épisodes du combat du 25 février 1861, de décrire ici d'une manière sommaire l'ouvrage qu'il s'agit d'enlever. Jusqu'à présent l'armée expéditionnaire s'est heurtée contre une ligne d'une longueur de 1,000 mètres, l'un des petits côtés du vaste rectangle qui s'appelle Ki-hoa. Cette face, qui forme le revers de l'ennemi, est garnie de saillans aux deux extrémités : un fort fermé, appelé fort du Centre, s'appuie à la gorge sur le milieu de la ligne; les deux saillans et le fort du Centre se flanquent mutuellement; leurs feux balaient les approches par lesquelles les colonnes d'assaut ont dû cheminer. En outre ces approches sont couvertes, comme on l'a dit, sur une largeur de 150 mètres, de trous de loup, de fossés et de chevaux de frise. Vu à une certaine distance, tout ce système de saillans et de forts, dont le relief est du reste peu élevé, se projette sur un même fond et figure une ligne sans angles rentrans ni sortans. Le camp de Ki-hoa en cet endroit est partagé en deux compartimens par un rempart perpendiculaire au premier, garni de banquettes, percé de meurtrières, défendu par un fossé et un large espace couvert de piquets pointus entre-croisés. Cette ligne d'enceinte, désignée sous le nom de seconde ligne dans quelques rapports, est munie de deux redans. Une

porta pratiquée au pied de la perpendiculaire établit en temps ordinaire la communication entre les deux enceintes. Le compartiment de gauche prend le nom de Camp du Mandarin, du nom d'un réduit qui s'y trouve, et dont les défenses accessoires sont décuplées. Le compartiment de droite est battu par le compartiment de gauche, c'est-à-dire par la courtine et les redans, et en troisième lieu par un fort situé dans une encoignure, à l'extrémité de la diagonale de l'enceinte de droite.

L'armée expéditionnaire se heurta à la droite, au centre, puis à la gauche de la ligne ennemie, une partie des troupes (infanterie de marine) s'étant portée sur le saillant de gauche et ayant formé une troisième attaque. Si le sort de ces trois chocs eût été le même, si la ligne eût été rompue en ces trois points au même moment, l'ennemi, se voyant entamé d'une force égale, eût cédé d'un seul coup au lieu de céder par des mouvemens successifs, à droite d'abord, à gauche ensuite; mais le choc de la colonne de droite fut si furieux qu'elle défonça la ligne en un quart d'heure : les autres attaques en durèrent trois (1). Les marins débarqués et les Espagnols, qui combattaient ensemble ce jour-là, entrés dans l'enceinte une demi-heure avant les autres colonnes, restèrent pendant ce temps pris comme dans un piège. Leur contenance fut héroïque, et leurs efforts, détournant une partie considérable des ressources de l'ennemi, furent d'un puissant secours pour les attaques du centre et de la gauche.

L'amiral se tenait à cheval, très exposé, devant les premiers trous de loup. Les chasseurs de son escorte avaient presque tous été touchés. Près de lui se tenaient son chef d'état-major général, le contre-amiral Laffon de Ladébat, et le chef d'escadron d'état-major de Cools. Les réserves venaient d'être envoyées en renfort à gauche, au centre, mais surtout à droite, où le feu redoublait d'intensité (2). Les bagages n'étaient plus gardés que par une demi-compagnie; les trois obusiers de montagne qui devaient enfiler la face du camp annamite étaient à peine soutenus. En ce moment, la lutte, par le temps qu'elle durait, par le redoublement de violence de l'attaque et de la défense, prenait un caractère sinistre et de plus en plus acharné. Les cris avaient depuis longtemps cessé : la crépitation non interrompue de la fusillade, le bruit aigu des balles, quelquefois, mais rarement, l'imprécation ou le cri de douleur d'un mourant, attestaient seuls le choc furieux de deux volontés, l'a-

(1) « Le commandant du génie, voyant l'énergie de l'attaque, qui durait depuis trois quarts d'heure, diminuer... » — Rapport du chef de bataillon du génie Allizé de Matignoncourt sur la journée du 25 février 1861.

(2) La 6^e et la 7^e compagnie de chasseurs à pied prirent part à l'attaque de gauche; la 8^e soutint trois pièces de montagne à droite.

charnement de vingt-cinq mille hommes séparés par une mince barrière de terre, par la distance à laquelle on peut se tendre la main, et dont les uns voulaient passer et les autres résistaient. A ces termes aboutissaient, dans une simplicité terrible, tant de proclamations, de mouvemens d'hommes et de navires, un chemin de six mille lieues et tant d'or prodigué ! Un assaut qui dure trois quarts d'heure est singulièrement compromis : après l'élan, la réaction déjà se faisait sentir. L'énergie de l'attaque diminua, et celle de la résistance augmenta.

Cependant, dans l'enceinte où les marins et les Espagnols ont pénétré, l'action a fini par se régler. Tous les efforts se portent sur deux points principaux : à la porte du Camp du Mandarin et au centre de la courtine, à moitié chemin environ entre la porte et le premier redan ; mais tous ces mouvemens s'opèrent complètement à découvert sous des feux étudiés d'avance, et ce funeste espace se couvre de morts et de blessés. Un des aumôniers de l'armée courait d'un mourant à un autre, se penchait vers eux et psalmodiait rapidement des paroles latines. Là furent blessés, mais restèrent debout ou se relevèrent le lieutenant de vaisseau de Foucault, l'enseigne Berger, les aspirans Noël et Frostin ; le quartier-maître Rolland, qui eut la cheville fracassée, se pansa lui-même et se traîna au feu ; le clairon Pazier, qui dans le commencement de l'action fut atteint au front, se releva et continua à sonner la charge. Près de là tomba l'enseigne de vaisseau Jouanheau-Lareignère, qui eut le flanc gauche emporté et engagea les hommes qui voulaient le relever à le laisser et à continuer de combattre. Dans cette enceinte furent aussi étendus, frappés mortellement, le matelot Soubri, les Espagnols Jean Leviseruz et Barnabé Fovella, qui s'étaient distingués, et tant d'autres dont les belles actions furent ignorées d'eux-mêmes et de leurs chefs.

Ce drame, jusqu'alors indécis, tirait pourtant à sa fin. Quelques hommes, un lieutenant de vaisseau en tête, après avoir marché droit à la courtine, traversaient le fossé et touchaient l'obstacle, quand l'effort des trois attaques aboutit en même temps sur les trois points. La porte fut défoncée à coups de hache par quelques hommes intrépides que le lieutenant de vaisseau Jaurès, second aide-de-camp de l'amiral, avait ralliés ; le fort du centre fut enlevé par le génie, et l'infanterie de marine, les chasseurs à pied, la compagnie indigène, entraînés par le chef de bataillon Delaveau, débordèrent avec impétuosité par la gauche (1). Tous les Annamites qui ne purent s'enfuir furent massacrés, et la lutte finit par une scène de carnage.

(1) La compagnie indigène était forte de 80 Annamites. Elle marcha avec l'infanterie de marine, et se conduisit bien.

Dans cette affaire, l'armée eut trois cents hommes hors de combat. Douze furent tués sur le coup. Beaucoup de blessés ne survécurent pas à leurs blessures. L'enseigne de vaisseau Jouanheau-Lareignère expira dans la journée, après cinq heures de souffrances atroces. Le lieutenant-colonel Testard, de l'infanterie de marine, mourut le lendemain seulement de ses blessures. On entendit peu de blessés se plaindre : ils étaient simples et admirables. La vie abandonnait ceux qui étaient frappés mortellement sans qu'il leur échappât une parole de désespoir ou de regret de mourir si loin de la France. Leur contenance attesta jusqu'au bout la valeur morale de l'armée de Cochinchine (1).

Cent cinquante canons de tous calibres, deux mille fusils de Saint-Étienne dans un excellent état de conservation, des boulets, des obus non chargés, deux milliers de kilogrammes de poudre, des lances, des piques, des hallebardes, furent trouvés dans le camp. Les fusils étaient à pierre, de la fabrique de Saint-Étienne : c'étaient ceux du premier empire. Les boulets étaient lisses, en fonte et suffisamment sphériques, la poudre lisse et bien grenée. Il n'y avait dans Ki-hoa ni fusils à mèche, ni arcs, ni arbalètes. On recueillit un lot considérable de monnaie de cuivre. On trouva un grand nombre de cartes et de plans annamites : les cartes étaient bonnes et furent utiles pour les reconnaissances.

Les listes d'appel trouvées dans le camp furent traduites par le père Croc, des missions étrangères, interprète du commandant en chef, et indiquèrent un effectif de vingt et un mille réguliers. On sut d'autre part qu'il se trouvait à Ki-hoa un millier de colons militaires, de ceux appelés *don-dien*. A cette armée régulière il faut joindre des miliciens en grand nombre qui gardèrent, pendant l'at-

(1) L'enseigne Lareignère avait eu le flanc gauche emporté. Quand il fut à l'ambulance, on jeta sur lui un drap pour empêcher ses entrailles de se répandre. Qu'il souffrait, ce malheureux ! Il ouvrait la bouche d'une manière démesurée, il ne disait rien ; mais ses traits remplis d'angoisse se contractaient comme s'il eût arrêté des cris épouvantables qui voulaient sortir de sa poitrine. Le colonel Testard se démenait à l'ambulance et marchait ferme, tout nu, avec des exclamations d'impatience : « Eh bien ! qu'est-ce donc ? Je me sens la tête lourde. Qu'est-ce que j'ai donc là ? » Et il portait la main à son front avec un geste d'ennui. Il avait une balle qui lui était entrée d'un demi-pouce dans la tempe gauche. Son soldat d'ordonnance essayait de le ramener sur un lit ; mais il se relevait toujours. Un chirurgien, debout dans un coin de la chambre, regardait ce vivant à moitié mort, qui parlait, et qui dans quelques heures ne parlerait plus. Il était impossible de le panser, et c'eût été du reste inutile. Il mourut le lendemain 26 février, à trois heures, à Cho-quan. — Un homme qui avait reçu une balle dans le ventre fumait sa pipe. Quand il vit l'aumônier, il lui dit : « Oh ! moi, monsieur le curé, je sais que je n'en ai pas pour longtemps. — Eh bien ! mon ami, voulez-vous vous préparer ? — Volontiers. » Il fit sa confession et mourut une heure après. C'était un homme du peuple, qui s'exprimait avec cette aisance naturelle qu'on rencontre chez les Tourangeaux et les hommes du centre de la France.

taque principale, le front et les flancs de Ki-hoa. L'ennemi laissa trois cents cadavres dans les compartimens de droite et de gauche. C'étaient pour la plupart des soldats du Tonquin, plus forts et plus grands que les Annamites de la Basse-Cochinchine : leur visage avait conservé, même dans la mort, une expression d'énergie très accentuée. Le contre-amiral Page, suivant le plan tracé d'avance, avait brillamment enlevé tous les forts qui commandaient le cours supérieur du Don-naï. La division placée sous ses ordres se composait de la *Benommée*, du *Primauguet*, du *Laplace*, du *Forbin*, du *Monge*, de l'*Avalanche*, de la *Mitraille*, de l'*Alarme*, du *Lily*, du *Sham-Rock*, des canonnières 18 et 31. Presque tous ces bâtimens furent touchés par l'ennemi; ils eurent des hommes tués ou blessés.

Le commandant en chef établit son quartier-général dans le réduit du Mandarin (1). Les troupes, après avoir repris leurs sacs, furent casernées dans les logemens annamites, qui formaient une longue rue dans la partie septentrionale du camp. La moitié des blessés environ furent immédiatement évacués par Caï-maï sur l'hôpital de Cho-quan; les autres furent reçus dans une ambulance établie à Ki-hoa. Le soir même, les convois avaient tiré de la redoute de Caï-maï une quantité de munitions égale à celle qui avait été consommée le matin, et trente mille cartouches qui devaient former un dépôt de munitions à Ki-hoa. La pointe que l'armée allait pousser sous peu de jours dans le haut du pays nécessitait l'établissement d'un parc intermédiaire entre elle et Caï-maï.

La conduite des Annamites dans l'assaut de Ki-hoa présente une grande singularité; elle est une preuve de leur merveilleuse flexibilité dans le courage. Là fut accepté ce face-à-face qui trouble si fort les Asiatiques qu'ils ne songent alors qu'à mourir, non plus à se défendre. Comment expliquer en effet, si ce n'est par l'infériorité de la volonté chez les races de l'Orient, ces succès, toujours les mêmes, de quelques centaines d'Européens qui marchent en avant et renversent des milliers d'ennemis qui sont braves? L'infériorité des instrumens de destruction ne fournit pas une explication suffisante, car il est certain que, la lutte étant acceptée jusqu'à des distances assez réduites, cette infériorité diminue, et qu'une mauvaise escopette tue aussi bien à dix pas qu'une carabine à tige. La journée du 25 février, où les Annamites ne cédèrent pas le terrain et où un grand nombre d'entre eux se firent tuer sur leurs banquettes, présente donc un caractère presque unique. Ils parurent persuadés d'abord que les Franco-Espagnols échoueraient au milieu des trous de loup, ensuite qu'ils les obligeraient à rétrograder à coups de lance,

(1) Au centre de ce réduit, dans une pièce d'eau, il y avait un caïman de taille moyenne qui paraissait conservé là comme un animal de luxe.

de hallebarde ou de fusil, de fusées de main et de pots à feu.

Les troupes expéditionnaires firent preuve d'élan, puis de solidité. Celui qui les conduisait eût pu dire, comme Montluc : « Je me retournai trois fois, et vis qu'on me suivait bien. » La confiance resta entière, et le danger resserra la discipline. Malheureusement, au milieu de tant d'obstacles et de la fumée produite par un feu violent de mousqueterie, les officiers ne purent être vus et reconnus que d'un très petit nombre d'hommes placés à leurs côtés. Leur vêtement différait peu de celui des simples marins ou soldats : une chemise de laine et de vieux galons. Cet inconvénient, qui faillit être funeste, frappa ce jour-là tout le monde, et la troupe la première. Plus tard, comme il arrive, on ne s'en soucia plus.

L'amiral remercia l'armée de la générosité avec laquelle, depuis le premier jusqu'au plus humble, chacun avait fait le sacrifice de sa vie. Dans un document qui ne distinguait aucun grade, il distribua à un petit nombre la louange publique de l'ordre du jour. Cette récompense, sous le premier empire, était considérée comme la plus belle. Aucune décoration ne valait alors une citation; mais en Cochinchine quelle valeur n'avaient pas ces marques publiques d'estime ! C'était la consolation de ceux qui combattaient sur une terre éloignée de penser que ces paroles du chef dépasseraient le petit cercle du corps expéditionnaire, qu'elles traverseraient les mers, que leurs amis les rediraient. L'exil, les privations alors n'étaient plus des maux; un regard de la France les consolait.

VI.

L'importance des résultats obtenus le 25 février ne devait être connue tout entière que le lendemain. Le 26, dès qu'il fit jour, une reconnaissance, appuyée par une section de pièces de 4, s'engagea dans l'ouvrage de Ki-hoa, et put en parcourir toute la longueur jusqu'à l'arroyo de l'Avalanche. Les cinq compartimens dont se composait l'ouvrage, l'ancien et le nouveau Ki-hoa, venaient de tomber en un seul coup. L'armée annamite, délogée du Camp du Mandarin, avait suivi les traverses malgré le feu des pagodes, et avait pu rejoindre le fort de l'Avalanche. Ce fort, situé en face de Saïgon, dans le nord-ouest de cette ville, est entouré d'une eau fangeuse, encombrée de piquets et de défenses inextricables. C'est à travers ce marais, où un corps européen se fût abîmé et eût disparu, que les Annamites s'enfuirent précipitamment par deux trouées qui ressemblaient à des passages de bêtes fauves. Ils purent ainsi rejoindre la route de l'évêque d'Adran, changer leur déroute en retraite, gagner le haut du pays en passant par Tong-kéou, Oc-moun, Tay-theuye. Leurs pièces de campagne furent presque toutes en-

terrées dans des bois taillis, entre des repères convenus, où ils comptaient venir les chercher plus tard (1).

Dans les journées du 25, du 26 et du 27 février, un passage pour l'artillerie fut pratiqué dans le terre-plein occidental de Ki-hoa. Les trous de loup, en cet endroit, furent comblés; les chevaux de frise, les piquets, les revêtemens furent enlevés. Ce travail ne fut pas accompli sans difficulté : la terre, remuée autrefois par les Annamites dans la saison des pluies, s'était durcie depuis au soleil de manière à défier la pioche. — Les troupes prirent un peu de repos, autant que le permirent ces travaux de route et ceux d'installation du camp, les reconnaissances sur Saïgon et sur la ville de Tong-kéou, dite ville du Tribut. Cette ville est la première qu'on rencontre en marchant vers le haut du pays (nord-nord-ouest). D'après les rapports des prisonniers, ses ressources étaient considérables en riz et en monnaie de cuivre. Elle était défendue par trois forts moins entourés de bambous que les autres, mais en état de résister. C'était le magasin de l'armée annamite.

Tong-kéou est séparé de Ki-hoa par une plaine immense où l'on aperçoit à peine quelques plantations de tabac : un arbuste de deux pieds de haut, dont la feuille pressée répand une forte odeur d'aromate, plaque aussi la terre de quelques taches brunes. Un cours d'eau, le Tam-léon, barre la route. Le pont qui servait à le passer était détruit en ce moment; mais sur la gauche la plaine se relevait, et il suffisait pour tourner l'obstacle d'obliquer un peu la route. Cette plaine, très praticable pendant la saison sèche, est inondée pendant l'hivernage, ainsi que l'attestent des crevasses qui ne sont ni assez profondes ni assez larges du reste pour embarrasser la marche des hommes et des chevaux. La nature du terrain, la disposition de la route furent reconnues le 27 février. On estima que le terrain était bon et praticable pour l'artillerie, et le commandant en chef ordonna que le lendemain 28, avant le jour, l'armée se mettrait en marche sur Tong-kéou. Elle allait continuer la conquête

(1) Un corps de cavalerie lancé, dans la matinée du 25 février, au moment où les troupes victorieuses couronnaient les remparts de l'ennemi, eût complété sa déroute et l'eût empêché de joindre immédiatement la ville du Tribut. Il n'eût cependant pas fait l'armée annamite prisonnière, comme on l'a dit. Les Annamites ne sont jamais acculés. Pour employer l'expression d'un de leurs généraux qui leur adressait un reproche public, « ils disparaissent comme des rats. » Il leur restait ici le marais de l'Avalanche, où des troupes européennes n'eussent pu les poursuivre; mais la cavalerie du corps expéditionnaire se réduisait à quelques chasseurs d'Afrique et quelques lanciers tagals, en tout une trentaine d'hommes commandés par le capitaine Mocquart, le contingent demandé au capitaine-général des Philippines ayant complètement fait défaut, comme on l'a dit ailleurs. Enfin il ne fut pas possible de suppléer l'effet de la cavalerie par celui de quelques pièces de montagne : toutes les réserves avaient dû être lancées pour décider le succès.

du territoire et assurer l'effet de la domination de l'amiral Page sur le Don-naï. Il était permis de penser que l'armée annamite, serrée de moins près à Tong-kéou par la flottille, assurée d'une ligne de retraite passable vers le nord, puis vers les provinces du sud, renouvellerait à Tong-kéou la défense qu'elle avait faite à Ki-hoa. Chacun en regardant près de lui pouvait trouver un vide, et l'armée prenait en considération un ennemi qui venait de lui faire subir des pertes si cruelles.

L'artillerie sortit la première, et malgré quelques malencontreuses (un caisson qui tomba dans un trou de loup), à six heures, le 28 février, les quatre canons de douze, les trois canons rayés de 4, les cinq obusiers de montagne et les fuséens se trouvaient déployés en bataille hors du camp. L'infanterie sortit à son tour par l'étroit débouché pratiqué dans le rempart, et à six heures et demie l'armée se mit en marche. L'artillerie était au centre, elle avait à droite les chasseurs à pied et l'infanterie espagnole, à gauche l'infanterie de marine. Les marins formaient la réserve.

L'action s'engagea entre les tirailleurs annamites et les chasseurs d'Afrique, lancés en éclaireurs. Le fort de Tong-kéou était alors à 1,500 mètres de la colonne. A cette distance, on en distinguait parfaitement l'enceinte, le terrain sur lequel elle est bâtie dominant légèrement la plaine. Les grands bâtimens qui se trouvaient à l'intérieur, un cavalier armé de canons, donnaient à l'ouvrage un air considérable. L'armée s'arrêta, et l'artillerie se forma en bataille; son tir fut distribué à l'avance de la manière suivante : trois obusiers de montagne furent dirigés sur la droite, en dehors d'un petit massif d'arbres qui voyait le fort de très près. Les fuséens envoyèrent leurs fusées sur les grands bâtimens; le 12 concentra son feu sur le Grand-Mirador; le 4 et deux obusiers de montagne devaient tirer sur toutes les embrasures d'où partiraient des coups de canon. L'amiral, voulant épargner les troupes, rudement éprouvées par l'assaut du 25, et modifiant sa méthode d'attaque d'après la nature de l'ouvrage, qui présentait du relief et comprenait des magasins et un cavalier important, avait décidé que l'artillerie aurait dans cette journée le principal rôle. Elle se porta en avant, par batteries, au trot, et fit trois stations, à 800, à 600 et à 200 mètres. Son feu, précis et très vif, prit rapidement une supériorité marquée, et la fusillade des gingoles, d'abord assez nourrie, s'éteignit au bout de cent cinquante coups de toute espèce. Le feu de l'ennemi n'avait pour objet que de masquer la retraite d'une réserve d'environ huit cents hommes. L'infanterie, qui avait suivi les canons en s'avancant d'une manière successive, s'établit dans le fort et dans le village qui lui était adossé.

Tong-kéou fut enlevé sans pertes considérables. Un assez grand nombre de chasseurs à pied furent touchés cependant par les balles ennemies et contusionnés. Dès le commencement de l'action, le lieutenant-colonel Crouzat fut blessé grièvement à la cuisse par un accident malheureux; son cheval, effrayé par le sifflement d'une fusée, se cabra et le jeta par terre. Du côté de l'ennemi, des hommes furent tués, d'autres blessés.

La ville du Tribut était un magasin considérable pour l'armée annamite. La chute de ses forts fit tomber en notre pouvoir quatorze cents tonnes de riz, de la poudre en quantité, des projectiles, des lances, des hallebardes, de petits canons, vingt grosses pièces en fonte du calibre de 16, des équipemens militaires et de la monnaie de zinc. L'armée annamite, suivant son habitude, avait enlevé presque tous ses blessés, dont la plupart étaient ceux de Ki-hoa. Les murs des maisons où l'on campa étaient souillés de sang.

Au-delà de Tong-kéou se trouvait Oc-moun, qui fait un commerce considérable de feuilles de bétel, et cultive en grand la plante grimpante qui les fournit; puis vient Rach-tra ou Tay-theuye. A trois heures de l'après-midi, le mouvement en avant fut continué. La route se dirigeait droit sur Tay-theuye : elle était encaissée entre des arbres d'une élévation moyenne, et dont le feuillage terne et roussi, couleur de tôle rouillée, n'annonçait pas l'exubérante végétation des tropiques. La chaleur seule révélait le ciel de l'Inde; elle était torride. Un sable impalpable, abondant et brûlant, remplissait ce sentier d'une largeur inégale. La marche était incertaine et mal réglée. Ce jour-là, des hommes tombèrent morts de chaleur, d'autres devinrent fous.

Quelques maisons bordaient la route, ruinées par l'armée annamite en déroute. Les habitans, cachés dans les taillis à quelques centaines de mètres, se montraient quelquefois entre deux bouquets d'arbres, et s'éloignaient aussitôt avec frayeur. Sur le seuil de leurs maisons dévastées, ils avaient déposé à l'ombre des cruches de terre noire remplies d'eau. La soif fut plus forte que la crainte du poison. Le soir, quelques-uns de ces paysans se familiarisèrent et proposèrent aux soldats de les aider pour transporter les hommes qui étaient tombés.

Vers cinq heures, les premières troupes entrèrent dans le fort de Thay-theuye, qui était abandonné. Il renfermait de l'argent, un lot considérable de sapèques et trois pièces d'artillerie. Ce fort commandait la route qu'on venait de parcourir et le prolongement de cette route, qui s'enfonçait sur une chaussée jusqu'aux limites du Cambodge. Une pièce braquée en enfilade semblait placée là pour témoigner de l'importance de la position dont on venait de s'emparer. Là se terminaient les bois d'Oc-moun. Un plateau où s'élevaient

quelques grands arbres s'étendait à partir de la lisière. On y établit le bivac. Plus loin, un marais s'élargissait jusqu'à l'horizon, plus triste, plus désolé que les landes de la Sologne. Quatorze jonques de guerre étaient halées à terre contre la chaussée depuis la prise de Saïgon (1859). L'ennemi n'avait laissé d'autre trace de son passage que les cadavres de six paysans annamites, grossièrement décollés quelques heures auparavant : on sut plus tard qu'ils étaient chrétiens. Des indications qui furent fournies le jour suivant firent découvrir sept nouveaux cadavres pareillement décapités. Ils étaient enterrés à une petite profondeur. On crut reconnaître parmi eux le corps d'un sergent d'infanterie de marine que les Annamites retenaient prisonnier depuis six mois.

Le lendemain 1^{er} mars, les soumissions arrivèrent en foule : les villages de la rive droite du Don-naï et des deux Vaï-co réclamaient la protection de la France. La province de Gia-dinh était à nous : ses forts, ses approvisionnements, ses armes, se remettaient entre nos mains. La *Dragonne*, capitaine Galey, en poussant jusqu'à Tay-ninh, détermina la reddition de la province. Le 3 mars, une colonne mobile, composée du 2^e bataillon de chasseurs à pied, de l'infanterie espagnole et d'une batterie d'artillerie, sous le commandement du chef de bataillon Comte, prit la route de Tay-ninh. Elle parcourut un pays monotone et plat, et coucha le 6 mars dans un grand village entouré de bois et de rizières, appelé Tram-ban. Après avoir fouillé le haut du pays, elle rejoignait le 8 mars l'armée expéditionnaire.

Cependant l'armée annamite n'était plus. De ces vingt-cinq mille hommes qui nous avaient si rudement disputé le passage, les uns, les miliciens, avaient jeté leurs blouses à écusson, leurs armes, et étaient redevenus paysans. Les colons appelés *don-dien* avaient rejoint leurs fermes militaires de Go-cong, de My-thô, de Saïgon. Les réguliers s'étaient jetés, par petits groupes, dans des bateaux ou à la nage, et avaient passé de cette manière le Don-naï ou les Vaï-co. Les uns avaient gagné Bien-hoa, les autres le sud de l'empire, My-thô et Vinh-long. Le général en chef annamite, blessé grièvement au bras, venait de gagner Bien-hoa en fugitif. Il avait fait connaître aux mandarins qu'il ne pouvait leur donner de nouveaux ordres avant d'avoir conféré avec l'empereur Teu-deuc.

Tels étaient les premiers résultats des journées du 24 et du 25 février 1861. D'autres, plus importants, les suivirent, et un an plus tard la paix était signée entre la France et l'empire d'Annam; mais dès lors il était possible d'embrasser dans son ensemble la série d'opérations dont la prise des redoutes de Ki-hoa, racontée ici, formait l'action principale. On l'a dit en commençant, une sorte d'obscurité

est répandue sur ces événemens militaires, si glorieux pourtant. C'est à en rechercher les causes, en essayant de la dissiper, que l'on voudrait s'appliquer dans la conclusion de cette étude.

VII.

Quand l'expédition de Chine fut terminée d'une si surprenante manière, quand les forces de la France, devenues disponibles, se portèrent vers la Cochinchine, il sembla qu'on allait apprendre que le drapeau français serait planté à Hué comme il venait de l'être à Pékin. L'armée crut à une opération de guerre décisive qui donnerait la paix et réduirait l'empire annamite; les religieux qui propagent la foi chrétienne, tous ceux qui s'intéressent à leurs dangers et à leurs sacrifices, pensèrent que l'influence de l'évêque d'Adran allait enfin revivre, et que leur espérance la plus chère était sur le point de se réaliser : l'exercice du culte chrétien serait solennellement inauguré dans la capitale de l'empire d'Annam, et l'évêque d'Huê, en sortant de la cathédrale, entrerait, comme autrefois, le premier dans le conseil de l'empereur. Un nom domina tout : la prise de Hué fut présentée comme une sorte de corollaire de la prise de Pékin. Tout ce qui n'était pas conforme à ce programme parut secondaire, timide, inférieur à ce qu'on avait acquis le droit d'attendre, inutile même.

L'armée expéditionnaire de Chine s'était frayé un passage jusqu'à la capitale du Céleste-Empire à la manière des boulets de ses canons rayés. Comme eux, instrument de destruction, elle avait passé, renversant des milliers d'hommes sans être entamée, et quand, au bout de cette marche militaire, malgré un attentat épouvantable, on jugeait cette aventure poussée assez loin, quand on voulait traiter, la Chine, pour voir partir les Européens, donnait tout l'or et toutes les garanties qu'on lui demandait. Les deux parties, dans cette affaire, estimaient donc qu'elles avaient gagné : les Chinois d'être débarrassés de nous, et de ne plus nous savoir près d'eux; le gouvernement français d'être débarrassé de la Chine et de retrouver la disposition de ses forces après les avoir engagées à l'extrémité du monde.

Mais allait-on à Hué dans des conditions semblables, et, comme en Chine, allait-on se contenter d'humilier les Annamites et de leur infliger un châtiment? Nous n'avons jamais eu, que je sache, la prétention de coloniser la Chine : c'était justement ce que nous voulions obtenir du roi des Annamites pour la plus belle partie de ses états. Il n'a subi cette extrémité que contraint par la famine, par la misère de ses sujets, et par une insurrection formidable. Ainsi les deux guerres avaient un but différent. En Chine, la France allait in-

fliger un châtiment, mais elle comptait dégager ses forces dès qu'elle le pourrait et quitter la Chine; en Cochinchine, il s'agissait d'arracher une riche province, de fonder un établissement, de prendre pied.

Supposons cependant qu'on dédaigne ces prémisses. Remontons le cours de deux années. Le commandant en chef de l'expédition de Cochinchine est absolument libre de porter la guerre sur tel point qu'il jugera préférable. Il condescend à l'idée préjugée; il déroge à la règle austère de sa vie; il se préoccupe de la comparaison qu'on ne va pas manquer d'établir entre les deux guerres, et il décide d'aller à Hué chercher ce qu'il veut prendre dans la Basse-Cochinchine. Les opérations contre Hué ne peuvent être engagées que dans le mois de juin. Les forces qui sont disponibles depuis six mois ne seront pas sans doute restées inoccupées pendant ce long espace de temps : Saïgon a été débloqué; mais, comme l'expédition sur Hué exige des moyens d'action considérables, l'occupation dans la Basse-Cochinchine est restreinte autant que possible. Saïgon pour la seconde fois est sans doute évacué. On s'établit dans quelques forts détachés. Touranne (1) est pris pour la seconde fois, Hué est enlevé. La cour d'Annam se réfugie dans la nouvelle ville qu'elle a fait bâtir depuis ses différends avec la France et l'Espagne. L'autorité de l'empereur Teu-deuc reste entière. Il ne s'agit pas ici d'un état affaibli par la rébellion; le pouvoir de l'empereur est admirablement concentré, et se déplace avec lui. Qui pourrait l'engager à traiter? On l'a humilié, on ne l'étreint pas. La Basse-Cochinchine est libre, les riz abondent dans deux royaumes de l'empire. Les agens chargés de gouverner les peuples dans les provinces du sud resteront fidèles: la trahison à l'empereur est rare en Cochinchine. On se trouve vis-à-vis de tous les embarras que contenait en germe l'expédition de Chine, et que redoutait le gouvernement français quand il donnait ses instructions à M. le baron Gros (2). Il n'y a nulle chance raisonnable qu'on rencontre ici un prince de Kong; on n'aura point pour soi la salutaire influence d'une puissance européenne établie depuis longtemps dans le pays, entretenant de bons rapports de voisinage, et pouvant faire entendre à un prince barbare une parole de conciliation. Point de paix. C'est une occupation à prolonger et un gage à prendre par la force. Faudra-t-il donc procéder à une quatrième évacuation? Les évacuations sont funestes dans un pays où l'ennemi sait habile-

(1) Ce serait la base d'opérations d'une armée qui marcherait sur Hué.

(2) « Mais il est une hypothèse qui par son caractère politique appelle à l'avance votre examen et celui de votre collègue. Il se pourrait que le développement et le succès de nos opérations, en inspirant à l'empereur de la Chine des craintes pour sa sécurité personnelle, lui fissent prendre le parti d'abandonner sa capitale et de se retirer, pour attendre la suite des événemens, dans les parties les plus reculées de son empire. C'est là un danger que votre prudence devra s'employer à conjurer... » — Le ministre des affaires étrangères au baron Gros, avril 1860.

ment représenter les retraites comme des défaites. La campagne est manquée, et tout est à refaire, si l'on reprend les opérations contre Saïgon.

Il ne faut pas oublier qu'en Cochinchine un des objets principaux de la guerre n'était pas une contribution ou une excuse insérée dans un traité, mais la cession d'un riche territoire. Ce qu'il y eut de plus habile, c'était donc de le prendre. On tirait ainsi d'une longue succession d'efforts un profit qui ne pouvait être dédaigné. Telle fut la pensée qui nous dirigea sur Saïgon. La puissance annamite était alors concentrée dans l'immense camp retranché de Ki-hoa, appuyé sur les forts de Tong-kéou, où étaient ses vivres et ses munitions. Comme l'action qui fit tomber ces lignes formidables fut meurtrière et rudement disputée, on a fait entendre que l'ennemi aurait pu être réduit et contraint d'abandonner Ki-hoa si les opérations avaient été conduites sur un autre point de la Cochinchine, sur Bien-hoa sans doute. Il est beau de réduire une armée ennemie sans la combattre, par une suite d'opérations savantes, en lui coupant ses vivres et ses munitions; mais les Cochinchinois ne sont pas le peuple qu'il faut pour ces grands succès de stratégie. On accule un ennemi européen contre un fleuve, un lac, un marécage; les soldats annamites se jouent de ces obstacles. Dans l'occasion, ils enterrent leurs pièces, se glissent dans les roseaux comme des bêtes fauves dont ils ont la couleur, et disparaissent en enlevant leurs morts; de traces humaines rien, si ce n'est quelques taches de sang. Toutefois ces considérations, qui sont générales, n'ont pas même besoin d'être invoquées pour le cas en question; Bien-hoa n'avait aucun rapport avec Ki-hoa. Si l'on eût commencé par prendre Bien-hoa, donnant ainsi à une place inachevée une importance capitale, loin d'inquiéter ou d'entamer les lignes de Ki-hoa, on eût perdu Saïgon. Le camp retranché, d'un circuit de 20 kilomètres, qui avait fini par enserrer Saïgon, vivait par Tong-kéou (la ville du tribut), et non par Bien-hoa, dont il pouvait se passer. Il était fortement implanté et établi de longue main sur la province de Gia-dinh. Il tenait en échec tous nos essais de commerce malgré notre possession du marché chinois. L'armée annamite pouvait étendre ses bras, tenir le haut du pays; elle pouvait, dans d'autres circonstances, les replier, se concentrer et vivre. En manœuvrant tout autour de ce grand camp, on ne l'eût pas compromis. Ses relations avec Bien-hoa étaient politiques, et non point militaires. Le camp pouvait vivre sans Bien-hoa, longtemps sans My-thô. Il fallait tout d'abord dégager Saïgon, dont l'investissement par une armée annamite était humiliant pour nos armes, dangereux, s'il se prolongeait, pour l'influence du nom français en Orient. L'armée annamite fut écrasée, puis dispersée par un choc inévitable, porté avec une grande vigueur. Le plan qui fit aboutir nos efforts à cette action de

guerre résumait dans un coup décisif le profit des occupations antérieures. Il utilisait la disposition particulière d'un pays couvert d'artères fluviales, accessibles à des moyens d'action dont l'ennemi était absolument dépourvu.

La dispersion de l'armée annamite, les pointes qui furent poussées par terre et par eau, donnèrent en quinze jours le territoire considérable qui s'appuie sur le Soirap et monte vers le nord-ouest, entre le Don-naï et la branche occidentale du Vài-co. C'est à cette époque que fut résolue, entreprise et menée à bien l'expédition de My-thô, et que la conquête fut augmentée du quadrilatère situé le long du Cambodge et occupé depuis militairement. Bien-hoa était facile à prendre : on nous l'offrait, comme chacun sait en Cochinchine. My-thô était d'une conquête difficile; ses approches étaient barrées, inaccessibles, d'après les rapports de la marine, du génie, de l'artillerie, de l'état-major. On avait vu Bien-hoa, on y était entré. My-thô était inconnu, formidable, d'après les rapports des Annamites. Pourquoi laissa-t-on de côté Bien-hoa pour s'avancer vers My-thô? C'est que Bien-hoa seul est une place sans importance, qui rompait notre ligne de frontière et nous embarrassait d'une pointe inutile, et que My-thô est un point stratégique qui donne le Cambodge, les arroyos, partant les riz, et dont la possession permet d'affamer tout l'empire annamite.

La saison des pluies qui s'avancait et le peu de temps qui nous en séparait obligeaient de borner la conquête. On dut se préoccuper de circonscrire le nouveau territoire pour l'administrer et le gouverner. On chercha une ligne de frontière. Il y en a deux entre la province de Saïgon et l'Annam méridional ou province de Hué. La grande arête qui laisse sur son versant oriental le Tonquin et le royaume d'Huê se termine aux approches de la Basse-Cochinchine par un grand nombre de pâtés montagneux. Une succession de ces petites montagnes qui vont en s'abaissant graduellement, et dont la direction générale est perpendiculaire à la chaîne principale et à la côte, forme comme une solide muraille établie par la nature entre l'Annam du sud et ce qu'on appelait autrefois le Cambodge annamite. Une autre ligne de frontière, c'est le Don-naï : ce fleuve est profond; il peut être remonté très haut par de grands navires et par des canonnières jusqu'à une courte distance de Tay-ninh. Ce n'est pas une frontière excellente, mais c'est une ligne naturelle et bien tracée dont la possession permet d'attendre la conquête de la province de Bien-hoa et la recherche de la véritable limite.

L'occupation de la place de Bien-hoa eût rompu complètement cette ligne du Don-naï. Elle n'eût pas mis un terme aux prédications des agens d'Huê, à leur politique, qui consistait à irriter les chefs de poste, à les faire sortir et à escarmoucher à la façon anna-

mite, avec de gros fusils de rempart qu'ils manœuvrent comme de l'artillerie de campagne et dont ils garnissent l'horizon, à bonne portée. Les envoyés de la cour d'Hué se seraient établis à cheval sur les deux lignes, celle qui mène au col, celle qui suit la route royale. Qui donc les eût empêchés dans cette position, hors de l'atteinte de nos canonnières, de réduire les chrétiens en esclavage, de requérir les villages pour les transports de riz et de canons, de fomentier les insurrections de Go-cong, du quadrilatère, de prédire notre expulsion prochaine et de prêcher la fidélité à l'empereur des Annamites?

De tous les points où ils pouvaient s'établir dans cette province pour contrarier nos essais d'administration, Bien-hoa était le moins sûr pour eux, puisqu'il était exposé à l'attaque des bâtimens de flottille. Aussi n'ont-ils jamais achevé la défense de cette place; ils en ont au contraire préparé la reddition. La prise de la forteresse de Bien-hoa, sans la conquête de la province du même nom, paraissant inutile et même nuisible, le temps pressant et la nécessité d'opter étant impérieuse, le commandant en chef résolut de s'emparer de My-thô. Sans doute la chute de cette place ne devait pas faire passer le peuple annamite sous le joug : ces sortes de victoires sont moins l'œuvre de la force que de procédés difficiles à résumer en formules, et tel succès militaire exaspère momentanément un peuple plutôt qu'il ne le réduit (1); mais la conquête de My-thô mettait entre nos mains les magasins de la Basse-Cochinchine, celui qui approvisionnait l'empire et Siam. My-thô était en outre le point de rencontre de tous les cours d'eau; il donnait le Cambodge. — La chute de cette place marqua la fin des opérations militaires. La saison des pluies était déclarée; l'armée expéditionnaire, cruellement éprouvée par tant de fatigues, était réduite, et deux évacuations faites à un court intervalle n'avaient pu vider les hôpitaux. Enfin les deux provinces conquises étaient dans une anarchie complète; il fallait gouverner, calmer et protéger le peuple, qui se trouvait subitement abandonné de ses anciens maîtres, et l'on peut dire que, même dans le cas où l'on eût été dans la saison favorable et avec des forces suffisantes, il fallait borner momentanément la conquête. Le repos accordé à l'armée eût été absolu sans les insurrections du quadrilatère et de Go-cong, qui se produisirent quelques mois plus tard.

Le temps d'arrêt qui suivit la prise de My-thô était impérieuse-

(1) « Organisons et fortifions le pays conquis; conservons-y pendant plusieurs années une force respectable (trois ou quatre mille hommes) : les Annamites, déjoués dans toutes leurs tentatives pour recouvrer leurs postes et réduits à l'impuissance, finiront par demander la paix. » — Saigon 29 mars 1861, le vice-amiral Charner au ministre de la marine.

ment commandé. Il fut employé utilement, et c'est de l'hivernage de 1861 qu'il faut dater l'établissement des Français en Cochinchine. Les instructions de notre gouvernement se trouvaient non-seulement suivies, mais même dépassées. Le commandant en chef s'appliqua pendant cet hivernage à faire accepter notre domination aux Annamites et à développer nos moyens d'action. Il créa un hôpital pour les indigènes, ce qui fut auprès d'eux un puissant moyen d'influence. Il institua des écoles pour enseigner la langue du pays aux Français et le français aux habitants de l'Annam; il fit imprimer à Bang-kok un vocabulaire cochinchinois rédigé par son ordre. Les routes, les ponts furent réparés; de nouvelles routes furent ouvertes; on construisit des casernes, des magasins à poudre, d'autres magasins pour les vivres et les approvisionnements, des salles d'hôpital, des cales pour le montage des canonnières. Les travaux de construction d'un phare au cap Saint-Jacques furent commencés; l'importance du fort du Sud fut triplée. Le commandant en chef augmenta la flottille, approvisionna Saïgon de bois par des trains flottants qui descendirent le Vài-co et le Don-naï. Il créa un matériel roulant de quarante voitures attelées, porta la cavalerie de cinquante chevaux à deux cents chevaux, le corps des couliés à neuf cents. Il arma une compagnie cantonnaise, une compagnie annamite, et renforça le corps expéditionnaire de la garnison de Canton, qui valait mieux que des milliers d'Annamites. Enfin il fit venir du nord de la Chine des hommes, des canons, des fusils et des mules. A la fin de cette saison d'hivernage, le peuple ne se débattait plus que sur quelques points isolés, la sécurité de la province de Saïgon était complète, et tel marchand français se rendait seul à cheval de Chó-leun à Tay-ninh pour y faire le commerce de la droguerie du pays. Le mouvement des échanges avait décuplé à la ville chinoise, ainsi que le prouvent les relevés officiels. Les convois de bateaux qui se rendaient de Saïgon à My-thô dépassaient souvent un chiffre de deux cents. Quand le contre-amiral Bonard prit le commandement des mains du vice-amiral Charner, toutes les ressources, développées avec suite pendant l'hivernage, étaient prêtes. Quinze jours après, Bien-hoa était enlevé sans résistance sérieuse de la part de l'ennemi. Le caractère des événements militaires qui se sont succédé depuis quatre ans en Cochinchine est désormais fixé. Trois faits de guerre se dégagent des autres, qui ne sont qu'accessoires, et les dominent. Ces grands traits dès à présent sont arrêtés, et sont destinés à émerger de l'ombre que le temps appesantit de plus en plus.

Le premier fait de guerre est la prise de Saïgon par l'amiral Rigault de Genouilly, le 17 février 1859. La pointe qui fit tomber Saïgon fut hardie et brillante; la pensée d'établir au cœur de la plus riche province annamite un centre d'action désormais européenne

était une pensée féconde; mais elle ne devait pas rapporter ses fruits immédiatement. L'amiral Rigault, dépourvu de ressources suffisantes, pressé par des considérations plus fortes que sa volonté, fut contraint d'évacuer Saïgon. Pendant un an, notre occupation en Cochinchine se borna à celle du fort du Sud, d'un fort séparé de Saïgon par un cours d'eau, — sans action sur cette ville et sur son commerce. Quant à Touranne, malgré les vertus de guerre et de dévouement que le corps expéditionnaire y pratiqua, ce n'était qu'une base pour marcher sur Hué. L'occupation de Touranne ne se relie en rien aux opérations de guerre telles qu'elles ont été conduites, et représente un effort qui n'a pas abouti.

Le second fait eut une influence considérable sur la fondation de notre établissement en Cochinchine, sur la direction de la guerre et le succès de nos armes. Il est absolument inconnu en France. C'est la reprise de Saïgon par l'amiral Page au mois de décembre 1859, et le tracé des défenses de la place. La possession de Cai-mai nous donna l'Arroyo Chinois et le marché de Chó-leun. Le coup porta si juste que les Annamites demandèrent aussitôt à entrer en négociations. Sans la guerre de Chine, qui éloigna presque tous nos moyens d'action et réduisit la garnison de Saïgon à une poignée d'hommes qui surent garder cette place, sans cette guerre qui rassérmit les espérances du roi d'Hué, on peut supposer que le gouvernement serait venu à composition. La possession de Cai-mai se relie de la manière la plus heureuse au succès de la campagne qui fut décisive en Cochinchine. Quelle position bien différente eût été celle de l'armée expéditionnaire, si elle eût trouvé la petite garnison française établie au fort du Sud, les lignes ennemies se prolongeant jusqu'à l'Arroyo Chinois, et comprenant le marché de Chó-leun dans leur tracé! Et que de difficultés pour ne pas recommencer la manœuvre du mois d'avril 1859 et ne pas attaquer les Annamites sur leur front!

Le troisième fait d'armes a donné la Basse-Cochinchine à la France : c'est l'enlèvement des lignes retranchées de Ki-hoa par l'amiral Charner, le 25 février 1861. Le vice-amiral Charner, en lançant l'armée qu'il commandait dans un choc suprême et dont l'issue est toujours incertaine, prit cette détermination si lourde, où tout est risqué, et qui caractérise les grandes situations militaires. L'armée des Annamites fut écrasée ou dispersée, leur orgueil militaire abattu, le caractère de leur défense nationale altéré; la prise de My-thô fut assurée, de My-thô, dont la chute, séparant l'empire du grenier sur lequel il comptait et qui le rendait fort contre l'esprit d'insurrection traditionnel du Tonquin, devait livrer l'empereur annamite à merci et l'amener à conclure la paix.

LÉOPOLD PALLU.

MOUDOURI LE CHASSEUR

LÉGENDE TARTARE.

Le quartier chinois connu sous le nom de *China-Bazar* forme comme une ville à part au milieu de la populeuse cité de Calcutta, et il n'est pas l'une des moindres curiosités de cette capitale de l'Inde, où toutes les nations de l'Asie se mêlent sans se confondre. La maison où je me logeai à mon arrivée sur les bords du Gange se trouvait située dans le voisinage de ce bazar des Chinois. Certes on aurait pu mieux choisir, dans cette saison surtout. Le mois de juillet venait de commencer, et il faut avoir passé l'été au Bengale pour comprendre ce qu'on appelle la chaleur des tropiques. Dès que le soleil déclina à l'horizon, je montai sur la terrasse pour y chercher un peu de fraîcheur. Le toit plat de la maison me brûlait la plante des pieds, et j'évoquais la brise du soir en répétant ces vers gracieux que le poète angevin Du Bellay a mis dans la bouche de son vanneur haletant :

A vous, troupe légère
Qui, d'aile passagère,
Par le monde volez...

Comme j'achevais ma strophe, le vent se mit à souffler; mais un bruit strident que j'entendis à mes côtés me rappela des bords de la Loire à ceux du Gange. Ce bruit était produit par un cerf-volant fort artistement fabriqué avec du papier huilé et des planchettes de bambou; sa forme imitait si bien celle d'un oiseau de proie qui plane les ailes déployées, que les milans se groupaient à l'entour en poussant des cris de surprise. La main qui faisait flotter dans les airs ce jouet d'enfant était celle d'un vieux Chinois au front ridé. Il se tenait accroupi en un coin de la terrasse voisine, les épaules et la poitrine entièrement nues, sa longue tresse de cheveux roulée

autour de la tête, suivant d'un œil béat les mouvemens capricieux que la brise imprimait à son oiseau de papier. Ce fils des Han n'offrait-il pas l'emblème parfait de la nation chinoise, qui, malgré son antique civilisation, a fini par tomber en enfance? Après s'être ainsi solitairement diverti pendant plus d'une heure, le Chinois ramena à lui son cerf-volant, et alluma une pincée d'opium dans une petite pipe de métal qu'il portait à sa ceinture. Bientôt il s'affaissa et demeura plongé dans une rêverie extatique. La nuit survint; je me retirai, laissant le fils des Han rêver dragons de jade et pagodes de porcelaine.

Les jours suivans, à la même heure, je retrouvai mon voisin le Chinois à la même place, se livrant à son plaisir favori. Un soir pourtant, le ciel était de plomb, de gros nuages immobiles du côté de l'ouest obscurcissaient le ciel et arrêtaient la brise. Vainement l'habitant de l'empire du milieu essaya de lancer son cerf-volant; l'oiseau de papier ne put prendre essor. L'heure n'était pas venue encore pour le fumeur d'opium de s'abandonner à sa passion favorite. En attendant, et pour passer plus doucement des pensées du jour aux songes de la nuit, il prit un livre imprimé sur gros papier jaune comme on en fabrique beaucoup à Nankin. Entre mon voisin et moi, il n'y avait que l'épaisseur d'un petit mur d'appui séparant les deux terrasses. Au risque de blesser les lois d'une civilité moins rigoureuse que celle dont les Chinois font profession, je me penchai par-dessus le mur et promenai des regards indiscrets sur le livre de l'homme au cerf-volant. C'était un recueil d'histoires illustrées de vignettes sur bois, tel qu'on en voit beaucoup en Chine. Jamais encore je n'avais adressé la parole à mon voisin; mais nous nous connaissions assez pour que le moindre incident nous amenât à échanger quelques phrases de politesse. Rappelant donc dans mon esprit, par un effort suprême, tout ce que j'avais appris de chinois, je vins à bout de composer une phrase fleurie, que je me disposais à lancer comme ballon d'essai; mais, en fait de langue orientale, lire et parler ne sont pas la même chose. Je craignais de commettre la même faute que ce Parsi de Bombay qui, me proposant une promenade à cheval, me disait en style du xv^e siècle : « Vous plaît-il chevaucher? » Je me bornai donc à demander en mauvais anglais à mon voisin si le livre qu'il lisait n'était pas celui dont le titre imposant peut se traduire par ces mots : *Histoires à réveiller le monde* (1).

Le Chinois, ayant levé sur moi ses petits yeux bridés, me répondit par un sourire qu'il s'efforça de rendre gracieux.

(1) Tel est en effet le titre d'un recueil bien connu des sinologues, et le récit qu'on lira plus loin donnera peut-être une idée de ces merveilleuses histoires qui, entre deux siestes, charment les loisirs des lettrés chinois.

— Mon sage frère aîné est donc un lettré? demandai-je à demi-voix en m'inclinant trois fois.

Le Chinois se redressa, et me rendit mes trois saluts avec une politesse empressée. — Votre frère cadet n'a jamais été qu'un simple bachelier sans emploi, aujourd'hui marchand de thés, China-Bazar, n° 10, à l'enseigne du *Dragon d'Or*; son nom est Long-tou.

— Comme vous, respectable Long-tou, lui dis-je à mon tour, je suis un *si-tou-tsay* (bachelier) sans emploi. Voudriez-vous avoir l'obligeance de me traduire une histoire qui se trouve dans votre livre et que j'ai étudiée en Europe?

— Laquelle? demanda le Chinois.

— La cinquième, je crois, celle qui a pour titre *l'Esprit de la Montagne*, une belle histoire morale...

— Ah! fit le Chinois en riant, vous autres gens de l'Occident vous avez la manie de vouloir connaître tout ce qui se dit et tout ce qui s'écrit aux quatre coins de la terre? Quel plaisir trouvez-vous à entendre un conte bon tout au plus à réjouir des Tartares ignorans?

— C'est que nous sommes des peuples jeunes, et nous ne possédons point la haute sagesse qui distingue les fils des Han!...

Le Chinois cligna de l'œil et me fit un salut. — L'histoire que vous désirez entendre, ajouta-t-il, est si connue, que j'aime autant fermer le livre et vous la raconter de mémoire. Daignez vous asseoir à mes côtés.

Il appuya ses coudes sur ses genoux et commença en ces termes :

Aux environs de la ville de Moukden, qui fut le berceau des empereurs mandchoux, vivait, il y a moins d'un siècle, un jeune Tartare du nom de Moudouri. Dans la langue du pays, Moudouri signifie dragon; c'était un surnom qu'on lui avait donné à cause de sa passion pour la chasse. Monté sur un petit cheval couleur de feu et si rapide qu'on eût dit qu'il avait des ailes, l'intrépide chasseur parcourait en toute saison les plaines et les montagnes de la Mandchourie. Il méprisait les travaux des champs, et laissait en friche le petit héritage qu'il avait reçu de ses pères. Rarement Moudouri se montrait dans les villages groupés au centre de la plaine d'Omokho; il se plaisait à errer au sein des solitudes profondes, à gravir les rocs escarpés, à s'aventurer au milieu des précipices et des cavernes hantées par les bêtes fauves. Ce qu'il avait à souffrir des intempéries de ces âpres contrées pendant les mois d'hiver, lui seul le savait. Lorsque les montagnes, couvertes de neige du sommet à la base, n'offraient plus à l'œil qu'un immense entassement de glaces abruptes, quand les cascades gelées restaient silencieuses et suspendues au-dessus des abîmes comme des blocs de marbre blanc, Moudouri allait se blottir au fond des grottes, et là, tout enveloppé de fourrures, il

dormait sur un lit de mousse durant les longues nuits; mais au printemps quelle joie il éprouvait à s'étendre sur le frais gazon qui tapisse le sol à l'ombre des grands arbres! Tandis que son cheval errait en liberté, paissant l'herbe verte, Moudouri écoutait avec ravissement le bruit des feuilles agitées par le vent, le murmure des insectes, et surtout le chant des oiseaux voltigeant autour de lui. Parmi les volatiles qu'il rencontrait le plus habituellement dans ses courses vagabondes, il y en avait deux dont la voix exerçait sur son esprit une influence singulière. Lorsque la pie babillarde jetait du haut d'un sapin son cri discordant : *saksakha, saksakha* (1), le jeune chasseur, saisi d'un frisson nerveux, sentait s'éveiller en lui le désir immodéré de poursuivre à outrance et de percer de ses flèches tous les êtres vivans. Quand au contraire la tourterelle cachée sous les branches flexibles du saule répétait son tendre gémissement : *doudoï, doudoï* (2), il se faisait un grand calme dans l'esprit de Moudouri. Les voix si différentes de ces deux oiseaux semblaient correspondre aux deux sentimens qui se partageaient le cœur du chasseur, l'instinct de la destruction et la sympathie pour les habitans de la forêt. Souvent, après qu'il avait blessé mortellement un quadrupède aux pieds rapides, ou précipité du haut des airs un noble oiseau au plumage éclatant, Moudouri se sentait ému de pitié. Il aurait voulu pouvoir redonner la vie à cette pauvre créature expirante; puis, emporté par la passion de la chasse, il tendait son arc et repartait au galop, impatient de faire de nouvelles victimes. Il y a souvent ainsi dans le cœur de l'homme deux courans opposés qui le poussent en sens contraire, comme le flux et le reflux dont l'Océan subit la loi.

Dans tout le pays des Mandchoux, on connaissait Moudouri le chasseur. Les lamas austères, qui croient à la migration des âmes, manifestaient pour lui un éloignement invincible; ils assuraient qu'après cette vie il renaîtrait infailliblement sous la forme d'un chacal. Les jeunes hommes au contraire parlaient de Moudouri avec admiration, et les jeunes filles avec enthousiasme. Quand il revenait de ses courses hasardeuses, le visage bronzé par le soleil, l'œil fier, les épaules couvertes d'une peau de léopard, chacun s'arrêtait pour le voir passer, tant il avait bonne mine; mais, qu'il fût présent ou absent, personne ne tournait plus souvent vers lui ses regards ou ses pensées que la petite Meïké. C'était une orpheline qui gagnait sa vie à garder un troupeau de chèvres. Meïké n'avait reçu du ciel d'autre bien que l'existence, et pourtant elle n'enviait point le sort de ceux qui méprisaient sa pauvreté. Toujours sou-

(1) Nom que les Mandchoux ont donné à un oiseau assez semblable à la pie.

(2) Nom de la petite tourterelle à collier chez les Mandchoux.

riante, elle grandissait au milieu des plaines comme la plante sauvage battue des vents, qui répand autour d'elle son suave parfum. Il y avait dans tout son être quelque chose de simple et de rustique; elle était vive comme l'oiseau et alerte comme le chamois. Le rude climat sous lequel elle était née avait bruni son visage; ses traits conservaient cependant une finesse singulière, et son regard mélancolique trahissait les habitudes rêveuses de son esprit. Assise tout le jour parmi les blocs de pierre que ses chèvres s'amusaient à graver en bondissant, Meïké levait souvent les yeux vers les pics sourcilleux de la montagne, et elle répétait à demi-voix : — Qui me donnera le pied du daim pour suivre le Dragon dans sa course désordonnée? qui me donnera l'aile du faucon pour planer au-dessus des sentiers que le Dragon parcourt au galop de son cheval?

Le Dragon, c'était Moudouri le chasseur. Celui-ci en ce même moment s'arrêtait peut-être sur un escarpement de la montagne pour contempler le vaste horizon ouvert devant lui. Seulement son regard se perdait dans l'infini, et ne cherchait point à travers la plaine le lieu où la pauvre orpheline menait paître ses chèvres. Meïké savait bien que le jeune chasseur ne songeait point à elle, et n'en était pas surprise, l'humilité de sa condition l'ayant accoutumée à ne se compter pour rien. Au fond de son cœur cependant elle souffrait, et comme elle n'avait personne à qui confier son chagrin, elle allait fréquemment se prosterner devant ces tertres couverts de tas de pierres et d'ossements d'animaux sur lesquels sont fixées de petites banderoles de toutes couleurs que les Tartares devots se plaisent à voir flotter au vent. Dans ces lieux qu'elle croyait hantés par les esprits invisibles, Meïké versait quelques larmes, puis elle planait au milieu des pierres, en manière d'offrande, une branche d'arbre desséchée, et elle s'en retournait consolée.

Un matin qu'elle priait ainsi le front prosterné dans la poussière, Moudouri vint à passer près d'elle : le cheval du chasseur avait le pas si léger que la jeune fille ne l'entendit point. Les longues tresses de ses cheveux flottaient sur la terre comme deux serpens ; elle demeurait immobile et comme anéantie dans une méditation profonde. La prière de Meïké dura longtemps; quand elle l'eut achevée, la jeune fille se redressa par un brusque mouvement, et, tirant de sa ceinture une petite pièce de monnaie, elle la déposa sur le tas de pierres devant lequel elle se tenait toujours agenouillée.

— Meïké, lui cria le chasseur, qui s'était arrêté à la regarder, ta prière a été longue et fervente; les esprits te seront favorables!...

Meïké avait tressailli en entendant la voix du chasseur; une rougeur subite se répandit sur la peau brune de ses joues; elle se leva et croisa ses bras sur sa poitrine sans rien répondre.

— Tiens, continua le chasseur, joins cette pièce d'argent à l'of-

frande que tu viens de déposer sur l'*obo* (1). Je pars pour une longue chasse dans la montagne, et j'ai besoin de la protection des esprits...

— Voici la dixième lune qui va commencer, répliqua Meïké en baissant les yeux; la saison des frimas arrivera bientôt...

— Qu'importe? dit le chasseur; je connais dans la montagne des grottes profondes qui m'offriront un abri contre les froids de l'hiver.

— Écoutez, Moudouri, reprit la jeune fille; les lamas disent que c'est un grand péché de détruire les êtres vivans, et qu'à la fin il vous arrivera malheur.

— Les lamas ne savent ce qu'ils disent, répondit Moudouri; est-ce qu'ils entendent quelque chose à l'existence que je mène, eux qui passent leur vie à murmurer des prières? Est-ce qu'ils ont jamais ressenti l'enivrement que cause le séjour des forêts?... Il n'y a en moi aucun sentiment de haine contre les habitans des solitudes sauvages que je parcours en chassant; mais, que ces lamas me le disent, pourquoi les êtres faibles de la création évitent-ils la présence de l'homme? Pourquoi les animaux plus forts lui font-ils la guerre? S'il m'était donné de les approcher tous, si je pouvais caresser l'épaule diaprée du tigre, passer ma main sur le dos fauve de l'aigle, voir le daim brouter à mes pieds, jamais je ne poserais une flèche sur la corde de mon arc. C'est parce que les animaux me fuient que je me lance à leur poursuite. Pourquoi ne me permettent-ils pas de vivre familièrement au milieu d'eux?...

Comme il parlait ainsi, le cri de *saksakha, saksakha!* retentit dans les airs, et le chasseur fouetta son coursier, qui s'élança en avant avec la rapidité de l'éclair. Meïké le suivit des yeux pendant quelques minutes, mais bientôt il ne se montra plus que comme un point noir qui ne tarda pas à disparaître dans l'espace.

Moudouri marchait si vite, emporté par le galop de son cheval, qu'avant l'heure de midi il atteignait les premiers escarpemens du mont Gekhounggé, que la couleur blanche de ses cimes calcaires a fait surnommer par les Chinois la *Montagne de la Chaux*. Il commençait à faire froid dans ces régions élevées. Une bise aiguë sifflait à travers les sapins, et des nuages pleins de grêle crevaient çà et là sur les flancs de la montagne. Déjà la glace criait sous le sabot du cheval, qui courait toujours en secouant sa rouge crinière. Moudouri avait rabattu sur ses oreilles son épais bonnet, fait de la peau d'un renard bleu, et abrité ses mains dans une paire de mitaines fourrées. Dans le lointain, l'ours au pelage gris rugissait et grognait comme un homme ivre, le loup hurlait dans les fourrés d'une voix

(1) C'est le nom que donnent les Tartares aux *tumuli* sur lesquels ils ont coutume de prier.

triste et comme entrecoupée de sanglots. Au fond des cavernes retentissait le miaulement câlin du tigre, qui aiguisait voluptueusement ses griffes sur les pierres tapissées de mousse. Le vent, qui soufflait par bouffées inégales, lançait à travers l'espace tous ces cris, tous ces rugissements, toutes ces voix confuses d'animaux carnassiers excités par la faim et hésitant encore à quitter la tanière où la peur les retenait captifs durant le jour. Il semble que les bêtes féroces n'osent regarder en face le soleil bienfaisant qui sourit aux créatures innocentes. Au milieu de ces solitudes peuplées d'hôtes redoutables, Moudouri s'avancait hardiment, la tête haute, l'arc à la main; sur son dos résonnait le carquois rempli de flèches acérées; un coutelas recourbé en forme de cimeterre pendait à l'arçon de sa selle. Sur son passage, il se faisait un silence profond. Quand l'homme traverse une forêt, s'il est nu, à pied, sans défense, dépourvu des attributs qui manifestent sa supériorité, les gros quadrupèdes le méprisent et se jettent sur lui; mais, s'il est à cheval, couvert d'armes qui reluisent au soleil et retentissent quand il marche, tous les êtres animés le reconnaissent pour leur roi et se taisent à son approche.

Le premier jour de son entrée dans la montagne, Moudouri ne put atteindre qu'un chamois, qu'il perça d'une flèche au moment où la bête timide, pliant ses jarrets et inclinant sur son cou ses cornes cannelées, bondissait pour franchir un précipice. Le chasseur était assuré de faire un bon souper. Il alla se blottir dans une grotte bien abritée, alluma un grand feu, et fit rôtir un quartier du chamois qu'il venait d'abattre. Une galette d'orge cuite sous la cendre compléta ce repas rustique, et, pour que rien ne manquât au festin, Moudouri porta fréquemment à ses lèvres le flacon d'eau-de-vie de riz distillée qu'il prenait toujours avec lui dans ses excursions lointaines.

Se promettant d'attaquer le lendemain des ennemis plus redoutables, Moudouri s'étendit sur un lit de mousse et dormit d'un sommeil profond. Le lendemain, il se réveilla plein d'ardeur, impatient de se remettre en chasse. Le froid était plus intense que la veille; la neige tourbillonnait dans les airs et voltigeait en épais flocons, plus blancs que le fin duvet qui s'échappe de l'aile du cygne. Les grues volaient en files serrées, décrivant d'immenses triangles au milieu des nuages. Les oies du nord au cou noir, qui se plaisent à voyager dans les brouillards, traversaient l'espace en troupes innombrables, harcelées par les faucons au vol rapide qui les chargeaient avec vigueur, comme on voit les Tartares nomades chasser devant eux les populations effarées des villages. Moudouri s'arrêta quelques instans à contempler les évolutions de ces armées d'oiseaux qui passaient et repassaient au-dessus de sa tête à de grandes hauteurs. Enfin,

abaissant ses regards autour de lui, il reconnut la piste d'un gros tigre dont les larges pattes avaient laissé leur empreinte sur le sol couvert de neige. Après une demi-heure de recherches, le chasseur découvrit dans un hallier la formidable bête, qui tenait sa tête monstrueuse appuyée sur ses pattes et semblait dormir. Moudouri avait tiré de son carquois une flèche armée d'un croissant d'acier; il tendit son arc et fit un pas en avant. Le tigre restait toujours dans la même position, l'œil demi-clos, allongé comme un chat qui se chauffe au soleil.

— Lève-toi, roi de la forêt, lui cria Moudouri; lève-toi et fais un bond, car je ne t'attaquerai pas au repos.

Le tigre fit un bâillement et ferma tout à fait les yeux. Moudouri eût pu croire que l'animal s'endormait pour tout de bon, si un frémissement imperceptible n'eût agité ses flancs et son dos. Le chasseur poussa son cheval en avant; il n'était plus qu'à dix pas de la bête.

— Si je fais un pas en arrière, il s'élancera sur moi, et je suis un homme mort, pensa Moudouri; pourtant je ne puis me décider à le frapper ainsi... Oh! la noble bête! Sa peau est plus splendidement rayée que le plus riche tapis de Perse!... Quelle vitalité dans tout son être?

Comme il parlait ainsi, le tigre se mit à reculer tout doucement d'abord et comme s'il eût glissé sur la terre; puis il se prit à marcher plus vite et bientôt à courir, toujours à reculons. Il avait ouvert peu à peu ses grands yeux pleins de feu et il les tenait fixés sur Moudouri, qui le suivait au pas, puis au trot, puis au galop, comme si l'animal l'eût attiré à lui par la fascination de son regard. Le chasseur ne songeait plus à faire usage de son arc; il allait devant lui, ébloui, charmé, comme en proie au vertige. Combien de temps courut-il ainsi? Il n'a jamais pu le dire. Ce qu'il éprouva tandis que le tigre exerçait sur lui une attraction pareille à celle qui précipite l'oiseau dans la gueule du serpent, il n'a jamais su se l'expliquer. Le cheval de Moudouri obéissait comme son maître à une puissance surnaturelle; ses pieds ne résonnaient point sur le sol glacé; il rasait la terre comme s'il eût galopé dans le vide. Ça et là éclataient dans la forêt des cris étranges, mêlés aux battemens d'ailes des grands oiseaux qui tourbillonnaient par essaims; les vau-tours au cou nu faisaient claquer leur bec, et les hiboux, roulant de gros yeux du haut des pins, sautaient d'un pied sur l'autre en poussant des houloulemens sonores. Jamais Moudouri n'avait rien entendu de pareil. Pour la première fois de sa vie de chasseur, il eut peur et sentit une sueur froide couler de son front. Vainement il essaya de retenir son cheval; son bras était sans force, et d'ailleurs la

main la plus vigoureuse n'aurait pu arrêter l'animal dans sa course désordonnée. Enfin, après une marche qui lui sembla avoir duré un siècle, Moudouri se trouva engagé dans un souterrain sombre et étroit au fond duquel les yeux flamboyans du tigre étincelaient comme deux charbons ardents. La voûte venant à s'abaisser de plus en plus, le chasseur heurta son front contre un bloc de pierre et fit une chute. Quand il se releva, il s'aperçut que son cheval s'était dérobé sous lui. Un peu meurtri et les jambes embarrassées dans ses lourdes bottes fourrées, Moudouri fit encore quelques pas en avant. Une clarté plus vive que celle du soleil lui causa un tel éblouissement qu'il fut contraint de poser sa main sur ses yeux; mais un éclat de rire strident et qui ne semblait pas sortir d'une bouche humaine le fit tressaillir. Il écarta la main qui voilait son regard : une vaste salle immense et profonde, tout ornée de stalactites étincelantes, illuminée dans toutes ses parties comme la grande place de Pékin le jour de la fête des Lanternes, s'ouvrait devant lui. Là siégeaient, assis dans une attitude grave et solennelle, tous les animaux qui hantent la Montagne de la Chaux. Au centre de cette assemblée, silencieuse comme si elle n'eût été composée que de fantômes, apparaissait le tigre, mollement étendu sur un tapis de lichen, la tête appuyée sur des faisceaux de branches de laurier.

Moudouri, muet de surprise et d'effroi, n'osait faire un mouvement; il crut que sa dernière heure était venue et se rappela les paroles de la petite Meïké. Sa terreur fut au comble lorsque le tigre poussa un rugissement qui ébranla les parois et la voûte de la salle immense taillée dans le roc. Moudouri tomba à genoux, et le même éclat de rire qu'il avait entendu à son entrée dans la grotte frappa de nouveau ses oreilles. Puis résonna comme un écho sous les voûtes profondes le cri de *saksakha! saksakha!* qui fit courir un frisson de colère dans tous les membres du chasseur.

— Moudouri, dit alors le tigre en levant la patte avec autorité, assieds-toi sans façon, les jambes croisées. Tu dois être las, car je t'ai amené de loin... J'avais à te parler...

Le tigre se tut, et Moudouri le vit se rapetisser tout d'un coup en contractant son corps. La bête surnaturelle ne fut bientôt pas plus grosse qu'un petit chat qui vient de naître; puis elle secoua sa peau rayée, comme si elle eût voulu se débarrasser d'un vêtement incommode, et se montra sous la forme d'un nain à peine aussi haut qu'une poupée. Le nain cependant s'allongea démesurément et prit les dimensions d'un géant dont la tête touchait les stalactites de la voûte; mais ce prodigieux allongement du nain semblait n'être que l'effet d'un ressort qui se détend. Aussi, se rapetissant de nouveau pour s'agrandir encore, il finit par se restreindre, après une série de lentes oscillations, aux proportions d'un homme de moyenne stature.

— Eh bien! chasseur, dit-il alors à Moudouri, qui le contemplant avec stupeur, tu ne me connais pas, moi qui te connais si bien? Je suis *Alin-i Endouri* (l'Esprit de la Montagne).

Moudouri se prosterna la face contre terre neuf fois de suite, comme il eût fait en présence d'un grand mandarin. L'esprit continua :

— Les personnages respectables que tu vois assis autour de moi sont les dignitaires de ma cour, à ma droite les lettrés, à ma gauche les chefs de mes armées.

Parmi ceux qui siégeaient à la droite de l'esprit en leur qualité de lettrés, Moudouri remarqua tous les oiseaux crêtés et huppés qui ont bon bec; ce qui lui parut plus surprenant, c'est qu'il s'en trouvait plusieurs munis d'ongles crochus. Il était trop ému pour faire à ce sujet aucune observation; d'ailleurs il n'en aurait pas eu le temps, car l'Esprit de la Montagne lui adressa de nouveau la parole.

— Moudouri, dit-il d'une voix de reproche, tu es un chasseur incorrigible,... tu portes l'effroi et le désordre dans cette montagne qui est mon empire, où tous les êtres créés obéissent à mes volontés. Je suis las d'entendre le galop de ton cheval et le sifflement de tes flèches... La mousse qui tapisse mes forêts, la pierre de mes rochers, l'eau de mes torrens, la neige et la glace qui couvrent d'un manteau blanc comme l'hermine les flancs de ma montagne, tout est souillé du sang de tes victimes... Si je n'avais horreur de verser celui des créatures de toute sorte, même celui de mes ennemis, je t'aurais exterminé depuis longtemps... Mais non, l'Esprit de la Montagne protège et ne tue pas... — Ces paroles rendirent un peu d'assurance à Moudouri, qui n'avait cessé de regarder avec une grande frayeur les terribles animaux rangés autour de l'esprit, croyant voir en eux les exécuteurs de ses vengeances.

— Encore une fois, reprit le personnage surnaturel, je ne veux de mal à personne, pas même à toi, Moudouri, qui m'as causé de cruels ennuis. Au fond, ton cœur n'est pas méchant, tu as même parfois des sentimens généreux, et j'en ai eu la preuve... Un chasseur vulgaire eût frappé le tigre au repos, et toi, tu ne l'as pas fait... Ta flèche, il est vrai, eût rebondi sur mon front sans effleurer ma chair... Voyons, Moudouri, faisons un pacte ensemble. Veux-tu renoncer à la chasse?

Quelques instans auparavant, Moudouri, en proie à la plus extrême frayeur, avait maudit le jour où la passion de la chasse s'était emparée de lui. Maintenant que la peur était passée, il redevenait lui-même opiniâtrement attaché aux instincts qui le dominaient depuis son enfance. N'osant répondre par un refus, il se contenta de hocher la tête.

— Tu ne veux pas renoncer à la chasse? demanda l'Esprit de la Montagne; tu ne veux pas renoncer à tes plaisirs criminels?

— Si je ne chasse plus, que ferai-je? répliqua Moudouri.

— Ce que font tant d'honnêtes créatures humaines qui vivent au milieu de leurs semblables!

— Moi, j'en aime que la vie vagabonde, reprit de nouveau Moudouri; ma joie, c'est de parcourir les bois, les montagnes et les vallées, mon arc à la main. Que voulez-vous, seigneur? la chasse est tout ce que j'aime.

— Tâche d'aimer autre chose!...

— Mais quoi?

— Jeune homme, tu n'es qu'un enfant!... Veux-tu renoncer à ta passion? je te donnerai un talisman au moyen duquel tu pourras obtenir ce qui te plaira, ce qui fera l'objet de tes desirs les plus légitimes... Tu m'entends, Moudouri? avec ce précieux talisman, tu pourras une fois, — une seule fois, — dans ta vie réaliser ton vœu. Sais-tu qu'il y a des empereurs qui donneraient la moitié de leurs états pour posséder le talisman que je te propose?

— Ah! reprit tristement Moudouri, jamais l'ambition n'a troublé mes rêves; avec mon arc, je vis heureux, indépendant!...

— Et inutile au reste des hommes, dont tu fuis la société, sans parler du mal que tu causes aux êtres animés, interrompit l'Esprit de la Montagne. Faire ce que l'on veut et faire ce que l'on doit sont deux choses.

— Je vis indépendant, vous ai-je dit, et cela me suffit; ma vie se passe tranquille et paisible. Avec votre talisman, — qui ne peut me servir qu'une fois, — mon repos sera troublé pour toujours. Je n'oserai plus former un souhait dans la crainte de dépenser pour un désir frivole ce précieux trésor... Il y a tant d'aspirations passagères et vaines dans le cœur de l'homme!

— Sans doute, répliqua l'Esprit de la Montagne, le cœur humain est une fournaise où mille aspirations folles et téméraires sont tenues comme en ébullition; mais crois-tu qu'il ne s'y rencontre pas quelquefois de ces desirs sérieux, désintéressés, qui sont une inspiration d'en haut? C'est un de ceux-ci que tu pourras réaliser avec ce talisman... Tiens, Moudouri, suspends à ton cou cette petite pierre de jade finement sculptée qui représente une colombe les ailes déployées. Tant que tu ne formeras que des vœux sans consistance, cette pierre restera sur ta poitrine aussi fraîche que la rosée du printemps; mais lorsque la réflexion ou un noble élan de ton cœur fera surgir au fond de ton âme un souhait généreux, la colombe de jade deviendra brûlante comme le feu; puis, au moment où s'accomplira ton désir, elle aura disparu pour toujours.

L'Esprit de la Montagne tendait au chasseur la précieuse amulette, et celui-ci allongea la main pour la saisir.

— Pas si vite, dit l'esprit; jette d'abord ton arc à mes pieds, ensuite je te donnerai le talisman.

Moudouri hésitait encore; il lui semblait qu'il allait recevoir un morceau de plomb en échange d'un lingot d'or; il répéta à demi-voix le proverbe tartare : *Recevoir à son motif, perdre ne l'a pas.*

— En vérité, chasseur, répliqua l'Esprit de la Montagne, on dirait que je te demande une grâce. Tu es chez moi, loin de la demeure des hommes. S'il me prenait fantaisie de te retenir dans cette grotte? Les esprits sont parfois capricieux, tu le sais! Si je te laisse aller, es-tu bien sûr de pouvoir sortir d'ici et de retrouver ta route? Crois-moi, ne te fais pas tant prier. Il y a un proverbe qui dit : « Si quelqu'un te donne un bœuf, rends-lui un cheval. » Je te donne la vie, la liberté, et un inestimable joyau; ne peux-tu m'accorder en échange cet arc qui m'est odieux?

— Prenez-le donc, dit Moudouri en jetant son arc aux pieds de l'esprit.

A ce moment, les lumières qui éclairaient la grotte commencèrent à pâlir; les stalactites, qui brillaient d'un éclat pareil à celui du lapis-lazuli, prirent une teinte terreuse; peu à peu les animaux qui siégeaient autour de l'Esprit de la Montagne semblèrent se fondre comme la brume du matin aux rayons du soleil. L'esprit lui-même devint plus mince qu'une feuille de papier, plus transparent que le verre, et s'évanouit dans l'espace. Il se fit bientôt une obscurité profonde qui glaça d'épouvante le hardi chasseur. Pendant quelques instans, Moudouri resta immobile, sans oser faire un pas en avant; puis il se mit à tourner en tous sens, cherchant vainement à retrouver sa route pour sortir de la caverne. Ses mains crispées se collaient sur les parois humides et froides; ses pieds heurtaient des pierres aiguës qui roulaient avec un bruit sinistre. A bout de forces, en proie à une terreur inexprimable, il s'affaissa sur lui-même en poussant un grand cri... Le sol s'était éboulé, le chasseur se sentait glisser sur une pente rapide comme le caillou qui s'échappe du sommet de la montagne. Lorsque son pied toucha le sol, la secousse qu'il éprouva fut si violente qu'il retomba sur le dos.

Moudouri se trouvait sur la terre gelée, étendu tout de son long à l'entrée de la grotte profonde où il avait passé la nuit. Son cheval, qui grattait la neige avec ses pieds pour trouver un peu de mousse, hennit en apercevant son maître.

— En vérité, se dit le chasseur, voilà qui est surprenant! Comment suis-je ici? Que s'est-il passé depuis que j'ai quitté l'entrée de cette grotte? Je n'en sais plus rien!... Oh! mais il fait un froid à

fendre les pierres;... mes jambes engourdies refusent de me soutenir... Bah! quelques gorgées de cette fine liqueur que je porte sur moi m'auront bientôt rendu la force et le courage. Par malheur il ne m'en reste plus guère!... Il paraît que j'avais grand' soif hier soir!

Moudouri, ayant pressé dans ses mains les flancs de la bouteille de cuir de manière à en faire sortir jusqu'à la dernière goutte de liqueur, se remit en selle. Ses idées n'étaient pas parfaitement lucides. Il trotta bien pendant une demi-heure avant de pouvoir se rappeler comment il se faisait qu'il n'eût plus son arc. Peu à peu les scènes étranges de la nuit se retracèrent dans son souvenir. L'amulette que lui avait donnée l'Esprit de la Montagne flottait sur sa poitrine. Il la prit dans le creux de sa main et l'examina avec autant de tristesse que de curiosité. — Vain hochet, pensait-il; l'Esprit est plus avisé que moi, il m'a pris au piège.

— *Saksakha! saksakha!* répondit une pie qui traversait les airs.

A ce cri de mauvais augure, Moudouri sentit s'accroître son chagrin et ses regrets. Il rabattit sur ses yeux son bonnet de fourrure, croisa ses bras sous sa robe de peau de mouton, et laissa son cheval trotter au hasard. Le cœur de Moudouri était vide de tout désir comme de toute espérance. Que lui importaient désormais la forêt profonde et la montagne aux flancs neigeux? N'avait-il pas abdiqué la seule passion qui fût en lui? N'avait-il pas éteint le feu qui réchauffait tout son être? Moudouri sans son arc ressemblait à un fantôme qui n'a que l'apparence de la vie. Devenu indifférent à tout, il se mit à descendre vers la plaine; mais ses regards troublés ne lui permettaient plus de reconnaître la route qu'il devait suivre. Il erra longtemps dans les mornes solitudes de la Montagne de la Chaux, réduit à se nourrir de racines sauvages qu'il déterrait sous la neige. Les premiers mois de l'hiver se passèrent ainsi, sans que le chasseur éprouvât d'autre sensation que celle d'un profond ennui. Durant les journées si courtes de cette morne saison, il se traînait, haletant et épuisé, le long des sentiers glacés de la montagne, cherchant en vain à quitter ces lieux désolés. Pendant les longues nuits que les hurlemens des bêtes fauves rendaient lugubres, il dormait d'un sommeil inquiet, tenant d'une main son coutelas et de l'autre ses flèches, dont il pouvait au besoin se servir comme de javelots; mais depuis qu'il avait fait un pacte avec l'Esprit de la Montagne, les animaux, ses sujets, ne ressentaient plus de haine contre Moudouri.

Enfin le jour même où le soleil, s'arrêtant dans sa marche rétrograde, se décide à revenir apporter la joie et la chaleur dans les contrées qui soupirent après son retour, Moudouri, sorti à grand-peine des derniers escarpemens de la Montagne de la Chaux, déboucha dans la province de Ghirin. Cette âpre région, qui sépare la pro-

vince de Moukden de celle du Sakhalian-oula, n'est pas de nature à réjouir les regards. Cependant Moudouri commença dès lors à secouer la torpeur dont il ressentait depuis plusieurs mois l'influence accablante. — Voyons, se dit-il en caressant le cou de son cheval, me voici revenu parmi mes semblables... Le moment est arrivé de savoir si j'ai été dupe d'une illusion, ou si véritablement je possède un talisman qui doit me donner le bonheur... Le bonheur! je l'avais, et je l'ai perdu; mais à quoi bon irriter le sort par des murmures inutiles? Les sages nous ont appris ce proverbe : « Les paroles que l'homme se dit à lui-même, le ciel les entend comme le tonnerre! »

Pendant que Moudouri faisait ces réflexions, il aperçut au loin une longue caravane de chariots, de chameaux et de cavaliers qui défilaient lentement sur la grande route. Il fouetta son cheval et alla se poster sur une éminence de manière à examiner de près ce cortège imposant. — Qu'est cela? demanda-t-il à un cavalier tartare qui ouvrait la marche.

— C'est le nouveau gouverneur de Ghirin qui se rend au chef-lieu de sa province, répondit le cavalier.

Moudouri ouvrait de grands yeux; jamais il n'avait rien vu de pareil. Le gouverneur, vêtu de riches étoffes doublées de fourrures, se tenait assis dans une litière portée par des serviteurs chinois. De grands chameaux de la Mongolie pliaient sous le poids de ses bagages, enfermés dans une centaine de boîtes de toutes les dimensions et de toutes les formes. Dans les chariots voyageaient les femmes du gouverneur et leurs servantes, les premières enveloppées dans des robes faites de peaux de zibeline, les secondes couvertes de tuniques aux brillantes couleurs. A la tête et à la queue de la caravane galopaient des cavaliers tartares armés de pied en cap, portant sur leurs épaules le carquois et les flèches, à leur ceinture le sabre recourbé, et sur le front le casque pointu orné d'un panache rouge.

— Ah! que je voudrais être gouverneur de province! pensa Moudouri. — Il tâta aussitôt le talisman qui pendait à son cou; mais, à sa grande surprise, il le trouva froid comme auparavant.

— Ah! que je voudrais être gouverneur de province, répétait tout bas Moudouri, espérant que le talisman allait agir et que son vœu ne tarderait pas à être exaucé. Tandis qu'il formait ce désir en son cœur, la caravane s'éloignait. D'abord il la suivit des yeux avec une vive émotion, puis il se mit à marcher sur ses traces. Un pli de terrain l'ayant dérobée à sa vue, Moudouri s'arrêta avec dépit; il lui semblait que l'Esprit de la Montagne manquait à sa promesse.

— Si jamais j'ai formé un souhait ardent, c'est celui que je viens d'exprimer, murmura le chasseur, et pourtant je sens que le talisman demeure froid comme le marbre...

Un bruit de soldats trottant derrière lui attira son attention. C'étaient des cavaliers tartares, armés comme les précédents, qui escortaient un petit chariot garni de grilles de fer, dans lequel se tenait à demi couché sur le flanc, les pieds et les mains chargés de chaînes, un homme mal vêtu, au teint hâve.

— Où allez-vous donc ainsi? où menez-vous cet homme? demanda Moudouri.

— Nous allons à Tondon (1) conduire l'ancien gouverneur de Ghirin qu'un édit de l'empereur a déclaré déchu de son rang, répondirent les cavaliers.

— Il a donc commis un grand crime?

— Oh! oui; il a eu la folie de dire la vérité dans un manifeste adressé au Fils du Ciel... L'empereur, qui est doux et clément, lui a fait grâce de la vie.

Les cavaliers poursuivirent leur route sans rien dire de plus, et le triste cortège disparut bientôt.

— L'Esprit de la Montagne avait raison, pensa Moudouri, il y a dans le cœur de l'homme bien des désirs téméraires que le ciel dans sa sagesse se garde d'exaucer. Fi des honneurs!... La richesse suffit à qui sait se passer des flatteries de la foule.

A quelques journées de là, Moudouri fit la rencontre d'une caravane de marchands chinois. Ils venaient de s'arrêter dans un lieu abrité, sous des rocs creusés en forme de grotte; ils prenaient leur repas, tandis que les chevaux, débarrassés de la bride, mangeaient leur ration d'orge. Moudouri s'avança poliment vers eux.

— Vos seigneuries font route vers la capitale? leur demanda-t-il d'une voix timide.

— Nous retournons à Pékin, répondirent les marchands.

— Votre voyage a été heureux? Vos marchandises se sont bien vendues?

— Les Oros (2) de Kiakhta sont friands de thé et avides de soieries: ils se jettent sur nos marchandises comme le poisson sur l'appât; aussi ramenons-nous à Pékin des chariots chargés de tous les articles précieux que nous avons obtenus en échange des produits de notre pays. Ces chariots ne tarderont pas à paraître, et nous les attendons ici.

— Oh! si je pouvais être marchand, songea Moudouri, gagner de grosses sommes comme ces Chinois, je retournerais m'établir dans la plaine d'Omokho, et j'y élèverais des troupeaux nombreux. Avec de l'or, on obtient tout, même le respect du peuple...

Le talisman commençait-il à s'échauffer comme les désirs qui

(1) Lieu d'exil des criminels chinois, dans la province de Ghir'in.

(2) Les Russes.

s'allumaient dans le cœur de Moudouri? Celui-ci se l'imagina, tant il se sentait épris de l'amour de l'or, que jamais encore il n'avait convoité. Il rougissait de n'être qu'un pauvre chasseur en face de ces gros Chinois qui amassaient tant de richesses. Ceux-ci dinèrent copieusement : ils tiraient de leurs outres des vins distillés, qu'ils avalaient par petites gorgées il est vrai; mais, à force de humer cette boisson capiteuse, ils finirent par avoir la langue épaisse, leurs paupières s'appesantirent, et bientôt, vaincus par une insurmontable envie de dormir, ils se laissèrent rouler sur la terre. Leur sommeil ne fut pas de longue durée. Un cavalier arrivant à toute bride vint éveiller en sursaut les marchands chinois, qui ronflaient à grand bruit, sans redouter aucun péril.

— Levez-vous et fuyez!... Des brigands ont pillé vos marchandises et incendié vos chariots... Ils vous cherchent pour vous dépouiller de vos vêtements...

De longues colonnes de fumée qui s'élevaient à l'horizon annonçaient assez que le cavalier avait dit la vérité. Déjà se montraient sur les flancs d'une colline éloignée d'une heure de marche les brigands, qui se dispersaient par petits groupes pour chercher les marchands chinois. Ceux-ci se remirent en selle sans se le faire dire deux fois; la tête encore bien lourde, les yeux troublés par le vin et par le sommeil, ils prirent la fuite en poussant des cris de détresse.

— La richesse a donc ses dangers comme les grandeurs? se dit Moudouri, qui s'éloignait précipitamment. Si le mal est si près du bien dans toutes les choses de la vie, je ne sais plus quoi désirer... Ce talisman n'est qu'une amère dérision... Décidément l'Esprit de la Montagne m'a pris pour dupe...

Moudouri retomba dans sa mauvaise humeur, et la défiance s'éveilla dans son esprit; tout ce qu'il voyait lui semblait cacher un piège. Il se rappela ce proverbe : « L'homme voit le gain et ne voit pas le danger; le poisson voit l'amorce et ne voit pas l'hameçon. » A force de méditer cet adage, il se plongea dans une indifférence absolue; tous les ressorts de son esprit se détendirent au point qu'il n'eut plus la force de souhaiter ou d'espérer quoi que ce fût. Dans ce triste état, Moudouri poursuivit sa route vers son pays natal, évitant toute rencontre, et poursuivi par cette pensée que la mort se cache sous la vie, le chagrin sous la joie et la ruine sous la prospérité. Il se prenait de pitié à la vue du laboureur cultivant son champ, comme si l'orage ne pouvait pas détruire la récolte en un instant; il était ému de compassion à la vue d'une jeune mère souriant avec confiance à son nouveau-né, qu'une maladie subite pouvait ravir à sa tendresse. Le seul genre de vie qu'il lui semblât raisonnable d'adopter, c'était de se faire lama et d'attendre, les jambes croisées, dans une méditation silencieuse, la parfaite identification

de son être avec la matière impalpable et insensible. Peu à peu il se laissa séduire par cette perspective d'une existence inerte, exempte de passion et de désir. Fermer ses oreilles aux bruits du dehors, son cœur à toutes les émotions, son esprit à toutes les aspirations bonnes ou mauvaises, vaines ou généreuses, tel était le but vers lequel il tendait par degrés. Pour en arriver là, il n'avait pas besoin de recourir à son talisman; aussi n'y songeait-il plus, et il continuait à marcher, contemplant avec ennui les plaines monotones et les nuages gris qui volaient sur l'azur du ciel. Le souffle plus tiède du printemps, qui commençait à ramener la vie autour de lui, passait sur sa tête sans réchauffer son âme engourdie. Ses instincts impétueux, qui l'entraînaient autrefois au-devant des périls et l'avaient jeté tête baissée dans une existence aventureuse, faisaient place à une insouciance quiétude. Il se croyait beaucoup plus sage, et pourtant il n'avait fait que changer d'égoïsme.

Lorsque la plaine d'Omokho, dédagée de neige et déjà teinte par endroits d'une nuance verte, s'offrit à lui, Moudouri s'arrêta sur le bord d'un ruisseau pour faire paître son cheval. Il mit pied à terre, but un peu d'eau dans le creux de sa main et s'assit dans l'attitude d'un lama, pour essayer de s'absorber dans une méditation intense. Une tourterelle, qui venait d'arriver sur l'aile du printemps, se posa près de lui et fit entendre son cri : *doudoù*. Malgré lui, Moudouri ouvrit les yeux; la voix de cet oiseau troublait sa béate rêverie. Il alla un peu plus loin; mais il y avait dans le bruit des jeunes feuilles froissées par le vent, dans le murmure du ruisseau roulant sur des cailloux, jusque dans la douceur de l'air, quelque chose de mélancolique et de pénétrant qui agissait sur Moudouri et le conviait à s'épanouir comme la nature entière. Il se mit donc à marcher à pied en tenant son cheval par la bride. Un peu ébranlé dans ses résolutions, il se demandait s'il n'était pas encore un peu trop jeune pour mourir à toute chose. Cette réflexion le plongea dans de nouvelles perplexités; il en venait à regretter de n'être pas comme le commun des hommes, qui acceptent leur sort et marchent droit devant eux, luttant contre l'adversité, tantôt vaincus, tantôt vainqueurs, résignés et confians. En lui attachant autour du cou le fatal talisman, l'Esprit de la Montagne l'avait rendu l'arbitre de sa propre destinée, et il ne savait laquelle choisir.

Comme il continuait sa route, irrésolu et découragé, son cheval, qu'il tenait par la bride, s'arrêta en dressant les oreilles. Moudouri regarda autour de lui et aperçut derrière un buisson une jeune fille qui pleurait et sanglotait. C'était Meiké.

— Que t'est-il arrivé, Meiké? lui demanda Moudouri.

— Un grand malheur!...

— Ah! la vie n'est que périls et misères, répondit Moudouri; aussi le mieux est de renoncer à tout et de commencer à mourir dès la jeunesse.

— Il faut bien que je meure, répliqua la jeune fille, puisque je n'ai plus de quoi manger. Les loups ont enlevé deux chèvres du troupeau que je gardais, et mon maître m'a chassée de chez lui.

— Pauvre Meïké, dit Moudouri; il t'a chassée pour une faute dont tu es aussi innocente que l'enfant qui vient de naître... Que vas-tu devenir maintenant?

— Je vous l'ai dit, je n'ai plus qu'à mourir de faim, ou à me précipiter dans l'endroit le plus profond de ce ruisseau!...

— Pauvre Meïké, dit de nouveau Moudouri en regardant le visage de la jeune fille tout baigné de larmes. Il n'y a donc personne qui s'intéresse à toi?

— Vous savez bien que je suis orpheline, répliqua Meïké avec tristesse.

— En vérité, tu me fais pitié, reprit Moudouri. Si je pouvais te sauver!... Lève-toi, et suis-moi, Meïké. Quand je ne devrais plus rien faire tout le reste de ma vie, il faut au moins que je tente un effort pour ne pas te laisser périr de misère!...

La jeune fille se mit à suivre Moudouri sans trop savoir ce qu'elle faisait. Le chagrin lui ôtait toute son énergie, toute sa vivacité naturelle. Quand ils eurent marché pendant quelques minutes, Moudouri sentit que l'amulette devenait brûlante. — C'est singulier, se disait-il à lui-même, je n'ai pourtant formé aucun souhait... Il ne s'est produit en moi d'autre désir que celui de rendre service à une pauvre jeune fille sans appui... Il se tourna vers Meïké, qui marchait quelques pas derrière lui, et pour la première fois il s'aperçut qu'elle avait la taille svelte, les traits réguliers, et cette naïve beauté qui n'est autre chose que l'épanouissement de la jeunesse. Elle suivait Moudouri avec résignation, et aussi avec une secrète confiance.

— Écoute, Meïké, reprit Moudouri après un long silence, je possède un peu de terre dont j'ai négligé la culture pour me livrer au plaisir de la chasse, et dans ce coin de terre une petite maison...

— Oui, je le sais, dit Meïké, cela n'est pas bien grand, mais le sol est fertile...

— Mon père en tirait un bon parti, lui qui était un laboureur habile... C'est étrange comme le talisman me brûle la poitrine. — Puis, reprenant à haute voix : — On pourrait vivre là dans l'aisance, en ajoutant au petit héritage un troupeau de chèvres qui s'en irait paître dans les rochers... Entends-tu, Meïké?

— J'entends, dit la jeune fille d'une voix faible et comme suffoquée par l'émotion. Elle s'arrêta sans pouvoir faire un pas en avant.

— Tu es trop lasse pour marcher, dit Moudouri; viens, que je t'aide à monter sur mon cheval. Il est un peu vif, mais je lui tiendrai la bride... N'est-ce pas que tu veux bien venir habiter la petite maison? ajouta-t-il en lui tenant la main, tandis qu'elle s'asseyait de côté sur le cheval.

— Habiter la petite maison! répondit Meïké en rougissant; mais je ne puis y être qu'en qualité de servante, et pour cela il faut que vous soyez marié.

— Non, non, dit Moudouri, je ne veux pas que tu sois la servante... Me comprends-tu?

Le langage de Moudouri n'était point si énigmatique que la jeune fille ne pût le comprendre. Il y avait d'ailleurs dans la voix et dans les regards du chasseur un accent de sincérité et une douceur affectueuse qui expliquaient clairement toute sa pensée. Meïké, qui était un instant auparavant folle de douleur, faillit devenir folle de joie. Elle fit un brusque mouvement pour lever les bras au ciel et perdit l'équilibre. Se voyant près de tomber de dessus le cheval, elle poussa un cri et se laissa glisser dans les bras de Moudouri, qui s'élançait pour la soutenir. A ce moment même, le chasseur porta la main sur sa poitrine : le talisman avait disparu...

Moudouri pâlit et se troubla. Unir son sort à celui d'une pauvre orpheline abandonnée du monde entier, c'était donc là tout ce qu'il avait obtenu avec ce talisman si précieux! Pendant quelques instans, il marcha la tête basse, un peu confus, en proie à un amer dépit.

— Moudouri, dit Meïké un peu revenue de sa première émotion, laissez-moi me jeter à vos genoux et baiser vos mains! Vous avez fait de moi la plus heureuse fille de toute la plaine d'Omokho.

Ces paroles firent tressaillir le chasseur. — Il y a deux bonheurs, pensa-t-il, l'un que l'on obtient aux dépens d'autrui ou dont on est seul à jouir, l'autre que l'on se procure en faisant le bien. — Il se sentit non-seulement consolé, mais encore pleinement satisfait de la résolution qu'il venait de prendre. Il ne retrouva plus les élans impétueux* de sa première jeunesse, les âpres joies de la solitude, les fougueuses jouissances de sa vie de chasseur; mais il entendit la voix de sa conscience lui dire qu'il avait fait un noble usage du talisman qu'il tenait de l'Esprit de la Montagne.

— Voici le conte que vous m'avez demandé, dit le Chinois en se levant. Il fait nuit; le moment est venu pour moi de chercher dans la fumée de l'opium des rêves fantastiques plus merveilleux cent fois que les *Histoires à rêviller le monde*.

TH. PAVIE.

LA SAVOIE

DEPUIS L'ANNEXION

FORCES PRODUCTIVES DU SOL ET RICHESSES MINÉRALES DU SOUS-SOL.

— LES MINES DES HURTIÈRES.

En portant sa frontière au sommet des Alpes, la France a embrassé un pays et une population encore peu connus. Les idées les plus singulières se sont répandues au sujet de la Savoie et des Savoyards, et chaque fois que ce nom est prononcé, il réveille nécessairement l'idée d'un sol aride et nu, d'un climat glacé, d'une population inférieure, considérablement inférieure en bien-être, en instruction, en civilisation à celle de la France. Ces notions fausses ou incomplètes, que l'esprit français aiguise volontiers en épigrammes, ne sont pas demeurées dans les milieux obscurs où l'ignorance les fait naître et où le préjugé les entretient : elles ont gagné les régions supérieures, les esprits cultivés, et pénétré jusque dans les documens de la politique et de la diplomatie. Une dépêche, qui n'est pas oubliée, est venue apprendre à l'Europe que la Savoie est un « rocher nu, une bribe montagnaise, » et, dans un rapport sur le sénatus-consulte de l'annexion, ses habitans sont spirituellement qualifiés de « six cent mille malheureux. »

En parlant ainsi, en accueillant dans des documens destinés à la grande publicité européenne ces préjugés de la multitude ignorante, on ne voulait pas sans doute blesser un petit peuple qui a de vives susceptibilités nationales. On tenait seulement à produire dans l'es-

prit des diplomates étrangers la conviction que l'importance de la Savoie ne méritait pas les alarmes excitées par l'annexion à la France. Nous ignorons si cette conviction s'est faite, si les défiances sont partout tombées. Un résultat moins incertain s'est produit : l'argument à l'adresse des puissances étrangères a été apporté, avec des commentaires variés et parfois blessans, par chaque nouveau compatriote arrivant dans les provinces annexées. La Savoie s'est sentie humiliée; les sympathies qui l'avaient entraînée vers la France se sont tout à coup arrêtées devant l'opinion venant à elle chargée de notions fausses et épigrammatiques dont l'esprit des fonctionnaires eux-mêmes n'a pas toujours su s'affranchir; des froissemens ont eu lieu qu'il serait imprudent d'ignorer; des blessures vives ont été faites à l'amour-propre national, cachées aujourd'hui et sans danger, mais non cicatrisées.

Le remède à une situation fâcheuse qui peut empirer sous l'influence de certains événemens, ce remède est dans l'estime de la France pour un petit peuple désormais enfermé dans ses limites; mais on n'estime que ce que l'on connaît. Des études consciencieuses, équitables et sympathiques offrent donc un intérêt général. La vie de ce peuple, son caractère, ses aptitudes diverses, les conditions physiques du pays qu'il habite, les phénomènes grandioses du climat, les forces productives du sol, les richesses minérales cachées dans les montagnes, sont autant de sujets qui intéressent également la politique, la science, l'agriculture et l'industrie, et nous ne croyons pas entreprendre une tâche inutile en essayant de répondre à ces divers ordres de questions.

I.

La superficie de la Savoie est de 1,117,402 hectares. Très élevé dans les parties appuyées contre les hautes Alpes, que les anciens ont nommées Pennines, Grecques et Cottiennes, le sol s'abaisse graduellement, du côté de la Suisse et de la France, jusqu'au niveau des plaines ouvertes de l'Ain et de l'Isère. Il est formé d'un massif de montagnes reliées à la chaîne centrale par un système compliqué de contre-forts et de chaînes secondaires soulevés par la même explosion des forces primitives du globe. La première impression qu'éprouve le spectateur placé sur un point culminant est celle d'un pays glacé et nu. Le regard ne rencontre d'abord que des surfaces désolées, des sommités aiguës, des rochers dont les flancs déchirés mettent à découvert les secrets de leur formation géologique; mais à mesure qu'il s'abaisse, l'aspect change, la vie apparaît, la végétation déroule ses zones vertes sur les versans. Au pied des grands

monts se creusent les vallées, semblables aux abîmes d'une mer bouleversée et saisie d'un froid intense au plus fort de la tourmente. Peu profondes et d'un climat sévère dans le voisinage de la grande chaîne, elles s'approfondissent, elles s'élargissent, offrent une température plus douce en s'éloignant de leur point de départ, et elles s'ouvrent enfin par de larges issues sur les splendides bassins du Léman, du Rhône et de l'Isère, où se précipitent toutes les eaux de la Savoie. Le pays, qui paraissait un immense chaos frappé de stérilité quand on n'en apercevait que les parties supérieures du relief, offre maintenant le spectacle varié d'une succession de vallées verdoyantes débouchant les unes dans les autres, où la végétation étale ses merveilles et où le sol produit à côté de la flore sauvage des climats du Nord celle des climats privilégiés de la France centrale. Les plantes montent à l'assaut des hauteurs, et telle est la puissance de la vie végétale sur ce sol accidenté qu'à peine la dixième partie de la superficie est improductive. Les 130,000 hectares marqués improductifs au cadastre représentent les sommets couronnés de neiges permanentes, les affleurements de roches, les lits et les gravières des nombreux torrens et rivières alimentés par la région des glaciers.

La limite inférieure des neiges permanentes descend dans le massif de Savoie jusqu'à 2,700 mètres au-dessus du niveau de la mer, et le point du sol le plus bas est à 200 mètres, niveau des plaines de la Saône. Toute la surface productive est comprise entre ces deux limites extrêmes. Sur les 2,500 mètres intermédiaires se passent des phénomènes de végétation du plus haut intérêt pour les sciences naturelles et l'économie agricole. Les plantes, les productions diverses sont distribuées par régions suivant le degré d'altitude barométrique; elles forment des zones horizontales qui coupent les versans, régulièrement superposées quand le travail de l'homme ne vient point en troubler la distribution naturelle. En descendant la montagne, on parcourt toute la série des forces productives du sol.

Voici d'abord la région des gazons qui succède immédiatement à celle des neiges. Ils poussent menus et serrés sous le chaud rayon du soleil d'avril, environnent les sommets et tapissent les anfractuosités des rochers. Leur couleur d'un vert profond tranche vivement sur la blancheur éclatante de la zone supérieure. Là commencent les grands pâturages aux pentes rapides, que parcourent d'un pied léger et sûr la petite vache des Alpes et les immenses troupeaux de moutons venus des régions de la plaine; plus bas, mais déjà à une hauteur de 2,000 mètres, les premières habitations humaines de la belle saison, le chalet caché dans un pli de la montagne, ramassé sur lui-même et surchargé de lourdes pierres plates

pour résister à l'effort de l'orage. De cette région élevée descendent les produits les plus abondans de la Savoie, le veau et le mouton gras pour la boucherie, un beurre délicieux qui doit ses qualités à la nature des herbages aromatiques des hauts pâturages bien plus qu'à une fabrication perfectionnée, et les diverses espèces de fromage entre lesquelles se distingue celui qu'on fabrique dans la vallée de Tigne, au pied du petit Saint-Bernard, déjà connu et estimé des Romains sous le nom de *vatusicum*, si l'on en croit le naturaliste Pline. Les espaces en pâturages occupent presque le tiers de la superficie productive, environ 300,000 hectares. Ces vastes étendues gazonnées appartiennent généralement aux communes. L'usage patriarcal de la jouissance en commun et sans redevance s'y est maintenu pendant de longs siècles à la faveur d'une législation paternelle. Il s'y est combiné ensuite avec la taxe de capitation du bétail. Enfin les communes, pressées par le besoin d'augmenter leurs revenus, sont entrées peu à peu dans la voie des amodiations à des particuliers. Ce nouveau système, dont la mise en vigueur ne remonte pas au-delà de trente ans, a introduit dans les montagnes les troupeaux transhumans, fléau des pays qui les reçoivent. Cette année, le seul département de la Savoie n'a pas reçu moins de 40,000 moutons. Ils arrivent des départemens du centre et du midi par bandes de quatre à cinq cents, soulevant des flots de poussière sur la route, dévorant l'herbe du bord et quelquefois des champs voisins, dont ils franchissent les clôtures. En tête s'avance la chèvre avec le grelot traditionnel, fière de conduire un aussi grand troupeau; au milieu, l'âne patient, chargé de la provision des bergers, écartant doucement du pied l'agneau perdu dans la foule; derrière viennent les bergers avec le chien, sans cesse occupés à presser les retardataires. L'antique indivision du pâturage était un obstacle à l'introduction des troupeaux étrangers. Attaquée brusquement depuis l'annexion, elle résiste encore dans bien des localités. Elle sera vaincue, mais non sans de douloureux froissemens parmi la population du haut pays, très attachée à ce mode de jouissance en commun, quoiqu'il ne soit pas le plus profitable au budget de la commune, ni le plus favorable à l'aménagement des forêts.

Au pâturage succède la forêt, qui occupe une étendue d'environ 194,000 hectares. Elle s'élève jusqu'à 1,900 mètres d'altitude. A sa limite supérieure, les plantes sont maigres, rabougries, et semblent lutter contre une puissance invisible qui les écrase. Elles s'étendent en circonférence pour puiser horizontalement la vie végétale qu'elles ne trouvent plus verticalement; bientôt la plante buissonne, et le buisson lui-même va mourir dans le pâturage à quelques pas de la ligne extrême. Un fait intéressant pour l'économie forestière a été

souvent observé à cette hauteur : si l'on abat les plantes les plus fortes qui protègent la ligne supérieure, la forêt bat en retraite, plie comme une armée en déroute sous le poids de l'influence climatérique victorieuse, et descend pour ne plus remonter. Les plantes demeurées debout s'étiolent dans leur isolement, le désert se fait autour d'elles, elles ne se reproduisent pas, et le front mutilé de la forêt ne peut plus se reformer. C'est ainsi que des espaces considérables marqués en forêts dans le cadastre de 1738, — le plus ancien cadastre général entrepris par un gouvernement moderne, — ont été transformés progressivement en pâturages, en pentes ravagées par l'avalanche et le torrent, où des troncs et des racines attestent encore l'ancien triomphe de la zone boisée sur le climat meurtrier de ces hauteurs. Il n'est pas probable que le terrain perdu puisse être reconquis par les procédés artificiels du reboisement, et bien des projets qui s'agitent dans les délibérations des conseils-généraux et les rapports officiels courent grand danger d'aboutir à de coûteuses déceptions, si, avant de les mettre à exécution, on ne tient pas un compte exact du fait que je viens de signaler. Comment de faibles pépinières et même des plants déjà forts pourraient-ils soutenir le choc du climat là où la forêt de haute tige et venue naturellement est forcée de reculer quand elle ne se présente pas en bataillons serrés? Les forêts ont leur hypsométrie naturelle, que le climat, l'exposition et le voisinage des neiges permanentes font varier à l'infini; bien plus, chaque essence a son hypsométrie, soumise aux mêmes accidents. Les essences les plus hardies, celles qu'on trouve le plus haut, sont le mélèze, les diverses espèces du pin et du sapin, le *pinus abies*, le *pinus picea*, l'*abies excelsa*. Écrasées dans les parties supérieures de la zone forestière, ces plantes se redressent en descendant les versans, où elles rencontrent des abris et un sol humide et profond, et atteignent des proportions colossales qui donnent aux forêts noires un caractère particulier de grandeur et de majesté.

Après la forêt viennent les cultures, qui montent en Savoie à des hauteurs vraiment extravagantes, car elles y occupent des pentes qu'une économie agricole mieux entendue assignerait au bois ou au pâturage, pour les garantir des érosions pluviales. Il n'est pas rare de les rencontrer à 1,200 mètres, l'avoine et le seigle en tête, l'orge après, le froment le dernier, qui monte néanmoins à 1,000 mètres dans les bonnes expositions et les terrains riches. L'agriculture dépense sur ces hauteurs une somme de forces humaines beaucoup plus grande qu'au bas de la vallée. La pente est souvent si rapide que le plus léger attelage roulerait dans l'abîme, et l'homme est la seule machine qui puisse y être appliquée; mais que de vigueur et de

force musculaire il y déploie! Au premier beau jour, quand son champ aimé est encore caché sous la neige, il y est déjà, répandant de la terre ou de la bourre d'avoine pour activer la fonte de la couche rebelle. Par ce procédé, il gagne sur l'hiver plusieurs jours qu'il utilise à réparer les désastres de la mauvaise saison, à remuer la terre encore humide, et à porter à la ligne du haut les deux ou trois sillons d'en bas qui menacent de s'écrouler sur le champ du voisin. Il fait les labours à la pioche ou à la pelle, il porte l'engrais sur son dos, et lorsque la maigre moisson, arrosée de tant de sueurs, sera mûrie, il la transportera encore gerbe après gerbe sur l'aire de la grange, accomplissant ainsi à la force du bras les travaux qu'ailleurs on exécute avec les bêtes et les machines. A ce dur labeur, la population du haut pays acquiert une vigueur physique peu commune : la taille est généralement élevée, les formes bien prises, et les vices corporels rares. L'esprit est aussi plus éveillé que chez les habitants du fond de la vallée, noyés dans les influences atmosphériques débilitantes au milieu desquelles se produit la triste affection du goitre et du crétinisme. Elle est combattue dans la région élevée par l'air tonique et vivifiant, le meilleur remède qu'on puisse lui opposer. Le recrutement militaire trouve peu de cas de réforme parmi cette forte race de paysans montagnards, qui a fourni pendant des siècles à la maison de Savoie le nerf de sa puissance militaire.

Les cultures pénètrent dans la zone des forêts au-dessus, et dans celle des vignes au-dessous, franchissent celle-ci et se répandent dans la vallée. La surface annuellement ensemencée en céréales et en légumineuses est d'environ 200,000 hectares, qui rendent 2 millions d'hectolitres. Ce rendement de 10 hectolitres par hectare n'est pas inférieur à celui des pays que l'on croit plus favorisés que la Savoie, mais il accuse une économie rurale peu prévoyante, qui donne trop d'étendue aux céréales et trop peu aux prairies. La terre est partout merveilleusement propre aux plantes fourragères, aux prairies artificielles et naturelles, partout à portée des innombrables cours d'eau qui peuvent être utilisés pour les irrigations. La pratique des prairies y est appelée pour ainsi dire par le climat, par la nature du sol et sa configuration. On lui demande au contraire des céréales en trop grande quantité; il est surmené par des cultures similaires épuisantes, par des céréales, toujours des céréales, dont le roulement perpétuel est interrompu de temps en temps par la pomme de terre. L'esprit savoyard résiste encore au procédé recommandé par tous les bons agronomes, qui consiste à transformer un champ en prairie pour augmenter les têtes de bétail et la charge d'engrais. La routine est cependant fortement ébranlée depuis quelques années par les sociétés d'agriculture fondées à Annecy et à

Chambéry, et surtout par l'exemple des agriculteurs intelligens, qui deviennent de jour en jour plus nombreux. La surface en prairies était déjà en 1852, suivant les statistiques sardes, de 230,000 hectares.

Le relief du pays, coupé de vallées profondes courant dans toutes les directions, offre d'admirables expositions aimées de la vigne, qui y grimpe à des hauteurs inconnues ailleurs. Dans la vallée supérieure de l'Isère, entre Moutiers et le bourg Saint-Maurice, elle s'élève jusqu'à 800 mètres. Le vignoble de Bellantre est, sauf erreur, le plus haut de l'Europe; mais c'est là un fait exceptionnel : l'élévation moyenne de la vigne se maintient dans les vallées de la Savoie entre 5 et 600 mètres. On peut la cultiver avec avantage dans beaucoup de vallées, malgré la proximité des neiges, par suite du phénomène bien connu de la réverbération solaire : les rayons du soleil, réfléchis contre les parois des rochers dominans, concentrent la chaleur sur les coteaux qu'elle occupe, et la température s'y élève à un degré que ne comporte ni le climat général du pays ni la latitude équatoriale. On compte plusieurs de ces expositions privilégiées où les vins acquièrent les qualités des grands crus de France. Tels sont les vins blancs d'Aïse, de Seyssel et de Frangy, abrités par le Môle et les hauteurs du Wuache, les vins rouges du bassin de Chambéry et de la vallée de l'Isère, les Monterminod, les Montmélian, les Cruet, les Arbins, les Saint-Jean-de-la-Porte, auxquels il ne manque guère que certains procédés de vinification pour les faire apprécier au loin.

La zone des vignes entoure la base de la montagne sur trois côtés, le levant, le midi et le couchant, mais seulement dans les vallées les plus profondes. Dès qu'on pénètre dans les vallées rapprochées de la grande chaîne des Alpes, elle ne réussit plus que dans les expositions du midi, protégées contre les vents du nord. La vigne s'étend sur une superficie de 14,000 hectares, dont la production, année moyenne, est de 50 hectolitres par hectare. On l'appelle vigne basse par opposition à la vigne haute, que l'on fait monter sur des érables et sur d'autres plantes, selon l'antique méthode décrite par Virgile. La vigne haute ou le *lutin*, comme l'appellent les gens du pays, encombre les cultures des plaines basses et des premiers plans inclinés de la vallée. Quand elle a jeté ses vigoureux sarmens, mariés aux branches de la plante qui la supporte, la plaine apparaît comme un vaste taillis de chênes découpés de rectangles de champs cultivés. Il faut que le sol ait une force de production extraordinaire pour porter à la fois les céréales, la vigne et ces forêts d'érables. L'opinion que ces divers produits ne se nuisent pas entre eux est assez répandue parmi les cultivateurs. On obtient encore des

vignes cultivées en butins 50,000 hectolitres d'un vin de qualité inférieure, qui ne se peut conserver longtemps.

Ainsi l'aspect change du sommet à la base, ainsi les zones de végétation se déroulent au regard étonné. La science s'est efforcée de pénétrer dans les causes de cette gradation pittoresque. Une montagne a été comparée à plusieurs degrés de latitude équatoriale superposés dans le court espace de sa hauteur. Chaque élévation de 78 à 85 mètres correspond en effet à un déplacement d'un degré vers le nord. Une élévation de 2,700 mètres, limite des neiges permanentes, reproduira donc tous les parallèles du globe terrestre compris entre le 71° et le 38° degré, c'est-à-dire entre la Laponie et le midi de la France, et, par une conséquence nécessaire, tous les climats intermédiaires et toutes les productions qui caractérisent ces climats. L'élément le plus appréciable d'un climat, c'est la température. La température est en raison inverse de l'altitude : elle s'abaisse à mesure qu'on s'élève. Il n'est pas un touriste gravissant nos montagnes qui n'ait senti les effets de cette loi; mais il est intéressant de l'étudier avec les instrumens de précision, car elle explique tous les phénomènes de végétation qui ont frappé nos regards.

Les Alpes ont été explorées dans tous les sens avec deux instrumens de précision dont l'un mesure la hauteur et l'autre la température, le baromètre et le thermomètre. L'étude de la flore venant en aide à l'hypsométrie et à la thermographie, on a pu tracer des régions végétales habitées par des sujets qu'on n'aperçoit plus ni au-dessus ni au-dessous, et qui ont servi de jalons pour construire une véritable géographie botanique. Une grande part de ce travail revient à la savante Genève. Les hommes studieux de cette ville se sont répandus dans nos montagnes depuis le milieu du siècle dernier; leur caravane patiente, conduite par le grand de Saussure, a révélé un monde nouveau à peine soupçonné auparavant, le monde des Alpes. A la suite des Genevois sont venus les explorateurs des autres pays, et entre ces derniers ceux que la Savoie a produits ne sont pas à dédaigner. MM. F. Dumont et G. Mortillet ont attaché leur nom à un même travail (1) où ils suivent cette loi de la dégradation de la température en raison de l'altitude. Aidés des données fournies sur le même sujet par les frères Schlaginweit, ils sont arrivés à fixer d'une manière assez exacte le rapport de la température avec l'altitude. La moyenne de l'abaissement du thermomètre centigrade a été trouvée d'un degré pour chaque élévation de 166 mètres dans le massif entier de Savoie; mais en l'abordant des plaines

(1) *Thermographie et Hypsométrie de la Savoie*, Chambéry 1853.

basses, de Bourg, de Grenoble ou de Turin, l'abaissement est plus rapide : de 200 à 600 mètres, il est d'un degré par chaque élévation de 116 mètres, et de 600 mètres jusqu'au sommet des montagnes le même abaissement n'a lieu que tous les 247 mètres. Le rapport entre la température et l'altitude n'est pas le même en hiver et en été : il faut monter en janvier 229 mètres et en juillet 142 seulement pour faire tomber le thermomètre d'un degré. L'explication de la différence est dans le fait qu'en été le fond de la vallée s'échauffe pendant que les hauteurs sont constamment rafraîchies, et qu'en hiver la température est plus uniformément basse dans la vallée et sur la montagne.

Avec la température, toutes les autres conditions météorologiques d'un climat, humidité, évaporation, densité de l'air, électricité, sont successivement modifiées en raison de l'altitude barométrique, et avec le climat se modifient aussi toutes les productions du sol : au sommet de la montagne, celles des plaines froides de la Laponie; sur le versant, celles des pays tempérés, et à la base, sur un sol constamment enrichi d'alluvions au détriment des hauteurs et exceptionnellement réchauffé par la concentration de la chaleur, des splendeurs de végétation qu'on est étonné de rencontrer si près de la région des neiges et des glaciers.

Dans les vallées étroites, le sol en plaine acquiert, sous l'action combinée de la chaleur et de l'humidité, la fertilité des terrains vierges; la végétation s'y développe avec une puissance qui rappelle les tropiques; d'énormes noyers abritent les villages, et des châtaigniers aux proportions gigantesques garnissent les premiers gradins de la montagne. Cette exubérance de vie contraste singulièrement avec l'aridité des sommets dénudés, percés d'affleurements de roches grises ou couverts de maigres pâturages et de forêts malades. Ce contraste est le résultat des forces de la nature et du travail inintelligent de l'homme. Chaque année, la région supérieure livre une partie de ses éléments à l'avalanche et au torrent qui les entraînent avec fracas, ou à l'action lente et insensible des vents violents qui mordent sans cesse les surfaces élevées. L'homme vient en aide à ces forces aveugles par le déboisement qui facilite le rapide écoulement des eaux, par les cultures qui leur préparent un sol tout ameubli, et le pied des animaux, en déchirant le tapis des pentes gazonnées, les dispose aux érosions pluviales.

Pour avoir une idée du mouvement des terres qui s'opère dans la région alpestre, il faut assister à l'étrange et bruyant spectacle que présentent les deux versans de la vallée pendant les pluies chaudes du printemps. L'hiver a chargé les sommets d'une couche de neige de plusieurs mètres d'épaisseur; les vents d'Afrique ont soufflé,

chassant des colonnes de vapeurs enlevées à la Méditerranée, qui se résolvent en pluies torrentielles en entrant dans la région froide des Alpes. Alors au calme imposant, à l'immobile rigidité des hauteurs pendant les jours d'hiver succèdent le bruit et le mouvement; les Alpes s'émeuvent sous la tiède haleine des vents du midi et de l'ouest; de chaque couloir de la montagne descend, se précipite un courant grossi ou formé subitement, impétueux, mugissant, roulant sa provision de terres, de graviers et de quartiers de rocher, et tous ces torrens sont recueillis au bas en un seul qui défie par son régime indomptable la science de l'ingénieur des ponts et chaussées. Si le couloir est formé de couches de schiste friable et d'argile, le torrent les corrode, des éboulemens se produisent, et les eaux, arrêtées un moment, grossissent derrière leur barrage, le surmontent bientôt et poussent dans la vallée une masse épaisse et noire qui arrive avec l'effrayante lenteur de la lave d'un volcan. Les vieillards d'Aiguebelle en Maurienne ont gardé le souvenir d'une de ces laves schisteuses qui a englouti l'église et le village de Randens. L'avalanche agit de même sur les terres. Il en est de deux sortes, l'une humide, l'autre sèche. L'avalanche humide, la plus dangereuse, emporte toute la couche de neige abondamment saturée d'eau de pluie, balaie les pentes et ne laisse que le roc nu sur son passage. L'avalanche sèche n'emporte que les neiges récentes, qui glissent sur les anciennes. Le plus léger accident, un cri, une détonation qui ébranle l'atmosphère, l'aile d'un corbeau qui frôle la surface de la neige, suffit à les déterminer l'une et l'autre. La neige commence à se mouvoir insensiblement, une fente horizontale se dessine à la pente la plus rapide, au point où la neige qui se meut se sépare de celle qui demeure immobile. Malheur au voyageur égaré en aval de cette ligne! Il est entraîné avec le sol qu'il foule; de vastes étendues s'ébranlent et pressent les neiges inférieures, qui moutonnent, s'arrondissent en vagues fumantes contre les plis du terrain, glissent toujours, même alors qu'elles rencontrent des surfaces parfaitement planes; enfin elles se précipitent par les chutes de la montagne avec un bruit sourd qui ébranle l'air et souvent détermine le même mouvement sur un autre point. Le voyageur a disparu, et son corps mutilé ne sera retrouvé qu'à la fonte des neiges, parmi les autres matériaux solides entraînés avec lui, les blocs énormes et les grandes pièces de la forêt déracinées et brisées comme des pailles.

Le mouvement des terres sous l'action de tous ces agens a été suivi d'un mouvement correspondant de la population, qui, elle aussi, est entraînée dans le bas de la vallée. La dépopulation progressive des communes élevées est un fait significatif établi par les savantes recherches de l'archevêque de Chambéry. Des 630 com-

munes de la Savoie, on connaît la hauteur barométrique de 511, prise au principal hameau : 53 sont situées entre 1,900 et 1,000 mètres, 168 entre 1,000 et 600, et 288 entre 600 et 200. Or en deux siècles, de 1650 à 1829, la population, loin d'avoir suivi le mouvement général qui l'a presque doublée, a diminué de 5 pour 100 dans les communes supérieures pendant qu'elle augmentait de 8 dans les moyennes et de 31 dans celles de la plaine. L'état du sol s'est ressenti de cette diminution progressive de la population des montagnes. Le cadastre de 1738, auquel travailla Jean-Jacques Rousseau, désigne des champs, des jardins et des maisons dans des localités où l'on n'en retrouve plus. La chaumière a disparu avec le jardin potager qui l'accompagnait, le buisson et le pâturage ont remplacé le champ d'avoine, et l'homme, qui avait commencé le mouvement par des cultures imprudentes et des déboisements, l'homme a suivi la terre, sa nourricière, entraînée dans la vallée. Le climat, rendu plus meurtrier par la disparition de la forêt protectrice, est aussi entré pour sa part dans l'expulsion de la population. Les maigres céréales, l'avoine, le seigle, et quelques légumineuses récoltées abondamment autrefois dans le haut pays y sont aujourd'hui compromises par les gelées de l'avant et de l'arrière-saison, et en plus d'un cas elles ont dû être abandonnées malgré la routine qui attache le paysan montagnard à ses anciens procédés agricoles.

II.

L'aspect du pays donne à comprendre quel doit être le genre de vie de la population agricole. Activité et dépense extraordinaire de forces physiques pendant que le sol est libre, repos et inertie pendant les longs hivers, voilà les deux côtés saillans de la vie dans la région alpestre. Plus bas, où le climat est moins sévère, le travail est plus également réparti sur l'année; mais le cultivateur n'a pas la même activité de corps et d'esprit. Cette différence est attribuée en partie à la pression atmosphérique sur le corps humain : elle diminue d'environ 250 kilogrammes pour chaque centaine de mètres d'élévation sur la surface du corps, évaluée à 1 mètre carré. La connaissance de cette loi physique, dont la science médicale a tiré des conséquences fécondes pour l'étude des maladies, n'est pas moins importante au point de vue du travail agricole. La pression de l'air étant moins forte sur le travailleur de la région élevée, il est plus libre dans ses mouvemens; mais, par une conséquence nécessaire, sa force est plus vite épuisée, et la fatigue le gagne plus rapidement que l'habitant des lieux inférieurs. De là ce travail excessif et cette excessive paresse du montagnard. Pendant la morte saison agricole,

qui dure souvent cinq mois, toute activité cesse dans les villages : près de la moitié de l'année est perdue pour la production. C'est alors que l'émigration coule abondamment des montagnes de la Savoie sur les autres pays, principalement sur la France, et se verse dans les dernières conditions de la domesticité et du travail. Chaque année, le courant emporte une partie de la population, non inférieure à 25,000 individus, et les ramène presque tous au printemps. Ce qui reste au hameau est condamné à l'oisiveté. Les industries locales qu'on trouve en Savoie, les travaux de paille dans le Chablais, l'horlogerie dans le Faucigny, les carrières, les mines, le commerce des bois et des grains un peu partout, n'occupent qu'un bien petit nombre de bras relativement à la population oisive. Les longues veillées de l'hiver se passent autour du poêle en gueuse ou dans les étables, disposées pour recevoir d'un côté le bétail et de l'autre la réunion de la famille. Au milieu est posée sur un socle de pierre la lampe antique, projetant sa lumière douteuse sur le cercle des femmes qui filent; plus loin, les hommes sont étendus sur la paille, causant, riant ou dormant, et à l'arrière-plan le bétail étonné, qui ouvre de grands yeux aux éclats de rire de la bruyante compagnie. La belle saison venue, tous ces bras inoccupés reprennent leur vigueur; l'activité, le travail, la lutte recommence, car sur ce sol inégal et tourmenté l'agriculture est une véritable lutte. Elle ne consiste pas seulement à faire les labours que réclame le sol en plaine; il faut le retenir lui-même sur la pente et le disputer aux agens continuellement à l'œuvre qui l'entraînent. Le travail des instrumens perfectionnés, des charrues qui fouillent profondément la terre, ne ferait qu'en activer le mouvement, parce qu'elle ne peut être tournée, quoi qu'on fasse, que dans le sens de la pente. Le champ serait bientôt dépouillé de sa couche arable, si elle n'était sans cesse remontée par la pratique pénible du transport. On a inventé pour cette opération des mécanismes ingénieux et variés, des fils de fer tendus qui supportent des paniers mouvans pleins de terre, ou bien des cordes qui s'enroulent autour d'un arbre cylindrique, en attirant au sommet du champ le tombereau lourdement chargé; mais ces inventions diverses exigent un effort d'esprit et des ressources matérielles au-dessus de la portée commune, et la force généralement employée est toujours celle du bras et des épaules du cultivateur. Il porte chaque année une partie du sol, et au bout d'un certain nombre d'années tout le sol cultivé en pente a passé sur les bras de la population agricole. C'est un spectacle qui ne manque pas de grandeur que celui de cette population suspendue aux versans des montagnes, énergique et active à ses heures, roulant le sol auquel elle arrache sa subsistance, luttant

contre la nature alpestre, le climat, le torrent et l'avalanche, et jetant, en dépit de tous les obstacles, ses audacieuses cultures jusqu'aux limites des éternels hivers.

Cette terre qui lui coûte tant de fatigues, le peuple de Savoie la recherche avidement et l'aime d'un amour exagéré, aveugle. Il la paie des prix insensés. Elle est d'un prix plus élevé en Savoie que dans les autres départemens, plus élevé en montagne qu'en plaine, quoiqu'ici la rente soit supérieure et la culture moins laborieuse. La raison en est simple : le commerce et l'industrie étant peu développés, les capitaux qui se forment dans le pays et ceux qui sont amenés des pays étrangers par une émigration périodique ne cherchent pas d'autre emploi que la terre, et comme l'émigration puise plus largement parmi la population des montagnes que parmi celle des plaines et y ramène plus d'argent, il est naturel que les prix soient plus élevés dans le haut pays. L'écart entre les prix a provoqué un curieux mouvement de la population : celle des vallées hautes s'est reportée sur les parties basses, attirée par des prix inférieurs et peut-être aussi par l'attrait puissant d'un climat moins sévère. Le mouvement a été sensible surtout de 1815 à 1848. Pendant cette période de paix générale, sous un gouvernement qui favorisait l'accroissement de la population par le système singulier des primes accordées aux familles nombreuses, elle avait élargi son champ de travail agricole, défriché les landes, resserré les torrens, reculé le front de la forêt, abattu la haie épaisse le long des chemins et des sentiers, et les cultures étaient montées jusqu'à la limite extrême de la force productive du sol. Celui qui chercherait dans le cadastre de 1738 la distribution actuelle du territoire entre les diverses productions courrait assurément grand danger de se tromper. C'est néanmoins sur ce cadastre qu'est encore assise aujourd'hui la contribution foncière de la Savoie; c'est sur cette base incertaine que le régime sarde a élevé ses surimpositions, et le régime français ses centimes généraux, facultatifs, ordinaires et extraordinaires. Les plaintes des contribuables après l'annexion trouvent dans cette incertitude sur la matière imposable leur excuse et leur explication; mais les opérations cadastrales qui se poursuivent en ce moment vont faire cesser bientôt l'incertitude. Elles auront sans doute à constater l'extension de la surface cultivée dans les montagnes. Le flot grossissant de la population s'arrêta enfin, et l'on comprit qu'il y avait quelque chose de mieux à faire que de gratter le sol ingrat des hauteurs. Les plus entreprenans vendirent leurs parcelles et en reportèrent le prix dans la région inférieure, où ils s'arrondirent des propriétés d'un meilleur rapport. Cependant le succès n'a pas toujours accompagné ces déplacemens agricoles. La

culture change de procédés en changeant de hauteur barométrique, de sol et de climat. Or l'innovation, le changement, difficile en tout pays, est en Savoie la grande épreuve de la vie agricole.

La persévérance, la ténacité dans les idées, les méthodes et les usages, sont en effet le trait distinctif du caractère. Aucun peuple n'est moins révolutionnaire en agriculture comme en politique; aucun ne souffre plus des changemens forcés qui ne sont pas la résultante naturelle du mouvement de ses idées. Endurci au travail et à la fatigue, assez fort pour porter le fardeau d'une agriculture écrasante, il est néanmoins d'une faiblesse extrême devant les événemens et les progrès qui l'obligent à quitter trop brusquement les anciennes voies et à chercher de nouvelles sources de production. Il se raidit alors, et ne veut avancer qu'en suivant sa propre impulsion. Doué d'une étonnante force de résistance, il endure, dans ces momens de transition économique ou politique, des souffrances qui se traduisent ordinairement par une diminution de la population proportionnelle à l'intensité du malaise éprouvé. Rien de plus instructif que l'application de cette règle aux divers écarts de la population depuis la première annexion française en 1792. Sortie alors de ses habitudes traditionnelles, elle tombe en dix ans de 441,091 à 406,136 habitans, Chambéry seul en perd 6,000, diminution d'autant plus significative qu'elle avait lieu dans le temps même d'une augmentation rapide de la population générale de la France. Après 1804, lorsqu'elle se fut remise des ébranlemens de l'annexion et de la révolution, elle reprit son mouvement ascensionnel, très lent pendant les grandes guerres de l'époque impériale, mais rapide à partir de 1815. En 1819, elle a déjà gagné 60,000 habitans sur 1804 malgré la perte de seize communes annexées au canton de Genève par le traité de Turin de 1816, et en 1848 l'augmentation est de 180,000, le tiers environ de la population, sans que l'émigration ait cessé d'en emporter le trop-plein sur la France, la Suisse et l'Italie; mais la situation politique et les conditions économiques subissent un changement radical en 1848. La Savoie passe sans préparation du régime de l'absolutisme pur aux larges libertés parlementaires octroyées par Charles-Albert, de la protection et de la prohibition au système du libre échange inauguré par le comte de Cavour. Ces sortes de transitions sont toujours difficiles et font fléchir le courage des peuples les plus entreprenans. La Savoie éprouva un malaise qui s'est encore traduit par un mouvement rétrograde de la population auquel l'annexion a donné une impulsion nouvelle. De 583,812 habitans en 1848, elle est tombée, dans le recensement français de 1861, à 543,535, perdant ainsi 40,000 habitans malgré l'arrivée de plus de 18,000 Français des autres départemens qui figurent déjà dans le nouveau recensement.

Mais si le Savoyard n'a pas cette agilité d'esprit qui lui fait retrouver promptement son chemin au milieu d'une situation nouvelle, il sait développer merveilleusement ses diverses qualités natives dans les champs d'activité qu'il a librement choisis et dans les travaux et les industries qui lui sont connus. Une industrie déjà ancienne, qui exige une grande habileté de main et une certaine aptitude pour les arts, l'horlogerie, s'est maintenue dans les hautes communes du bassin de l'Arve au milieu des circonstances les plus propres à la ruiner. Là, au revers des grands monts sur lesquels est assis le géant des Alpes, dans des chaumières suspendues sur l'abîme, le modeste atelier s'installait à peu de frais sous la direction d'un membre de la famille qui avait fait son éducation pratique en Suisse. Une fois introduite dans une maison, elle occupait tous les bras pendant l'hiver. Les membres de la nombreuse famille se rangeaient à la longue table, couverte d'outils, placée devant la fenêtre battue par la rafale de neige, et ils s'exerçaient sous la surveillance du plus habile à la fabrication des pièces de petite et de grosse horlogerie que les monteurs de Genève et de Neuchâtel mettaient ensuite en mouvement. Rarement l'atelier s'ouvrait aux apprentis ou aux ouvriers d'une autre famille, et, loin d'en disperser les membres, cette industrie les unissait par l'habitude du travail en commun. Prospère jusqu'en 1815, elle a traversé dès lors une période d'épreuves où elle aurait succombé sans cette ténacité du caractère savoyard. Le gouvernement restauré frappa de droits exorbitants l'entrée des matières premières qu'elle employait, et la sortie des pièces fabriquées fut entravée par une politique étroite, jalouse des rapports commerciaux avec Genève, politique renouvelée des temps où la maison de Savoie n'avait pas encore désespéré de mettre la main sur cette ville. Toutes ces entraves la firent décroître à ce point que des 1,900 ouvriers qu'elle occupait en 1807, elle n'en avait plus en 1847 que 600 travaillant à prix réduit, et plutôt par une vieille habitude que pour un salaire rémunérateur; mais elle se releva promptement sous l'impulsion libérale et réparatrice de Charles-Albert. Ce roi fonda au mois de juin 1848 une école d'horlogerie à Cluses, centre de ce petit mouvement industriel. Bonneville et Sallanches établirent des ateliers modèles qui étaient en même temps des écoles. On voulait rendre l'horlogerie du Faucigny indépendante de celle de la Suisse; pour cela, il fallait des ouvriers instruits, capables de produire non-seulement les pièces détachées, comme auparavant, mais les mouvemens entiers et chemins, la pièce finie. Il s'agissait de faire un nouveau pas dans une voie connue, de donner un nouveau développement à une industrie familière, et l'esprit public n'hésita pas à encourager ces efforts. La commune et la province vinrent en aide à l'état, et l'on

vit à Bonneville des particuliers, des hommes de loi que leur profession éloignait des travaux de l'industrie, s'asseoir sur les bancs de l'atelier, manier le burin et la lime pour encourager la population agricole à suivre leur exemple. Trois ans de cette généreuse initiative ont fait remonter l'horlogerie du Faucigny au point de prospérité de la fin de l'empire ; en 1851, elle occupait 1,200 ouvriers, et introduisait plus d'un million de francs par année dans des communes pauvres et déshéritées sous le rapport agricole.

L'esprit savoyard a montré non moins d'initiative dans un domaine plus ardu encore que celui de l'agriculture et de l'industrie : nous voulons parler de l'instruction publique. Nous avons lu dans une pièce officielle que la Savoie avait beaucoup à gagner sous ce rapport à son annexion à la France. L'avantage annoncé ne s'est pas réalisé quant au nombre des établissemens d'instruction secondaire et classique, car l'annexion n'en a conservé que trois, un lycée et deux collèges communaux, sur les quatorze que possédaient les sept provinces de la Savoie (1). Si l'on remonte à la fondation de ces nombreux collèges, ce n'est pas l'intervention et les fonds de l'état qu'on y trouve, mais les libéralités et les dons volontaires de quelque ami de l'instruction, et le plus souvent d'un Savoyard enrichi dans les pays étrangers. Ils étaient soutenus avant 1848 par des souscriptions, par des collectes d'argent et des dons en nature, quand ils ne pouvaient pas se soutenir eux-mêmes par les pensions des élèves. Chaque année, une collecte se faisait en automne dans le rayon de l'établissement. Ce trait rappelle les habitudes de la race anglo-saxonne et montre le caractère savoyard sous un côté intéressant. L'instruction classique a toujours joui en Savoie de la faveur exceptionnelle de l'opinion publique. Elle y avait atteint sous l'absolutisme un degré de développement qui contrastait singulièrement avec l'abaissement général du niveau de l'instruction première. Dans celle-ci, l'initiative individuelle s'est fait sentir aussi, mais à un degré bien inférieur.

Le gouvernement qui s'établit après la restauration des rois de Sardaigne a été justement qualifié d'obscurantiste. A ses yeux, les hommes qui s'occupaient d'instruction populaire étaient des révolutionnaires dangereux, soigneusement écartés des fonctions publiques, tracassés par la police, privés des fonctions sacerdotales, s'ils étaient prêtres. On se souvient encore à Turin de cet abbé lombard, devenu plus tard sénateur du royaume, qui fut suspendu *a divinis*

(1) Sur ces quatorze établissemens, il y avait en 1858 un collège national à Chambéry, organisé sur une base aussi large et avec un programme aussi étendu que les lycées français du premier degré, huit collèges royaux et cinq communaux, fréquentés par 859 élèves internes et par autant d'élèves externes.

à cause de son zèle pour l'instruction du peuple. En Savoie, les communes étaient systématiquement laissées sans écoles publiques, et en 1848, 504 communes sur 630 en étaient dépourvues. Devant cet abandon complet de l'autorité, les pères de famille se mirent à l'œuvre; ils formèrent de petites associations de hameaux pour payer un instituteur et monter une école privée. L'association s'organisait en dehors de l'autorité communale et paroissiale, en dehors du syndic et du curé. L'école s'installait pendant la saison d'hiver dans le premier local qui se présentait, dans la chambre la plus spacieuse du village, souvent dans l'étable, où la chaleur naturelle du bétail réchauffait les petites mains des élèves. Ces modestes associations se multiplièrent dans les cantons montagneux après 1830. La question de l'enseignement populaire était alors vivement débattue en France dans les chambres et dans la presse, et les émigrans qui chaque année se répandaient dans ce pays en rapportaient les idées et les préoccupations courantes, et entretenaient les conversations du hameau du récit des grandes choses qu'ils avaient vues et entendues, de ces milliers d'écoles que la loi de 1833 faisait surgir partout. Le mouvement français en faveur de l'instruction se communiqua ainsi aux montagnes de la Savoie, et donna naissance à ces modestes écoles privées. L'autorité locale n'en fut pas inquiétée, car elles dépassaient à peine la mesure d'une réunion de famille. Ce n'était pas une instruction bien élevée qu'y recevaient les enfans, l'instituteur, peu instruit lui-même, n'était pas capable de remplir un programme bien étendu; mais ils y apprenaient les premiers élémens de la lecture et de l'écriture. On a pu voir les fruits qu'elles avaient portés lorsqu'enfin les statistiques sont venues éclairer la situation de l'instruction populaire dans l'état sarde. La Savoie était placée avant toutes les autres provinces, et les cantons montagneux avant les cantons de la plaine. Dans les premiers, une moyenne de 80 enfans sur 100 savaient lire en 1845, et 40 seulement dans les seconds; dans les cantons intermédiaires, l'instruction baissait avec le degré d'altitude et avec la sévérité du climat. La mauvaise saison étant plus longue dans les montagnes et ces écoles n'étant ouvertes que pendant la mauvaise saison, elles exerçaient sur le niveau de l'instruction une action proportionnelle à leur durée, plus forte par conséquent dans les montagnes qu'au fond des vallées, où un climat plus propice tient dispersés les enfans jusque fort tard en automne et de bonne heure au printemps.

Ces efforts individuels, quelque intéressans qu'ils fussent comme manifestation de l'esprit national, n'étaient pourtant ni assez étendus ni assez soutenus. La grande œuvre de l'instruction populaire réclame l'intervention de l'état même à côté des plus vigoureuses

tentatives de l'individu. L'année 1848, qui fut pour tant d'autres peuples une année d'agitations stériles et de catastrophes, marqua dans le royaume sarde le point de départ d'un mouvement admirable, qui sera l'éternel honneur du régime parlementaire inauguré par la branche cadette de la maison de Savoie. Le gouvernement de Charles-Albert déploya dans l'étude et la conduite des questions relatives à l'enseignement du peuple une énergie et une bonne volonté qui ne peuvent se comparer qu'à celles du gouvernement du roi Louis-Philippe après la loi de 1833. Le recensement avait découvert en-deçà des monts 44 individus sur 100 qui ne savaient ni lire ni écrire, 65 en Piémont, 75 en Ligurie, 94 dans l'île de Sardaigne. On courut au plus pressé. Il fallait avant tout s'assurer des instituteurs éclairés, intelligents. On créa une école normale ambulante qui se transportait d'une province à l'autre. Elle arrivait en automne au chef-lieu pendant la vacance des écoles, et de tous les points de la province accouraient les instituteurs, redevenus élèves. A ces écoles temporaires et improvisées à la hâte succédèrent les véritables écoles normales, fondées sur le plan de celles de la Prusse, où le Piémont, qui ambitionnait en Italie le rôle que cette puissance joue en Allemagne, alla chercher souvent ses modèles d'organisation de l'enseignement primaire. En huit ans, plus de 1,000 instituteurs et institutrices en Savoie et 9,000 dans le reste de l'état sont sortis de ces diverses institutions avec un diplôme de capacité. Toutes les communes furent pourvues d'écoles publiques en sept ans, et le nombre des élèves des deux sexes en Savoie s'éleva de 37,025 en 1850 à 82,515 au mois de janvier 1858, chiffre qui donne 1 élève par 6 habitans, proportion qu'on ne rencontre que dans les pays les plus avancés, en Prusse et aux États-Unis d'Amérique.

C'est à l'occasion de ces généreux efforts pour élever le niveau de l'instruction primaire qu'a commencé à se dessiner en Savoie ce qu'on a plus tard appelé la « réaction cléricale, » coalition confuse des influences qui avaient régné depuis 1815; hobereaux, prêtres mécontents, petites individualités irritées contre le régime libre, qui d'ordinaire réduit chacun à sa valeur et à sa taille, sans principes politiques du reste et sans autre lien qu'une répugnance commune à subir les conséquences légitimes de la charte constitutionnelle. Le rôle que cette réaction a joué en Savoie remplit toute la période parlementaire. Elle essaya d'abord ses forces pour s'opposer à la sécularisation de l'enseignement, impérieusement réclamée par l'opinion publique au lendemain de 1848. Dès lors, sur toutes les questions que le progrès introduisait dans la discussion publique et au parlement, elle a combattu, elle a résisté, elle a soulevé des agita-

tions factices qui ont souvent touché de bien près à la révolte. L'Europe libérale a applaudi pendant douze ans au mouvement constitutionnel du Piémont; des pays les plus éloignés, les regards se tournaient avec sympathie vers ce petit état qui tenait haut le drapeau des libertés parlementaires, pendant qu'il était renversé presque partout ailleurs; mais en Savoie, dans les élémens réactionnaires que renferme ce pays, il a rencontré une résistance sans proportion avec le chiffre réel de la population et la valeur intellectuelle des opposans. La résistance a porté principalement sur la direction italienne imprimée à la politique sarde par le comte de Cavour. Un secret pressentiment avertissait la réaction savoyarde que cette direction irait frapper tôt ou tard sur la papauté temporelle, et elle s'agitait à chaque mesure législative dont le résultat était de grandir le Piémont dans les sympathies de l'Italie et de l'Europe libérale. Ainsi les lois qui ont successivement aboli les juridictions ecclésiastiques, les majorats, les mainmortes et les couvens, celles qui ont abaissé les barrières des douanes et fait entrer le libre échange dans la législation financière ont trouvé une opposition plus forte encore qu'au-delà des monts, et la députation de Savoie au parlement s'est montrée presque toujours unanime à les repousser par ses votes. L'histoire parlementaire de l'état sarde enregistrera avec étonnement ce fait singulier, constaté par le relevé des votes de la chambre, à savoir que, dans la minorité des trente ou trente-cinq membres qui ont combattu le système politique et financier du comte de Cavour pendant dix ans, la Savoie en a fourni constamment de dix-huit à vingt, c'est-à-dire près des deux tiers, quoiqu'elle ne formât que la neuvième partie de la population du royaume, et que ses députés ne fussent qu'au nombre de vingt-deux.

Diverses circonstances, dont il faut tenir compte, ont permis à la réaction d'organiser ses forces en Savoie et de neutraliser celles de l'opinion libérale. Par le cens électoral politique, plus abaissé de moitié en Savoie qu'en Piémont, elle a plongé plus avant dans les masses ignorantes, qu'elle poussait au scrutin sous la pression religieuse. Il y avait aussi en Savoie un clergé plus instruit, plus digne et plus moral qu'en Italie, enrôlé presque tout entier sous le drapeau réactionnaire, exerçant une influence en rapport avec sa valeur intellectuelle et son autorité morale. Il s'y trouvait une noblesse nombreuse représentée par des noms entourés d'une popularité méritée, et entraînant dans la résistance tous les mécontentemens et toutes les vanités froissées des autres classes. Enfin il faut bien rappeler les ménagemens mêmes du comte de Cavour et ses attentions délicates jusqu'à l'excès pour le parti qui combattait sa politique (1).

(1) Il est difficile d'expliquer ces ménagemens autrement que par la supposition que

Il ne faudrait donc pas s'exagérer l'importance de la réaction dont nous venons d'indiquer la cause, et en conclure que l'esprit savoyard est complètement fermé aux idées de progrès et de liberté. La Savoie a exercé sa force de résistance avec une remarquable énergie contre l'absolutisme du gouvernement sarde de 1815 à 1848. Pendant cette longue période, les rôles sont changés : c'est de la Savoie que part le mouvement d'opposition aux vieilles doctrines gouvernementales restaurées avec la royauté. Celles-ci n'y furent pas acceptées avec la même résignation que dans les provinces au-delà des Alpes. On faisait le vide autour du fonctionnaire, on le mettait en chanson, il était le but obligé des bons mots qui couraient la ville et la province, on l'enveloppait d'une insurrection de ridicule où l'esprit savoyard perdait sa gravité en la faisant perdre à celui qui en était l'objet. L'opposition du ridicule fut suivie d'un mouvement plus sérieux. Après 1830, la France devint le foyer d'une propagande libérale à laquelle la Savoie ne pouvait demeurer étrangère; mais les idées qu'elle reçut alors prirent une fausse direction et s'égarèrent dans les *ventes* de carbonari et les conspirations organisées par Mazzini, qui commençait dès cette époque sa carrière d'agitateur. Il n'existait point de presse locale pour les élaborer et les appliquer à la situation particulière du pays, et les hommes capables d'agir sur le courant libéral avaient émigré en France. Mazzini recruta de nombreux adeptes parmi la jeunesse des collèges, sans expérience, sans principes politiques arrêtés, mais agitée par de confuses aspirations vers la liberté. Le mécontentement, la désaffection, l'esprit d'opposition, partout visibles, lui firent croire que la Savoie pouvait devenir une excellente base pour les opérations révolutionnaires qu'il méditait en Italie. Il se fit illusion sur la trempe du caractère savoyard, d'une force incroyable de résistance, mais peu porté à l'action, et cette illusion funeste coûta cher : après

la réaction de la Savoie entraînait dans les prévisions de sa politique à l'égard de l'Italie. Il n'est pas impossible qu'au contact de cet élément réfractaire l'idée de la séparation ait jailli dans l'esprit du comte de Cavour bien longtemps avant qu'elle éclatât dans les faits. Plusieurs fois il a décoché sur la Savoie, qu'il appelait *l'Irlande du Piémont*, ces bons mots acérés qui lui étaient familiers; mais il se gardait bien de décourager l'opposition par des mesures efficaces en lui ôtant la direction du pays. Ne se préparait-il pas ainsi l'instrument qui allait trancher des liens séculaires et jeter la Savoie dans les bras de la France? Quoi qu'il en soit, ce sont les hommes hostiles à sa politique italienne qui ont fait l'annexion en tant que cet événement a dépendu d'une cause locale. Elle a été le contre-coup naturel du mouvement opposé à celui du Piémont. Il n'y aurait pas d'erreur plus funeste à la bonne conduite de l'administration sous laquelle la Savoie est désormais placée que de croire ce mouvement sympathique à la France parce qu'il a été hostile au Piémont, car les hommes qui l'ont dirigé appartiennent tous, à fort peu d'exceptions près, au parti qui avait jusque-là combattu la France et les idées françaises.

la malheureuse expédition de 1834, les meilleurs citoyens s'exilèrent; les sentences de la justice ordinaire et du conseil de guerre établi à Chambéry portèrent la désolation, les confiscations et la mort dans un grand nombre de familles, et l'odieuse institution du commandant militaire redoubla ses rigueurs malfaisantes et stupides.

L'opposition dans laquelle la Savoie s'est retranchée à deux époques et contre deux régimes si différens n'est pas un accident isolé dans son histoire. La Savoie résiste depuis trois siècles aux élémens du dehors qui tendent à l'absorber. Contre toutes les pressions extérieures, elle réagit à sa manière, à la manière des faibles contre les forts, en se faisant petite, en se renfermant dans ses idées, ses souvenirs, ses traditions. Souvent on a cru qu'elle avait cédé à l'action étrangère, que sa vie s'était mêlée définitivement à celle de ses voisins, qu'elle était devenue suisse, française ou piémontaise; mais aussitôt que la pression s'est retirée, elle a repris avec une étonnante élasticité sa forme première, sa vie propre et les principaux traits de son caractère. Trop faible pour prendre l'initiative de ses destinées, elle s'est habituée à les subir, à passer d'une domination à l'autre, à rouler périodiquement de la France au Piémont et du Piémont à la France. A ces frottemens alternatifs, elle a perdu ce qui est extérieur en elle, les angles saillans de sa physionomie morale se sont usés; mais sous ces dehors effacés se cache une existence très personnelle et très vivace, déjà vieille de huit siècles, douée d'une puissante faculté de mémoire, se rappelant son glorieux passé, continuellement ramenée à ses souvenirs et à ses affections séculaires par la présence au-delà des monts d'une maison illustre sortie de ses entrailles, et qui porte haut son nom dans le monde. Il ne serait pas d'une politique prévoyante d'appliquer à la Savoie le mot de Metternich sur l'Italie, de la considérer comme une simple expression géographique, et de la faire entrer sans ménagemens dans la grande unité française au même titre qu'une portion quelconque de territoire. Les anciennes autonomies locales dont la France se compose n'ont pas été fondues en un jour, et parmi toutes celles qui ont été mises successivement au creuset de la grande nation, il n'en est peut-être pas une qui soit d'une nature plus réfractaire que la Savoie. Il est à craindre même que la précipitation avec laquelle on a procédé à l'assimilation de la Savoie à la France n'ait eu pour conséquence de la rejeter dans son rôle traditionnel de résistance passive. Trop d'indices trahissent dans l'esprit public ce fâcheux résultat : l'initiative du pays se retire devant une administration toute-puissante, dont les efforts, les mesures les plus utiles sont accueillis par une disposition frondeuse de l'opinion, qui,

ne pouvant s'épancher dans la vie publique, anime parfois les relations de la vie privée comme au temps du despotisme piémontais. Nous ne connaissons qu'une voie praticable pour sortir de cette situation fausse qui arrête les sympathies et l'assimilation morale : c'est l'élargissement des libertés publiques et la décentralisation. La Savoie est encore plus intéressée que les autres parties de la France au couronnement complet de l'édifice. Les travaux publics, les améliorations matérielles, ne peuvent lui faire oublier le régime parlementaire qu'elle vient de quitter pour se donner à la France. Elle s'était habituée au progrès dans la liberté. Le progrès qui s'accomplit dans cette condition n'est ni aussi rapide ni aussi éclatant que celui qui s'accomplit sous la forte impulsion d'un grand gouvernement; mais il a l'immense avantage d'économiser les forces, d'exercer l'activité de chacun, d'élever le niveau du bien-être moral en même temps que celui du bien-être matériel. La Savoie avait marché dans cette voie pendant les douze ans du régime libre : les individus, les communes, les provinces et les divisions, déchargés d'une tutelle gouvernementale trop lourde, s'étaient mus lentement, il est vrai, et avec des ressources très restreintes; cependant la Savoie n'était pas, au moment de l'annexion, si dépourvue d'entreprises particulières et d'améliorations publiques qu'on a bien voulu le faire croire à la France et à l'Europe. Une simple comparaison de chiffres montre le développement de l'esprit d'entreprise industrielle pendant la période libérale : le capital des sociétés anonymes en commandite, qui n'avait été que de 1 million 1/2 de 1828 à 1848, s'est élevé à 110 millions de 1848 à 1858. Il y a dans ce rapprochement de chiffres toute une révélation sur les aptitudes de l'esprit savoyard : la liberté le sollicite au mouvement, tandis que la contrainte et la règle le rejettent dans l'immobilité et l'inertie. Ainsi à la question politique se rattache celle du progrès économique de la Savoie. Ses grandes ressources agricoles et ses richesses minérales, dont il reste à indiquer les principaux gisements, n'atteindront toute leur valeur que par l'activité et l'intelligence des Savoyards eux-mêmes et sous un gouvernement qui saura laisser plus d'espace et d'air aux initiatives individuelles et locales.

III.

Dans ce sol, dont le relief présente à l'observateur tant d'accidens curieux, la nature a élaboré, aux époques de ses grandes crises, des minéraux précieux ou utiles, l'argent, le fer, le cuivre, le plomb, les combustibles, les marbres variés et les schistes ardoisiers, qui ont tenté l'industrie de l'homme presque autant que les productions

de la surface. L'histoire d'une grande révolution géologique est écrite en caractères ineffaçables sur toute la charpente des montagnes savoisiennes. Les couches sont rarement disposées d'après les lois de la statique des corps; au lieu d'une stratification horizontale, elles sont partout ployées, tordues, brisées ou relevées à tous les degrés de l'angle par une force agissant du centre sur la circonférence; sur plusieurs points, elles sont percées d'ouvertures qui ont livré passage à des roches plus anciennes, sans traces de pétrification, formées d'éléments vitrifiés dont les molécules, groupées régulièrement par le refroidissement lent d'une matière en fusion, révèlent la nature de la force qui a produit tous ces bouleversemens et donné à la Savoie son relief actuel.

L'imagination, dirigée par la science, peut se retracer jusqu'à un certain point l'immense déchirement de la croûte terrestre soulevée par le feu central. Suivant une théorie à laquelle le génie de Humboldt a donné les caractères de la vérité scientifique démontrée, le globe terrestre fut à l'origine une masse en fusion, un vaste océan de feu qui tenait tous les corps en liquéfaction. La surface se refroidit par le rayonnement de la chaleur dans l'espace, elle se durcit, une pellicule se forma, souvent agitée, souvent brisée par les émotions volcaniques du liquide; enfin, la croûte ayant pris de la consistance à la suite d'un grand nombre de siècles, les vapeurs se condensèrent, et les mers primitives apparurent, inondations étranges qui ont reçu différens noms dans la science géologique. Elles ne portent pas d'abord d'êtres vivans à cause de leur température trop élevée; mais, la chaleur ayant encore baissé, la vie s'y développe, et dans les couches qu'elles ont déposées apparaît toute une population animale pétrifiée. Les mouvemens du sol, sans cesse agité par le feu intérieur, chassaient les mers vers d'autres contrées, et les espaces émergés étaient aussitôt envahis par des végétations colossales dont les détritits ont formé d'immenses dépôts de houille et d'anthracite. Le sol de la Savoie a été un de ces espaces les plus anciennement émergés; il s'élevait déjà au-dessus des mers primitives quand le sol de l'Europe était encore sous l'eau. Le naturaliste déjà cité, M. G. Mortillet, en constatant la présence ou l'absence des couches déposées par quelques-unes de ces mers, a tracé une géographie curieuse de la Savoie avant l'homme, où l'on voit le sol de la vieille Allobrogie sortir du sein des océans tumultueux des premiers âges. Ce fait, qui ne semble d'abord intéresser que la science pure, a eu des conséquences désastreuses pour l'industrie. Le sol s'étant exhaussé à une époque où la chaleur intérieure était encore très élevée, le terrain carbonifère a été soumis à une action chimique et mécanique analogue à celle qui transforme la houille en coke dans

nos usines à gaz. Quoique les végétations qui s'emparèrent du sol émergé appartiennent toutes à la flore qui a formé les grands dépôts houillers de l'Angleterre et du continent, il n'existe pas néanmoins de houille proprement dite en Savoie, mais seulement des anthracites, sortes de houilles distillées, brûlant sans flamme et privées d'une grande partie de leur valeur comme combustibles. Ce serait donc bien en vain que l'industrie espérerait trouver de la houille en Savoie; elle n'y découvrira que de l'anthracite, qui forme des couches d'une puissance extraordinaire dans la chaîne centrale des Alpes.

Les forces intérieures ne se sont pas laissées enfermer dans les couches multipliées de l'enveloppe terrestre sans s'agiter encore contre les murs de leur prison. Vers la fin de l'époque appelée dévonienne, l'océan de feu s'est courroucé une dernière fois, et les gaz dégagés par ses mouvemens ont bouleversé l'ordre des couches accumulées pendant les époques précédentes. La secousse a dû être d'autant plus violente qu'elles avaient acquis plus de consistance. Les terrains les plus bas et les plus anciens ont déchiré les supérieurs et les récents, et ont formé les nombreux massifs de protogine de la Savoie. Le Mont-Blanc, le plus grand de tous, paraît avoir été le point où la pression a été la plus forte; sa masse énorme, sortant des entrailles de la terre, s'est soulevée à une hauteur de 4,810 mètres au-dessus du niveau des mers actuelles, et sur ses flancs on observe encore les lambeaux des couches sédimentaires qu'il a emportés dans les airs.

Il est important, au point de vue de la minéralogie pratique, de reconnaître ces massifs de protogine, car ils forment autant de régions métallifères dont les limites sont marquées par la force d'émission des roches éruptives. Le premier de ces massifs et le plus vaste est le Mont-Blanc. Ses épaves ont pénétré la masse des rochers sur lesquels il est assis. Les minéraux sont abondamment disséminés dans cette région : le plomb sulfuré argentifère dans les montagnes de Saint-Gervais-les-Bains, de Contamines et de Chamonix; le fer hydraté, le cuivre jaune, l'antimoine et l'arsenic dans celles de Servoz et de Sixt. Ces diverses substances métalliques, répandues sur des filons puissans, mais d'un accès difficile, ont donné lieu à de nombreuses exploitations, la plupart infructueuses.

Un second massif descend sur l'ancienne province de la Haute-Savoie, aujourd'hui l'arrondissement d'Albertville, se dirige au sud-ouest, coupe la Maurienne entre les stations du chemin de fer d'Aiguebelle et de la Chambre, et va heurter les hautes montagnes du département de l'Isère. Ce massif, d'un développement d'environ 80 kilomètres de long sur 15 de large, est un vaste cabinet minéralogique où l'on trouve la collection de tous les minéraux de la

Savoie. La partie supérieure, comprise entre le nouveau département de la Haute-Savoie et la vallée de l'Arc, est fertile en cuivre avec ou sans mélange d'argent et en plomb toujours argentifère : à Saint-Ferréol le cuivre pyriteux, à Saint-Maxime-de-Beaufort et aux Rognots le cuivre gris argentifère, à Saint-Paul, au Villard et Argentine le plomb sulfuré argentifère. Dans la partie inférieure, entre l'Arc et l'Isère, c'est le fer spathique qui domine. Là s'élève la montagne des Hurtières, traversée par un filon-couche de 4 à 12 mètres de puissance, sur lequel sont dirigées les plus importantes exploitations de la Savoie. On rencontre dans la même région du massif des filons secondaires, également de fer spathique, et des filons de fer oligiste, moins apprécié que le premier, mais d'un plus fort rendement à la fusion. Tous ces gisemens, rapprochés de celui des Hurtières, constituent le quatrième groupe de mines aciéreuses de l'Europe.

En remontant la vallée de l'Arc jusqu'à la hauteur du tunnel projeté des Alpes, on entre dans un nouveau district métallifère. La constitution problématique de cette partie des Alpes a mis à la torture pendant cinquante ans l'esprit des géologues de tous les pays. Cette zone, que l'on a enfin reconnue anthracifère, commence à la frontière de France, au Mont-Thabor, entre dans l'axe des Alpes précisément au point que va traverser le tunnel, et s'avance jusqu'au petit Saint-Bernard, d'où elle pénètre dans la province piémontaise d'Aoste. Elle est criblée sur tout son parcours de roches éjectives qui ont coulé sur les deux versans. Au-dessus de Modane, à une hauteur de 2 à 3,000 mètres, les substances métalliques apportées par ces roches forment le district dont nous parlons. Quatre filons de fer spathique à grandes écailles pénètrent dans la paroi des Alpes. Le minerai rend au fourneau de 40 à 45 pour 100 de fonte, rendement aussi élevé que celui des Hurtières; mais la présence du manganèse en plus forte proportion rend la fonte cassante, et la baryte, qui joue un si mauvais rôle dans le traitement du minerai, s'y trouve aussi en plus grande quantité. Les industriels cherchent le moyen de délivrer le minerai de ces deux substances, surtout de la dernière, dont les effets sont le plus nuisibles, et, s'ils y parviennent, le district de Modane, qui est relié à celui des Hurtières par le chemin de fer Victor-Emmanuel, ajoutera une nouvelle importance au groupe des mines aciéreuses de la Maurienne. Le fer est accompagné de pyrites cuivreuses et de gisemens de plomb argentifère sur lesquels sont dirigées les anciennes galeries attribuées à l'époque sarrazine des mines.

Sur le même prolongement de la zone anthracifère sont situées les mines de Macôt et de Pesey. Elles forment le district du plomb

et de l'argent le plus important de la Savoie. Le gisement de Macôt atteint 26 mètres de puissance, et ne descend pas au-dessous de 8 mètres. On ne connaît pas en Europe de gisement plus riche. Le minerai donne environ 230 grammes d'argent sur 100 kilogrammes de plomb. Celui de Pesey est de la même teneur; mais l'épaisseur du filon est bien inférieure.

Le cuivre ne forme pas de district spécial en Savoie. Il se trouve généralement associé aux autres minéraux, au fer, au plomb, à l'argent. Dans la grande couche ferrifère des Hurtières, il apparaît en rognons semblables à des corps parasites assez rapprochés les uns des autres vers la sommité de la montagne pour constituer de véritables filons soudés à ceux du fer. L'activité des Romains s'était portée sur ce métal, autrefois fort recherché, et les filons où il était seul ou associé en grande quantité sont épuisés pour la plupart. Il est permis toutefois d'espérer que les nombreuses traces signalées conduiront à la découverte de nouveaux gisements inconnus des anciens. Une indication propre à diriger les recherches, c'est que le cuivre se trouve principalement sur le serpentinite, espèce de roche éjective venue la dernière, qui a labouré de ses filons la chaîne des Alpes. La grande éruption serpentiniteuse a coulé sur le versant italien, dans la vallée d'Aoste, où sont situées les mines de cuivre qui furent exploitées par les Romains.

Le massif de Savoie renferme d'autres minéraux d'un ordre inférieur, mais non moins utiles que ceux dont je viens d'indiquer la distribution : ce sont les marbres, les calcaires asphaltiques, les carrières d'ardoises, les anthracites, les lignites et les tourbes. Comme les premiers, ils ont leurs régions géologiques : le lignite, résidu d'antiques forêts mortes sur place, et la tourbe, produit analogue de la décomposition de végétations inférieures, se rencontrent principalement dans les bas-fonds envahis par le marécage; les anthracites sont au contraire concentrés dans les parties élevées, au nord-est, dans la Tarentaise et la Haute-Maurienne : ils y forment de vastes gisements qui ont été à peine effleurés jusqu'à ce jour pour les besoins fort restreints de la localité. Les terrains ardoisiers sont très étendus aux abords des massifs de protogine; on en retire sur plusieurs points des ardoises d'une qualité supérieure, qui peuvent résister pendant des siècles aux intempéries du rude climat de la Savoie. Les gisements du calcaire produisant l'asphalte sont distribués dans les terrains de sédiment qui touchent au département de l'Ain, le long du Rhône, des Usse, du Fier et du Chéran. Ils étaient naguère l'objet d'une exploitation assez suivie : on ne comptait pas moins de quatorze concessions délivrées par l'administration sarde; mais toutes ces exploitations sont abandonnées depuis qu'elles sont

tombées entre les mains d'une grande compagnie parisienne qui a trouvé son avantage à les délaissier, pour porter toute son activité sur les gisemens plus abondans de la rive française du Rhône et sur quelques carrières à ciel ouvert du canton de Neuchâtel. Enfin les marbres peuvent être comptés parmi les richesses du sous-sol : une collection de trente-cinq échantillons de marbres de la Savoie a figuré à l'exposition universelle de Paris en 1855; elle y fut remarquée et obtint une mention honorable. Quelques-uns sont connus sous le nom de *brèches*; ce sont des calcaires plus ou moins durs, à fond jaune, gris ou violet, et sur ce fond se détachent les couleurs les plus variées. Les brèches de Vimines, près de Chambéry, et celles de Villette, en Tarentaise, ont acquis un certain renom en dehors du pays. Dans cette catégorie de marbres, on peut ranger le jaspe rouge de Saint-Gervais-les-Bains, en Faucigny (1). Il est à désirer que les diverses substances minérales qu'on vient d'énumérer rencontrent enfin des exploitations intelligentes et solidement assises qui leur donnent leur véritable valeur.

Maintenant que nous savons dans quelles régions du massif de Savoie les principaux minéraux sont disséminés, il faut assister au spectacle de la lutte industrielle contre les parois des rochers qui les recèlent. De vastes excavations sont pratiquées sous les montagnes. En parcourant, la lampe du mineur à la main, ces monumens de l'architecture souterraine, la pensée se porte sur les ouvriers qui y ont travaillé, sur les procédés et les instrumens employés dans l'art des mines aux différentes époques de l'histoire, sur les minéraux extraits et les usages divers auxquels on les destinait. Ici le Romain a conduit sa large galerie à l'aide du feu de flamme vive appliqué contre la roche rebelle; après l'avoir rendue plus traitable par ce procédé, qui rappelle celui que Tite-Live prête à Annibal pour frayer à ses troupes un passage à travers les Alpes, il l'attaquait avec la pique et des coins de fer enfoncés dans les entailles creusées autour du bloc. Dans les entrailles de la terre comme à la surface, il fallait de l'espace et du vide au conquérant du monde. Il en avait besoin pour le dégagement de la fumée des feux et pour les

(1) La spéculation industrielle s'est portée dernièrement sur ce gisement, connu depuis longtemps; on a eu la pensée d'en tirer les matériaux de construction de l'Opéra de Paris. Je ne voudrais pas décourager le projet; mais il faut dire la difficulté qui s'oppose à la mise en œuvre de ce magnifique minéral, digne d'être admiré des habitans de la capitale. Il est formé d'une pâte talqueuse assez tendre dans laquelle sont empâtés le jaspe, la calcédoine diaphane et d'autres substances très dures. La scie et les divers instrumens de polissage ne peuvent mordre que très difficilement sur ces élémens de consistance inégale. On parle néanmoins d'un procédé nouveau, dû à un paysan de la localité, et c'est sur ce procédé encore inconnu que sont fondées les espérances de la spéculation industrielle.

mouvemens de l'armée des peuples vaincus qu'il condamnait au travail forcé des mines. Il suppléait à l'insuffisance des inventions mécaniques par la multiplicité des bras. Les matériaux extraits passaient de main en main par la longue chaîne des travailleurs échelonnés dans la galerie; les eaux qui envahissaient la mine étaient pompées par la vis d'Archimède et reçues dans des baquets transmis de la même manière jusqu'à la sortie. Pline cite une mine en Espagne où cinq mille ouvriers formaient ainsi continuellement une sorte de rivière vivante.

Ces procédés romains ont été reconnus dans les deux grandes excavations du Labyrinthe et de Saint-Marcel, au nord-est du massif, dans la vallée d'Aoste. Les moines du petit Saint-Bernard, devenus industriels comme beaucoup d'autres congrégations religieuses, découvrirent la première au commencement du XVIII^e siècle, en exploitant un filon de cuivre pyriteux qui les conduisit sur celui des Romains. La seconde fut rouverte à la même époque par une avalanche qui corroda le flanc de la montagne. Un ingénieur piémontais put observer les proportions grandioses de ces monumens souterrains, dont il a laissé une vive description dans les *Mémoires de l'Académie des Sciences de Turin*. La galerie s'avance, d'après un plan géométrique, en tournant autour d'énormes piliers massifs disposés régulièrement en quinconce. Cette distribution intérieure donne à l'excavation l'aspect des temples gigantesques que les peuples primitifs de l'Inde creusaient sous les montagnes en l'honneur de leurs étranges divinités. L'une de ces mines est encore ouverte aujourd'hui et attire les étrangers qui fréquentent les bains de Courmayeur; l'autre ayant été reprise en 1750 par une compagnie piémontaise qui attaqua imprudemment les piliers contenant du minerai, la voûte céda, et le sommet de la montagne s'écroula dans la caverne avec un fracas effroyable qui a gravé l'accident dans la mémoire des habitans de la vallée.

A la période romaine de l'histoire des mines de Savoie se rattache un événement considérable qui mit fin à l'indépendance des peuples des deux versans des Alpes. Les Salasses, anciens habitans de la vallée d'Aoste, se livraient, bien avant la conquête romaine, à l'exploitation des richesses minérales. Ils avaient coutume d'employer pour le lavage des minerais les eaux de la Doire, qu'ils détournaient par des tranchées si nombreuses que le courant principal était souvent mis à sec, dit Strabon (1). De là des querelles fréquentes, de petites guerres entre les montagnards adonnés au travail des mines et les agriculteurs de la région inférieure, qui, eux aussi, emprun-

(1) *Géographie*, t. I^{er}, liv. iv.

taient les eaux de la Doire pour l'irrigation de leurs champs, selon la méthode encore en usage aujourd'hui. Les uns et les autres eurent bientôt à se repentir de n'avoir pas lavé leurs minerais et arrosé leurs champs en famille. Les Romains, établis au débouché de la vallée, à Ivrée, où ils avaient une colonie, intervinrent dans ces querelles, refoulèrent les Salasses, et d'avidés entrepreneurs, accourus sur les pas des légions, s'emparèrent des mines comme des champs. Les montagnards défendirent longtemps leur indépendance et leurs biens. Retranchés dans ces défilés où la maison de Savoie trouva le berceau de sa fortune, ils y accablèrent l'ennemi sous des avalanches de blocs de rochers. L'armée de Décius Brutus, celle de Messala Corvinus durent payer tribut. Comprenant alors l'importance de ces passages pour la conservation de ses conquêtes dans les Gaules, Rome tenta un effort suprême contre les Salasses l'an 18 avant l'ère chrétienne. Térentius Varron, général d'Auguste, s'établit, avec trois légions formées à la guerre des montagnes, dans un camp retranché, devenu plus tard la cité d'Aoste ou d'Augusta. De cette base d'opérations, qui s'appuyait elle-même sur la colonie d'Ivrée, il lança ses légions contre les montagnards et leurs alliés du versant opposé, qui furent vaincus et vendus à l'encan. Les Centrons, qui occupaient le versant occidental depuis le petit Saint-Bernard jusqu'à Albertville, subirent le même sort, et leurs mines passèrent aux Romains. Un favori de l'empereur eut les mines de cuivre que Pline place dans les Alpes centroniques, et qui ne peuvent être que celles de Macôt en Tarentaise, où l'on a en effet découvert d'anciennes galeries sur un filon de cuivre. Le naturaliste latin appelle ce cuivre *sallustien*, du nom même du propriétaire. Le favori ainsi récompensé serait donc l'historien des guerres numidiques, Salluste, ce courtisan lettré qui s'efforça de couvrir des formes austères du langage de la vieille Rome son servilisme devant le rusé dominateur de la république romaine.

Les exploitations des Romains sont, nous l'avons dit, presque toutes dirigées sur le cuivre. Dans la mine de Macôt, deux galeries, découvertes en 1828, coupent à angle droit le filon de plomb argentifère sans s'y arrêter. On ne s'est pas expliqué d'abord la destination de ces travaux, qui ne tenaient nul compte de l'argent et du plomb, aujourd'hui la véritable richesse de Macôt; mais l'explication de cette singularité a été fournie en 1861 par la découverte d'un filon de cuivre que ces galeries atteignent à une grande profondeur. Cette préférence des Romains pour le cuivre s'explique aussi par l'immense consommation qu'ils en faisaient. Il entrait simple ou composé dans les instrumens d'agriculture, les équipemens militaires, les constructions de la marine, dans l'ornementation des temples

et des autres édifices publics. Avec le progrès du luxe et de l'opulence privée, il entra dans les usages domestiques, la fabrication des meubles, des seuils et des portes des maisons. La statuaire surtout l'employait en quantités énormes. L'airain des statues se composait, selon Pline, de 88 parties de cuivre et de 12 d'étain, de zinc, de plomb ou d'argent; on variait la proportion et les composés suivant le degré de dureté qu'on voulait obtenir (1). La production du cuivre devait fournir à cette immense consommation. Les besoins de la vanité sont impérieux; il n'est pas nécessaire de remonter jusqu'à l'antiquité romaine pour s'en convaincre. On peut expliquer par les exigences de la demande la guerre de Rome contre les peuplades des deux versans des Alpes, dont les mines de cuivre formaient, après l'île de Chypre et l'Espagne, le groupe le plus important qui ait été connu des anciens. Cette vue du reste est conforme au récit de Strabon, et s'accorde avec les habitudes connues de la populace romaine. Les besoins matériels dictèrent souvent la politique des empereurs, et bien des guerres qu'on a attribuées à des idées, à des pensées élevées, n'ont eu en réalité pour mobiles que des appétits inférieurs, qui avaient seuls le privilège de se faire entendre et d'être écoutés au milieu du silence de la liberté.

Après les Romains, l'industrie minière dans les Alpes a passé par une période très obscure, à laquelle néanmoins la tradition populaire rapporte les anciens travaux du district de Modane : c'est la période sarrasine. Les Sarrasins ont envahi deux fois la Savoie. Après la victoire remportée sur eux par Charles-Martel aux champs de Poitiers, vers l'an 740, une de leurs bandes, chassée de la plaine, chercha un refuge dans les gorges de la Maurienne, et au x^e siècle une nouvelle invasion commit des déprédations dont les chartes des monastères ont conservé le souvenir. Quelques historiens pensent qu'il n'y eut pas d'interruption entre ces deux époques dans l'occupation des Sarrasins, et qu'ils se maintinrent jusqu'au xi^e siècle dans le massif des Beauges et la vallée de l'Arc. Les travaux qui portent leur nom sont des galeries élégantes au-dessus de Modane, mieux

(1) L'usage de l'airain pour les statues ne s'est généralisé qu'aux derniers temps de la république romaine : elles étaient auparavant de bois, de terre cuite ou de marbre, et on ne les élevait qu'aux héros morts. Dès que la liberté disparut des mœurs et des institutions, le véritable sentiment de l'honneur s'effaça aussi dans les cœurs et fit place à la vanité. Chaque patricien voulut avoir sa statue; Jules-César est le premier à qui on en ait élevé une de bronze avec une pique à la main. Après lui, aucun empereur, fût-il Néron ou Héliogabale, ne manqua de courtisans empressés à lui décerner des statues. D'innombrables artistes étaient occupés à reproduire avec le bronze les traits des hommes, des femmes et des dieux. Pline en compte jusqu'à trois cent quatre-vingt-seize qui se sont acquis un nom dans la statuaire.

conservées que celles de la période romaine, conduites à la pointe-rolle, antérieures par conséquent à l'emploi de la poudre.

Les anciennes chroniques font honneur à la maison de Savoie de l'expulsion des Sarrasins. Un chevalier saxon, qu'on a donné jusqu'à ces derniers temps pour la souche de cette illustre maison, arriva au ^xⁱ siècle par la vallée du Rhône et le bassin de Chambéry, et pénétra dans la Maurienne en remontant le cours de l'Isère et de l'Arc. Parvenu à la hauteur d'Aiguebelle, à l'endroit où la vallée profonde coupe le second massif de protogine de la Savoie, il regarda autour de lui, dit la plus ancienne chronique du pays en langue française, « et vit à mi-lieu de la vallée, vers l'entrée de la Maurienne, une roche haute, roustee et âpre au monter. — Que vous en semble? dit-il à ses compagnons. Ce lieu me plaît moult, car à peu de frais ce lieu serait imprenable. — Et subitement il fit édifier un château qu'il appela Charbonnières. » C'est là, sur ce roc illustré plus tard par des sièges mémorables, par Lesdiguières, Sully et Henri IV, que fut posée, comme un nid d'aigle, la première forteresse de la maison de Savoie; c'est de là qu'elle a pris son vol étonnant, d'abord au nord et à l'ouest, sur la Suisse et la France, où elle parut un moment, au ^{xiv}^e siècle, asseoir pour toujours sa domination, ensuite au midi, sur la plaine italienne, où sa nouvelle fortune, prodigieusement agrandie, est un sujet de crainte ou d'espérance pour une grande fraction de la famille humaine.

Son histoire est étroitement liée à celle des mines en Savoie. Dès les premiers temps de son apparition sur ce théâtre restreint, elle intervient dans la propriété et l'exploitation; elle intervient en simple particulier par des ventes, des achats, des échanges et des partages; puis, son autorité ayant prévalu sur celle des grands vassaux, elle accorde des inféodations, des investitures, des permissions de recherche et des concessions d'exploitations, établissant ainsi un droit nouveau inconnu à l'antiquité romaine, le droit régalien sur les mines. Elle sème sa route de ces curieux actes sur lesquels la main de l'archéologue ne se pose pour la première fois qu'en tremblant. Les titres concernant les mines servent à éclairer l'obscurité de ses agrandissemens, et à l'aide de ces documens on peut la suivre étendant sa domination de vallée en vallée. La multiplicité de ces vénérables débris du passé témoigne des préoccupations que fit naître dès le moyen âge la richesse enfouie dans nos montagnes.

Ces préoccupations, il faut le dire, n'étaient pas exemptes d'illusions: on était persuadé de l'existence de gisemens aurifères. Dans les concessions souveraines ou seigneuriales, l'or figure toujours à côté des métaux moins problématiques, l'argent, le cuivre, le fer et le plomb. Cette illusion, si c'en est une, remonte à l'antiquité, et

s'est perpétuée jusqu'à nos jours dans l'esprit du peuple de Savoie. Les anciens avaient donné le nom de *Gallia aurifera* aux versans gaulois des Alpes. « La Gaule, dit Diodore de Sicile, avait reçu l'or de la nature sans art ni travail, » et Strabon affirme que ce sont des mines d'or qui furent le prétexte de la guerre des Romains contre les peuplades allobrogiques. L'or brille encore aujourd'hui dans les imaginations populaires, les légendes dorées occupent les veillées du village, et il n'est pas rare d'entendre le récit merveilleux de la caverne aboutissant au torrent sous-alpin où le précieux métal se cristallise en fantastiques stalagmites. On vous citera même le nom de l'ancien du hameau dont l'aïeul descendait dans cette caverne pour y faire la récolte de l'or.

L'or existe-t-il réellement dans le massif de Savoie? Des esprits sérieux, qui n'ignoraient pas la géologie des Alpes, ont admis l'existence de pyrites aurifères. M. Verneilh, préfet du Mont-Blanc sous le premier empire, cite, dans un mémoire statistique sur son département, un habitant de Chamonix qui en avait découvert sur un point très élevé du Mont-Blanc. Ce qui est certain, c'est qu'aucune de ces pyrites n'a figuré dans une collection minéralogique. On ne serait pas fondé toutefois à affirmer qu'il n'en existe point dans les montagnes. Plusieurs torrens roulent en effet des paillettes d'or. Au siècle passé, de nombreux ouvriers étaient occupés, pendant la morte saison agricole, à laver les sables de l'Arve, du Fier et du Cheran, et gagnaient à ce travail jusqu'à 3 francs par jour. L'intendant-général des finances leur défendit, par son ordonnance du 22 octobre 1762, d'exporter à Genève l'or qu'ils recueillaient; mais les sables de ces torrens se sont appauvris graduellement, et la race des orpailleurs, qui offre encore quelques sujets ignorés, sera bientôt éteinte en Savoie.

Il n'est pas étonnant que le souverain ait partagé la croyance de son petit peuple, et qu'il ait été excité par l'appât de l'or à intervenir activement dans la possession et la réglementation des mines. La première loi générale de Savoie est connue sous le nom d'*ordonnance métallique*, et porte la date de 1531. Jusque-là, les concessions de mines avaient été faites sans autre règle que la volonté du prince ou des seigneurs dans leurs domaines respectifs. L'ordonnance pose des règles, fixe le droit régalien, établit la surveillance de l'autorité publique, et définit les droits du propriétaire du sol et ceux de l'exploitant du sous-sol. Dans ce monument de législation minière, l'un des premiers qui aient été élevés au sortir du moyen âge, on voit poindre un principe qui s'est fortifié depuis, et qui est aujourd'hui à la base de toutes les législations de même nature, savoir la distinction de la propriété du sol de celle du sous-sol, l'une

étant de droit naturel et inhérent à la personne humaine, et l'autre de création légale. Ce principe fécond, qui a préservé du gaspillage des propriétaires de la surface les richesses incalculables du sous-sol de l'Europe, a parcouru, avant d'être reconnu et appliqué partout, des phases diverses, dont le tableau est celui du développement de la législation minière elle-même.

Sous le régime du droit romain, le propriétaire du sol l'est aussi du sous-sol, le fonds emporte le tréfonds, selon l'expression juridique; mais l'état, fortement assis, pèse sur le propriétaire, qui n'est pas entièrement libre d'user et d'abuser de la mine, et en certains cas d'abus l'état suspend son exploitation. Pline rapporte un sénatus-consulte qui suspend toutes les exploitations minières en Italie et dans l'enceinte des Alpes. Le naturaliste latin ne donne pas les motifs de cette mesure générale; il est permis de croire qu'elle fut prise pour préserver les mines du gaspillage et pour arrêter la destruction des forêts, qui devaient disparaître rapidement avec la méthode décrite précédemment, employant le bois non-seulement au grillage et à la fusion du minerai, mais encore à l'attaque de la roche. Cependant, malgré la forte centralisation romaine, l'indivision du sol et du sous-sol amena bientôt l'épuisement des mines ouvertes et d'immenses gaspillages dont on retrouve les traces dans les déblais des travaux romains.

Le sous-sol subit encore la loi de la surface pendant toute la durée du moyen âge, et si l'indivision ne produisit pas des effets plus graves, c'est parce que l'esprit d'entreprise était peu développé, et qu'il y avait alors des propriétés d'une grande étendue où l'exploitation pouvait s'installer à l'aise. Les révolutions qui ont fermé le moyen âge ayant commencé la dispersion des grandes propriétés et le morcellement du sol, la nécessité se fit sentir d'empêcher le sous-sol d'entrer dans la même voie, en le disjoignant de la surface par une fiction légale. C'est ce que firent les premières la maison de Savoie et quelques républiques italiennes avec lesquelles elle était en contact par ses possessions au-delà des monts, et la mine devint une propriété de privilège mise à la disposition de l'état. Il y avait un danger qui ne fut pas évité : l'état n'aurait-il pas la tentation de garder pour lui cette propriété nouvelle, au lieu d'en investir les individus les plus dignes? Ce fut là l'écueil du principe. La notion de l'état propriétaire se substituant à l'individu, que des hommes dévoyés ont donnée de nos jours pour une nouveauté, est déjà bien vieille; elle n'a pas attendu le progrès des lumières pour faire irruption dans les esprits. Les principales mines de la Savoie tombèrent entre les mains de l'état, qui les fit exploiter en régie. Cette expérience communiste eut néanmoins de bons résultats, celui-ci,

entre autres, d'obliger l'état à former un personnel instruit et des ingénieurs exercés pour conduire les exploitations, et comme il n'y avait pas d'école des mines dans le pays, les souverains de Savoie envoyèrent, dès la fin du ^{xviii}^e siècle, des jeunes gens à la célèbre école de Freiberg, en Saxe. L'un d'eux, cadet d'une famille patricienne du Piémont, le chevalier Nicolis di Robilante, imprima une impulsion remarquable aux études minéralogiques et aux industries métallurgiques. Il a laissé de savantes analyses des minerais de la Savoie connus de son temps, et les travaux des ingénieurs français pendant l'occupation de 1792 à 1815 n'ont pas fait oublier ceux de l'ingénieur piémontais.

Le gouvernement sarde avait abandonné partiellement le système de la régie, quand la révolution éclata. Parmi les principes proclamés à cette époque et considérés depuis comme autant d'axiomes infaillibles invoqués par les partis les plus opposés, on est étonné de rencontrer celui qui anéantit la distinction si utile entre la propriété du sol et celle du sous-sol. La loi du 21 juillet 1791 déclara le second indissolublement uni au premier. Si l'on avait tiré de cette déclaration toutes les conséquences qu'elle renfermait, la législation sur les mines aurait été ramenée au point où l'avait trouvée la maison de Savoie, et toute exploitation régulière serait devenue impossible sur une mine morcelée à l'exemple du sol. L'énergique bon sens de Mirabeau lui fit entrevoir la conséquence, et à sa voix puissante l'assemblée législative recula et introduisit des exceptions qui limitaient le principe qu'elle avait posé dans l'article 1^{er}. Cette loi eut néanmoins des effets désastreux que M. Sauzet résumait dans les termes suivans, quarante-sept ans après, à la chambre des députés. « La loi de 1791, dit-il, porta des fruits amers. Elle avait trop fait pour la propriété privée. Elle permit de morceler le tréfonds à l'exemple de la surface, et comme les couches souterraines n'avaient dans leur distribution aucun rapport avec la surface, il en résulta le gaspillage des mines par le nombre indéfini des exploitations, des frais immenses sans utilité, et aussi l'impossibilité des aménagemens convenables, lesquels ne peuvent s'établir dans des espaces aussi restreints. »

La réaction contre cette loi ne se fit pas attendre. Commencée par un arrêté du directoire du 3 nivôse an vi, qui soumit toutes les exploitations au contrôle de l'administration, elle aboutit à la fameuse loi du 4 avril 1810, qui régit encore aujourd'hui la matière. Le principe de la séparation reparut triomphant et dans toute sa force. Napoléon le faisait ressortir dans la séance du 21 octobre 1808 du conseil d'état avec ce ton d'autorité tranchante qui lui était habituel : « La découverte d'une mine, dit-il, crée une propriété nou-

velle; un acte du souverain devient donc nécessaire. » Au retour de la maison de Savoie, ce principe, qu'elle-même avait posé plusieurs siècles auparavant, fut encore soumis à bien des vicissitudes. Un esprit de réaction insensée ramena la législation minière à l'époque où l'état mettait la main sur les mines. Le système de la régie ne fut cependant appliqué qu'à quelques-unes des plus importantes; les autres suivirent généralement la loi de la surface. Après le premier feu de la réaction, les esprits s'ouvrirent à des idées plus saines, et la loi de 1822, bien qu'admettant encore l'union du sol et du sous-sol, soumet la jouissance de celui-ci à des règles administratives. Elle produisit tous les fruits amers de la loi de 1791 signalés par M. Sauzet : la concession ne conférant pas à l'exploitant non propriétaire du sol des droits à l'abri des caprices de la bureaucratie, aucune exploitation solide ne put s'établir sur des mines dont la propriété mal définie n'était sérieusement garantie ni au concessionnaire, ni au propriétaire, ni à l'état. Un objet aussi incertain repoussait les capitaux et l'activité industrielle au lieu de les attirer. En s'éloignant des passions de 1815, le gouvernement sarde revint peu à peu au principe de la loi française de 1810. Le code civil de Charles-Albert, reproduction du code Napoléon dans ses parties essentielles, maintient encore l'unité du fonds et du tréfonds, mais il fait dépendre la propriété et l'exploitation de celui-ci d'une loi à intervenir. Elle intervint en effet en 1840. La propriété légale conférée par l'acte de concession reçut une nouvelle force, et le concessionnaire fut mis à l'abri de la déchéance, qui ne pouvait arriver que par son impuissance à remplir des conditions bien connues. Ce n'a pas été la dernière : à la veille de la cession de la Savoie, le 2 novembre 1859, il en parut une nouvelle qui entoure la concession de garanties plus efficaces; la recherche de la richesse minière et la demande en concession sont dégagées d'une partie des formalités qui l'entravent encore dans la loi précédente et dans la loi française; cette richesse est assurée à l'inventeur et devient un objet déterminé sur lequel peuvent se porter librement l'intelligence, le travail et le capital. Il n'est pas inutile de faire remarquer que ces deux lois ont été l'œuvre d'un Savoyard distingué, le député Despine. L'Italie peut espérer que la dernière, qui a été étendue à tout le nouveau royaume, favorisera l'exploitation de ses vastes ressources minérales.

Les travaux entrepris en Savoie sous ces diverses législations sont nombreux. L'esprit industriel, sollicité peut-être par le même motif qui faisait agir le souverain, par l'appât de l'or, s'empara de la noblesse à une époque où sa principale occupation dans les autres pays était de faire de la galanterie, de donner et recevoir des coups

d'épée, de dormir sur le grand fauteuil du manoir. Elle ne jugea pas indigne de ses blasons d'exploiter des mines et d'élever des hauts-fourneaux. On lit avec surprise dans un registre des minières, — recueil longtemps conservé au château de Chambéry, mais qui a passé le mont Cenis avec bien d'autres documens, — les noms des vieilles familles aristocratiques inscrits parmi les exploitans des mines : un Chevron de Villette, dont la famille a donné à l'église l'un des grands papes qui ont fondé son pouvoir temporel; un baron de Menthon, célèbre aussi dans l'église; les vicomtes de La Chambre, qui ont longtemps disputé à la maison de Savoie la possession de la Maurienne; les comtes de Miolans; les barons des Hurtières et les Laval de l'Isère. De toutes ces familles nobles, celle des Castagneri de Châteauneuf, originaire de Gènes, a occupé la position la plus haute dans l'industrie. Elle arriva en Savoie en 1510 avec de puissans capitaux et avec cet esprit d'entreprise qui semait alors les merveilles de la richesse et des arts dans les petites souverainetés italiennes. Elle établit d'abord une fonderie au Bourget-en-l'Huile, et des feux de forges sur les bords du lac du Bourget, où l'on fabriquait des *espées de grand bruit*, comme parle Montaigne, qui les visita en 1580 lors de son voyage en Italie. Les établissemens furent transportés plus tard à Argentine, au centre de la région métallifère de la Basse-Maurienne, à proximité de ces mines célèbres des Hurtières qui fixeront particulièrement notre attention. Ces établissemens réunissaient des fonderies de fer et de cuivre, une fabrique d'acier, des tréfileries et des taillanderies. Les honneurs auxquels s'élevèrent les Castagneri, les hautes fonctions qu'ils remplirent dans l'état montrent que la maison de Savoie savait encourager l'activité industrielle. Pierre-Antoine, celui qui porta la fortune de la famille à son apogée, fut successivement maître-auditeur à la chambre des comptes, conseiller d'état et généralissime des finances en-deçà des monts. L'exemple de cette fortune élevée par l'industrie tenta un autre Italien, le comte Graneri di Mercenasco, qui entreprit l'exploitation du fer spathique et du cuivre pyriteux à l'autre extrémité de la vallée, dans le district de Modane.

A la suite de la noblesse, les gens d'église se jetèrent aussi dans la carrière des mines. Quatre abbayes célèbres, dont la fondation remonte au XII^e siècle, élevèrent des fourneaux, alimentés par les charbons de leurs immenses forêts et par les minerais de fer des Hurtières, d'Arvillard et de Seitenex. Trois de ces abbayes étaient situées dans le massif des Beauges, et la quatrième sur le versant occidental de la pittoresque vallée de la Rochette : curieux assemblage de choses et d'idées que l'on considère aujourd'hui comme irréconciliablement opposées, la vie monastique associée à l'activité indus-

trielle, le couvent marié à l'usine, la prière réglementaire montant vers le ciel avec la fumée du haut-fourneau ! Le principe moderne de la division du travail recevait là une application rigoureuse, il était observé à la lettre religieusement. Chaque moine accomplissait sa tâche sans en sortir jamais : l'un présidait aux diverses manipulations du minerai, à l'extraction, au grillage, au transport, qui se faisait ordinairement à dos de mulet; l'autre, à la préparation du combustible, à l'abatage de la forêt et au charbonnage; celui-ci avait le gouvernement du fourneau, et celui-là l'écoulement de la fonte. On n'était pas pressé de produire; ce n'était pas l'activité fiévreuse de l'industrie actuelle. Les congrégations religieuses travaillaient avec cette majestueuse lenteur de quelqu'un qui a l'avenir devant soi, qui pense aux *jours éternels*, selon l'expression de saint Bernard de Menthon, et qui n'est pas stimulé par la concurrence. Leurs fourneaux n'étaient allumés qu'une partie de l'année, trois mois au plus, et produisaient annuellement, suivant une statistique datée du premier empire, 10,000 quintaux métriques de fonte, — environ 1,500 kilogrammes par jour et par fourneau. La production est aujourd'hui de 4,500 aux fourneaux d'Argentine, d'Epierre et de Randens, qui marchent dix mois de l'année. Ces organisations, moitié industrielles, moitié monastiques, ont été emportées par la révolution française. On aperçoit encore les pans de murs de leurs chartreuses noircis par la fumée de l'usine et les scories du fourneau démolí. Devant ces débris épars d'une industrie d'où la pensée de Dieu n'était pas absente, et qui n'entraînait pas dans ses rouages l'homme tout entier, âme et corps, l'esprit éprouve une sorte de plaisir triste à la reconstruire de toute pièce et à remettre en train ce mécanisme au mouvement paisible et lent pour l'opposer à la dévorante activité de l'industrie de nos jours.

La renommée des richesses minérales de la Savoie attira de nombreux industriels étrangers dès le xv^e siècle. Une compagnie d'Allemands formée par Jean Müller de Nuremberg devient concessionnaire de la mine de Macôt en 1470. Plus tard, des Suisses exploient les salines de Moutiers et les anthracites de la Torniére. Des Français, parmi lesquels figurent un de La Trémouille et un de Croy, entreprennent l'exploitation du fer hydraté et du plomb sulfuré argentifère de Servoz, dans la région du Mont-Blanc. Ils y sont suivis par une société dans laquelle figure le naturaliste Albanis de Beaumont et par des Anglais. Une société lyonnaise s'installe sur l'ancienne mine des Sarrasins, dans le district de Modane, et y fait de beaux bénéfices jusqu'à la révolution, qui ruina l'entreprise. Une des plus curieuses sociétés dont on ait gardé le souvenir est celle qui fut constituée vers 1750 sous la raison sociale de la célèbre M^{me} de

Warens. Les *Confessions* de Jean-Jacques Rousseau n'ont fait passer à la postérité qu'un côté de la vie de cette femme, ses faiblesses, les désordres de son esprit et de ses mœurs. Toute la partie de sa vie qui s'est écoulée depuis la rupture de ses relations avec le philosophe jusqu'à sa mort est restée dans l'ombre. On sait maintenant qu'elle se jeta dans des entreprises industrielles qui la montrent sous un tout autre jour, active, entreprenante, d'une fécondité d'esprit et de combinaisons au-dessus de son sexe et de son siècle. La première elle connut la valeur industrielle de la fécule de pomme de terre, et chercha à fonder une usine pour l'extraire. Elle entreprit ensuite l'exploitation des ardoises, dont il existe de nombreuses carrières en Savoie. Enfin elle imagina une société, composée de dames, qui avait pour but d'exploiter les anthracites. Une galerie de la mine de Taninges en Faucigny, qui porte encore le nom de M^{me} de Warens, témoigne que cette entreprise eut au moins un commencement d'exécution.

L'activité étrangère se porta principalement sur les mines de plomb et d'argent de Pesey et de Macôt. En 1740, deux Anglais et un Hollandais qui prend dans les actes le titre de seigneur de Boisle-Duc en Brabant exploitent celle de Pesey. Inquiétés par des ambitions locales et des procès, ces étrangers se retirèrent dix ans après devant une société savoyarde en faveur auprès du pouvoir. Vendue ensuite au marquis de Cordon, qui émigra en 1792, cette mine fut déclarée propriété nationale avec celle de Macôt, et devint en 1802 le siège d'une école pratique des mines. Cette institution, dont la Savoie a gardé un bon souvenir, fut transportée à Moutiers, au chef-lieu de l'arrondissement. Disparue avec le premier empire, il était permis d'espérer que le second la ramènerait avec lui, et cet espoir n'a pas été sans influence sur le vote d'annexion des populations de la Tarentaise. Elle se trouvait là dans son siège naturel, au centre d'un pays de mines, en face de l'objet de son enseignement, des grands problèmes géologiques et de la variété des minéraux utiles que renferment nos montagnes; mais ceux qui ont espéré la voir renaître ont compté sans la centralisation, qui soutire la vie des extrémités au profit des centres. La centralisation sarde absorba l'école des mines de Moutiers en 1824; sa bibliothèque, les instrumens de son laboratoire, son cabinet minéralogique et ses vastes collections, tout fut transporté à l'arsenal de Turin. La Savoie n'a pas pardonné au gouvernement piémontais cette mesure, qui marquait un nouveau progrès de la centralisation; mais son erreur a été de croire que cette pompe aspirante n'avait reçu aucun perfectionnement en France depuis 1815.

Les deux mines de Pesey et de Macôt, habilement exploitées sous

la direction des professeurs de l'école, donnèrent de magnifiques résultats pendant la période de l'occupation française. Le directeur Schreiber découvrit en 1806 un nouveau filon, et en souvenir de cette découverte il fit frapper avec le premier argent extrait une médaille portant d'un côté l'effigie de Napoléon, de l'autre celle du Mont-Blanc sous la figure d'un géant accroupi sur des montagnes. Propriétés nationales, ces deux mines revinrent naturellement à l'état sarde, qui les fit exploiter en régie jusqu'en 1855. Rentrées dans l'industrie privée, elles continuent à donner des produits abondans.

IV.

Le groupe le plus important de la Savoie est celui des mines de fer spathique des Hurtières. Exploitées pendant toute la durée du moyen âge, objet de transactions, de compétitions, de procès et de luttes animées dans lesquelles apparaissent tour à tour le souverain, les seigneurs, les gens d'église et les paysans, toutes les conditions de la société allobroïque, elles sollicitent la curiosité, non-seulement au point de vue industriel, mais encore au point de vue de l'histoire et des mœurs du pays. On y arrive par l'étroite vallée de l'Arc, où la rivière de ce nom, la route d'Italie et le chemin de fer Victor-Emmanuel se pressent et occupent souvent toute la partie en plaine. Au-delà d'Aiguebelle, elle tourne brusquement du nord au sud et s'arrondit en un bassin ovale, semblable à une grande corbeille de verdure, terminé au pont d'Argentine par les premières assises de la noble montagne : noble en effet, si cette expression doit réveiller l'idée de richesse et de force productive, car elle livre royalement depuis cinq siècles le fruit de ses entrailles à l'industrie métallurgique. Ses larges flancs sont emprisonnés dans une ceinture de végétation vigoureuse, de noyers, de châtaigniers, de chênes et de hêtres. Sur ce fond vert se détachent les toits enfumés des chaumières de la commune de Saint-George-des-Hurtières, isolées ou réunies en hameaux, partout bloquées par des massifs d'arbres fruitiers supportant des ceps de vigne séculaires qui courent de l'un à l'autre et interceptent la circulation de l'air et les rayons du soleil. Ces chaumières sont la demeure préférée du crétinisme. Le crétin apparaît ordinairement au milieu des merveilles du règne végétal. Rien n'est plus saisissant que le contraste de cette pauvre ébauche humaine, manquée au moral et au physique, avec la plénitude de vie et la beauté des formes que déploie la nature dans les plantes. Hâtons-nous de faire l'ascension de la montagne pour sortir de la région crétineuse, car le fléau mystérieux diminue d'intensité au fur et à mesure qu'on gagne la hauteur.

Dans l'âpre sentier qui conduit aux mines, nous sommes arrêtés à chaque instant par d'étranges convois qui descendent avec une rapidité vertigineuse : ce sont les traîneurs de minerai qui passent. Un mulet vigoureux est attelé à un traîneau dont l'avant-train, portant sur des roues, se termine par deux cornes de charrue entre lesquelles est engagé un homme. Le charroi informe se précipite sur des pentes de 50 à 45 degrés et par un couloir effrayant pavé de blocs de rocher que le frottement a polis. Quand la charge est poussée par son propre poids, homme et animal fuient devant à toutes jambes; si elle s'arrête par l'effet de la pente, tous les deux tendent les cordes, car tous les deux sont attelés; le mulet trotte impassible, l'homme s'agite, se démène à se rompre les os, la sueur ruisselle de son front et trace sur sa poitrine nue de larges sillons; des cris sauvages s'échappent sans cesse de son gosier enroué pour activer ou modérer la course de son compagnon de peine. C'est ainsi que le minerai grillé descend au pont d'Argentine, où il est déposé dans des magasins à ciel ouvert avant d'être conduit au parc de la fonderie. Chaque charge est d'environ 400 kilogrammes. Un traîneur peut faire trois voyages par jour et gagne 50 centimes par 100 kilogrammes.

Plus haut, en approchant de l'entrée des galeries, on rencontre des convois qui diffèrent des premiers : le mulet a disparu, le traîneau a perdu ses deux roues, et porte sur la terre de l'avant et de l'arrière-train. Là est une pente de 35 à 30 degrés où un homme non habitué aux courses des montagnes peut à peine s'arrêter. Le traîneur s'y élance avec une charge de 3 à 400 kilogrammes de minerai; il bondit dans le couloir rapide et prend les attitudes les plus excentriques, tantôt penché en avant perpendiculairement à la ligne de descente, tantôt renversé en arrière sur son traîneau. Ce mode de transport a quelque chose d'effrayant et de fantastique, lorsque la fumée des fours de grillage enveloppe d'un nuage noir l'espace que le traîneur doit parcourir; il s'y jette comme dans un gouffre infernal et disparaît entièrement dans les flots de fumée et de poussière. A ce métier pénible, les forces humaines ne suffisent pas longtemps; les jambes faiblissent bientôt; à l'âge de quarante ans, un traîneur a fini sa carrière, il est littéralement fourbu et n'a plus l'agilité nécessaire pour fuir devant la charge. Les instincts moraux s'engourdissent dans l'excitation violente d'un travail qui ne met en mouvement que les forces animales. Le traîneur est d'ordinaire adonné aux liqueurs alcooliques et d'humeur querelleuse. Un étranger non initié aux divisions séculaires qui ont entravé la bonne exploitation des Hurlières comprendra difficilement que ce métier de casse-cou, destructeur des forces morales et physiques de l'ouvrier, fort coûteux du reste, n'ait pas encore été remplacé par un système de transport mécanique.

De l'entrée des premières galeries, à 1,100 mètres au-dessus du niveau de l'Arc, le regard embrasse un splendide panorama. En face du spectateur se dresse la montagne d'Argentine, où descend un glacier qui pousse devant lui sa moraine terminale, et renouvelle en petit les phénomènes de l'époque glaciaire. Plus bas, le mont Chabert, où une égratignure blanche indique l'entrée d'une ancienne mine de plomb sulfuré argentifère rouverte aujourd'hui et en pleine exploitation. A gauche, le pic arrondi de Charbonnières, droit au milieu de la vallée comme l'unique colonne restée debout d'un immense édifice démoli. A droite, les aiguilles d'Arves, qui déchirent violemment le ciel bleu, et dans la même direction l'encaissement profond du torrent du Glandon. Au fond, le bassin de la vallée, longue et irrégulière crevasse des Alpes par laquelle ont coulé depuis les temps historiques les inondations des peuples du midi sur le nord et celles du nord sur le midi, aujourd'hui parcourue par la locomotive, dont le bruit sourd et le sifflement montent sur les versans, arrivent jusqu'à nous. C'est d'ici que nous pouvons suivre à l'aise cette dégradation végétale observée précédemment, le pâturage succédant au glacier, la forêt découpée de champs cultivés, les chalets gris abattus sur les prés verts comme une volée d'hirondelles fatiguées, le vignoble égaré dans l'anfractuosité du rocher, et enfin les villages du bas avec leur cortège obligé de grands arbres agités par le vent périodique à double courant, soufflant le jour en sens inverse de la nuit, fort connu dans les longues vallées des Alpes.

A l'aspect des rochers gris de fer, pailletés de mica, composés d'éléments cristallins, et dont les sommets dentelés jaillissent de leur base en pics aigus comme des jets de flamme, nous reconnaissons bien vite que nous sommes au centre d'un soulèvement de proto-gène. La montagne que nous avons gravie présente partout les traces de la secousse violente qu'elle a éprouvée au moment où elle s'est imprégnée de la couche fertile : l'ordre de la stratification naturelle est détruit extérieurement, la surface est hérissée de pièces brisées, de blocs amoncelés et soutenus sur les pentes par un miracle d'équilibre; mais, dès qu'on pénètre sous l'enveloppe déchirée, on découvre plus de régularité, des couches moins tourmentées, des filons continus de quartz qui conduisent presque toujours à la masse métallique. Ces filons ont eu sur le mode d'exploitation suivi aux Hurlières une influence considérable. L'instinct des paysans de Saint-George, exploitans primitifs de la mine, leur avait révélé le fait scientifique que nous avons tâché de mettre en lumière, à savoir que la direction de la roche éjective conduit au gisement métallique. Ils suivaient donc le quartz, qui est une roche d'éjection, partout où ils le trouvaient à la surface, et ils se laissaient conduire par sa pré-

sence. M. de Saussure a décrit en 1789 leur manière de travailler. « Ils ne mettent, dit-il, aucun art dans leur travail; ils vont en avant sans boussole, sans aucun instrument de géométrie, suivant le filon quand ils le tiennent et le quartz quand ils le cherchent; ils font des mines, ils font sauter le roc, l'étañonnent où cela est nécessaire; mais rarement en ont-ils besoin, et ils le font avec plaisir, parce qu'ils croient que le roc tendre annonce ce qu'ils appellent des *sales* ou des masses considérables de minéral. »

La commune de Saint-George a joui du droit immémorial d'attaquer la montagne, droit qui dérivait de l'ancien principe que le fonds emporte le tréfonds. La commune étant propriétaire de la surface, chaque communier pouvait attaquer le sous-sol, y creuser une fosse et se l'approprier. Collective et immobilisée à la surface, la propriété se transformait en pénétrant au-dessous, devenait individuelle et transmissible par la vente ou l'héritage au même titre qu'un champ au soleil. La multiplicité des galeries, — des fosses, comme on les appelle, — creusées dans tous les sens et portant les noms de tous les saints du calendrier, atteste l'ardeur des paysans à s'improviser un patrimoine dans le sein fécond de la vieille montagne. Reliées entre elles par des galeries de raccordement et placées à la suite les unes des autres, elles formeraient un tunnel trois fois long comme celui qu'on entreprend sous les Alpes. Quelques-unes offrent des vides aussi grands que des cathédrales du moyen âge. Celle qui est appelée *la Grande-Fosse* a 120 mètres de hauteur et 200 de longueur. L'œil mesure avec effroi ces 240,000 mètres cubes de vide dont la lampe du mineur ne peut sonder les ténébreuses profondeurs, et cette immense excavation est pratiquée entièrement sur la couche minérale, qui était là d'une puissance extraordinaire.

En observant ces galeries innombrables, on ne tarde pas à découvrir la pensée commune qui les a dirigées : c'est une pensée de haine; elles cherchent à s'éventer les unes les autres, comme des mines et contre-mines ennemies autour d'une place assiégée. Tous ces petits exploitans se faisaient une guerre acharnée. On voit souvent deux galeries d'un caractère particulièrement hostile se poursuivre sur un long parcours, développer dans la roche leurs replis tortueux, monter ou plonger ensemble, se serrer toujours de plus près, et enfin se joindre sur le filon. Ce mode d'exploitation a reçu dans le langage des mineurs un nom qui exprime bien la chose : il s'appelle « travailler en bataille. » On travaillait en bataille lorsqu'on s'efforçait de prendre l'avance sur la galerie rivale. L'explosion de la poudre et les coups de masse sur la paroi annonçaient l'approche de l'ennemi; les ouvriers redoublaient d'activité, le travail ne cessait

plus ni jour ni nuit : on attaquait la roche avec fureur du côté d'où venait le bruit, et d'aussi loin que la voix pouvait se faire entendre, on préludait à la rencontre par des injures homériques. La tradition a conservé parmi les habitants de Saint-George le souvenir des batailles souterraines livrées par leurs ancêtres, et ils parlent encore avec orgueil de ces luttes héroïques où, toutes lampes éteintes, les coups de poing et les cailloux pleuvaient dans l'obscurité de la mine.

Cette anarchie d'exploitation, qui n'est pas encore entièrement extirpée des Hurtières, a une racine historique très remarquable : elle remonte à la protection accordée par la maison de Savoie aux paysans exploitans contre les seigneurs des Hurtières. Considérée dans l'ensemble du rôle qu'elle a joué, la maison de Savoie a toujours eu un goût prononcé pour les petites gens, toujours attentive à leurs intérêts sans jamais heurter violemment ceux des grands. L'histoire de la mine des Hurtières fournit un exemple curieux de cette politique naturellement inclinée vers les intérêts des classes inférieures. Dans un acte de partage, en date du 23 juillet 1344, entre le seigneur des Hurtières et le comte de Savoie Amédée VI, celui-ci stipule pour lui et les paysans, *nos et gentes nostras*; il leur garantit le droit de recherche et d'exploitation sur toute l'étendue de la montagne; le seigneur du lieu ne pourra les troubler même sur la moitié qui lui échoit en partage. Trois siècles et demi après, le roi Victor-Amédée III, fidèle à la politique de sa maison, renouvelait la protection accordée aux paysans. Cet acte est intéressant à un autre point de vue : il montre l'origine des droits qui se partagent encore aujourd'hui les mines des Hurtières. Les exploitans actuels sont les successeurs directs des trois parties figurant au traité, le prince de Savoie, le baron des Hurtières et les paysans.

La succession de ces droits divers jusqu'à nos jours a été l'occasion des luttes les plus dramatiques. On y voit figurer au premier plan les anciennes familles du pays, les deux branches de la maison de Savoie et un roi de France, qui entrent tour à tour en compétition pour la propriété des mines ou pour les droits à prélever sur les minerais extraits. François I^{er} en 1536 revendique la propriété intégrale en sa qualité de successeur et d'héritier de son oncle Charles III. La revendication de cette propriété est évidemment contraire au traité de 1344, qui n'en avait attribué que la moitié aux ancêtres du duc de Savoie; mais le roi de France n'avait guère souci des traités qui allaient contre son intérêt. Agresser injuste de son inoffensif et malheureux oncle, il lui prit la Bresse et la Savoie du midi pour ouvrir l'Italie à son ambition, pendant que les Suisses, encouragés par son exemple, s'emparaient de la Savoie du nord. Il

était dans le tempérament de François I^{er} de se faire la part du lion pour montrer ensuite sa générosité. Après s'être emparé de la seigneurie des mines, il en investit le vicomte Louis de La Chambre par lettres patentes du 18 décembre 1542. Dès lors le traité qui les avait partagées resta oublié pendant deux siècles. Une héritière du vicomte vendit la baronnie des Hurlières, par acte du 2 septembre 1623, au prince Thomas de Carignan, le chef de la branche cadette qui règne aujourd'hui sur l'Italie. Ce prince énergique, digne ancêtre de Victor-Emmanuel, entreprit d'enlever par les armes la régence des enfans de Savoie à sa belle-sœur, Christine de France, qu'il accusait de sacrifier l'indépendance de l'état à l'influence française. Pendant la guerre civile, ses biens furent confisqués, et les mines rentrèrent au domaine de la branche aînée. Après sa réconciliation avec la régente, il fut réintégré dans la possession de tous ses biens. Son fils, Emmanuel-Philibert de Carignan, vendit en 1687 le droit d'exploitation sur la moitié des mines à la famille génoise des Castagneri. Cette famille, dont la fortune s'est écroulée récemment, est « l'auteur, » comme disent les hommes de loi, de l'exploitant actuel le plus considérable.

Mais toutes ces compétitions illustres avaient passé par-dessus la tête des paysans. Attachés à la montagne comme à leur proie, ils avaient continué jusque vers le milieu du dernier siècle de creuser des fosses selon leur instinct, en tenant marché du minerai qu'ils retiraient. Les propriétaires des hauts-fourneaux dépendaient d'eux pour leur approvisionnement de minerai. La nécessité d'assurer la consommation des fonderies donna naissance à un genre de concession que nous croyons n'avoir été connu qu'en Savoie. La concession portait non sur la mine, mais sur le minerai, qui ne pouvait être vendu qu'au concessionnaire investi du privilège de l'acheter. Les propriétaires des hauts-fourneaux trouvèrent ensuite plus simple d'acquérir des paysans les filons mêmes. Il y en avait toujours à vendre, car la population de Saint-George, négligeant la culture des champs pour celle des mines, était loin de s'enrichir. La vente des filons a peu à peu éliminé les anciens protégés de la maison de Savoie et introduit dans la propriété des mines les exploitans étrangers munis d'un outillage complet.

✻ L'éviction des paysans ne fit pas cesser l'anarchie primitive, qui augmenta au contraire par l'arrivée des nouveaux industriels, la plupart dans une bonne situation de fortune, bien posés dans la société savoyarde, intelligens et capables de soutenir leurs prétentions devant les tribunaux. La lutte souterraine se compliqua de la lutte au soleil, et parallèlement à la galerie « en bataille » se développa la longue série des procès, sans cesse renaissans, qui ont

donné fort à faire, pendant un siècle et demi, au juge d'Aiguebelle, au sénat souverain de Savoie, à la sérénissime chambre des comptes, et même à sa majesté en son conseil. Les droits en présence remontant au fameux traité de 1344, il n'est pas malaisé de comprendre que la chicane se soit introduite entre les jointures d'une succession de cinq siècles, souvent interrompue, presque aussi compliquée que celle des papes. L'état aurait pu la trancher par la concession ou par l'expropriation de la mine pour cause d'utilité générale; mais comment rompre si brusquement avec des droits aussi anciens, surtout lorsqu'ils avaient pour eux l'appui de la maison souveraine, intéressée à conserver un état de choses qu'elle-même avait établi? La révolution française ne changea rien aux exploitations des Hurtières : elles ne furent pas déclarées propriétés nationales, comme celles de Pesey et de Macôt, et sous le premier empire l'expropriation, conseillée en 1811 par l'ingénieur des mines Schreiber, fut rejetée par l'administration du département du Mont-Blanc. La restauration trouva les choses dans la même anarchie qu'avant 1792. Plusieurs fois depuis 1815, le gouvernement sarde s'est efforcé d'y mettre ordre en tenant compte des droits anciens : il a délimité les champs de travail de chaque exploitant, il a condamné les galeries trop évidemment agressives, il a même suspendu en 1852 les exploitations sur toute l'étendue de la montagne. Cette mesure de l'administration tranchait une question qui appartient aux tribunaux, et remplaçait la justice ordinaire par un coup d'autorité; mais on était en plein régime libre : la presse, l'opinion, réagirent contre ce petit coup d'état, et l'administration, qui n'était pas préparée à donner aux exploitans une juste indemnité, unique solution équitable, céda devant la production des pièces qui établissaient les droits des exploitans. La difficulté se pose aujourd'hui dans les mêmes termes devant la nouvelle administration. Les prétentions qui avaient égaré un moment l'ancienne administration se sont produites aussitôt après l'annexion, et retentissent maintenant au conseil d'état. Elles reposent sur ce fait, qu'il existe une concession régulière en faveur de l'un des exploitans actuels. Or il ne peut y avoir concession régulière sur une mine découverte depuis des siècles et possédée sans interruption, à titre de propriété, par celui qui l'exploite. En droit elle serait nulle, et en fait nous croyons avoir démontré par l'historique de ces exploitations célèbres qu'elles n'ont jamais été l'objet d'une concession dans le sens et avec l'étendue des droits que la législation moderne attribue à cet acte administratif.

Une concession régulière pourrait seule néanmoins faire cesser l'anarchie qui stérilise le travail des Hurtières. Nous avons déjà remarqué, en gravissant la montagne, l'un des résultats de la division

des exploitations sur le transport du minerai, et il n'est plus permis de s'étonner de ce mode primitif et coûteux en présence des luttes qui ont empêché de le remplacer par le transport mécanique. On retrouve les funestes effets de la division dans toutes les manipulations du minerai. Celle qui précède immédiatement le transport, c'est le grillage. Le grillage a pour but de modifier la composition chimique du minerai, de faciliter la séparation de la gangue quartzeuse et de le rendre plus traitable à la fusion. Il est grillé au bois dans des fours en forme de cônes tronqués et renversés, construits à l'entrée principale de chaque exploitation. La situation des fours a de nombreux inconvénients : les débris des fours supérieurs, les gangues rejetées par le cassage et le triage, s'amoncellent sur les pentes, y forment des avalanches de gravier qui s'écroulent sur les fours inférieurs, et descendent souvent jusqu'au pli de la montagne, où sont déposés les tas de minerai trié. L'opération est alors à refaire sur nouveaux frais.

Les fours n'ont pas été établis sans motif à la sortie de chaque exploitation : il fallait se hâter de diminuer le poids du minerai pour éviter les frais de transport. C'est pour le même motif qu'il est soumis à un premier triage aussitôt qu'il est détaché de la roche. On le brise à coups de masse, et on rejette les débris dans les cavités de la fosse. Ce dépouillement, fait dans des conditions difficiles, n'est jamais bien complet, et parmi ces débris accumulés depuis des siècles dans les vides immenses de la montagne il est resté des parties utiles qui donneraient encore des bénéfices à une exploitation mieux dirigée. Il suffirait pour cela de pratiquer une galerie en ligne droite allant chercher le dédale des anciens travaux. Indépendamment des débris à reprendre, elle trouverait des champs nouveaux à exploiter.

L'observation des règles de l'art des mines a été de tout temps fort négligée, comme on le pense, dans la conduite de ces exploitations. A la rigueur elles pouvaient s'en passer, n'ayant besoin ni de puits d'aération et de sortie, ni de galeries d'écoulement des eaux. La nature a pourvu libéralement à toute installation coûteuse par des fentes et des déchirures qui laissent pénétrer l'air et filtrer les eaux. Le mineur travaillant dans les galeries les plus rapprochées de la surface est obligé de protéger sa lampe contre le vent qui s'engouffre dans les fentes. Le drainage naturel lui permet de creuser en contre-bas de la galerie à une grande profondeur; il descend, sans être incommodé par les eaux, dans ces abîmes, qui sont ensuite comblés avec les matériaux inutiles extraits de la galerie poursuivie dans une autre direction. Le roc lui-même se laisse entamer facilement, et l'ouvrier sur filon détache par jour 560 kilogrammes de

minerai trié. Toutes ces facilités naturelles expliquent pourquoi les exploitations des Hurtières ont pu être conduites par des mains inhabiles et avec de faibles capitaux.

La vie des ouvriers qui y travaillent est intéressante à étudier. Le personnel des mines se recrute principalement parmi la population répandue sur le flanc oriental de la montagne, dans cette commune de Saint-George qui possédait autrefois tous les filons. Elle regarde encore comme son privilège l'extraction du minerai, et elle le défend contre l'invasion des ouvriers étrangers à la localité avec la même jalousie que jadis elle mettait à défendre la propriété des mines contre les propriétaires de hauts-fourneaux. Avec ses préjugés et ses souvenirs, le père transmet sa profession aux enfans. Tout jeunes, ils sont employés au cassage et au triage; armés d'un marteau, ils s'assoient à la bouche des fours éteints et frappent à coups redoublés les blocs de minerai au fur et à mesure qu'ils dégorgent, rejetant d'un côté les gangues et de l'autre les parties utiles, réduites à la grosseur d'une noix. Noirs, couverts de la poussière du charbon, ils s'ensevelissent au milieu des amas de minerai qui montent lentement autour d'eux, et derrière lesquels ils finissent par disparaître, car leur présence n'est révélée que par le bruit sec et monotone du marteau sur le bloc. Plus âgés et plus forts, ils entrent dans la mine, cassent le minerai cru et le portent au four à griller, ou bien ils essaient leur vigueur au traînage : ils s'élancent d'abord sur la première pente avec le traîneau sans roues, puis dans la seconde, jusqu'au pont d'Argentine, avec le traîneau à roues et le mulet. Les plus habiles d'entre les adultes attaquent la roche, sont mineurs proprement dits. Enfin tous reviennent au point de départ, à la culture des champs, qu'ils n'ont jamais entièrement abandonnée, car toute cette population fait alterner le travail de la terre avec celui de l'industrie. La morte saison agricole est la saison active de la mine, et l'hiver est le beau temps du mineur : trois ou quatre cents ouvriers sont alors occupés à faire sauter le roc, et les cavités profondes de la montagne retentissent continuellement du bruit des sourdes explosions. Ils remontent définitivement à la surface au printemps, pour les fêtes de Pâques, et jusqu'à l'automne prochain les diverses préparations du minerai et le transport alterneront avec les travaux des champs.

Ces habitudes moitié agricoles, moitié industrielles, forment le trait caractéristique de la population ouvrière de la Savoie. Partout où une industrie quelconque a pénétré, elle s'est mariée sans effort à l'agriculture. Il y a du cultivateur dans chaque ouvrier savoyard, à quelque industrie qu'il appartienne. Il ne se laisse pas sans violence éloigner de la terre par le flot industriel. Au sein des grandes

viles où il émigre, dans l'atelier, dans la manufacture, la terre le réclame fortement. Il ne perd jamais complètement de vue le champ qu'il possède, ou qu'il possédera un jour avec le fruit de l'épargne. Ce n'est pas lui qui volontairement ira grossir ces masses ouvrières sans lien avec le sol, flottantes, agitées par les fluctuations du salaire, et tenant suspendus sur la société moderne les plus terribles problèmes. S'il se laisse un moment entraîner par le tourbillon, c'est toujours avec l'espoir de revenir bientôt. Des 30,000 émigrans que la Savoie jette chaque année sur le monde, il n'en est qu'un petit nombre qui oublie le chemin du sol natal : ils y sont rappelés sans cesse par l'espoir de s'en approprier un coin.

Mais ces fortes attaches empêchent l'ouvrier savoyard de s'élever bien haut, d'acquérir de l'habileté et une main exercée dans les divers travaux de l'industrie. Aux Hurtières, les mineurs les plus habiles sont Piémontais ou Lombards. Les habitans de Saint-George, quoique divisés entre eux toutes les fois qu'il s'agit de se faire concurrence à eux-mêmes, s'entendent néanmoins à merveille pour les repousser. Les maîtres de forges sont obligés, dans le choix de leurs ouvriers, de faire grand cas de cette répulsion instinctive qui va jusqu'à des violences sournoises. Il vaut mieux user de ménagemens et discuter avec une habitude traditionnelle d'esprit que de l'irriter en voulant la changer trop brusquement. C'est ce que font les maîtres de forges avec la population des Hurtières. On peut lui appliquer un mot bien connu : elle n'a rien oublié et rien appris. Elle se rappelle ses anciens privilèges d'exploitation, l'ancienne protection souveraine, les temps où elle travaillait pour son propre compte et où les propriétaires des hauts-fourneaux de la vallée étaient ses tributaires. Ces souvenirs vivaces la rendent chagrine, défiante, injuste à l'égard du présent. Elle travaille aux mines avec les instrumens rudimentaires du passé, et, si l'on excepte la poudre, ses procédés d'extraction du minerai comme ses procédés de culture de la terre sont probablement les mêmes qu'au temps des Humbert et des Amédée. Par ses défauts et par ses qualités, elle présente un type assez exact du peuple savoyard en général, unie et compacte pour résister à l'invasion des élémens étrangers, mais divisée entre elle à tous les degrés; attachée à ce qu'elle croit être son honneur et sa richesse, mais incapable de le défendre efficacement; laborieuse du reste, patiente et d'une probité remarquable, mais de cette probité banale qui tient à l'habitude bien plus qu'à l'effort de la vertu. La manipulation du minerai fournit un trait curieux de cette probité de tradition. Avant d'arriver à la fonderie, il fait deux haltes, la première à mi-côte de la montagne, aux *Terriers*, la seconde au pont d'Argentine; il y séjourne des mois et des années, en plein air, éloi-

gné de toute surveillance et de toute habitation; les dépôts appartenant aux divers exploitans sont rapprochés les uns des autres, séparés par un simple mur en pierres sèches d'un mètre de hauteur, et rien ne serait plus facile que de grossir un dépôt aux dépens de l'autre. Or il est inouï qu'un vol de ce genre ait jamais été commis. M. de Saussure, au siècle passé, se plaisait déjà à rendre ce bon témoignage aux habitans des Hurtières.

Si l'on veut prendre une idée complète de l'industrie métallurgique de la Maurienne, il faut encore suivre le minerai grillé et trié des magasins en plein air, où nous l'avons laissé, jusqu'au parc à mine, et du parc à mine jusqu'au haut-fourneau qui va l'engloutir. Là il subit une nouvelle préparation à laquelle on attache une grande importance en métallurgie. On l'entasse dans un creux rectangulaire de 2 à 3 mètres de profondeur, pavé et revêtu de maçonnerie, où l'on dirige un filet d'eau. Le minerai s'oxyde, se macère, selon l'expression usitée; les matières réfractaires et nuisibles, telles que la magnésie et les pyrites, sont transformées en sels solubles, décomposées et entraînées par l'action chimique et mécanique de l'air et de l'eau. Le séjour au parc l'améliore et le dispose à la fusion. La plus-value qu'il acquiert par la macération couvre les intérêts composés du capital engagé jusqu'à la sixième année. Passé ce terme, il s'améliore encore, mais l'amélioration n'est pas telle qu'il soit profitable de le laisser vieillir plus longtemps. Enfin il est préparé à point pour être dévoré par le monstre affamé qui l'attend.

Un haut-fourneau en bonne allure et bien gouverné consomme en vingt-quatre heures 8,000 kilogrammes de minerai; mais il lui faut d'autres alimens, du charbon et des fondans à base calcaire. Le charbon ne peut porter qu'une charge déterminée de minerai, par exemple 2, 2 1/2 et 3 de minerai sur 1 de charbon. Les 8,000 kilogrammes de minerai demanderont donc 4,000, 3,500 et 3,000 kilogrammes de charbon, suivant la qualité de la fonte qu'on voudra obtenir. Telles sont les proportions généralement observées dans le gouvernement des trois hauts-fourneaux d'Argentine, d'Épierre et de Randens. Ainsi alimentés, ils jettent en vingt-quatre heures quatre coulées de fonte de 800 à 900 kilogrammes, ce qui porte le rendement du minerai des Hurtières de 40 à 45 pour 100.

Les fontes aciéreuses de la Maurienne ont une grande réputation dans l'industrie métallurgique. Il y en a de trois qualités : la première est presque noire, à grains fins, comparable pour la finesse et le nerf aux meilleures fontes de la Suède et de l'Allemagne. La seconde est, quant à sa couleur, grisâtre, tachetée de blanc et de noir comme le dos de la truite, ce qui l'a fait désigner sous le nom de *truitée*, et quant à sa composition, compacte et sans soufflures. La

troisième, blanche, plus cassante que les deux autres, et qu'on obtient en modérant la charge du charbon, est un produit excellent, très recherché pour la fabrication des aciers. L'arsenal de Turin a employé ces fontes pour les canons avec un avantage marqué sur celles des autres pays. A l'usine d'Allevard, dans le département de l'Isère, elles ont donné les résultats les plus satisfaisans pour les plaques de blindage des navires; elles résistent, par leur composition nerveuse, à la force de pénétration du boulet, et lorsqu'il pénètre, la trouée est nette et franche, sans éclat ni déchirure, circonstance qui a été fort appréciée dans ces essais.

Par ses caractères physiques, le minerai des Hurtières présente une grande analogie avec celui des mines aciéreuses de Carinthie, appartenant à l'archiduc Maximilien, et par ses propriétés chimiques il se rapproche de celui des mines non moins célèbres du Stahlberg. C'est un carbonate de fer, ou fer spathique, à texture écailleuse et serrée, à reflets variés qui passent du gris bleuâtre au gris jaune et au blanc nacré, suivant la position que le minerai occupe au cœur du filon, au toit et au mur de la mine. L'analyse a trouvé 40 pour 100 de fer métallique sur du minerai cru, 46 sur du minerai grillé d'un an, et 47 sur du minerai grillé de trois ans. Il y a donc un avantage évident à le laisser vieillir au parc à mine.

En présence de l'anarchie qui a présidé à la conduite de ces exploitations séculaires, une question surgit naturellement dans l'esprit du lecteur : la mine des Hurtières n'est-elle pas près d'être épuisée? Il suffit d'un coup d'œil jeté sur le plan dressé par les ingénieurs sardes pour répondre à cette objection et dissiper les craintes qu'elle fait naître. Il résulte de ce plan que les excavations pratiquées sur la couche fertile pendant cinq siècles n'en ont emporté que la moitié. La partie encore intacte présente une masse à extraire d'un cube de 1,100,000 mètres. Le mètre cube pèse 3,700 kilogrammes. Il reste donc près de 4 millions de tonnes de minerai cru que le grillage et les autres préparations réduisent à 2 millions. Si l'on réfléchit que les hauts-fourneaux les mieux organisés ne consomment pas au-delà de 8,000 tonnes par année, on conviendra que la mine peut encore alimenter plusieurs hauts-fourneaux pendant plus d'un siècle, indépendamment des champs nouveaux qu'une exploitation puissante et centralisée découvrirait très probablement, si l'on fouillait la montagne plus près de sa base. Il y a en outre dans la Maurienne, à des distances qui varient de 5 à 30 kilomètres, un grand nombre de filons de fer spathique et oligiste qui fourniraient une consommation pour ainsi dire inépuisable à l'industrie la plus active.

Ce n'est pas sur le minerai, mais sur l'approvisionnement du

combustible, que doivent porter les préoccupations de l'industrie. La houille manque dans le massif de Savoie. Les anthracites, qui abondent, ont le grave inconvénient d'engorger le haut-fourneau par leurs cendres et leurs débris réfractaires à la combustion. L'industrie métallurgique ne peut compter sur cette ressource avant que des inventions nouvelles qu'on peut prévoir aient changé radicalement le système actuel de construction des hauts-fourneaux. Reste donc le combustible végétal, le charbon de bois. Le développement industriel en Savoie n'a pour limite que la production de cet aliment précieux. Si la surface boisée peut en produire en quantité suffisante et à des prix modérés, l'industrie est sauvée, l'avenir lui appartient; elle n'a plus à craindre la concurrence des fontes anglaises, car l'Angleterre, loin d'exporter ses fontes aciéreuses au charbon de bois, recherche avidement celles de l'Europe entière pour alimenter ses grandes fabriques d'objets d'acier fin. Les qualités qui distinguent les fontes de la Maurienne, la finesse du grain, la texture nerveuse et le groupement particulier des molécules, qualités qu'elles doivent autant au charbon de bois qu'à la nature du minerai, leur assurent une supériorité qui attirera toujours la demande intérieure et extérieure quand elles seront mieux connues. Il est, on le voit, d'un intérêt vital pour l'industrie de la Maurienne d'être parfaitement renseignée sur les forces productives de la surface boisée dans son rayon d'approvisionnement.

Si l'on réfléchit à la variété et à l'importance des intérêts qui dépendent de la richesse forestière, on ne peut que déplorer le fatal entraînement qui a porté les gouvernemens et les peuples, principalement les gouvernemens et les peuples de race latine, à gaspiller cette richesse. La race latine a été en effet prodigue de sa fortune forestière; elle l'a dissipée avec une regrettable imprévoyance. Le magnifique manteau de verdure étendu sur les bords européens de la Méditerranée a été déchiré par ses mains. Elle a rivalisé d'esprit de destruction avec la race arabe sur les bords opposés, et de quelque côté qu'on entre dans ce grand bassin méditerranéen, berceau des civilisations, on aperçoit les hauteurs dépouillées, arides et nues. Il faut remonter vers le nord, dans les pays habités par les autres races, pour trouver le respect et la conservation des grandes étendues de bois.

Les domaines des petits souverains du Piémont et de la Savoie, suspendus aux deux versans des Alpes, ont longtemps formé comme un îlot de verdure au milieu de l'aridité des pays latins. Les vallées humides et profondes qui plongent d'un côté avec leurs torrens et leurs rivières sur la plaine italienne, et de l'autre sur la Suisse et la France, étaient encore à la fin du dernier siècle peuplées de forêts

épaisses, lorsqu'elles avaient disparu dans le reste de l'Italie et dans la France méridionale. Elles occupaient dans l'état sarde une surface de 1,108,712 hectares sur une superficie totale de 7,634,723. L'absolutisme énergique et souvent intelligent du souverain, les mœurs féodales du vieux Piémont et en-deçà des monts le caractère apathique des habitans, avaient entouré la forêt d'une protection plus forte qu'ailleurs et mis un frein à l'entraînement de la destruction; mais ces conditions économiques et morales ont bien changé depuis la révolution française, et surtout depuis l'établissement du régime constitutionnel de 1848. A ces deux époques, la propriété forestière a été délivrée des entraves de la mainmorte, qui l'immobilisait. Par la loi révolutionnaire du 10 juin 1793, rendue quand la Savoie était déjà française, les communes furent autorisées à partager leur domaine, et une immense étendue de forêts passa en des mains pressées de jouir et peu soucieuses de l'avenir. Un mouvement analogue s'est produit en Piémont après 1848. Il est triste d'avoir à constater que la liberté, si féconde sous d'autres rapports, a été fatale aux forêts. Un usage s'était introduit dans l'administration de la commune, qui a eu les mêmes effets que la loi révolutionnaire dont nous venons de parler : c'est celui d'affermier aux particuliers le domaine forestier communal. On l'enlevait ainsi à l'action du pouvoir public pour le mettre sous celle des individus, qui l'exploitaient à leur guise et sans mesure, car les garanties insérées dans les baux étaient tout à fait dérisoires. L'administration qui tolérait cette pratique pernicieuse se montrait d'une faiblesse extrême dans la répression d'autres abus non moins criants. La coupe en taillis pour les affouages était permise tous les huit ou dix ans, au lieu de douze ou vingt, comme l'exige une bonne économie forestière, et le système du *jardinage*, qui consiste à abattre çà et là les plantes désignées officiellement, ravageait les forêts de haute tige. Les pâturages abusifs et les délits forestiers avaient passé dans les habitudes de la population agricole. Ce n'est que vers la fin du régime parlementaire en Savoie que l'administration, stimulée par l'opinion publique, a fait usage des pouvoirs dont elle était armée pour la répression et la protection, car ce n'est pas la loi qui manquait au fonctionnaire, mais le fonctionnaire qui manquait à la loi, aussi sagement conçue d'ailleurs que dans les autres pays.

Malgré la négligence apportée dans l'entretien de cette richesse par les régimes les plus divers, les ressources forestières de la Savoie n'ont pas été sérieusement atteintes. La surface boisée est encore plus étendue, relativement à la superficie générale, que dans les anciens départemens; elle couvre la cinquième partie du sol

productif, soit près de 200,000 hectares, dont les deux cinquièmes sont plantés d'essences résineuses, et les trois autres cinquièmes d'essences feuillues, dures ou tendres. Placées maintenant sous une administration plus forte et moins tolérante que l'ancienne, les forêts n'ont pas tardé à être protégées avec une sévérité que l'esprit d'émulation avec le régime passé a encore aggravée. Les baux des communes ont été rompus ou résiliés, et toutes les parties du domaine communal qui avaient été affermées sont déjà rentrées sous l'action réparatrice du pouvoir public; la vaine pâture, les vols, les gaspillages, sont partout réprimés, et par les nouvelles méthodes de reboisement les éclaircies de la forêt se repeuplent et de nouveaux espaces sont reconquis. Ces mesures ont heurté bien des habitudes invétérées et causé bien des froissemens; mais tout le monde est d'accord sur ce point, à savoir que la fortune forestière de la Savoie doit être protégée efficacement.

L'industrie métallurgique peut apprécier déjà les effets bienfaisans du nouveau régime forestier. Le prix du charbon n'a pas haussé, quoique l'administration française accorde plus difficilement les adjudications et demande plus de garanties que l'administration sarde. Aux fonderies de la Maurienne, il varie de 5 à 6 francs les 130 kilogrammes de charbon dur et de 3 francs 50 cent. à 4 francs le charbon tendre. Ces prix n'ont rien d'exagéré, et ils pourraient baisser encore, si les exploitations des Hurtières étaient centralisées par une compagnie unique.

Quelque grandes que soient les forces productives du sol et les richesses minérales du sous-sol qui ont passé sous les yeux du lecteur, elles seraient frappées de stérilité sans les ressources plus précieuses de l'esprit des habitans, sans l'activité, l'intelligence et l'initiative agricole et industrielle. Ces élémens ne font pas défaut parmi les populations de la Savoie; mais celles-ci ont encore bien des efforts à s'imposer pour répondre aux exigences économiques de leur nouvelle position. Par son annexion à la France, la Savoie s'est ouvert un champ plus étendu d'activité; mais elle s'est jetée dans une mêlée d'intérêts beaucoup plus vive et plus ardente que celle où elle se débattait auparavant. Elle n'avait à lutter que contre un peuple encore nouveau dans le champ de la production, plein d'ardeur et d'espérance, il est vrai, mais travaillant mollement, et d'une activité quelque peu ralentie par l'antique *far-niente* italien. Les Alpes, du reste, marquant deux régions industrielles et agricoles bien distinctes par les produits du sol et de l'industrie, l'échange s'établissait sans peine et avec avantage des deux côtés. Aujourd'hui les conditions sont changées; la Savoie est unie à un peuple actif, déjà vieux dans le travail, de cinquante ans en avance sur le peuple italien, et venant

à elle avec les mains pleines de produits similaires et à bon marché. Devant un pareil concurrent, la position de la Savoie est difficile, pleine d'anxiété et de malaise. Elle a quelque analogie avec celle qui a été faite à la France par le dernier traité de commerce avec l'Angleterre. Comme l'annexion, ce traité a surpris un grand nombre d'intérêts qui n'étaient pas prêts au combat pacifique. L'attitude de la France vis-à-vis de l'Angleterre est un enseignement. Que la Savoie prenne exemple de l'industrie française ramassant ses forces pour un plus grand effort et redoublant d'activité et de savoir devant son formidable concurrent de l'autre côté de la Manche. Nous savons que l'esprit savoyard incline à chercher ailleurs qu'en lui-même les moyens de supporter l'épreuve : il est bien français par sa tendance à faire sans cesse appel à l'assistance de l'état; mais ce n'est pas en s'abandonnant lâchement à la direction de l'état, ni en réclamant ses secours à tout propos, que les peuples méritent les récompenses du travail et de la liberté. On éprouve peu de sympathie pour ces éternels assistés valides qui tendent une main pour recevoir ce qu'ils ont donné de l'autre, car le secours accordé, où serait-il pris, sinon dans la bourse du contribuable? Demander l'intervention gouvernementale, c'est se résigner d'avance à la payer par une augmentation d'impôts, souvent par la perte d'un bien plus précieux, et l'on aurait mauvaise grâce à se plaindre des charges communes quand on tombe soi-même par sa lâcheté à la charge du public. Il faut le dire, au risque de blesser des susceptibilités souvent déplacées, la Savoie a commis cette erreur de logique : elle est entrée dans la famille française en tendant la main vers l'état et en faisant appel aux subsides par tous ses votes. De toutes les raisons qu'on a développées devant elle pour l'attirer, affinités de langue, de mœurs, de position géographique, elle n'a obéi qu'à une seule qui lui a été soufflée à l'oreille par des agens irresponsables, à celle d'un grand gouvernement qui viendrait à son secours, qui ferait ses ponts, ses routes, ses édifices civils et religieux. Elle recueille sans doute les avantages de sa nouvelle situation : les travaux publics ont reçu une forte impulsion, la main de l'administration se pose partout; mais elle en recueille aussi des fruits parfois amers. Ce courant d'opinion défavorable dont nous parlions en commençant cette étude est peu agréable à l'amour-propre; on fait en France le compte des sommes dépensées pour les nouveaux départemens, et, celles qu'on en retire n'obtenant pas la même attention, on arrive naturellement à la conclusion humiliante que ce sont des acquisitions bien chères.

Cette tendance à réclamer sans cesse les secours officiels n'est pas ce qu'il y a de plus propre, comme on le voit, à faire monter la

Savoie dans l'estime française. Le peuple français n'est pas habitué à estimer ceux qui viennent à lui dans une attitude servilement suppliante. La dignité serait mieux sauvegardée en nommant des représentans plus disposés à marchander les impôts au pouvoir, pour n'avoir pas ensuite à les lui demander sous forme de subsides et de gratifications. Une autre tendance pour laquelle la Savoie n'a que trop d'inclination, c'est l'esprit de résistance aux innovations dans le champ du travail. Cet esprit lui a servi et lui servira encore sur le terrain politique et national; mais devant le progrès matériel la résistance est une honteuse défaite. Les intérêts qui résistent sont inévitablement sacrifiés à ceux qui avancent. Il n'est plus possible à une population de se cantonner dans son coin, dans ses idées et ses pratiques, pour laisser passer le mouvement agricole, industriel et commercial. Les barrières sont tombées ou tombent partout le long de la voie, et ceux qui s'y attardent courent grand danger d'être heurtés violemment et de souffrir cruellement. Sur cette voie royale du progrès où les peuples sont entraînés bon gré, mal gré, il faut avancer, travailler, inventer et produire, sous peine d'être broyé. Placée dans une condition d'infériorité industrielle vis-à-vis de la France, mais largement dotée de beautés et de ressources naturelles qui attirent chaque année un grand concours d'étrangers, la Savoie peut trouver dans cette situation un supplément de richesse et de bien-être qui n'est pas à dédaigner. Les magnificences de sa nature alpestre deviendront une source plus productive que ses mines et ses carrières mêmes du jour où elle saura mieux accueillir les voyageurs et les traiter avec modération et équité, comme les principes de la morale et de la saine économie politique lui en font un devoir.

HUDRY-MENOS.

DE L'ACCORD

DE

L'ÉCONOMIE POLITIQUE

ET DE LA RELIGION

De la Richesse dans les sociétés chrétiennes, par M. Charles Périn, professeur de droit public
et d'économie politique à l'université catholique de Louvain, 2 vol. in-8°.

Pour un assez grand nombre d'esprits exclusifs, il y a une incompatibilité absolue entre les idées religieuses et l'économie politique. Cette prétendue antipathie se manifeste à la fois des deux parts; on la sent plus qu'elle ne s'exprime dans les écrits de quelques économistes, qui semblent enclins à nier ou à restreindre les intérêts spirituels de l'humanité; elle éclate surtout chez ceux qui se prétendent les pieux par excellence, et qui, du haut de leur fougueux spiritualisme, foulent aux pieds les intérêts corporels. Tous deux se trompent assurément, car l'homme est un être double; l'âme n'a pas plus le droit de détruire le corps que le corps de corrompre l'âme. Les deux natures sont unies ici-bas par un lien indissoluble, et il est impossible de supposer que ce qui sert à l'une nuise à l'autre, car alors l'auteur éternel des choses aurait institué la guerre et non l'harmonie. « Le plus beau spectacle, disait Platon, serait l'union d'une âme et d'un corps également accomplis. » Ce mot de la sagesse antique est toujours vrai; le christianisme, quoi qu'on en

dise, n'y a rien changé. Le christianisme a fait la guerre aux appétits déréglés, qui n'épuisent pas moins le corps que l'âme; il a placé hors de cette vie mortelle le but suprême de nos efforts, mais il n'a pas interdit l'usage modéré des biens terrestres qui donnent seuls au corps sa force et à l'âme sa liberté.

Ce qui le prouve jusqu'à l'évidence, c'est l'immense supériorité de richesse des peuples chrétiens. Comparez aux plus beaux momens de l'antiquité l'état actuel du monde, et vous verrez quelle différence de population, de puissance et de bien-être! Partout, dans les derniers temps de l'empire romain, la population décroît avec la richesse; dès que l'esprit chrétien a sérieusement pénétré l'humanité, la richesse renaît et ne cesse pour ainsi dire de grandir jusqu'à nous. Non-seulement cette supériorité se déclare entre le monde chrétien et le monde païen, mais elle apparaît de nos jours avec plus de force entre les nations vivantes. Où en sont les populations musulmanes ou bouddhistes sous le rapport de la richesse comme sous tous les autres? Les nations chrétiennes au contraire ne cessent de se fortifier et de s'étendre. Comment dire, après de pareils exemples, que le christianisme est, par son essence, contraire au progrès matériel? Qui ne voit qu'il y a en lui une vertu féconde qui agit sur l'homme tout entier, et qui développe à la fois les forces physiques et les forces morales de l'humanité? Que veut dire ce beau mot de civilisation, ce mot que le monde n'a connu qu'après des siècles de christianisme, s'il ne signifie l'union de toutes les puissances de l'âme, de l'esprit et du corps dans un harmonique et majestueux développement?

A cet enseignement des faits, on oppose des textes étroitement interprétés et des confusions de mots. « L'économie politique, dit-on, s'intitule elle-même la science des richesses, et qui ne sait que la passion des richesses est formellement repoussée par l'Évangile? Écoutez cette parole divine : *Nul ne peut servir Dieu et Mammon*, et cette autre plus significative encore : *Il est plus facile de faire passer un câble par le trou d'une aiguille que de faire entrer un riche dans le royaume des cieux*. » L'équivoque porte ici sur le sens du mot *richesse*. L'économie politique a pourtant soin de définir ce qu'elle entend par ce mot; les richesses, pour elle, sont les objets matériels qui servent à satisfaire les besoins des hommes, comme les alimens, les vêtemens, les maisons, et qui ne peuvent avoir d'autre origine que le travail et l'épargne. Est-ce à la richesse ainsi comprise que s'adresse la condamnation divine? Mais alors il faut laisser le genre humain mourir de faim et de misère. Non, Mammon n'est pas le symbole des richesses et des satisfactions légitimes; c'est le démon des richesses illicites et des jouissances désordonnées. L'économie

politique repousse à son tour Mammon, non comme producteur, mais comme destructeur de richesse; au lieu de violer le précepte, elle lui donne une nouvelle application.

Ce riche qui aura tant de peine à entrer dans le royaume des cieux, c'est le mauvais riche, celui qui a mal gagné ses richesses et qui les dépense mal. L'économie politique recherche la richesse collective, distribuée le plus également possible entre tous les membres de la communauté, et non cette richesse excessive des uns qui a pour conséquence nécessaire la pauvreté des autres et qui provient le plus souvent de la fraude ou de la violence. Il est sans doute fâcheux qu'on se serve du même mot pour désigner deux choses si différentes; mais la langue est ainsi faite, et il est bien difficile de s'y tromper après tant d'explications et de commentaires. Pour confondre ce qu'enseigne l'économie politique avec ce qu'elle condamne, le luxe et la cupidité, qui sont des vices, avec le travail et l'épargne, qui sont des vertus, il faut un parti-pris d'injustice que rien n'excuse. C'est là précisément ce qui sépare l'économie politique de ces écoles trompeuses qui promettent à tous l'opulence et qui ne leur donnent que la misère. Science exacte et sévère, elle a appris par l'étude patiente des faits que dans les sociétés les plus riches la part des individus reste toujours faible, et qu'on peut travailler à l'accroître indéfiniment sans craindre de dépasser la mesure.

Croit-on que, si les enseignemens de l'économie politique étaient plus écoutés, nous verrions tant de gains énormes et subits sortir du monopole et du jeu, quand le véritable producteur n'obtient qu'avec peine une rémunération insuffisante? Croit-on que nous verrions tant de trésors péniblement acquis se perdre dans des prodigalités improductives, quand le capital manque trop souvent au travail? Le mauvais riche ne s'y trompe pas; il sait que, si la religion le menace d'un autre monde, l'économie politique l'atteint dès à présent dans la source de son opulence, et il maudit ce nouveau Lazare qui ose se dresser devant lui.

Il est un autre genre d'équivoque qui ne prête pas moins à la déclamation. De ce que l'économie politique a pour but spécial l'étude des moyens qui peuvent satisfaire nos besoins corporels, on affecte d'en conclure qu'à ses yeux les hommes n'ont pas d'autres besoins; c'est dire que pour le chimiste l'histoire naturelle n'existe pas, et que l'avocat doit nécessairement nier l'utilité du médecin. Chacune des études humaines se renferme dans un cercle circonscrit pour le mieux connaître, mais sans prétendre qu'il n'y ait rien au dehors. L'économie politique n'a jamais dit que la recherche de la richesse dût être exclusive; elle sait que l'homme a d'autres besoins, des besoins supérieurs; elle les respecte et les confirme, quand elle les

trouve sur son chemin. « Cherchez *d'abord* le royaume de Dieu et sa justice, *et le reste vous sera donné par surcroît*. » Voilà la véritable doctrine. Avant tout, Dieu et la justice; mais après ces premiers biens il y en a d'autres qui doivent nous être donnés par surcroît. Ce *reste* forme le domaine de l'économie politique. De ce que l'homme doit songer d'abord à l'autre vie, il ne s'ensuit pas qu'il doive négliger de se nourrir et de se vêtir dans celle-ci.

Je sais bien que quelques passages du texte sacré semblent aller plus loin, mais ces mots si souvent rappelés s'adressent évidemment à la société païenne. « Quiconque ne renonce pas à tout ce qu'il possède n'est pas digne d'être mon disciple. N'ayez point de sollicitude et n'allez point dire : Que mangerons-nous? que boirons-nous? de quoi nous vêtirons-nous? *Ces inquiétudes sont dignes des païens*. » Il fallait en effet, pour suivre la nouvelle loi, renoncer à tout dans la société païenne; si ces règles s'appliquaient au pied de la lettre à la société chrétienne, la propriété elle-même ne serait pas permise, et il serait interdit de semer pour récolter. Comment concilier de pareils commandemens avec cette loi première : *Tu mangeras ton pain à la sueur de ton visage*, et avec cette autre parole adressée par deux fois aux enfans d'Adam : *Croissez, multipliez, remplissez la terre et la soumettez à votre domination*? Il n'y a pas jusqu'à la statistique qui ne soit prévue et annoncée par ces mots du livre saint : « Vous avez tout fait, Seigneur, par nombre, poids et mesure : *omnia in mensura, numero et pondere disposuisti*. »

Comment croire en effet qu'en nous soumettant par le travail le monde matériel, nous ne remplissons pas un dessein supérieur? Pourquoi l'homme a-t-il des besoins, si ce n'est pour les satisfaire? Pourquoi trouve-t-il des obstacles dans les forces de la nature, si ce n'est pour les vaincre? Pourquoi des secours sont-ils déposés pour lui dans ces forces mêmes, si ce n'est pour qu'il s'en serve? Est-ce pour rien que le froment a été doué d'une puissance de reproduction presque indéfinie, pourvu que le travail de l'homme sache la dégager? Est-ce pour rien que les animaux domestiques ont été soumis à notre volonté, si bien que nous pouvons les transformer à notre gré pour nous en aider et nous en nourrir? Pourquoi cette laine qui pousse et tombe tous les ans, ces filamens du chanvre, du lin, du coton et des autres plantes textiles, si ce n'est pour qu'ils forment des tissus qui nous défendent des intempéries? Pourquoi cette chaleur qui s'échappe du bois allumé et cette lumière que donne l'huile en brûlant, si ce n'est pour nous réchauffer et nous éclairer? Pourquoi ces métaux accumulés dans les mines, ces carrières de pierre et de marbre, ces immenses provisions de charbon enfouies dans les entrailles de la terre, si ce n'est pour que nous

allions les en extraire? Pourquoi le bois a-t-il la propriété de flotter sur les eaux, le vent d'enfler les voiles, l'aiguille aimantée de se diriger vers le nord, la rame, la roue et l'hélice de fendre les flots, si ce n'est pour que nous franchissions à leur aide les vastes mers? Pourquoi ces innombrables combinaisons entre les élémens que l'auteur des choses a préparées d'avance, tout en les cachant profondément, si ce n'est pour que la chimie les découvre et les adapte à nos arts?

« Croissez, multipliez, remplissez la terre et la soumettez à votre domination. » Cet ordre suprême trace le programme de l'humanité. C'est pour lui obéir que tant de créatures humaines creusent avec effort depuis tant de siècles un sillon dont le terme est inconnu. Évidemment tout ce travail a un but. Quel est-il? Nous l'ignorons. Nous savons seulement quelle tâche nous est assignée dans le plan surnaturel dont Dieu s'est réservé le secret. Ce souffle passager qui nous anime et qui s'éteint au moindre choc, nous devons le défendre et le préserver; nous devons éloigner de nous autant que possible la misère et la maladie, qui brisent les forces et nous condamnent à l'inaction; nous devons éviter l'oisiveté, cette maladie volontaire qui trouble l'ordre universel. Non contente de travailler pour elle-même, chaque génération qui passe doit préparer aux générations futures de nouveaux moyens de grandir. Nous devons accroître sans cesse la fertilité du sol, créer de nouveaux engins pour doubler la puissance du travail, bâtir, ourdir, défricher, façonner les métaux, subjuguier la terre, l'eau, l'air et le feu. Tant que cette planète offrira encore des recoins déserts, où se déploie dans toute sa puissance la nature sauvage, nous devons y pénétrer, lutter contre les agens de mort qui y règnent, et ouvrir au flot toujours croissant de la population humaine de nouvelles demeures. C'est Dieu qui le veut et qui l'a dit.

Il semble donc que la religion devrait bénir ces efforts et la science qui les dirige, d'autant plus que le soin légitime de nos intérêts terrestres n'a rien d'inconciliable avec nos devoirs religieux. Rien au contraire ne ramène plus à Dieu que l'aisance acquise par le travail; l'extrême richesse et l'extrême pauvreté sont toutes deux mauvaises conseillères : c'est la richesse moyenne qui assure le mieux la pureté des mœurs et l'ardeur de la foi. Remercier et demander, voilà toute la prière. Quand le cultivateur a fini sa tâche, il invoque le Dieu qui fait mûrir les moissons et qui dispense à son gré la fécondité; quand le marin brave les dangers de l'océan, quand le mineur descend dans les entrailles de la terre, quand le mécanicien déchaîne ces forces terribles qui peuvent le broyer en un moment, quand le pionnier s'enfonce dans des solitudes inconnues, ils se recomman-

dent au maître suprême, qui tient leur vie dans sa main. *Donnez-nous aujourd'hui notre pain quotidien*, disent-ils du fond du cœur en voyant toutes les peines que donne ce pain et tous les hasards qui le menacent. Puis, les premiers besoins satisfaits, l'esprit s'élève vers d'autres mystères, et le sentiment de l'immortalité s'éveille d'autant plus que le corps apaisé fait silence.

Nous voyons cependant une partie du clergé affecter un mépris insultant pour des études qui passionnent de nos jours beaucoup d'esprits droits, malentendu d'autant plus regrettable qu'il amène le mal dont on se plaint. Une sorte de rupture se fait entre les intérêts spirituels et les intérêts terrestres malgré les liens qui les unissent, et tous deux y perdent également. Combien les prêtres qui vont bénir les locomotives et présider aux comices agricoles comprennent mieux leur mission ! Ceux-là savent que la matière n'est pas moins que l'esprit l'œuvre du Créateur, et qu'il n'y a point de partage à faire entre ses dons. Ceux-là n'ont plus qu'un pas à faire pour étudier l'économie politique et pour lui apporter le secours de leur voix.

Ces sortes d'études ne seraient pas nouvelles pour le clergé en général et pour le clergé français en particulier. Même sans parler de ces temps du moyen âge où l'église gouvernait le monde, nous avons plus près de nous, dans les temps qui ont précédé immédiatement 1789, et dans le mouvement de 1789 lui-même, de grands exemples d'une alliance intime entre l'économie politique et la religion. Dans tous les diocèses de France, et particulièrement dans ceux des pays d'états, les évêques présidaient à l'administration. Toute l'organisation des états du Languedoc, qui a créé tant de modèles suivis encore aujourd'hui pour la perception des deniers publics, reposait sur les évêques. Lors de l'établissement des assemblées provinciales dans les généralités qui n'avaient pas d'états, ce furent presque partout les membres du clergé qui se trouvèrent les plus prêts à traiter à fond toutes les questions d'utilité publique. Il ne faut pas oublier que l'assemblée nationale de 1789 se composait pour un quart de députés du clergé, et que parmi les premiers chefs de la majorité réformatrice figuraient les principaux prélats du royaume. C'est la révolution qui a interrompu ces traditions et obscurci ces souvenirs ; mais si l'état social qu'elle a institué ne laisse plus une si grande place au clergé dans l'ordre administratif et politique, elle n'a pas pu lui ôter son action sur les consciences.

Heureusement on voit depuis quelque temps des symptômes nouveaux qui semblent annoncer un retour de la part d'éloquens défenseurs de la foi. Dans le nombre, il faut citer au premier rang le père Gratry, qui a rendu plusieurs fois une éclatante justice à la

science économique. « On m'assure, dit-il dans *les Sources*, que l'économie politique est un fléau; moi, je dis: C'est le salut des sociétés. » La tentative la plus récente et la plus complète pour mettre un terme au fatal préjugé, qui n'a encore que trop de racines, est le livre de M. Charles Périn, professeur de droit public et d'économie politique à l'université de Louvain, sur *la Richesse dans les sociétés chrétiennes*. L'existence seule d'un pareil livre indique un grand progrès. L'université catholique de Louvain est, comme on sait, indépendante de l'état, et sous la direction exclusive du clergé belge. Pour qu'on y ait institué une chaire d'économie politique, il faut que les chefs de ce clergé aient reconnu la nécessité de ces études. L'écrit de M. Périn prouve d'ailleurs que le cours est fait avec talent et en pleine connaissance de cause.

De son côté, l'économie politique fait une partie du chemin. Les premiers économistes, préoccupés d'établir avant tout les fondemens de la science, avaient négligé de montrer ses rapports avec la philosophie morale et religieuse. Une autre tendance se manifesta. Je n'ai besoin que de nommer M. Droz pour rappeler celui qui en a donné le signal. Un des premiers aussi, M. Dunoyer, en montrant l'influence des bonnes habitudes morales sur le développement de la richesse, a frayé la nouvelle voie. Dans son cours du Collège de France, M. Baudrillart a insisté fortement sur l'harmonie essentielle qui unit le juste et l'utile. Plus récemment encore, dans des leçons libres d'économie politique professées à Montpellier, M. Frédéric Passy a repris la même thèse avec succès. Ce n'est pas précisément de religion, mais de morale, qu'il s'agit dans ces publications; mais de la morale à la religion il n'y a qu'un pas, et ce pas est souvent franchi par les économistes modernes.

On peut dire de l'économie politique ce qu'on a dit d'autres études: un peu de science éloigne de Dieu, beaucoup de science y ramène. Si le magnifique spectacle de la nature physique révèle un ordonnateur universel, il n'en est pas autrement du monde économique. Quand on pénètre un peu avant dans les lois qui régissent la production et la distribution des richesses, on découvre un autre genre de gravitation non moins admirable que celui qui règle les mouvemens des astres. La seule différence entre l'ordre physique et l'ordre économique, c'est que l'homme ne peut rien changer au premier, tandis qu'il peut bouleverser le second. L'un a été placé hors de sa portée, l'autre lui est soumis, du moins en partie, car le désordre lui-même a ses limites. En revanche, si l'homme peut troubler les lois économiques, il peut aussi les servir, et alors éclate la plus belle des harmonies, l'harmonie entre la liberté humaine et la liberté divine. Inépuisable sujet de méditation et d'observation!

lumière nouvelle qui éclaire un peu plus l'obscur problème de nos destinées!

Je ne parle pas d'autres tentatives pour *spiritualiser*, comme on dit, l'économie politique, parce qu'elles n'émanent point d'économistes proprement dits. Il faut bien se garder, dans ce mouvement fort louable de rapprochement, de mêler les genres et de confondre les méthodes. La science économique se doit avant tout de rester elle-même. Il ne peut lui convenir d'abdiquer sa nature pour se faire accepter, et de subir une sorte d'amnistie à condition de se convertir. Son but est l'utilité, son objet la richesse, son moyen l'intérêt bien entendu. Que l'utile finisse par se confondre avec le juste et le saint, rien de mieux assurément; mais s'il consentait à subir des influences étrangères, il cesserait de s'appartenir. L'harmonie finale n'en aura que plus de force quand chaque route y conduira plus librement. On peut ajouter à l'économie politique, la développer, la perfectionner, mais par les procédés qui lui sont propres : on ne doit pas songer à en changer l'essence.

Il y a près de trente ans que M. de Villeneuve-Bargemont a donné le premier exemple de cette prétention en écrivant son *Économie politique chrétienne*, comme s'il y avait une économie politique qui ne fût pas chrétienne. M. Périn ne tombe pas tout à fait dans le même tort; son langage laisse pourtant percer de nombreuses réserves. Il se sert trop souvent de ces mots, qui jurent avec son sujet : *industrialisme*, *mercantilisme*, *individualisme*, *rationalisme*. L'industrialisme, c'est l'industrie; le mercantilisme, c'est le commerce; l'individualisme, c'est la liberté; le rationalisme, c'est la raison. Il est bon de blâmer l'excès, mais il faut respecter l'usage. Que diriez-vous si nous vous répondions par les mots de superstition et de fanatisme? Vous protesteriez, et vous auriez raison. Permettez-nous de protester aussi. Il ne suffit pas d'adopter les divisions de la science, il faut encore en prendre l'esprit. Au fond M. Périn est un économiste, un véritable économiste; mais on dirait qu'il craint de l'avouer. A côté d'explications lumineuses sur le rôle du travail, de l'épargne, de l'échange, du crédit, de la concurrence, on trouve un reste de déclamations contre les intérêts matériels.

Le principe que le professeur de Louvain donne à la production des richesses est nouveau et quelque peu paradoxal, c'est l'esprit de renoncement chrétien. L'esprit de renoncement est le fonds du christianisme; mais il n'agit que très indirectement sur la production, et, pris au pied de la lettre, appliqué comme règle universelle et absolue, il serait inconciliable avec elle. M. Périn développe en deux volumes cette donnée originale; sur quelques points, il rencontre assez juste, car l'amour des richesses poussé à l'excès con-

duit à la destruction des richesses, et il y a des cas où il faut savoir y renoncer pour obéir à un devoir supérieur; mais ces cas sont rares et exceptionnels. Le véritable principe de la richesse des peuples chrétiens n'est pas là, il est dans cette autre loi que le christianisme a promulguée : *Aimez votre prochain comme vous-même pour l'amour de Dieu*. Par cette règle d'amour et de justice, aidée quand il le faut de l'esprit de renoncement, l'utile est transfiguré en quelque sorte; il cesse d'être un calcul personnel et égoïste pour devenir le symbole de la charité et de la solidarité, le lien entre tous les hommes et tous les peuples, le ciment terrestre de l'humanité. C'est par là que l'économie politique est bien la fille du christianisme; elle n'aurait pas pu naître dans le monde antique.

Je comprends qu'à propos de la nécessité du travail, un économiste chrétien rappelle la doctrine de la chute et du châtement. Le travail est un effort, une peine, une fatigue, et par conséquent un sacrifice. Je ne voudrais cependant pas qu'on insistât trop complaisamment sur cette définition. Si le travail est un châtement, il est aussi une réhabilitation, et la bonté divine a joint à son arrêt de miséricordieuses compensations. Non-seulement l'homme ne peut vivre que par le travail, car il est entouré de forces destructives qui combattent incessamment contre lui; mais dans ce labeur qui lui est imposé, il trouve son charme et sa récompense. Si ce côté consolateur est laissé dans l'ombre, pour ne laisser voir que la sombre loi de la fatalité, l'idée du travail n'est pas complète. Quand M. Périn affirme que l'énergie du travail procède de l'esprit de renoncement, il va beaucoup trop loin. L'esprit de renoncement se montre à l'origine du travail pour le faire accepter sans murmure; mais ce qui le rend vraiment énergique et productif, ce n'est pas la crainte, c'est l'espérance. Sans la promesse d'une rémunération immédiate, le travailleur ne serait sur la terre que le morne esclave d'un maître irrité, tandis qu'il reçoit ici-bas un premier prix de ses sueurs. Pourquoi nous montrer dans Dieu la main qui châtie sans nous montrer aussi celle qui bénit?

Il ne faut pas, ajoute M. Périn, que l'homme songe jamais à s'affranchir de la loi du travail, car la mollesse amène bien vite la corruption, la décadence et la mort. Cette doctrine est parfaitement conforme aux principes de l'économie politique, mais elle ne dit pas tout. Il y a pour l'homme deux manières de s'affranchir, sinon du travail proprement dit, du moins de ce que le travail a de plus pénible : l'une consiste à exploiter le faible par le fort, c'est la théorie de l'esclavage et des autres injustices sociales que l'économie politique repousse non moins que la religion; l'autre consiste à perfectionner de plus en plus les instrumens de travail, afin de rejeter sur les

forces de la nature le principal effort, et celle-là, l'économie politique l'accepte et la conseille. Veut-on, au nom du châtimement primitif, nous interdire cette espérance? Mais qui a reçu le droit de limiter ainsi les bienfaits de la Providence? Il y a loin de cet affranchissement du travail par le travail à la barbarie de l'esclavage et à tous les autres moyens d'échapper au travail par la violence ou par la ruse, il y a toute la distance qui sépare le bien du mal. La religion elle-même ne peut qu'applaudir à ces découvertes, car plus l'homme se délivre du travail qui le courbe vers la terre, plus il peut cultiver son âme immortelle, plus il relève la tête vers le ciel.

De même je comprends qu'un philosophe chrétien invoque la loi du renoncement pour expliquer la nécessité de l'épargne. L'épargne est, comme le travail, un sacrifice, et il est bien digne de réflexion que l'homme ne puisse augmenter sa richesse dans l'avenir sans s'imposer une privation dans le présent; mais cette nécessité démontrée et expliquée, c'est rabaisser l'idée sublime du renoncement que d'en faire le mobile de la formation du capital. La privation passagère qui constitue l'épargne a une origine moins haute : elle découle du désir d'assurer et d'augmenter son bien-être, désir légitime et conforme à l'ordre. A ceux qui peuvent contester la nécessité de l'épargne, la religion répond d'abord par la loi du renoncement, l'économie politique répond ensuite par un calcul intéressé. Les deux thèses s'appuient l'une sur l'autre, elles ne se confondent pas. Cette préoccupation exclusive de l'esprit de renoncement donne au livre entier de M. Périn un air de contradiction et d'inconséquence. On ne peut s'empêcher de sourire en voyant la peine qu'il se donne pour faire sortir la richesse du mépris même des richesses. Nous demander de renoncer à tout et toujours, et nous promettre tous les biens de ce monde en échange de cette abnégation, c'est prêter un peu à la moquerie. Avec l'esprit de renoncement poussé à l'excès, tous les livres d'économie politique deviendraient inutiles. Aussi, après avoir bien foudroyé le matérialisme, M. Périn est-il obligé de revenir à cette conclusion, qui tranche avec ses prémisses : « C'est sagesse vraiment chrétienne de travailler à mettre les sociétés dans les conditions où, suivant les expressions de M. de Maistre, *le plus grand bonheur possible sera le partage du plus grand nombre d'hommes possible.* »

Voilà encore un assez beau but, quoiqu'il soit tout terrestre, et il serait pénible d'y *renoncer*, pour se servir de l'expression favorite de M. Périn. Une fois entré dans cette voie, qui est la vraie pour un économiste, il démontre éloquentement tout ce qu'a fait l'esprit chrétien pour le développement de la richesse. Il trace des derniers temps de l'empire romain un tableau juste et sévère; le monde

entier mis au pillage par une seule ville, une poignée de Romains oisifs consommant des trésors extorqués, le travail asservi, la misère universelle comme la corruption, et du sein de cet esclavage et de cette fange le christianisme sortant tout à coup pour prêcher la fraternité humaine et délivrer le travail. Ce rapprochement est toujours instructif, bien qu'il forme depuis longtemps une sorte de lieu commun pour les économistes. Voici entre autres ce que dit Blanqui dans son *Histoire de l'Économie politique* : « Qu'est-ce donc aujourd'hui que la liberté civile, religieuse et commerciale, si ce n'est le développement de la pensée chrétienne? Sans le principe nouveau de l'égalité devant Dieu, l'esclavage grec et romain infesterait encore le monde, la faiblesse serait toujours à la merci de la force, et la richesse serait encore produite par les uns pour être consommée par les autres, sans dédommagement. »

Au nombre des faits qui démontrent l'action puissante des idées religieuses sur la richesse, M. Périn cite à bon droit la prospérité de la France vers la fin du ^{xiii}^e siècle. En acceptant les évaluations de M. Henri Martin, fort peu favorable en général à l'état social du moyen âge, la France devait compter à l'avènement des Valois 25 ou 26 millions d'habitans, ou l'équivalent de ce qu'elle en contenait en 1789. Les magnifiques églises qui s'élevèrent partout à la fois, et que toute la puissance moderne aurait quelque peine à édifier dans le même temps, les cathédrales de Paris, de Reims, d'Amiens, de Chartres, de Rouen, de Bourges, l'église de Saint-Denis, et tant d'autres qu'il serait impossible d'énumérer, attestent un degré de science et d'activité qui étonne, en même temps qu'un développement original des arts. L'influence de l'église catholique pénétrait alors la société tout entière, et c'est à elle que revient surtout l'honneur de ce beau moment historique. Un roi que l'église a mis parmi les saints a donné son nom à ce siècle, où, suivant Joinville, *le royaume se multiplia tellement par la bonne droiture que le domaine, censive, rente et revenu du roi croissait tous les ans de moitié.*

L'exemple tiré des ordres religieux n'est pas moins frappant. Dans les siècles qui suivirent l'invasion des Barbares, les ordres religieux ont sauvé le travail et la richesse, aussi bien que la foi et les lumières. Le nom de saint Benoît n'est pas moins grand pour l'économie politique que pour la religion. « Les moines de saint Benoît, a dit M. Guizot, ont été les défricheurs de l'Europe. » Ce que le polyptique d'Irminon nous a appris de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés sous Charlemagne montre quel était déjà à cette époque l'état agricole de leurs immenses possessions. Tous les historiens modernes ont rendu justice à cette colonisation monastique qui s'é-

tendit progressivement sur l'Europe inculte et à « ces grandes républiques agricoles, industrielles et littéraires de l'ordre de saint Benoît, » comme les appelle M. Mignet. Mabillon a compté dans le cours du ^{vi}^e siècle quatre-vingts nouveaux monastères établis dans les vallées de la Saône et du Rhône, quatre-vingt-quatorze des Pyrénées à la Loire, cinquante-quatre de la Loire aux Vosges, dix des Vosges au Rhin. Une seule abbaye allemande, celle de Fulde, avait fondé autour d'elle cinq mille métairies. Cette prospérité se maintint longtemps. Il fait bon de vivre *sous la crosse*, disaient encore il y a cent ans les cultivateurs des domaines ecclésiastiques.

Le professeur de Louvain évoque avec raison ces souvenirs; mais il compromet un peu sa thèse par une double exagération. D'abord il ne dit pas un mot des abus qui avaient fini par se glisser dans les communautés religieuses, et qui ont amené, malgré leurs bienfaits passés, une réaction violente. Au travail et à la prière avaient trop souvent succédé les vices qui accompagnent l'opulence et l'oisiveté. Ensuite il veut confondre dans la même admiration les ordres travailleurs et les ordres mendiants. On peut soutenir historiquement qu'à l'époque où ils ont paru, les ordres mendiants ont eu leur utilité; mais c'est trop demander à l'économie politique que de prétendre les lui faire accepter comme institution permanente. Il serait imprudent d'unir leur cause à celle des autres ordres, car c'est contre eux que s'est surtout élevée la rumeur publique : ni excès de richesse, ni excès de pauvreté, voilà ce qui peut favoriser le rétablissement et la durée des institutions monastiques (1).

Ils ont tort sans doute ceux qui repoussent pêle-mêle toutes les traditions et pour qui l'histoire nationale ne commence qu'en 1789; mais n'est-ce pas tomber dans un autre excès que de louer sans réserve

(1) Voltaire a fait parfaitement à sa manière cette distinction entre les premiers ordres fondés par saint Benoît et les ordres mendiants fondés par saint François :

J'aime assez saint Benoît; il prétendit du moins
Que ses enfans tondus, chargés d'utiles soins,
Méritaient de vivre en traînant la charrue,
En creusant des canaux, en défrichant des bois;
Mais je suis peu content du bonhomme François :
Il crut qu'un vrai chrétien doit gueuser dans la rue,
Et voulut que ses fils, robustes fainéans,
Fissent serment à Dieu de vivre à nos dépens :
Dieu veut que l'on travaille et que l'on s'évertue.

Otez la légèreté moqueuse du ton, dont il faut toujours prendre son parti quand il s'agit de Voltaire, et vous aurez le jugement qu'il paraît raisonnable de porter sur les ordres religieux. La condamnation des ordres mendiants était prononcée par le clergé lui-même à la fin du règne de Louis XVI. Sans aucun doute, si la révolution n'était pas survenue, la réforme de ces ordres ne s'en serait pas moins faite : elle était déjà commencée avant 1789.

une société morte et qui a mérité de mourir? Six siècles nous séparent de saint Louis, c'est chercher un peu loin nos modèles. Que s'est-il passé dans l'intervalle pour qu'on saute ainsi à pieds joints sur toute une moitié de notre histoire? Si nous regardons à ces six cents ans, nous y trouverons que, tout compte fait, la somme du mal l'emporte beaucoup sur celle du bien. Le XIII^e siècle, qu'on nous vante avec raison, n'avait-il pas aussi ses côtés faibles? Pourquoi ces jours brillants ont-ils été suivis d'une si sombre nuit? Ce qui a fait défaut à la civilisation du moyen âge, c'est précisément l'économie politique : de là sa prompte décadence. Les pestes terribles qui répandaient partout la désolation montrent que l'hygiène des corps manquait absolument, et l'état des âmes ne valait pas toujours beaucoup mieux. Que de fraudes, de violences, de crimes impunis! Le frein religieux n'a pas suffi, à défaut de garanties plus positives, pour contenir les passions des hommes; l'esprit religieux lui-même a souvent disparu dans le désordre universel. Quel lugubre chaos que la fin du moyen âge, et dans des temps plus rapprochés de nous quel souvenir de haine, exagéré sans doute, mais toujours vivant, a laissé après lui l'ancien régime! Il faut savoir distinguer dans le passé, et, en lui empruntant ce qu'il a de bon, l'approprier aux idées modernes.

L'écrivain catholique accepte pleinement le principe moderne de la libre concurrence, c'est la meilleure partie de son livre, celle où il s'affranchit le plus nettement des vieux préjugés; il démontre les avantages qui en résultent pour la division du travail, tout en exprimant le vœu que l'esprit de justice et de charité adoucisse les rudesses de l'application. Rien de plus légitime qu'un pareil vœu. De ce que les économistes prêchent la libre concurrence, il ne faut pas en conclure qu'ils ferment les yeux sur ses inconvénients. Un des économistes les plus radicaux de notre temps, M. Stuart Mill, s'est exprimé à ce sujet en termes assez nets : « Je ne suis pas, dit-il, de ceux qui croient que l'état normal de l'homme soit de lutter sans fin pour se tirer d'affaire; que cette mêlée où l'on se foule aux pieds, où l'on se coudoie, où l'on s'écrase, et qui est le type de la société actuelle, soit la plus désirable pour l'humanité, *au lieu d'être simplement une phase désagréable du progrès industriel.* » A défaut de lois morales qu'il est toujours bon d'invoquer, l'expérience suffirait pour démontrer que la plupart de ces efforts violents manquent leur but, et que le véritable bonheur consiste dans la modération des goûts et le *self government* des intérêts. M. Périn fait remarquer en outre que l'esprit d'association est essentiellement chrétien, et que, pour lui donner toute sa force, rien ne remplace les garanties de moralité et de bienveillance réciproque. Pour mo-

dérer la fièvre de la lutte, il fait appel aux liens sacrés de la famille, à la sobriété, à la patience, à toutes les vertus, exhortations fort sages qui trouvent leur sanction dans le principe économique de l'intérêt bien entendu.

Le crédit est un phénomène tout moral qui repose sur la confiance, c'est-à-dire sur la probité. M. Périn n'a donc pas de peine à le rattacher à la loi religieuse. Il en est de même de l'échange, qui n'est qu'une conséquence de la solidarité chrétienne entre tous les peuples. « Il n'y a point de hasard dans le monde, a dit M. de Maistre, et je soupçonne depuis longtemps que la communication d'alimens et de besoins parmi les hommes tient, de près ou de loin, à quelque œuvre secrète qui s'opère dans le monde à notre insu. » Voilà donc un argument puissant en faveur du libre échange; il est désormais placé sous la protection de la Providence. Dans l'antiquité, cette union du commerce et de la religion était déjà telle que Heeren a pu se servir, pour déterminer les routes du commerce oriental, des données que l'histoire fournit sur la situation des principaux sanctuaires. Le christianisme a fait plus encore. Les foires, qui formaient au moyen âge le principal et presque le seul moyen de réunion entre les commerçans, étaient spécialement protégées par la législation ecclésiastique, et elles coïncidaient pour la plupart avec de grandes fêtes religieuses.

Il est assez difficile de justifier économiquement les croisades, qui ont fait périr sans nécessité plusieurs millions d'hommes. M. Périn l'essaie cependant, et il faut reconnaître avec lui que, parmi les malheurs qu'elles ont entraînés, se sont mêlés des résultats utiles. Elles ont ouvert au commerce des voies nouvelles et introduit en Europe de nouveaux arts. De nos jours, les missions religieuses que les divers cultes chrétiens envoient chez les peuples barbares ont des effets plus sûrs et moins chèrement achetés, quand elles n'appellent pas trop à leur secours les forces militaires et maritimes de la mère-patrie. Un professeur d'économie politique qui devait mourir premier ministre du pape, Rossi, a fait remarquer un des premiers les conséquences économiques de ces missions. « En propageant le christianisme, dit-il, elles instruisent et civilisent, elles excitent de nouveaux besoins, stimulent la consommation et l'échange, et par là même la production. Elles font tomber les barrières que la diversité des religions, le manque de civilisation et de besoins communs avaient élevées entre les nations; elles tendent à assimiler les peuples entre eux en les rangeant tous sous la loi commune de la fraternité chrétienne; elles étendent les marchés existans et en créent de nouveaux. »

Mais il faut que le génie commercial achève et consolide ce que

l'esprit religieux a commencé. Si le commerce avait été puissant et actif au temps des croisades, le contact des peuples chrétiens aurait usé l'islamisme comme il l'use de nos jours, Constantinople n'aurait probablement jamais subi la domination du croissant. Ce n'est pas par la barbarie qu'on repousse la barbarie, et la guerre, quel que soit son but, n'est que barbarie. Au xvi^e siècle, c'est une pensée religieuse non moins qu'une idée de conquête qui a poussé Christophe Colomb à la recherche du Nouveau-Monde, et qui a décidé la reine Isabelle à lui en fournir les moyens; mais que serait devenue cette découverte, si le commerce n'avait suivi la trace du hardi Génois? Croit-on que l'Amérique serait aujourd'hui ce qu'elle est? Ne voit-on pas que, si l'économie politique avait été dès lors mieux connue, la civilisation y aurait fait encore de plus rapides progrès? C'est pour avoir exterminé les indigènes de ce vaste continent qu'il a fallu avoir recours à l'esclavage des nègres pour le cultiver. La religion n'a pas suffi pour empêcher ce double attentat, et c'est notre siècle calculateur qui répare le mal fait par des siècles de foi.

Sur la question fondamentale de la population, M. Périn se sépare en apparence de l'économie politique. Il renouvelle contre Malthus les accusations banales et, j'ai regret à le dire, les calomnies qui poursuivent depuis cinquante ans la mémoire de cet excellent homme. Je me garderai bien d'entrer dans le détail des abominations qu'il étale comme les conséquences forcées du principe de Malthus; contentons-nous de répéter pour la millième fois que Malthus n'a rien dit de pareil, et qu'il faut une imagination en délire pour lui prêter de semblables aberrations. Il a fait remarquer tout simplement ce fait mathématique, que, quand la population montait plus rapidement que la quantité des subsistances, l'insuffisance produisait la mortalité, et, pour parer à ce danger toujours présent, il a fait appel à la prévoyance. Parmi les moyens de contenir le progrès de la population, il en est un, le vice, qu'il repousse avec horreur, et il arrive invinciblement à conseiller une vertu que la religion conseille aussi, la continence.

Le plus curieux, c'est que, tout en traitant Malthus comme un blasphémateur, M. Périn, poussé par la force de la vérité, conclut exactement comme lui. Seulement il attribue aux idées religieuses la puissance la plus forte pour contenir les passions; Malthus n'a jamais dit le contraire, et c'est répondre à sa pensée que de faire venir la religion à son secours. « L'église, dit M. Périn, convie de toutes ses forces la jeunesse au travail; elle entoure avec un soin paternel les premières années de l'homme de toutes les précautions qui peuvent écarter de son âme vierge encore le souffle impur du vice; elle s'efforce de le soustraire aux passions qui lui ôteraient

l'empire de lui-même et qui le livreraient à des convoitises dont le remède se trouverait à peine dans un mariage prématuré, auquel manqueraient trop souvent les élémens matériels du bonheur domestique. *L'église, en fortifiant l'homme contre lui-même, en l'armant contre les penchans les plus impétueux de son cœur, lui donne le moyen d'attendre, dans un célibat honoré par le travail et la chasteté, le moment de fonder avec avantage une famille.* » Otez ce seul mot *l'église*, qui révèle le catholique, et vous croirez lire une page de Malthus.

M. Périn va plus loin, il invoque l'exemple du célibat religieux : « La grande institution du célibat religieux atteste, dit-il, mieux que toute autre la puissance du christianisme pour la régénération des âmes. C'est par elle que, sans poursuivre directement aucune fin relative à l'ordre matériel, *l'église catholique met indirectement une limite à l'accroissement excessif de la population.* » Encore un coup, Malthus catholique ne parlerait pas autrement. Je suis donc fâché de le lui dire, puisque ce titre paraît lui déplaire, mais M. Périn est malthusien. Il a beau chercher à nous faire prendre le change en nous parlant à tout moment de vice et de sensualisme quand il s'agit de vertu et d'abstinence. Pour combattre un Malthus imaginaire, il prêche la thèse du véritable Malthus. Il est rare que l'économie politique fasse appel à la loi du renoncement chrétien, tant prêchée par le professeur de Louvain, et au moment où elle y a recours, on lui répond par les plus sanglans outrages. Avais-je tort de parler d'inconséquence ?

Je m'étonne que M. Périn, qui aime tant à s'appuyer sur M. de Maistre, n'ait pas tenu compte de ce passage du *Pape* (1) : « Cette force cachée qui se joue dans l'univers s'est servie d'une plume protestante pour nous présenter la démonstration d'une vérité contestée. Je veux parler de M. Malthus, dont le profond ouvrage sur le *Principe de la population* est un de ces livres rares après lesquels tout le monde est dispensé de traiter le même sujet. Personne avant lui n'avait clairement et complètement prouvé cette grande loi temporelle de la Providence, que non-seulement tout homme n'est pas né pour se marier, mais que, dans tout état bien ordonné, il faut qu'il y ait une loi, un principe, une force quelconque qui s'oppose à la multiplication des mariages. » Suivant son usage, M. de Maistre exagère la doctrine de Malthus et lui donne une rigueur qu'elle n'a pas; même sous cette forme outrée, il y adhère pleinement, parce qu'il y trouve l'apologie du célibat ecclésiastique, et ce passage n'est pas le seul de ses écrits où il exprime son adhésion.

(1) Livre III, chapitre III.

Il est vrai que M. Périn, comme tous les détracteurs de Malthus, affecte de le présenter comme un ennemi de la population. Cette accusation n'est pas plus fondée que la première. Malthus ne présente nulle part la contrainte morale comme une règle, mais comme une exception que peut seule imposer la nécessité; loin de voir avec déplaisir les progrès de la population, il y applaudit au contraire, à cette seule condition que le progrès des subsistances marche au moins aussi vite. Il ne repousse que cette multiplicité désordonnée de naissances que suit fatalement une effroyable mortalité, quand les conditions d'existence ne suffisent plus. Sous ses auspices s'est formée toute une science qui a pour objet de suivre pas à pas le mouvement des naissances, des mariages et des décès, et qui jette les plus vives lumières sur l'état matériel et moral des nations. Nous savons tous les jours de plus en plus quelles causes agissent pour développer ou ralentir la population; nous apprenons à démêler les bonnes influences des mauvaises, les progrès apparens des progrès réels. Depuis la publication du livre de Malthus, la population a presque doublé dans plusieurs contrées de l'Europe, et en même temps la durée moyenne de la vie s'est fort accrue, résultat admirable dont il n'est pas l'unique auteur, mais qu'il a singulièrement favorisé en appelant l'attention sur ces problèmes (1).

C'est surtout quand il s'agit de la misère et de la charité qu'apparaît l'étroite solidarité de l'économie politique et de la religion. Il n'est pas de sujet plus chrétien que celui-là. La misère a des causes matérielles, comme l'insuffisance et surtout l'intermittence de la production. Elle a encore plus des causes morales. M. Périn n'a pas de peine à montrer que la plupart des maux qui assaillent les classes pauvres viennent de leurs vices. Un des plus terribles est l'ivrognerie, qui entraîne après lui tous les autres. Prêtres, économistes, administrateurs, tout le monde est d'accord pour signaler cette plaie sociale. Pour la combattre efficacement, il n'y a pas trop de tous les moyens à la fois. Que l'économie politique montre à l'ouvrier le mal qu'il se fait à lui-même en dissipant ses épargnes

(1) M. Périn rappelle à ce sujet ce que j'ai dit moi-même dans la *Revue* du dénombrement de 1856, qui a constaté un ralentissement marqué dans la marche de notre population. Il n'y a rien là de contradictoire. L'examen des faits montre que la prévoyance est entrée pour très peu dans cette décroissance; ce sont moins les naissances qui ont diminué que les décès qui se sont accrues. Trois fléaux, l'épidémie, la disette et la guerre, qui appartiennent tous les trois à ce que Malthus appelle les obstacles *répressifs*, ont été les principales causes du mal, et je me suis permis d'en indiquer une quatrième, que Malthus appelle le *vice* et que j'ai appelée le *lux* pour adoucir les termes. Tout cela est parfaitement étranger à la *contrainte morale*. J'ajouterai en passant que si ces tristes phénomènes se sont un peu adoucis dans la dernière période quinquennale, de 1856 à 1861, les caractères généraux ont persisté.

et son temps, en usant sa santé, son intelligence et ses forces, en se préparant une vieillesse misérable et prématurée. Que l'administration exerce sur les cabarets une surveillance sévère, et que la loi punisse au besoin les excès qui s'y commettent. Que la religion vienne enfin donner une sanction à ces leçons pratiques en rappelant à l'ouvrier ses devoirs envers lui-même, envers sa famille et envers Dieu.

Les riches, ou ceux qu'on appelle ainsi, peuvent bien peu matériellement pour l'amélioration du sort des classes ouvrières. En admettant que les classes un peu aisées forment le dixième de la population, ceux qu'on peut appeler riches en forment à peine le centième, et comme ils dépensent déjà tous leurs revenus en salaires, ils ne peuvent que changer la nature de leurs dépenses. Remplacer par des travaux utiles, qui augmentent le capital national, les prodigalités de tout genre qui le diminuent, voilà le moyen le plus efficace dont ils disposent. Moralement ils peuvent beaucoup plus. C'est à eux de donner aux autres classes le plus grand des enseignemens, celui de l'exemple. Là où les riches donnent l'exemple de mœurs régulières et honnêtes, les vices repoussés au sommet pénètrent difficilement dans les couches inférieures. Là au contraire où règnent le luxe et la corruption des grands, les petits imitent ce qu'ils voient, et la société tout entière se démoralise. Ici encore, s'il appartient à l'économie politique de montrer les funestes effets du luxe sur la richesse publique et privée, il appartient à la religion d'élever la voix pour rappeler aux riches qu'ils ont charge d'âmes.

Je n'ai qu'une réserve à faire sur cette partie du livre de M. Périn. Suivant moi, il force un peu le tableau de la misère moderne, comme tous les écrivains de son école. La comparaison avec le passé est, quoi qu'on en dise, tout à l'avantage de notre temps. Un économiste d'un chaleureux talent et d'une grande sincérité, M. Modeste, dans un livre sur le *Paupérisme*, couronné par l'Académie des sciences morales et politiques, a soutenu résolument cette opinion que *le paupérisme est un mal qui s'en va*. Sans aller tout à fait aussi loin, on peut affirmer qu'à prendre les choses dans leur ensemble, la misère diminue. Le travail est plus productif et par conséquent le salaire plus élevé; tous les objets nécessaires à la vie se multiplient avec plus d'abondance; les famines périodiques qui emportaient des populations entières s'éloignent et s'atténuent, et si elles sont remplacées jusqu'à un certain point par les crises commerciales et industrielles, ces crises ont un autre caractère: elles tiennent en général à l'excès momentané, non au déficit de la production, et par conséquent elles entraînent moins de souffrances.

Ce grand développement matériel dérive de causes morales. Je

n'examine pas pour le moment si les individus sont meilleurs, question délicate qui prête à contestation ; mais ce qui est certain, c'est que la société est meilleure et plus pénétrée de l'esprit du christianisme. Les droits de tous sont mieux connus et respectés, le faible est plus défendu contre le fort, le travail plus libre, la propriété plus assurée, la justice plus égale, la paix plus durable. Qu'il y ait encore beaucoup à dire sur tous ces points, je ne le nie pas ; l'ancienne barbarie ne cède pas la place sans combat. Somme toute, le progrès est évident. La condition du plus grand nombre y gagne nécessairement, et les chances de misère deviennent plus rares. Si le siècle se vante trop de ces avantages, il est bon de les ramener à leur juste valeur ; mais il ne faut pas non plus les nier absolument. C'est le cas de lui dire ce que Pascal disait à l'homme : *Si tu t'élèves, je l'abaisse ; si tu l'abaisses, je t'élève.*

* M. Périn devient particulièrement injuste quand il parle de l'Angleterre. Il trace le plus effrayant tableau de l'état des classes laborieuses dans ce pays. Les documens dont il s'appuie sont pour la plupart anglais, et on peut croire qu'il n'y a rien à répondre à des témoignages oculaires. Il existe cependant d'autres témoignages, tout aussi authentiques, qui disent exactement le contraire. C'est que, dans le premier cas, on constate des exceptions, et que, dans le second, on s'en tient à la règle. Il suffit de passer huit jours en Angleterre pour voir par ses propres yeux combien l'aisance est générale parmi les classes ouvrières ; on peut toujours, si l'on veut, en pénétrant dans les quartiers les plus pauvres des grandes cités, s'y donner le spectacle d'une misère d'autant plus repoussante que l'humidité sombre du climat ajoute à son horreur ; mais là même la lumière entre peu à peu, et ces derniers repaires se circonscrivent de plus en plus. Les publications dont M. Périn reproduit de si douloureux extraits servent, par leur exagération même, à la guérison des maux qu'elles signalent ; on n'a pas en Angleterre l'habitude de cacher ses plaies, on les montre au grand jour ; quelquefois même on les simule, pour mieux exciter la compassion.

Il suffit de deux ou trois faits généraux pour réduire à leur juste valeur ces accusations. Le premier est le progrès extraordinaire de la population. Si les classes ouvrières vivaient dans le dénuement et la corruption, le flot de la population anglaise ne pourrait pas monter avec cette rapidité ; la mortalité qui suit le vice et la misère l'arrêterait infailliblement. La seconde preuve est plus démonstrative encore, s'il est possible : c'est la quantité proportionnelle des consommations que révèle la statistique. Il est parfaitement avéré que la nation anglaise consomme *par tête* beaucoup plus de viande, de bière, de sucre, de thé, de laine, de coton, qu'aucune autre, et d'où

peut provenir cet excédant de consommation, si ce n'est du plus grand nombre? Enfin on n'a qu'à consulter les recettes des caisses d'épargne et des innombrables sociétés mutuelles que renferme l'Angleterre pour voir qu'elles s'élèvent à des sommes bien autrement énormes que dans aucun pays du continent. Un peuple qui fait un pareil usage de l'épargne n'est ni si misérable ni si corrompu.

La pauvreté déclarée ne reçoit nulle part autant de secours. Est-il besoin de citer la taxe des pauvres, cet impôt si lourd, qui prélève sur les revenus des classes aisées 150 millions par an? Et qui ne sait qu'en sus de cette taxe légale, une foule de fondations libres, *supported by voluntary contributions*, s'ouvrent de toutes parts aux malheureux? On a fait la liste des *charités* volontaires de la seule ville de Londres : le total en est gigantesque. Je sais bien que ces efforts mêmes sont présentés comme une preuve de l'intensité du mal; que dirait-on, s'ils n'existaient pas? M. Perin fait remarquer que la condition des pauvres est meilleure dans les contrées méridionales de l'Europe; il faut ajouter seulement que cette différence ne tient pas aux hommes, mais au climat. Un indigent à Naples n'a pas besoin d'abri, il n'a presque pas besoin de vêtement; une nourriture extrêmement frugale lui suffit. En Angleterre, il faut une maison bien close, un feu de charbon, des vêtements chauds, des alimens fortifiants. L'entretien d'une famille y coûte quatre ou cinq fois plus qu'à Naples, et pour peu qu'une de ces nécessités ne soit pas satisfaite, la souffrance est beaucoup plus vive. Le soleil console de tout; il pare les haillons et inspire la gaité; sous un ciel obscur, pluvieux et froid, l'indigent ne peut s'étourdir que par l'exaltation mortelle du *gin*, et l'énergie du caractère national se tourne en morne désespoir.

A ces conséquences du climat, il faut en joindre d'autres qui résultent de circonstances économiques. Par la surabondance de sa population, dont les besoins dépassent de beaucoup la production agricole de son sol, si riche qu'elle soit, l'Angleterre est sans cesse exposée à un déficit de subsistances. D'un autre côté, les crises industrielles et commerciales y sévissent plus qu'ailleurs, parce que l'industrie et le commerce y ont pris plus de développement. Ce ne sont pas là des faits moraux, mais des faits matériels; il ne faut pas attribuer aux uns ce qui s'explique par les autres. C'est au contraire par la force morale que la nation anglaise tient tête à ces dangers et finit par en triompher. Il n'y a pas de plus grand exemple que celui qu'elle donne en ce moment. On sait quelle terrible détresse la crise américaine a amenée dans les populations qui travaillent le coton; le comté de Lancastre en particulier, qui renferme plus de deux millions d'âmes, a vu disparaître subitement l'aliment

de son immense industrie. Qui ne sait quelle est en présence d'un tel désastre l'attitude admirable de cette population héroïque? Pas une plainte, pas un désordre, pas une révolte; deux millions de créatures humaines souffrent en silence un mal qu'elles ne peuvent empêcher; elles refusent même tout secours de l'état, aimant mieux consommer leurs épargnes et vendre jusqu'à leur mobilier que tendre la main à leurs concitoyens, et l'Angleterre entière, touchée jusqu'aux larmes, respecte cette fière abnégation, prête à voler à leur aide avec toutes ses ressources quand il le faudra absolument.

Pour voir ainsi l'Angleterre en noir, M. Périn a un motif qu'il ne dissimule pas; l'Angleterre est protestante, et l'économiste catholique ne peut admettre que le protestantisme puisse se concilier avec la grandeur morale. Rien n'est plus triste que cette malveillance qui divise encore les deux grandes églises chrétiennes et qui survit aux anciennes guerres de religion. Le mal n'est pas particulier à l'un des deux cultes, il est répandu parmi les protestans comme parmi les catholiques. Les Anglais, si raisonnables d'ordinaire, perdent tout à fait la tête quand il s'agit du pape et de l'église catholique; à leur tour, certains catholiques le leur rendent bien. Ne serait-il pas temps d'oublier un peu ce qui nous divise pour voir davantage ce qui nous rapproche? Le catholicisme et le protestantisme sont les deux branches d'un même tronc; ils ne peuvent plus espérer de se détruire mutuellement; ils y travaillent en vain depuis trop longtemps. Ce qu'ils ont désormais de mieux à faire, c'est de se supporter, de se rendre justice, et de rivaliser pour le bien. L'avenir dira si ce n'est pas là le meilleur moyen de travailler à un rapprochement que ces polémiques amères ne peuvent qu'éloigner.

Il n'y a pas d'ailleurs, il faut l'avouer, de terrain plus mal choisi par un catholique, pour y porter ces querelles, que le terrain économique, non que le catholicisme soit par lui-même moins favorable au progrès de la richesse, mais parce que les nations protestantes ont les devans jusqu'ici. Quel que soit l'essor qu'aient pris au *xiii^e* siècle, sous les auspices de l'église, la richesse et la population, on les a vues décroître rapidement dans les siècles suivans, et de l'époque de la réforme date le mouvement ascensionnel qui se continue sous nos yeux. L'Angleterre protestante est la plus riche des nations modernes; Adam Smith, Ricardo, Malthus, étaient Anglais et protestans, et il n'y a pas de pays au monde où l'enseignement économique soit devenu plus général et plus populaire. Est-ce une raison pour désespérer de l'avenir des nations catholiques? Non certes. Si l'église catholique a trop dédaigné jusqu'ici les enseignemens de l'économie politique, le livre de M. Périn prouve

qu'elle commence à ouvrir les yeux. Le jour où elle y appliquera son puissant génie, elle dépassera probablement tout ce qu'on a vu. L'église catholique n'est pas pour rien la plus grande institution que le monde ait connue.

A ceux qui pourraient être tentés d'exagérer la supériorité économique des nations protestantes, on peut répondre que si l'Angleterre, la Hollande, la Saxe, le Wurtemberg sont protestans, la Belgique, le nord de la France, la Prusse rhénane, la Haute-Italie, qui rivalisent de richesse, sont catholiques. L'Italie entière a été dans d'autres temps à la tête de la civilisation universelle. L'Espagne, aujourd'hui une des nations les plus arriérées, a étendu sa domination sur les deux mondes, et depuis qu'elle possède un gouvernement constitutionnel, elle remonte à vue d'œil vers la puissance. Il n'est possible de voir dans ces déplacements qu'une de ces oscillations historiques qui constituent la vie des peuples. Même en Amérique, où éclatait plus qu'ailleurs la supériorité actuelle du protestantisme, les états protestans du nord commencent leurs querelles quand les états catholiques du sud semblent finir les leurs; les uns descendent, les autres montent. A prendre l'histoire dans son ensemble, les œuvres du catholicisme dépassent de beaucoup celles de la réforme; l'un a régné pendant quinze siècles, l'autre n'a commencé sérieusement qu'il y a trois cents ans.

Ce qui doit le plus exciter cette féconde émulation, c'est que les nations les plus riches sont en même temps les plus pénétrées de l'esprit religieux. L'un ne peut aller longtemps sans l'autre. La riche Angleterre est aujourd'hui la nation la plus religieuse de l'Europe. On peut trouver son culte triste et sévère; tel qu'il est, il suffit à son génie. Quels que soient les désordres qu'on peut signaler dans la partie infime de sa population, le reste vit dans une régularité parfaite et remplit avec ferveur ses devoirs religieux. Là est le principe des grandes choses que l'Angleterre accomplit dans tous les genres, le principe de sa liberté politique et de cet ordre universel qui s'unit si naturellement à sa liberté. Si les ouvriers du Lancashire et des comtés voisins donnent en ce moment un si beau spectacle, le plus beau peut-être qu'on ait jamais vu, c'est sans doute parce qu'ils connaissent les lois de l'économie politique, mais aussi parce qu'ils sont pour la plupart soutenus par une piété sincère. Que M. Périn aille passer un dimanche à Manchester, à Liverpool, à Birmingham, à Leeds, à Sheffield, dans une de ces grandes villes manufacturières qui ne sont d'après lui que des théâtres de perdition, et il verra combien l'immense majorité des ouvriers anglais méritent peu les reproches qu'il leur adresse. Les sectes y sont nombreuses, il est vrai, mais toutes ardemment chré-

tiennes. « *Depuis la crise*, disait dernièrement un chef de police à un voyageur français, *les cabarets sont fermés et les églises sont pleines.* »

L'esprit catholique brille surtout par la charité, par l'ardent et profond amour du pauvre. Il n'y a rien, dans les œuvres du protestantisme, d'aussi admirable que l'institution sublime des sœurs de charité, et de nos jours une foule d'autres fondations, inspirées par le zèle le plus ingénieux et le plus passionné, montrent que cette source immortelle ne tarit pas. Il faut cependant avoir le courage de le dire, ce noble dévouement n'a pas toujours été assez éclairé. L'église catholique a trop aimé la pauvreté, elle l'a trop sanctifiée en quelque sorte, elle a trop prêché la charité pour elle-même, pour l'édification de celui qui la fait. L'idéal de l'aumône, c'est de se rendre inutile. Le texte dont on s'appuie pour dire la pauvreté impérissable n'est pas exactement cité. L'Évangile ne dit pas *vous aurez*, mais *vous avez* toujours des pauvres parmi vous : *pauperes semper habetis vobiscum*, ce qui est bien différent. Quand même la pauvreté devrait être la plus forte, notre devoir serait toujours de la poursuivre dans son principe, afin de la détruire autant que possible. Sous ce rapport, l'économie politique a quelque chose à apprendre à la religion; l'instrument le plus puissant de la charité serait l'union de la foi et de la science.

Cette union se fera certainement, car l'incompatibilité n'est qu'apparente. Malthus, dont on dit tant de mal, a écrit un chapitre intitulé : *De la direction à donner à notre charité*, dont on ne saurait trop recommander la lecture. « En intéressant les hommes, dit-il, au bonheur et au malheur de leurs semblables, l'instinct bienfaisant que la nature a mis en eux les engage à porter remède aux maux partiels qui résultent des lois générales; mais si cette bienveillance ne distingue rien, si le degré de malheur apparent est la seule mesure de notre libéralité, il est clair qu'elle ne s'exercera que sur les mendiants de profession : nous secourrons ceux qui auront le moins besoin de secours, nous laisserons périr l'homme actif et laborieux luttant contre d'inévitables difficultés. Il en est bien autrement de cette charité intelligente et active qui connaît en détail ceux dont elle soulage les peines, qui sent par quels étroits liens sont unis le riche et le pauvre et s'honore de cette alliance, qui visite l'infortuné dans sa maison et ne s'informe pas uniquement de ses besoins, mais de ses habitudes et de ses dispositions morales. Une telle charité impose silence au mendiant effronté qui n'a pour recommandation que les haillons dont il affecte de se couvrir; elle encourage au contraire, elle soutient, console, assiste avec libéralité celui qui souffre en silence des maux immérités. Il est impossible de pratiquer une

pareille charité sans croître journellement en vertu; c'est la seule qui fasse à la fois le bonheur de celui qui la pratique et de celui qui en est l'objet. » Les membres de la société de Saint-Vincent-de-Paul ne se reconnaissent-ils pas dans ce passage?

M. Périn repousse autant que Malthus la charité légale; il va même un peu trop loin sous ce rapport, car il y a dans la charité légale des parties excellentes, comme l'assistance aux aliénés et aux enfans abandonnés; il fait justement appel à la charité privée et surtout aux associations de charité. J'aurais voulu seulement que, tout en rendant un hommage mérité à ces pieux efforts, il se montrât un peu plus préoccupé de cet autre genre d'institutions charitables qui a pour but de prévenir la pauvreté. Il dit à peine quelques mots des caisses d'épargne, qui sont pourtant au premier rang. L'épargne des classes ouvrières pourrait s'accroître encore, soit sous cette forme, soit sous toute autre, si le clergé catholique prenait en main cette cause avec plus d'ardeur. Je regrette aussi d'avoir trouvé dans M. Périn quelques paroles peu favorables à l'instruction primaire. La diffusion de l'instruction a ses dangers sans doute, elle répand encore plus de bienfaits; l'homme ignorant est un esclave, l'instruction seule donne la liberté. L'admirable institut des *frères de la doctrine chrétienne* prouve d'ailleurs que l'église a compris ce grand devoir, et ce n'est pas répondre à son esprit que d'élever des doutes sur ce point.

A propos des sociétés de secours mutuels, qui sont, avec les caisses d'épargne et les écoles primaires, le plus sûr moyen d'améliorer le sort des classes pauvres, M. Périn fait remarquer que leur origine remonte au moyen âge et qu'on les appelait des *confréries*. M. Levasseur, dans sa savante *Histoire des classes ouvrières*, M. Émile Laurent, dans son *Traité du paupérisme et des associations de prévoyance*, avaient déjà fait la même observation. Le lien religieux donne une force de plus à ces associations, et quand elles ont pour but de soulager l'âme aussi bien que le corps, elles prennent un caractère plus sacré et de plus profondes racines. Les anciennes confréries s'unissaient malheureusement aux corporations, aux jurandes, aux maîtrises, dont l'abolition a émancipé le travail, et il faut avoir bien soin de distinguer la partie charitable et chrétienne de ces institutions de leur partie égoïste et exclusive. Une fois cette distinction faite, rien ne s'oppose, au point de vue économique, à voir reparaître et se multiplier les bannières, les chapelles, les images des saints, tout ce pieux appareil qui formait l'unité visible des anciennes sociétés. Il n'y a pas jusqu'à ce mot touchant de *confrérie* qui ne vaille mieux que le nom actuel; en Angleterre, on les appelle des sociétés d'amis, *friendly societies*.

Je ne discuterai pas avec le professeur de Louvain sur ce qu'il appelle le *patronage*. Ce mot peut avoir deux sens, l'un inconciliable avec les principes de la société moderne, l'autre au contraire profondément utile. Le premier est le patronage légal, c'est-à-dire un ensemble d'obligations positives entre le maître et l'ouvrier, qui rappellerait de près ou de loin l'ancien patriciat. Il faudrait être bien aveugle pour rêver un pareil retour vers le passé, et pour ne pas comprendre qu'il n'y a désormais rien à attendre que de la liberté la plus entière des deux parts et de la parfaite égalité des droits. Le second est le patronage volontaire, librement accordé, librement accepté, ou, pour mieux dire, car ce mot de patronage peut encore soulever des ombrages, une sollicitude affectueuse des entrepreneurs d'industrie pour l'état moral et matériel de leurs ouvriers. L'économie politique ne repousse que l'intervention de la loi, et encore pas toujours, car elle a accepté la loi sur le travail des enfans dans les manufactures. Il suffit de lire les éloquentes études de M. Reybaud sur la condition des ouvriers en soie pour voir combien tout économiste digne de ce nom se préoccupe de ce grave côté de la question industrielle. Il y a bien peu de chefs d'atelier qui ne veillent aujourd'hui à la moralité, à la santé, au bien-être de leurs ouvriers non moins qu'à leur travail, et, quand ils manquent à ce devoir, l'opinion publique les y rappelle avec sévérité.

Entre autres exemples, empruntés pour la plupart à M. Reybaud, M. Périn aime à citer la manufacture d'étoffes de soie de Jujurieux, dans le département de l'Ain. Des femmes suffisent à ce travail, où la dextérité importe plus que la vigueur. Cet emploi exclusif des femmes a permis d'établir une règle qui, par sa sévérité, se rapproche des congrégations religieuses. On n'y prononce pas de vœux; mais, dans la limite de leurs engagements, les ouvrières sont astreintes à un genre de vie qui les isole du monde extérieur. Des sœurs ont le gouvernement de la maison. On n'admet que des jeunes filles ou des veuves sans enfans. Les ouvrières, logées, nourries et entretenues dans l'établissement, reçoivent, au lieu de salaires, des gages fixes par an. Il en est peu parmi elles qui n'aient point une épargne, et ces économies restent dans la caisse à titre de dépôt. Lorsque pour un motif ou pour un autre une ouvrière quitte la maison, on règle son compte et on lui remet la somme accrue des intérêts. Presque toujours la sortie a pour cause un établissement, car les cultivateurs du voisinage prennent volontiers leurs femmes dans la manufacture de Jujurieux. Rien de plus parfait à coup sûr, rien de plus sacré qu'une pareille maison: mais il est facile de voir que, par sa rigueur claustrale, elle ne peut être qu'une exception.

En règle générale, le meilleur patronage est celui qui respecte le

plus la liberté de l'ouvrier et qui travaille à le rendre maître de son sort. J'aurais donc voulu que M. Périn citât aussi, pendant qu'il était sur ce sujet, l'entreprise de *maisons d'ouvriers* de Mulhouse, que nous a également décrite M. Reybaud. Cinq cents ouvriers, devenus en quelques années propriétaires d'autant de maisons saines et commodés qu'ils paient sur leurs épargnes, et par ce moyen autant de familles constituées, vivant honnêtement, régulièrement, heureusement, aussi défendues que possible contre les chances des chômages : que de victimes enlevées à la débauche, que de malades soustraits à l'hôpital, que d'enfans qui auraient peut-être peuplé les hospices, et qui s'élèvent sous l'œil maternel ! C'est aussi une œuvre sainte que celle-là. Les moyens diffèrent, l'esprit est le même. La famille, voilà le vrai moyen de salut, et rien n'encourage la famille comme la propriété.

M. Périn blâme les mesures répressives de la mendicité comme contraires à la charité chrétienne. Le régime des *workhouses* en Angleterre et des *dépôts de mendicité* en France lui paraît également répréhensible. Cette question est fort délicate, en ce qu'il est difficile de saisir le point précis où la répression devient légitime. On ne saurait cependant contester qu'une certaine part de répression ne soit nécessaire ; ce serait une charité bien mal entendue que celle qui permettrait à la paresse et au vagabondage d'abuser indéfiniment de la pitié publique. Entre les aumônes aveugles des anciens couvens et les lois sauvages qui punissaient l'indigence comme un crime, il y a un terme moyen qu'il faut trouver, et dont la législation actuelle, soit en France, soit en Angleterre, ne s'éloigne pas autant qu'on veut bien le dire. Si le régime intérieur des *workhouses* et des *dépôts de mendicité* présente encore des abus et des lacunes, de part et d'autre on s'occupe d'y remédier, et certainement on y remédiera. Si les articles du code pénal contre la mendicité sont trop sévères, on les adoucit dans l'application ; il en est de même en Angleterre du bill de 1834. Quant au principe de la répression, outre le fameux texte de saint Paul : *celui qui ne veut pas travailler n'est pas digne de manger*, M. Périn cite lui-même plusieurs passages des pères qui le justifient. « Ne donnez pas, dit saint Jérôme, à de faux indigens la substance du Christ, qui appartient aux vrais pauvres. » Saint Augustin, saint Ambroise, s'expriment dans le même sens.

Que n'a-t-on pas dit contre la suppression des tours ! L'œuvre de saint Vincent de Paul était perdue ! L'insensibilité économique prenait la place de la compassion chrétienne ! Voilà cependant qu'après trente ans d'expériences, une commission présidée par un des hommes qui ont le plus approfondi les effets de la bienfaisance pu-

blique, M. de Watteville, vient de constater les heureuses conséquences de cette réforme, non-seulement dans l'ordre économique, mais dans l'ordre moral. De 36,000 par an en 1831, le nombre des enfans abandonnés est descendu à 26,000; l'abandon des enfans légitimes, qu'encourageaient le silence et l'obscurité, est devenu tout à fait exceptionnel; la mortalité a diminué avec la dépense, et ce qui doit surtout réjouir les âmes chrétiennes, beaucoup de ces malheureux enfans finissent par être reconnus et même légitimés par mariage subséquent. Tels sont les effets du nouveau système. En même temps la commission a constaté une fois de plus que la suppression des tours n'a aucune influence sur les infanticides, puisque les départemens qui ont supprimé les tours ne sont pas ceux où s'accroît le nombre de ces crimes. Voilà donc une question douloureuse qui va en s'éclaircissant, et où la raison et l'expérience rectifient la charité qui s'égare.

J'ai dit franchement ce qui manque, selon moi, au travail de M. Périn; je n'en veux pas moins le remercier de sa tentative. D'autres feront après lui quelques pas de plus. Réconcilier l'économie politique et la religion, c'est l'œuvre la plus méritoire qu'on puisse entreprendre. Avec le concours de ces deux grandes forces sociales, on peut espérer de faire reculer indéfiniment le vice et la misère. L'une sans l'autre n'y suffit pas. Le jour où elles marcheront tout à fait d'accord, nous assisterons à une nouvelle et puissante évolution de l'idée chrétienne. Voilà bientôt deux mille ans que l'aurore du christianisme a paru : dans cette longue suite de siècles, le monde a fait sans doute de grands pas; mais combien nous sommes encore loin de l'exécution complète des divines promesses! L'esprit du paganisme n'a pas péri, il lutte encore sous diverses formes et se glisse quelquefois sous le manteau de la religion. De son côté, le génie chrétien change de forme aussi; il ne vit pas uniquement dans le sanctuaire et se répand au dehors sous d'autres noms. C'est lui qui a inspiré, malgré des apparences trop souvent contraires, la philosophie du XVIII^e siècle, car là où est l'amour de l'humanité, là est l'esprit du christianisme. C'est lui qui reparaît de nos jours dans l'élan universel vers la richesse, qui donne la dignité et la liberté. Qu'on ne sépare pas ce que l'histoire a uni. Enfans de ce siècle, nous sommes à la fois les fils des croisés et les fils de Voltaire; nous héritons de tout le travail du passé, si contradictoire qu'il soit en apparence.

Plus on démontre l'influence des croyances religieuses sur le développement de la richesse, plus il serait juste de montrer en même temps l'action du progrès matériel sur l'ordre moral, car les services sont réciproques. C'est même là un des caractères les plus

frappans et les plus neufs de notre temps; plus que jamais la multiplication des pains sert à propager le sermon sur la montagne. La Providence veut bien se montrer sous cette forme; ne la repoussez pas.

Quand les entrepreneurs du télégraphe transatlantique crurent avoir déposé dans les profondeurs de l'Océan le câble qui devait servir de lien électrique entre les deux mondes, la première dépêche qu'ils confièrent au nouveau messager fut celle-ci : *Gloire à Dieu dans les hauteurs du ciel, et paix sur la terre aux hommes de bonne volonté!* De même les voûtes de cet immense palais qui abrite en ce moment à Londres les produits de l'industrie universelle sont toutes couvertes d'inscriptions pieuses qui rappellent que la main de l'homme ne fait qu'accomplir l'œuvre de Dieu. Tel est en effet le véritable sens de cette forme nouvelle et décisive de l'antique croisade. Ce que n'ont pu faire des siècles d'efforts, soit par les armes, soit par la parole, l'industrie l'accomplit plus sûrement sous nos yeux. Par elle, les dernières chaînes tombent, les âmes s'affranchissent avec les corps, la pauvreté cède avec l'ignorance, l'égalité se fait. Par elle, la barbarie la plus lointaine se laisse vaincre, les déserts se peuplent, la foi se répand, le monde sauvage apprend à jouir des dons de la Providence et à bénir son nom. Hommes de peu de foi, qui croyez voir la mort où est la vie, reconnaissez le doigt tout-puissant, et à l'aspect de ces conquêtes pacifiques qui préparent le règne de la fraternité universelle annoncée par l'Évangile, répétez le cri de triomphe du chrétien : *Christus vincit, Christus regnat, Christus imperat.*

LÉONCE DE LAVERGNE.

SHAFTESBURY

« Vous dites, écrivait le poète Gray à un de ses amis, que vous ne pouvez concevoir comment lord Shaftesbury est parvenu à être un philosophe en vogue. Je vous le dirai. D'abord il était lord. Secondement, il était aussi vain qu'aucun de ses lecteurs. Troisièmement, les hommes sont très enclins à croire ce qu'ils ne comprennent pas. En quatrième lieu, ils croiront tout absolument, pourvu qu'ils ne soient nullement obligés d'y croire. Cinquièmement, ils aiment à prendre une route nouvelle, même quand cette route ne conduit nulle part. Sixièmement, il était regardé comme un fin écrivain, et semblait toujours en plus entendre qu'il n'en disait. Vous faudrait-il encore d'autres raisons? Un intervalle d'environ quarante ans a passablement détruit le charme. Un lord, quand il est mort, ne se distingue plus des simples *commoners*. La vanité n'a plus d'intérêt dans l'affaire, car la route neuve est devenue vieille. La mode du libre-penser est comme celle des fraises et des paniers, et elle a fait place à celle de ne pas penser du tout; autrefois on tenait pour malséant de découvrir à demi et d'à demi cacher sa pensée, mais maintenant nous avons depuis longtemps pris l'habitude de la voir toute nue. La recherche et l'affectation du style, comme les belles manières de la cour de la reine Anne, ont tourné au sans-*façon* et à la grossière familiarité (1). »

Gray, qui écrivait ainsi en 1758, s'était fait en latin le poète de Locke : *Anglicæ certe o lux altera gentis*, comme il disait. Il ne pouvait qu'être blessé de quelques attaques vives dans leur brièveté lancées contre son maître par Shaftesbury, et en présence d'une philosophie très différente de celle de Locke, à la fois plus faible et plus élevée, il devait recueillir avec une complaisance hostile, et aiguïser, pour les rendre plus acérées, toutes les critiques que des

(1) Lettre XXXI, 18 août 1758, à M. Stonhewer. *Gray's Works*, t. I^{er}, p. 369.

juges sévères ou malveillans avaient pu adresser à l'auteur des *Characteristiques*. La vogue de ce dernier est en effet dès longtemps évanouie. Il est douteux qu'elle renaisse; Shaftesbury n'est pas oublié, mais il est inconnu. En Angleterre, on le lit peu; en France, on ne l'a jamais lu, excepté dans une paraphrase de Diderot aujourd'hui peut-être plus abandonnée que l'original. La réputation même de Shaftesbury est compromise, sans qu'on sache pourquoi. On est averti qu'il faut se défier de lui. De vagues soupçons et nulle curiosité, c'est bien assez pour qu'un écrivain soit négligé. Parmi ses compatriotes, les dévots ont entendu dire qu'il était de cette école de libres penseurs que l'Angleterre semble étonnée d'avoir enfantée, et ils auraient scrupule de s'exposer à la remettre en crédit en lisant une page de sa façon. Les sages se sont laissé raconter qu'il n'avait pas courbé la tête devant cette science exclusivement expérimentale qui fait la gloire de l'Angleterre et le bonheur de ses habitants, et c'est assez pour qu'ils ne perdent pas leur temps avec un spéculatif qui peut-être aurait trouvé à redire à Paley et que Bentham ou Mill n'eussent pas convaincu. Les descendants même les plus éloignés de la famille de Platon sont assez sujets à encourir la suspicion des partis les plus opposés et à se trouver serrés jusqu'à en périr entre les dédains de l'empirisme et les anathèmes de la foi. Cette double disgrâce ne condamne pas toujours celui qui la subit, et, sans nous attendre à nous voir en présence d'un des maîtres de l'esprit humain, ce n'est pas sans intérêt ni curiosité que nous essayons de faire plus intime connaissance avec Anthony Ashley Cooper, comte de Shaftesbury.

I.

Il était le petit-fils du célèbre chancelier qui, après avoir aidé Charles II à monter sur le trône, le servit avec plus d'ambition que de dévouement, avec plus d'indépendance que de respect, et finit par pousser l'opposition jusqu'aux extrêmes limites de la fidélité en tentant d'arracher des marches du trône son frère et son successeur. Cet homme d'état, encore étudié comme un problème par les historiens, eut pour fils un jeune homme maladif dont Locke avait surveillé l'éducation. Locke était l'ami et le conseiller du père, et voyant que l'état de santé de l'héritier du nom et du titre pouvait avant le temps frapper l'un et l'autre d'extinction, il conseilla de le marier jeune : à seize ans, Ashley épousa lady Dorothée Manners, fille du comte de Rutland. Quoiqu'il ne soit pas arrivé à la vieillesse, il eut le temps d'avoir sept enfans. L'aîné, qui portait les noms héréditaires de la famille, naquit à Londres, dans Exeter-House, la

maison de son aïeul, le 26 février 1671. Lord Shaftesbury dirigea lui-même son éducation. Il l'éleva, suivant les idées de Montaigne, qui s'éloignaient peu de celles de Locke, et mit près de lui, dès ses tendres années, la fille du maître d'une école, mistress Birch, qui lui parlait couramment grec et latin, en sorte qu'à onze ans il lisait également les deux langues. C'est peut-être pour lui que son aïeul, qui, en écrivant à Locke, parle de son petit-fils quelquefois, pria le philosophe alors voyageant en France de s'informer des livres dans lesquels le dauphin avait commencé le latin, et c'est probablement pour le satisfaire que Locke rapporta un mémoire complet sur la méthode suivie dans l'éducation des enfans de France. C'était chercher bien loin comment il faut apprendre le rudiment aux héritiers présomptifs.

En 1683, l'enfant fut placé par son père à l'école de Winchester, qui n'a encore, comme établissement d'instruction secondaire, que trois ou quatre rivaux dans toute l'Angleterre (1). A cette époque, lord Shaftesbury avait été déjà forcé de chercher un asile en Hollande pour échapper au sort qui menaçait les Russell et les Sydney : peut-être même était-il déjà mort à Amsterdam le 21 janvier 1683; mais tel était l'esprit de parti qui envenimait tout en Angleterre que les écoliers eux-mêmes ne pouvaient s'en préserver. Le petit-fils d'un proscrit reçut un mauvais accueil dans le collège. Le chef seul de l'établissement, le docteur Harris, et un ou deux élèves lui témoignèrent de la bienveillance : l'un d'eux, qui fut sir John Cropley, resta son intime ami; mais l'insolence de ses camarades, qui outragèrent devant lui son grand-père, l'obligea de quitter l'école, et, trois ans après, il voyageait sur le continent, accompagné par un écossais, Daniel Denoune, qui méritait toute la confiance de sa famille. Le jeune lord Ashley resta assez longtemps en Italie, jouissant d'un climat favorable à la délicatesse de ses organes; il y prit le goût des arts et en rapporta, avec une instruction rare de son temps dans son pays, la connaissance parfaite de la langue française, qu'il parlait sans accent.

Il ne revint en Angleterre qu'après la révolution (1689), mais il refusa d'entrer au parlement, voulant se mûrir pour les affaires par des études d'un autre genre que celles qui l'avaient occupé jusqu'à là. Ce n'est pas que, retrouvant Locke, l'ancien ami de sa famille, le guide promis à sa jeunesse, il ne reprit quelque habitude de l'entretenir de questions purement spéculatives. Il n'avait pas été, quoiqu'on l'ait dit souvent, élevé sous la direction de Locke; mais ce dernier avait infailliblement remarqué son esprit, sans le goûter peut-être, et Ashley à dix-huit ans recherchait avec lui les conver-

(1) Eton, Harrow, Rugby, Westminster.

sations sérieuses. Il paraît que beaucoup de lettres qu'il lui avait écrites se sont retrouvées dans les papiers de Locke. Lord King n'en a donné que deux au public (1). Dans la première, du mois d'août 1689, le jeune homme, avec beaucoup d'excuses et d'embarras, soumet quelques idées qui, dans leur conversation de la veille, lui sont venues à l'esprit, sans qu'il ait su les exprimer. Grâce à une pratique que Locke lui a souvent conseillée, il a mis par écrit ses réflexions. Ce sont des objections contre l'immatérialité absolue que son interlocuteur attribuait à l'âme. Il lui rappelle que la pensée n'a jamais appartenu qu'à l'être animé. On ne se figure pas l'inanimé pensant. Or, quand la matière est animée, elle est sensible, et la pensée ne consiste que dans les idées des objets naturels, tels qu'ils se présentent aux créatures sensibles. L'original en est donc dans la matière; comment ce qui vient de la matière serait-il immatériel? Quel rapport, quel *medium* pourrait-il y avoir entre deux choses si différentes? La liaison de la sensibilité et de la pensée est visible, et si, après la disparition de la sensibilité, la pensée subsistait, il semble qu'on penserait sans savoir que l'on pense. La suppression de toute matérialité, soit dans la faculté de penser, soit dans les objets sur lesquels elle s'exerce, aboutit à quelque chose dont nous ne pouvons nous faire une idée quelconque. Ces doutes, présentés par Ashley d'une manière originale et fine, offrent ceci de remarquable, qu'ils reposent sur un point convenu entre Locke et lui, c'est que *nous devons tout à la sensibilité*. Ils prouveront aux philosophes deux choses : d'abord que Locke, malgré tout ce qu'on a pu dire, excluait tout élément matériel de l'essence de l'âme, et fondait cette exclusion sur l'immatérialité absolue de la pensée; secondement, que cette opinion est difficilement compatible avec sa propre doctrine, qui veut que tout vienne des sens, cette doctrine menant à confondre la faculté de penser elle-même avec les idées issues de la perception des choses, et ces idées avec les sensations perceptives. Quoique les rapports du monde sensible avec la pensée soient toujours inexplicables, il est certain que l'existence du principe pensant par lui-même est beaucoup plus concevable lorsque l'analyse de ses opérations a démontré qu'il y a dans nos connaissances quelque chose qui vient de lui et nullement des sens. C'est ce dernier point qu'Ashley ignore et que Locke ne lui aurait pas appris. Dans leur discussion, Locke avait raison; mais il avait raison malgré sa doctrine, que son adversaire interprétait mieux que lui.

Dans une lettre écrite cinq ans après (2), on voit que Locke lui avait demandé de lui communiquer quelque chose de ses travaux,

(1) *Life and Correspondence of Locke*, t. I^{er}, p. 337.

(2) 29 septembre 1694. *Ibid.*, p. 344.

et Ashley lui répond qu'il le ferait volontiers sans qu'on l'en pressât, s'il avait quelque chose qui en valût la peine; mais toutes ses études n'ont qu'un but fort simple, l'amélioration de soi-même. Il ne prétend à aucune découverte, à aucun système. Ceux qui inventent, comme Descartes ou Hobbes, lui paraissent des apothicaires ou même des charlatans qui ne cherchent qu'à composer une drogue qui les mette en renom. Quant à lui, si par aventure il trouvait quelque chose, il l'enfouirait aussitôt. Il ne pense pas qu'il y ait rien à apprendre que ce qu'il est facile de savoir : c'est qu'il y a un Dieu, que tout a été fait pour le mieux dans l'univers, que tout sera toujours ainsi, parce que tout est conduit par la cause excellente qui a tout fait, et qui est Dieu. Et quand on découvrirait de nouvelles preuves de cette vérité, on ne la saurait pas pour cela davantage. La connaissance d'une perfection de plus en Dieu ne nous le ferait pas concevoir plus parfait. La seule étude digne du sage est donc d'apprendre à se conduire d'après ce qu'il connaît de Dieu et du monde, à se connaître soi-même, à régler sa vie sur ces vérités; il n'y a de savoir utile que celui qui profite à l'humanité, et un faiseur de boutons qui perfectionne son métier doit être plus estimé que tous les fondateurs de métaphysique, que tous ceux qui pratiquent l'art de raisonner sans but. Il n'y avait pas un des sept sages qui n'eût rendu quelque signalé service à sa république.

Quoique l'auteur de cette lettre ait toujours fait prédominer la morale dans ses écrits philosophiques, et qu'il se soit montré constamment fidèle aux grands intérêts de la société, il y a peut-être autant d'esprit de système que d'amour de la vertu dans cette sortie contre les systèmes. C'est bien là cette philosophie d'amateur qui aime à soutenir qu'il n'y a pas de philosophie; c'est la boutade d'un esprit élevé et critique, qui, peu fait pour une analyse dialectique, en conteste les fruits, ne pouvant les cueillir. Cependant on entrevoit dès lors un moraliste qui n'a rien de vulgaire, et cette lettre n'est au fait qu'un sommaire de son ouvrage le plus méthodique, composé dès sa jeunesse et tardivement publié. On y reconnaît, à vingt-trois ans, celui qui, deux années avant sa mort, écrivait à un jeune homme : « La parfaite connaissance que vous avez eue de moi, et la direction de toutes mes études et de toute ma vie vers la promotion de la religion, de la vertu et du bien de l'humanité, seront, j'espère, pour vous, de quelque bon exemple. »

C'est aussi en 1695 que, prenant enfin son parti, lord Ashley entra dans la carrière où l'appelait son nom, et il fut député à la chambre des communes par le bourg de Poole à la place de sir John Trenchard. Il fut compris dans l'élection générale qu'ordonna Guillaume III, saisissant comme une occasion favorable l'année signalée par la reprise de Namur, que ne célébra point Despréaux.

Cette dissolution du parlement réussit à la politique royale, et Ashley, qui sut en tout temps la comprendre sans toujours la suivre, se plaça dans les rangs de ceux qui, ayant risqué une révolution pour la liberté, s'appliquaient à consolider leur ouvrage par les développemens de cette liberté même. Quoiqu'il ne prit pas une part fort active aux débats de la chambre, il s'y fit quelquefois entendre. On raconte de lui une anecdote parlementaire qui a été répétée sous diverses formes et dont l'équivalent a pu se reproduire en effet avec quelques variantes en d'autres occasions. Au commencement de 1696, on discutait un bill portant régularisation de la procédure pour les cas de haute trahison. Le projet de loi accordait (chose étrange que ce fût une nouveauté et une nouveauté contestée!) un défenseur aux accusés. Ashley se leva pour appuyer la proposition. Il était faible, peut-être timide; son esprit n'avait pas cette franchise d'allure qu'il faut dans les assemblées. Il se troubla, il hésita, et parut perdre le fil de son discours. La chambre témoignant avec bienveillance qu'elle attendait qu'il se remit, il reprit possession de lui-même, et dit : « Comment pourrais-je, monsieur l'orateur, produire un plus fort argument en faveur du bill que ce qui m'arrive à moi-même? Ma fortune, ma réputation, ma vie ne sont pas en jeu. Je parle devant un auditoire dont la bonté devrait m'encourager. Et cependant, pour un simple ébranlement nerveux, seulement pour n'être pas assez habitué à la présence des grandes assemblées, j'ai perdu le souvenir de mes idées, je suis devenu incapable de poursuivre mon raisonnement. Quel doit donc être le trouble d'un pauvre homme qui, n'ayant jamais ouvert la bouche en public, est appelé à répondre, sans une préparation d'un moment, aux avocats les plus habiles et les plus expérimentés du royaume, et dont les facultés sont paralysées par la pensée que s'il ne réussit à persuader ses auditeurs, il devra dans peu d'heures expirer sur un gibet et laisser à tout ce qu'il a de plus cher la misère et l'infamie? »

On peut soupçonner avec lord Macaulay un peu de préparation dans ce trouble employé si fort à propos comme un moyen oratoire, d'autant que ce n'est pas la seule fois qu'au parlement d'Angleterre un orateur intimidé a tiré de son émotion un argument et un effet. On raconte que lord Finch et le général Ross, en défendant à la chambre des communes, l'un Steele et l'autre Bolingbroke, firent, en des situations bien différentes, une allusion directe à l'embarras qu'ils éprouvaient, et prirent le désordre de leurs paroles à témoin de l'énergie de leur conviction; mais de tous les exemples que l'on cite, il me semble que l'inspiration de Shaftesbury a été la plus heureuse, et la seule qui ait uni au mérite de l'à-propos la force d'un raisonnement. Cependant, lorsqu'après la paix de Ryswick un nouveau parlement fut appelé, Shaftesbury ne se remit pas sur les

rangs aux élections de 1698. Sa santé délicate et peut-être aussi ses goûts studieux et paisibles le détournaient des fatigues de la vie publique.

Il paraîtrait que ses opinions philosophiques n'étaient pas encore irrévocablement arrêtées, ou plutôt que son parti n'était pas pris de s'adresser librement au public sans relever d'une autorité autre que sa raison. Du moins sa première publication n'annonce-t-elle en rien l'indépendance d'esprit dont il ne tarda pas à donner les témoignages. Benjamin Whichcote, prévôt de King's College à l'université de Cambridge, avait beaucoup vécu dans l'intimité de sa famille. C'est devant le premier comte de Shaftesbury qu'une partie de ses sermons avaient été prêchés, et c'est, dit-on, sur une copie manuscrite appartenant à la comtesse que ceux qui portent le titre de *Discours choisis* furent imprimés en 1698. On les avait recueillis au pied même de la chaire. Ashley s'occupa de cette publication quinze ans après la mort de l'auteur. Il n'y mit pas son nom, mais il en dicta la préface à une de ses nièces (1), et il y tient le langage d'un croyant. Il se plaint même assez sévèrement de la liberté avec laquelle on a écrit sur les matières religieuses, et ses reproches, motivés assurément par un ouvrage célèbre de Toland (2), paraissent remonter jusqu'à Locke, dont la philosophie aurait encouragé Toland lui-même.

Vers cette époque, il fit un voyage en Hollande. Il y était déjà lié avec ce marchand de Rotterdam, l'ami de Locke, Benjamin Furley, quaker un peu théologien, qui passe pour avoir reçu de l'auteur le manuscrit original de l'*Essai sur l'Entendement humain* trouvé parmi ses papiers. Il était depuis 1691 en correspondance avec lui, et continua de lui écrire toute sa vie. Il lui confia pour le former au commerce un jeune homme à qui il s'intéressait, Henri Wilkinson. Il écrivit en tous temps à Furley comme à un ami de la liberté civile et religieuse. Il vit aussi quelquefois Le Clerc; mais à la différence de Locke, c'est avec Bayle qu'il se lia. Au début de leur connaissance; par un caprice assez singulier chez un homme sérieux, il lui cacha son véritable nom, se donnant pour un étudiant en médecine. Cependant les deux esprits du moins s'étaient reconnus. Quand il voulut se découvrir, il fit inviter Bayle par un ami commun à dîner avec lord Ashley. Le jour même où ils devaient se retrouver, Bayle le vint voir; ils causèrent suivant leur coutume, et l'Anglais voulant le retenir, Bayle s'excusa en disant qu'il ne pouvait se retarder, et

(1) On a voulu présenter comme douteux ce petit fait d'histoire littéraire; mais le *Dictionnaire* de Chambers dit que le docteur Huntingford le tenait de James Harris de Salisbury, fils de cette nièce. Les biographes sont unanimes sur ce point, et l'un d'eux avait reçu au moins le fond de son article du fils même de Shaftesbury.

(2) *Christianity not Mysterious*, 1695.

qu'il devait être ponctuel, ayant un engagement pour se rencontrer avec mylord Ashley. Il le quitta ainsi pour le revoir bientôt, à sa grande surprise. Cet incident égaya leur relation, sans la rendre moins intime, et une correspondance subsista entre eux jusqu'à la mort de Bayle (1706). On dit même qu'il fut assez heureux pour rendre à Bayle le service d'empêcher son bannissement du territoire hollandais. L'amour de la contradiction et le besoin de tout réfuter avaient entraîné l'éminent sceptique à prendre presque parti pour la monarchie française contre le républicanisme des huguenots, et il s'était fait accusé de trahison, jusque-là que Guillaume III, le soupçonnant d'avoir contribué sous main à la paix de Nimègue, l'avait fait destituer de sa place de professeur. Quoi qu'on pense du rôle assez obscur que Bayle a pu jouer à cette époque, sa position était devenue extrêmement précaire, et il avait besoin d'appui auprès des autorités hollandaises et du gouvernement anglais. On dit qu'il trouva cet appui dans lord Ashley.

Pendant que ce dernier était absent de Londres, il y parut une édition subreptice de son ouvrage intitulé *Recherche touchant le mérite et la vertu* (1699). C'est celui que Diderot a regardé comme le plus important, puisqu'il l'a traduit, et même avec un peu d'étalage. L'auteur y établissait en règle, mais avec plus de simplicité de langage qu'à son ordinaire, l'idée fondamentale de la seconde lettre à Locke dont nous avons parlé. C'est le travail qu'il ne trouvait pas digne de lui être montré, et quand on l'imprima pour la première fois, on mit au jour une esquisse tracée à vingt ans. Il est même dit que le texte était défiguré par d'assez graves altérations. Cette publication a été attribuée à Toland, qui aurait abusé de la confiance de l'auteur. Ashley avait eu des bontés pour lui, et probablement s'était épanché en sa présence dans toute la liberté de son esprit. L'ouvrage, tel qu'il était, fut cependant remarqué, et fit connaître l'auteur en le compromettant.

Quand il revint en Angleterre, il avait perdu son père et hérité de son titre. Cependant il s'abstint quelque temps d'aller à la chambre des lords, malgré toutes ses sympathies d'opinion pour les chefs du parti whig. Étranger à toute ambition active et peu familiarisé avec les nécessités des affaires, il était resté fidèle aux purs principes de l'ancienne opposition, et ne suivait pas toujours ses amis dans les concessions, souvent raisonnables, souvent excessives, qu'ils faisaient à la politique pratique. C'est à lui qu'on doit la citation de cette maxime qu'il donne comme un adage : *l'honnêteté est la meilleure politique*. Le gouvernement ne le trouvait donc pas toujours traitable. Cependant, quand la circonstance était pressante, on pouvait compter sur lui, et lord Somers ne réclamait pas en vain son concours. En 1700, cet homme d'état était forcé de sortir des af-

faire; un ministère qu'on pouvait regarder comme tory avait succédé : la sagesse de Godolphin y tempérait seule la violence de Rochester. La mort du jeune fils de la princesse Anne faisait un vide dans la succession protestante. On voit par les lettres de Shaftesbury à son ami Furley combien cette situation des affaires l'inquiétait, et combien surtout il appréhendait une dissolution qui pouvait donner aux tories une majorité décidée. Ses craintes furent justifiées. Le roi n'avait pas cru pouvoir se refuser à une mesure qu'il n'approuvait pas. « Nous sommes en pleine élection, écrit Shaftesbury le 11 janvier 1701; c'est une crise... Cependant on espère encore un bon parlement. Quant aux désordres et aux actes de corruption qui accompagnent nos élections dans beaucoup d'endroits, cela ne fera que hâter *notre remède* et amener notre nécessaire réforme plus promptement. » Ce prompt remède s'est fait attendre quelque cent trente ans. Il ajoute : « La seule chose à espérer et à demander, c'est que le parti tory n'ait pas le dessus; car, ainsi qu'on l'a dit du feu ou de l'eau, on peut dire d'eux qu'ils sont bons serviteurs, mais mauvais maîtres. Et comme par principes, ils sont esclaves, ils ne servent que tenus dans l'esclavage : leur assujettissement est l'unique gage de notre liberté ou de la liberté du monde, autant que nous y pouvons contribuer en Angleterre. Et que nos amis de Hollande sachent bien quels sont ici leurs amis, et se souviennent que c'est ce parti-là qui hait les Hollandais et aime la France, et que les whigs, le parti contraire, sont les seuls qui puissent maintenant les sauver eux et l'Angleterre (1). »

Une des affaires les plus délicates pour Guillaume et pour les whigs était le traité de partage, que l'un avait conclu et les autres approuvé. Il était peu populaire et passait presque pour une concession dissimulée à la France. Cependant, violé ouvertement par Louis XIV, qui venait d'accepter pour le second de ses petits-fils la succession du roi d'Espagne, il pouvait entraîner le pays dans une guerre. Les ministres, exploitant la crainte alors assez générale de la guerre, l'opposaient à tous les desseins du roi, et pour affaiblir encore les raisons de l'entreprendre, ils livrèrent aux poursuites de la chambre, où les tories étaient revenus les plus forts, les signataires de ce traité, pour lequel on parlait de prendre les armes. Somers, compris dans l'accusation qui venait d'atteindre ses collègues, dépêcha un message à Shaftesbury dans sa retraite pour le presser de venir au parlement. Shaftesbury n'avait pas approuvé le traité : il aurait préféré à un partage quelconque la reconnaissance pleine et entière des droits de l'archiduc Charles, il ne trouvait pas

(1) *Origin. Lett. of Locke, Sidney and Shaftesbury*, ed. by T. Forster, in-12. Lond., 1830. Lettre du 11 janvier, p. 413.

que la négociation eût été constitutionnellement conduite; mais il redoutait plus que tout le reste l'agrandissement de Louis XIV, il le redoutait de la faiblesse des nouveaux ministres, et, partant en hâte du lieu où il résidait au-delà de Bridgewater dans le Somerset, il fut à Londres le jour suivant. Il lutta fidèlement pour ses amis contre un ministère de trahison (*the traiterouse ministry*), et ne put les sauver d'une accusation. Comme le public commençait à revenir à des idées plus guerrières, les ministres, qui étaient loin de partager ces idées, les ménageaient cependant et essayaient de les tourner contre les auteurs d'un traité qui avait fait à la France une part aux dépens de l'Autriche. Cette tactique indignait Shaftesbury, qui, voyant le mouvement de l'opinion, jugeait que le roi redevenait le maître. « Il pourrait tout, écrit-il, s'il avait de la résolution. » Il paraît que Guillaume en jugea comme lui; il débuta par obtenir du parlement l'engagement de l'assister dans ses efforts pour soutenir ses alliés au dehors et conserver la liberté de l'Europe. Il se peut qu'il eût pris conseil de Shaftesbury, car on dit qu'il voulut alors profiter de son zèle et de ses lumières; il lui aurait même offert le poste de secrétaire d'état. Une santé frêle ne légitimait que trop un refus; mais Shaftesbury conserva la confiance royale. Il applaudit à la dissolution du mois d'août, quoiqu'elle ne fit qu'affaiblir les tories sans les abattre, et l'on dit qu'il prit part avec lord Somers à la rédaction du célèbre discours de la couronne du 31 décembre 1701, ce noble testament du libérateur de l'Angleterre. Moins de trois mois après, à l'avènement de la reine Anne, il retourna dans sa retraite, et cacha si peu ses sentimens au spectacle de la réaction qui s'annonçait contre la politique de Guillaume III, que le ministère lui retira la vice-amirauté du comté de Dorset, titre à peu près sans fonctions, qui était depuis trois générations dans sa famille.

J'ai décrit ailleurs la situation, curieuse dans sa duplicité, du gouvernement anglais pendant les années qui suivirent (1). Reine, cabinet, majorité soutenaient à contre-cœur ou du moins avec hésitation une guerre vivement populaire dans le pays, et qui a valu à l'Angleterre ses plus glorieux jours. Cette politique à plusieurs faces fit tout le succès d'un fourbe tel que Harley. Lui-même fut utile à cette époque, et put d'autant mieux servir le pays qu'il partageait ses sentimens, et ne se défendait d'en faire profession que par ménagement pour la cour, par goût pour l'intrigue, et par cette obstination de certains hommes à croire que la franchise sans arrière-pensée ne saurait être de la sagesse. Shaftesbury croyait le bien connaître. « Harley est des nôtres au fond, » écrit-il, et il espérait

(1) Voyez les études sur *Bolingbroke, sa vie et son temps*, — Revue du 4^{er} et 15 août, 4^{er} et 15 septembre, 4^{er} octobre 1853

quelque chose de son genre d'habileté. D'ailleurs, en se séparant de Rochester, Godolphin avait fait un grand pas en avant. En appelant Harley dans le cabinet, s'il avançait peu, il ne reculait pas (1704). Étroitement lié avec Marlborough, Godolphin, malgré un fond de neutralité politique, ne pouvait empêcher le ministère dont il était le chef de se colorer chaque jour davantage des teintes de l'opinion contre laquelle il avait été formé. La guerre dont il avait accepté l'héritage était, comme on l'a dit, *une guerre whig*, et les victoires de Marlborough profitaient à la politique de l'opposition, puisque c'était cette politique qui lui avait mis les armes à la main.

Shaftesbury, ardent pour la guerre, prenait donc patience sur le reste, et, demeurant étranger à la politique active, il tolérait des ministres qui n'avaient pas sa confiance, d'autant que leurs adversaires ne l'avaient guère dans le pouvoir obtenue davantage. La pensée de la liberté générale, dont son pays et la Hollande lui semblaient les défenseurs victorieux, dominait tout dans son esprit. Il avait l'aversion et la crainte de la France, dont l'imitation sous les Stuarts lui paraissait avoir dénationalisé l'Angleterre, dont la valeur guerrière n'était à ses yeux consacrée qu'à la défense de l'absolutisme et de la servitude. « Je n'ai pas connu de Français, écrit-il brutalement quelque part, qui fût un homme libre. » Il est remarquable que la même ardeur et la même prévention s'étaient emparées du sage, de l'équitable, du pacifique Locke. Lui aussi, il ne redoutait rien tant dans les derniers jours de sa vie qu'une paix qui pût passer pour l'abandon de la cause de la guerre, et Shaftesbury s'est toujours donné pour son disciple en politique bien plus qu'en philosophie.

Disciple ou non, il donna des regrets à sa perte. Quelque temps auparavant, il était retourné en Hollande, et il y avait peu de mois qu'il en était revenu quand Locke fut enlevé à ses amis. Shaftesbury était resté du nombre. Peut-être avait-il pour lui plus de respect que de goût, et lui était-il resté lié plutôt par l'habitude que par la confiance. Son esprit inquiet et raffiné ne s'accommodait pas de la simplicité calme de l'esprit de Locke. Son goût plus difficile aspirait à quelque chose de plus exquis en style comme en pensées, et sa raison moins forte tendait cependant plus haut. Par déférence, il se soumettait à sa supériorité; mais il ne la sentait pas autant qu'il se plaisait à la reconnaître. Toutefois il s'empressa de fournir à Le Clerc tous les renseignements dont il pouvait disposer sur la vie de Locke depuis le moment où celui-ci était pour ainsi dire entré dans sa famille.

Il n'avait à cette époque encore rien publié. On peut cependant présumer que plusieurs de ses écrits étaient prêts. Un homme aussi versé dans la littérature ancienne, dans la critique des arts, d'un

esprit si vif et si fin, condamné par sa santé à une vie de loisir et de retraite, ne s'était certainement pas borné à de stériles études, et son style travaillé n'est pas d'un commençant. Outre des ouvrages de plus longue haleine, il écrivit en 1707 la première de ses *Lettres à un Étudiant de l'Université*, lesquelles ne furent publiées qu'après sa mort : elles sont au nombre de dix, et la dernière est de 1710. Ces lettres, qui ont pour but évident d'apprendre à la jeunesse qu'en recevant l'enseignement universitaire il faut rester libéral en politique, en philosophie, en religion, sont une des choses qui font le mieux connaître et le plus estimer l'esprit et les sentimens de l'auteur. Encore aujourd'hui, les élèves de Cambridge et d'Oxford profiteraient à les lire. Mais, ainsi que je l'ai dit, ce n'est pas Shaftesbury qui les imprima. Sa première publication avouée fut sa *Lettre sur l'Enthousiasme* (1708).

Le mot *enthousiasme* en anglais est pris d'ordinaire dans un sens propre qu'il a moins communément parmi nous. C'est la persuasion où l'on tombe quelquefois d'être illuminé par un rayon direct de l'Esprit céleste, et de n'avoir plus besoin de ces dons généraux de la Divinité, la raison, la réflexion, la conscience, pour trouver la vérité, bien penser et bien agir. C'est ainsi que Locke l'entend lorsque, dans un chapitre spécial de son quatrième livre, il établit soigneusement que la foi même dans la révélation doit bien se garder de s'appuyer sur cette illusion d'une inspiration individuelle qu'on appelle l'enthousiasme. C'est au même ennemi que s'attaque lord Shaftesbury. Quelques-uns de nos malheureux compatriotes, chassés en Angleterre par la proscription, avaient fini par s'exalter sous l'influence de la persécution, et l'on croyait parmi eux que l'esprit de prophétie était redescendu sur la terre. A la voix de quelques illuminés, ils n'aspiraient qu'à braver toute autorité, dès qu'elle tentait de les calmer et de les retenir, et semblaient chercher un martyr assez facile d'ailleurs à supporter. Les feux des sectes les plus ardentes de la révolution auraient pu se rallumer à ce contact, comme aussi le pouvoir se montrait tenté de recourir aux moyens trop usités pour imposer le silence et la paix. Shaftesbury saisit cette occasion pour attaquer à la fois la persécution et le fanatisme. Après avoir étudié l'enthousiasme dans ses sources et sa nature, il le montre toujours sombre, mélancolique, et conduisant au mal par l'abus du sérieux; il en conclut que ce serait le servir selon son goût et le fortifier au lieu de l'affaiblir que de le traiter sérieusement et de l'assombrir encore par l'oppression. Le véritable adversaire de l'enthousiasme, c'est la raison en liberté, c'est l'esprit qui se joue des préjugés et venge la vérité par le ridicule. Bien loin donc de se formaliser de voir la presse aborder tous les sujets avec indépendance, il faut l'encourager dans ses hardiesses et compter

sur elle pour éclairer les esprits en les divertissant. C'est donc au fond un éloge de la tolérance, de la liberté et de l'esprit, que la lettre de Shaftesbury sur *l'enthousiasme*. Elle est adressée à un lord qu'elle ne nomme pas ; mais lorsque dans son analyse de l'enthousiasme il veut peindre l'influence de l'imagination sur le génie, il dit : « Et vous, mylord, qui êtes le plus noble acteur, et qui jouez le plus noble rôle qui ait été assigné à aucun mortel sur ce théâtre terrestre, lorsque vous parlez pour la liberté et pour l'humanité tout entière, cette publique présence, celle de vos amis et de tous ceux qui font des vœux pour votre cause, n'ajoutent-elles rien à vos pensées et à votre génie ? ou bien est-ce ce sublime de la raison et ce pouvoir de l'éloquence que vous déployez en public aussi bien que dans le particulier (car là aussi vous êtes un maître), et qui obéit à vos ordres également en tout temps, seul ou en compagnie ordinaire, comme dans vos heures de loisir ou de sang-froid ? Cela serait en vérité plus divin ; mais la commune humanité, je pense, n'atteint pas si haut. » Ces paroles ne pouvaient s'adresser qu'à l'homme dont la gloire a passé tout entière de ce temps au nôtre, à celui qui a, dit-on, aimé la liberté dans la philosophie comme dans la politique, à lord Somers.

Quoique cet ouvrage fût presque aussitôt traduit en français (1) que publié à Londres, il ne passa pas sans critique. Un anonyme dans un pamphlet intitulé *Remarques sur une lettre à un Lord*, Wotton dans *Bartholomew-Fair* ou *la Course après l'esprit*, l'accusèrent de tourner en moquerie des choses sérieuses et sacrées, le comparant apparemment à ceux qui traduisaient les sectes religieuses sur un théâtre de marionnettes pendant la foire Saint-Barthélemy (2), ou peut-être la licence de ces jours fériés était-elle plutôt tournée contre les beaux-esprits qui semblaient dédaigner les croyances populaires. A cette époque, le public de la Cité de Londres n'était pas fort endurant en matière de religion, et le temps approchait où un ministère considérable allait être ébranlé pour n'avoir pas assez ménagé les préjugés de la multitude en faveur de l'église.

(1) Par Samson, à La Haye, 1708.

(2) La *Bartholomew-Fair* a existé dans la moitié des capitales de l'Europe, et elle fut établie à Londres par Henri I^{er} à l'occasion de la fondation du prieuré et de l'hôpital Saint-Barthélemy par un saltimbanque repentant nommé Rahere (1133). Elle a été, suivant les temps, célébrée par des tournois et des farces. Dans celles-ci, les événements et les ridicules du jour étaient joués avec une grande licence qui parut encore toute entière lors de l'affaire de la reine Caroline, mais qui est toujours allée en diminuant, et dont il reste peu de traces.

II.

Le moment est venu où, sur le sujet de la religion comme sur tous les autres, il nous serait facile de connaître plus à fond les sentimens de Shaftesbury. On a conservé quatorze lettres de lui où il se peint tout entier avec les délicatesses, les prétentions et les troubles d'une âme élevée, ombrageuse, souffrante, qui réunit des opinions décidées avec un caractère inquiet, et dont le juste amour-propre n'exclut pas la défiance de soi. Robert Molesworth, qui fut plus tard le pair de ce nom, s'était trouvé avec lui à la chambre des communes, et là tous deux s'étaient étroitement liés, grâce à une parfaite communauté d'opinion. Tous deux étaient de ces whigs persistans, exigeans, qui passaient difficilement à leurs amis dans le pouvoir l'oubli, l'atténuation ou l'ajournement des principes rigoureux de la révolution. Cependant le retour des chefs de leur parti à la tête des affaires, la formation du ministère de ceux qu'on a nommés *les lords de la junte*, leur donnaient bonne espérance. Shaftesbury, un peu absolu comme tous les spéculatifs, se montrait fort disposé à se rapprocher d'un ministère dont le seul tort était d'être composé exclusivement d'hommes de la même nuance d'opinion, et il exprime à Molesworth ses regrets de n'avoir pu voir autant qu'il l'aurait voulu le grand-trésorier Godolphin, ni même rendre ses devoirs à la reine; mais il est astreint à une vie de régime, sa poitrine ne peut supporter la fumée de Londres; il a besoin de monter à cheval à l'air libre de la campagne, et il s'est retiré dans sa maison de Chelsea (1), puis à Beechworth dans le Surrey (2), chez son ancien ami de collège, sir John Cropley. Il avait bien eu d'autres projets, il pensait à voyager: mais il y avait dans le voisinage une jeune lady qu'il avait rencontrée un certain dimanche du mois de septembre 1708, et c'était la personne même que son imagination s'était représentée quand il formait des rêves de bonheur. Il sait d'elle tout ce qu'il faut savoir, son caractère, sa réputation, son éducation, tout excepté sa fortune. Si elle n'avait que 10,000 livres sterling, sa modestie serait plus à l'aise pour la demander directement; mais il craint qu'elle ne soit trop riche: son père pourrait avoir de plus grandes vues. Pour lui, il offrirait de l'épouser presque sans dot, si ce n'était un désintéressement dont elle pourrait souffrir. Il

(1) Proprement Little-Chelsea, hameau de la paroisse de Chelsea, si voisin de Londres qu'il venait jusqu'auprès de Hyde-Park, et fait maintenant partie de la ville. La petite maison de lord Shaftesbury fut achetée en 1787 par la paroisse de Saint-George, qui s'étendait dans Chelsea et qui l'a transformée en *workhouse*.

(2) Entre Reigate et Dorking.

faisait d'ailleurs sa confiance à Molesworth, parce que celui-ci avait quelque accès auprès du vieux lord.

Son inquiétude était extrême. Il voulait s'adresser au père d'abord; mais il aurait bien voulu savoir auparavant si la fille n'avait distingué personne, et si c'était de son contentement que son père avait refusé divers partis. Tout ce qu'il voyait, tout ce qu'il savait d'elle l'enchantait chaque jour davantage. Malheureusement le pauvre homme avait toujours grand besoin de fuir les vents d'est et de nord-est; il éprouvait de l'oppression, il ne pouvait respirer. Cependant comment aller chercher un climat meilleur sans s'éloigner de celle qu'il aimait? Il prit donc son parti, il fit sa demande, et, pour la faire, il brava même un très mauvais temps. Le père ne se pressa pas de lui répondre; il paraissait avoir quelque engagement. Il semblait du moins que la fille n'en avait pas. Si cependant le rival qui se proposait était, comme on le croyait, lord Halifax, le ministre, l'orateur, ce Charles Montague si célèbre pour son esprit, sa galanterie, son éclat, on ne pouvait se dissimuler que ce ne fût un bien bon parti, ou du moins un mari de bien belles manières, et Shaftesbury craignait fort que son cas ne fût désespéré. Pourtant il lui semblait que la jeune personne aimait par-dessus tout la vertu, et avec la vertu toutes ses dépendances, les mœurs simples, les goûts modestes, toutes les délicatesses de l'âme, et alors, dans son amour-propre de philosophe, il reprenait de l'espérance; mais ce maudit vent d'est revenait, et avec lui la souffrance, la faiblesse, la mélancolie, le *spleen*. Shaftesbury convenait qu'il n'était pas exempt d'humeur noire. Il en avait eu des accès, du temps qu'au parlement il était en butte aux accusations des deux partis, de l'un pour sa fidélité à son nom et à ses principes, de l'autre pour une prétendue apostasie qui n'était qu'une fidélité plus grande à ses principes qu'à ses amis. Molesworth avait passé par les mêmes épreuves; mais quant à lui, il s'en croyait quitte, et son humeur était devenue seraine. N'était-ce ce maudit air de Londres, comme homme il se trouvait très passable. Comme galant, à la vérité, il y avait à redire: il savait mal faire sa cour, il était un *mauvais jockey*, il n'en pouvait disconvenir; mais au total, et pourvu qu'on ne lui demandât pas de vivre à Londres, il avait une *santé de campagne* et même de voisinage de ville. Il trouvait le vieux lord, de qui son sort dépendait, extrêmement prévenant; il savait même qu'on avait tenu de bons propos sur son compte, mais il attendait toujours la réponse. — Je crains bien pour lui que sa santé ne fût l'objection qu'on n'osait pas lui faire en face.

Malgré ses amoureuses préoccupations, il n'abandonnait pas la politique. Quoiqu'il fût resté en froid avec les lords de la junte, il avait toujours distingué parmi eux lord Somers, et il annonçait avec

satisfaction qu'il le croyait nommé président du conseil (1). Le nouveau ministre devait avoir comme tel baisé la main de la reine, ou peu s'en fallait, car la reine était encore en deuil de son mari, et une personne qui prenait le deuil si fort au sérieux devait s'être difficilement résignée à recevoir un étranger, pour elle plus étranger que personne, un homme aussi séparé de la cour et qu'en aucun temps elle n'avait peut-être admis à lui baiser la main, car il jouissait de toute l'aversion du feu prince de Danemark, principalement conseillé par ses ennemis les plus violens. « Mais, dit-il à Molesworth, j'ai toujours souhaité l'alliance qui se forme entre lord Somers et notre lord (Godolphin). » Quant aux autres ministres, il reste avec eux sur la réserve. Cependant, en jugeant comme tout le monde des vices de lord Wharton, il est frappé de ses rares facultés. « C'est de l'acier fin, écrit-il, et si jamais il avait attendu quelque bien pour le public là où la vertu faisait totalement défaut, c'était de ce caractère, le plus mystérieux qu'il y eût; mais il avait tant vu de preuves de ce monstrueux composé du meilleur et du pire! » Malgré son rigorisme sur les principes, il n'en appuyait pas moins pour l'amirauté lord Pembroke. Sa présence dans le ministère lui ôterait une couleur de parti. C'était un tory en effet, mais un caractère sans tache et un homme si généralement aimé! Ajoutons que cet honnête et intelligent ami de Locke et de Newton jouissait de toute la faveur de ce petit coin du monde politique où jamais on n'avait rien mis au-dessus de la philosophie et de la science.

D'après quelques passages de ses lettres, on croirait que Shaftesbury songeait alors à se rapprocher du gouvernement. Il était bien un réformiste assez radical, car il se plaint une fois de ce que la question du scrutin secret (*the ballot*) a été perdue dans les communes à neuf voix de majorité (novembre 1708); mais alors ce n'étaient pas là des questions de cabinet, et ses opinions ne le séparaient en rien du plus whig des ministères. Il allait voir de temps à autre lord Godolphin, et s'applaudissait de le trouver bienveillant. Il acceptait que Molesworth, qui parlait pour lui au père de la jeune personne, parlât de lui au ministre. Il concevait un vague désir d'entrer plus activement dans les affaires. Son plan était le mariage et une occupation. La solitude et l'oisiveté commençaient à lui peser. Il s'occupait de dissiper les ressentimens et les ombrages que son indépendance un peu capricieuse avait laissés à ses amis politiques. Son esprit difficile et railleur lui avait fait plus d'ennemis qu'il n'aurait voulu, et même dans ses projets d'hymen il appréhendait de rencontrer leur opposition. Quoiqu'il parût chaque jour s'attacher davantage au succès de la négociation, il la laissa marcher

(1) Lettre du 20 novembre 1708.

neuf mois d'une manière assez embarrassée. Enfin, entre deux accès d'asthme, profitant d'un vent favorable, il revint à Chelsea pour tâcher de faire expliquer le vieux lord. Il fut reçu par lui avec toute sorte d'empressement; mais, quand il aborda le sujet délicat, il vit la contrainte et l'embarras succéder à la prévenance, et le désir d'éviter cette conversation était si clair, qu'il se le tint pour dit, et ne songea plus à la recommencer. En racontant sa déconvenue à Molesworth, qui avait en vain plaidé sa cause, il ne cache pas qu'il regrette vivement une personne qu'il choisissait pour elle-même, et craint surtout d'être soupçonné d'avoir été trop touché du rang et de la fortune. Il a peur de n'avoir pas réussi à persuader au père qu'il prendrait sa fille, s'il le fallait, sans un *farthing*. Son désespoir n'est pas tel cependant qu'il ne dise dans la même lettre (1) qu'il aura soin de prouver son désintéressement en épousant une femme pauvre, et, pour éviter tout chagrin de cœur, sans l'avoir vue.

« Si le mariage, dit-il dans la lettre suivante, peut s'arranger avec les circonstances de ma vie, je suis tout prêt à m'y engager. Je ferai nécessairement de mon mieux pour le rendre agréable à ceux avec qui se contractera l'engagement, et mon choix, je le comprends, doit pour cette raison être tel que vous l'avez prescrit. Il faut me résoudre à sacrifier d'autres avantages pour obtenir ce qui est le principal et l'essentiel dans mon cas. Que diront les autres d'une pareille union? Je ne sais, ni quel motif ils supposeront dès que l'intérêt est mis de côté. L'amour, j'en ai peur, ne pourra guère être un prétexte tolérable quand il s'agit de moi, et pour les idées de famille, j'ai un frère vivant et qui peut donner encore des espérances (2). Quelle faiblesse donc me trouverait-on, si je me mariais avec peu ou point de fortune, ni dans le plus haut degré de la qualité, ni autrement? Suffirait-il que je prenne une faiseuse d'enfants dans une bonne famille, avec une éducation convenable, propre uniquement à faire une femme, et sans autres avantages que la simple innocence, la modestie et les qualités communes d'une bonne mère et d'une bonne nourrice? C'est là aussi peu le goût moderne que cette femme à la vieille mode dont parle Horace :

Sabina qualis, aut perusta solibus
Pernicis uxor Appuli.

Pouvez-vous, vous ou mes autres amis, qui me pressez de le faire, me soutenir en cela? Voyez si, avec toutes les idées de vertu que vous plus que personne avez contribué à propager dans ce siècle, il sera possible de faire passer une telle affaire pour tolérable aux yeux du monde. L'expérience en sera faite pourtant, si je vis jusqu'à la fin de cet été, et vous

(1) Du 15 juin 1709.

(2) Maurice Ashley, qui fut membre du parlement, traduisit la *Cyropédie* de Xénophon, et mourut sans postérité.

m'entendrez dire, comme le vieux garçon dans le *Ménandre* latin, avec un petit changement :

*Etsi hoc molestum... atque alienum a vita mea
Videtur, si vos tantopere istuc voltis, fiat.*

Cette lettre est du 19 juillet, et le 16 août son ami Cropley écrivait de sa part à son ami Molesworth pour lui annoncer son prochain mariage avec une personne qui avait tout, hormis l'égalité de fortune. Son bonheur paraissait assuré, et, quoiqu'il eût passé par un gros rhume, sa santé était redevenue excellente; elle aurait étonné ses amis. En conséquence, vers la fin d'octobre, il épousa Jane, fille de Thomas Ewer, de Lea, dans le Hertfordshire. Elle avait vingt ans et devait lui survivre jusqu'en 1751. Nous avons deux lettres de lui où, quelques jours après le mariage, il entretient ses amis de son bonheur, vrai bonheur de philosophe maladif qui regarde sa tranquillité personnelle comme le triomphe de la sagesse. Le 1^{er} novembre 1709, il dit à Molesworth ces mots singuliers :

« A parler bien sérieusement, car à vous je n'ai point d'embarras à tout dire, je n'ai pas depuis beaucoup d'années connu d'autre plaisir, intérêt ou satisfaction, en aucune chose, que de penser bien faire, et comme il me convenait de faire pour mes amis et pour mon pays. Non que je croie avoir été pour cela moins heureux; mais l'honnêteté sera toujours regardée comme une triste chose par ceux qui ne vont qu'à moitié chemin dans la raison de l'honnêteté, et qui sont honnêtes par bonheur ou par force de nature, non par raison et conviction. Si j'avais à parler mariage et si j'étais obligé d'exprimer mes sentimens avec franchise, j'offenserais sans aucun doute la plupart des honnêtes mariés, et particulièrement les femmes, car je croirais réellement dire des merveilles et exalter le bonheur de mon nouvel état et le mérite de ma femme en particulier, si je disais que je me crois véritablement un homme aussi heureux maintenant que jamais. Et n'est-ce pas un sujet de joie suffisant? Que pourrait souhaiter de plus un homme de sens? Pour moi, si j'éprouve une sincère joie, c'est parce que je ne m'en étais pas promis une autre que la satisfaction de mes amis, qui croyaient que ma famille valait la peine d'être conservée, et moi, d'être soigné dans un état passable d'infirmité, chose pour laquelle une femme, si c'est vraiment une bonne femme, est un grand secours. C'est une telle femme que j'ai trouvée, et si, avec son aide et ses soins, je puis recouvrer une part de santé tolérable, vous pouvez être assuré qu'elle sera employée selon vos souhaits, puisque mon mariage lui-même n'a pas eu d'autre fin. »

Et il poursuit en lui parlant politique et du grand-trésorier qu'il a vu, et dont il est toujours plus content. Son autre lettre est adressée à Benjamin Furley. Elle est également plus remplie d'élévation morale que de sensibilité. Sa correspondance avec ce confident de sa politique est intéressante à cette époque. Dans une lettre du

commencement de l'année (le 15 janvier 1709), on voit qu'il regardait sa correspondance comme un lien entre l'Angleterre et la Hollande, et qu'il écrivait l'œil fixé sur les intérêts des deux pays. Ses prévisions sont toutes rassurantes. Il compte sur l'avenir du siècle, sur la solidité de la religion protestante et des libertés de l'espèce humaine, sur la féconde alliance des deux nations qui président à ce grand ouvrage. Maintenant que tout nuage est dissipé entre le gouvernement de la reine et lui, il s'emploiera de tout son pouvoir dans le comté de Dorset, où il a sa principale influence. Au reste il n'a jamais partagé la méprise de ces whigs qui ont contrarié Marlborough et Godolphin. Il blâme lord Peterborough de s'être mis à l'écart et trop rapproché de Harley, lui-même trop séparé maintenant de son ancien parti. Quant à lui, il n'a rien de plus à cœur que de contribuer à resserrer les liens de la Grande-Bretagne et des provinces-unies. Il ne faut ni s'acharner à des malentendus ni exagérer les torts. « Quoique l'humanité soit réellement améliorée et relevée par le libre gouvernement, l'homme cependant sera toujours homme, et ses infirmités se laisseront apercevoir... On se plaint des injustices des démocraties;... mais, hélas! qu'est-ce que cela en comparaison de ce qu'on supporte dans les monarchies pures? Sans remonter plus haut que notre temps, que pensez-vous qu'il fût advenu de notre constitution anglaise, si le roi Charles II n'avait pas été un prodigue, le roi Jacques un bigot, ou si le roi Guillaume le Victorieux avait remporté par lui seul les avantages qui, grâce à la bénédiction du ciel, ont été obtenus par la force commune et la vertu réunie de deux nations conduites par un simple particulier et sous les bonnes influences d'une douce, vertueuse et pieuse reine? » De certains troubles, excités sans doute par quelque intrigue étrangère ou par la lassitude de la guerre, l'inquiètent pour la cause commune. On ne devrait cependant pas oublier que tout appel à la populace est ce qu'il y a de plus destructif du gouvernement populaire lui-même. « La force de la France n'est pas à craindre tant qu'on lui tient tête; mais si l'on écoute ceux qui ne savent qu'exalter sa puissance, on finira par faire avec elle une paix au moins indifférente, et, grâce à cette manie générale de l'Europe de courir après les modes et les mœurs de la France, celle-ci reprendra son empire, et nous pouvons revoir de notre temps s'engager une lutte plus dangereuse encore pour la liberté de l'Europe et de l'humanité. »

Il ne faut donc ni craindre ni tolérer des émeutes dans aucun des deux pays. La Hollande ne peut avoir oublié l'histoire des deux de Witt. En Angleterre, malgré les troubles qu'excite le procès du docteur Sacheverell, « la bonne cause n'est point en déclin; ce ne sont là que de vaines apparences; la patience et la modération ad-

mirables de nos whigs font mieux connaître leurs principes, tandis que ceux de l'autre parti se montrent dans sa conduite. Nonobstant l'alliance de certains torys et de quelques faux frères, les efforts du prétendant... ne peuvent aboutir qu'à nous faire voir le droit héréditaire monter sur l'échafaud, et la hache obéir aux ordres de la loi. »

Nous laissons Shaftesbury parler sa langue et se faire juger sur son propre témoignage. Ces énergiques sentimens étaient alors plus communs qu'on ne pense ; mais on n'en peut rencontrer la rude expression sans faire un rapprochement entre la France et l'Angleterre. Qu'aurait dit le plus indépendant grand seigneur de Versailles du langage de lord Shaftesbury ? L'aurait-il compris seulement ? Remarquons d'ailleurs qu'il se trompait en voulant rassurer ses amis de Hollande sur la solidité du pouvoir des whigs, car il écrivait le 22 mai 1710, et le ministère marchait à son dernier jour. Au mois d'août suivant, les whigs allaient tomber sous les coups dérobés de la douce, vertueuse et pieuse reine. Comme à beaucoup d'esprits supérieurs, il leur arriva malheur pour avoir trop dédaigné la médiocrité.

Les lettres de Shaftesbury sont en général fort agréables ; la délicatesse et la culture de son esprit s'y montrent à chaque ligne. Ses idées sont subtilement vraies, et il ne dit rien de commun : le goût de la vertu parfaite s'y cache trop peu, et à force d'y revenir souvent et de rappeler à ses amis tout ce qu'il leur a confié, tout ce qu'ils se sont dit à ce sujet, il fatigue un peu le lecteur de ses raffinemens de moraliste. Assurément ce n'est pas une âme commune ; il s'étudie lui-même à noble intention, il cherche sérieusement l'ordre et l'élévation dans les sentimens, et l'accord de la conduite avec les principes ; mais il joint au mérite la prétention, à la vérité l'affectation. On reconnaît un homme méditatif, studieux, qui, souffrant et isolé, a vécu dans une préoccupation toute personnelle, qui profite de ce qu'un philosophe doit chercher à se connaître pour ne penser qu'à lui, qui, par le tour de son humeur et de son esprit n'ayant pas toujours obtenu la bienveillance, récusé le jugement des autres sans y être insensible, et ne se passe pas sans effort de ce qu'il méprise, le crédit, la faveur, le succès, la puissance. Enfin l'homme et l'écrivain ont mille dons divers ; mais à l'homme et à l'écrivain manquent la force et le naturel.

Les mêmes défauts, avec plus d'art, de piquant et d'effet, se retrouvent dans ses écrits, dont sa situation nouvelle n'interrompt pas la publication. En rendant compte à Molesworth du mariage de leur ami, Cropley ajoutait qu'il se portait à merveille, et que de manière ou d'autre le public en aurait bientôt des marques. Il annonçait ainsi quelque nouvel ouvrage ; mais ce n'était pas le premier de

l'année. Shaftesbury avait, au mois de janvier, publié *les Moralistes, rapsodie philosophique*. C'est un dialogue, lointaine imitation de Platon, où la tentative de montrer de l'imagination se laisse trop apercevoir. Palémon et Philoclès sont des seigneurs anglais qui vont en carrosse se promener au parc de Saint-James et devisent, en se promenant, de l'amour des *belles* (*sic*) et de la philosophie. Puis ils se rendent à la campagne auprès de Théoclès, sage enthousiaste qui s'est guéri de tout scepticisme, grâce à la philosophie qui prouve en l'épurant ce que la théologie suppose en l'altérant. Là les trois interlocuteurs, Somers si l'on veut, Pembroke et Shaftesbury, dissertent dans le sens des doctrines de ce dernier, et dialoguent sans se contredire sur le sujet ordinaire, la recherche du bien. Ils le retrouvent, suivant la coutume de l'auteur, dans l'ordre universel ou divin, et des descriptions brillantes du ciel et de la terre montrent que le bon lui apparaît volontiers sous la forme du beau. Cet ouvrage, le plus orné de ceux de Shaftesbury, n'en est pas pour cela le meilleur, et quelques pages écrites d'un style noble et harmonieux ne surmontent pas la froideur d'un dialogue languissant, qui manque de mouvement dramatique ou dialectique. C'est une suite de morceaux plaqués dans un cadre invraisemblable, et dont l'unique but est de reproduire ou de défendre, par la voix de personnages fictifs, les principes de l'auteur. On voudrait qu'il eût moins cherché la distinction de la forme, et compté davantage sur la vérité du fond, car on trouverait encore beaucoup de vérité dans ce lieu-commun d'optimisme, qui n'était pas alors un lieu si commun. Pope et Bolingbroke n'avaient pas encore vulgarisé des idées que Shaftesbury puisait dans une philosophie plus élevée que la leur. Aussi Leibnitz, en y retrouvant les siennes sur ses vieux jours, se prit-il d'admiration pour un ouvrage qu'il n'avait pas inspiré.

Le *Sensus communis*, essai sur la *liberté de l'esprit et de la plaisanterie* (*humour*), qui parut au mois de mai 1709, est au fond une défense de la thèse soutenue dans la *Lettre sur l'Enthousiasme*. Littérairement, politiquement, l'auteur revendique tous les droits de la libre discussion, et elle n'est libre que si elle est au besoin piquante. La raillerie est l'arme naturelle du sens commun, et elle lui sert également contre le scepticisme et contre les systèmes. C'est à celui de Hobbes surtout qu'il adresse toutes ses attaques, et tandis que l'autorité ne fait en tout genre que des hypocrites, il montre que l'esprit, même dans ses jeux, peut servir à réhabiliter toutes les vérités que la tyrannie ne sert qu'à décrier. Ce morceau est un des plus vivement écrits de l'auteur, et au milieu de beaucoup de traits contre les philosophes, il est rempli de bonne philosophie.

Il y a plus de confusion et d'affectation dans un traité que Shaftesbury publia peu après son mariage, le *Soliloque ou Avis à un au-*

teur (1710). On trouve là des conseils pour tout le monde, pour les écrivains d'abord, puis pour les critiques, les grands, le peuple. C'est toujours cette même idée que la vraie philosophie est avant tout morale, et ne doit pas pousser ses recherches au-delà du point où elle rencontre la raison divine et universelle des devoirs. Ces devoirs sont autant ceux du patriotisme que ceux de la piété, et il faut aimer le bien sous toutes ses formes. Les lettres et les arts, éclairés par la critique, protégés par la liberté, ne sont que des moyens exquis de donner à ces vérités toutes pratiques l'empire de l'évidence et l'attrait de la beauté.

Enfin, prévoyant la nécessité pour lui de se rendre dans le midi de l'Europe, Shaftesbury recueillit tous ses écrits, en y comprenant cette fois la *Recherche touchant le mérite et la vertu*, et il publia ce recueil sous le titre de *Caractéristiques des hommes, des mœurs, des opinions et des temps*, 1611. Celui de *Caractéristiques* a seul prévalu. Il peut paraître singulier. Il signifie, ce me semble, que le livre contient une philosophie suggérée par l'observation du temps où elle est née, et l'auteur, en l'exposant, croit peindre, comme La Bruyère, les *Caractères de ce siècle*.

Ses divers écrits ne sont en général que le développement et la défense du premier essai de sa jeunesse, qui reste le plus sérieux et le mieux composé. Sans sa *Recherche touchant le mérite et la vertu*, Shaftesbury ne serait peut-être point compté dans l'histoire de la philosophie. C'est un livre où, sous une forme plus simple, plus suivie, en laissant moins voir le désir de briller, en s'effaçant lui-même davantage, il déduit un système général qu'il aurait pu mieux approfondir, dont il aurait pu serrer de plus près les conséquences, mais qui comporte un développement méthodique, et dont les idées fondamentales n'ont pas été étrangères aux progrès ultérieurs des théories morales. Shaftesbury conçoit dans l'âme un *sens réfléchi* qui attache à la contemplation de certaines de nos affections ou l'amour ou la haine, et à ces signes se reconnaissent la vertu et son contraire. Ce sens moral (il le nomme ainsi) est comme une faculté spéciale qui n'est ni la raison, ni la sensibilité, et qui semble appartenir autant au cœur qu'à l'esprit. Ses rapports, soit avec le bonheur individuel, soit avec le gouvernement des sociétés, soit avec la perspective d'une rétribution à venir, c'est-à-dire avec l'ordre universel, n'échappent point à l'esprit généralisateur d'un philosophe dont le mérite principal à mes yeux est de n'avoir jamais rendu la science étrangère au monde des réalités. L'opinion publique, les croyances populaires, les mœurs nationales, les événemens politiques, tout a contribué à susciter et à former la philosophie de Shaftesbury. Elle est fondée sur les faits, et elle n'est pas l'empirisme. Il est observateur et spéculatif.

Un an avant la publication des *Caractéristiques*, il avait dû renoncer à ses idées d'ambition, si jamais il s'y était arrêté. D'abord l'amélioration de sa santé ne s'était soutenue qu'un moment; il avait dû, pour en sauver les restes, prendre ménagemens sur ménagemens, et d'ailleurs, assez peu de temps après son mariage, Godolphin, dont il s'était rapproché et dont il cultivait la bienveillance, avait enfin aperçu l'affaiblissement du cabinet qu'il conduisait avec plus de sagesse que de vigilance. Le procès de Sacheverell, auquel Shaftesbury avait applaudi, était devenu un échec pour la politique ministérielle. Une multitude bruyante et l'église, bruyante aussi à sa manière, avaient pris fait et cause pour cet apôtre de l'absolutisme persécuté. La reine, décidée par les avis de Harley, brisa la baguette blanche dans les mains de Godolphin, et un ministère que nous qualifions aujourd'hui de réactionnaire se forma (1710). Quoique Shaftesbury eût d'anciennes relations de famille avec Harley, qu'il fit cas de ses talens et connût le fond de ses sentimens, il ne pouvait voir sans inquiétude une administration où les Rochester et les Saint-John tenaient une si grande place, et qui écartait tous les amis de Marlborough avant de l'atteindre lui-même. Sa santé d'ailleurs ne lui permettait plus du tout de songer à la vie active; ses maux s'étaient aggravés, il respirait à peine. Au printemps de 1711, il se décida à essayer à la lettre d'aller reprendre haleine sous le ciel de l'Italie. Un pair du royaume ne pouvait, surtout au cœur d'une si forte guerre, s'éloigner sans un congé; il en fit la demande à Harley, devenu premier ministre et comte d'Oxford, et avant de partir il lui écrivit pour le remercier (1). Sa lettre est empreinte de ce sentiment de confiance obstinée que certains amis de la révolution de 1688 gardèrent jusqu'au bout au plus flexible et au plus léger des hommes d'état, et il lui témoigne l'espoir de le voir, mieux que personne, « achever le grand ouvrage commencé et poursuivi si glorieusement pour le rétablissement de la liberté et pour la délivrance de l'Europe et de l'humanité. » Mais en même temps il ne négligeait pas de faire, par lettre, ses adieux à lord Godolphin, et au moment de se mettre en route pour l'Italie, en traversant la France, il lui demandait, *s'il était capable d'atteindre le but de sa course*, ses commissions pour tous les pays qu'il devait visiter, ne doutant pas qu'en tout lieu il ne trouvât son mérite reconnu de tous (2).

Il arriva dans le midi de l'Italie au mois de juillet, et ne quitta plus ces contrées. Là son goût pour les arts se ranima; on en voit la preuve dans son petit ouvrage *Du choix d'Hercule, ou du Dessin*

(1) Du 29 mars 1711.

(2) Du 27 mai 1711.

historique (1). Il y donne, à propos de la représentation de l'allégorie morale qu'il prend pour sujet de tableau, ses idées sur la composition et les autres règles de la peinture. On conçoit que la représentation réfléchie de l'acte d'une âme forte qui choisit entre la vertu et la volupté fût du goût d'un moraliste et pût convenablement devenir une estampe inséparable de ses œuvres. Dans les soins qu'il prit alors pour en préparer une meilleure et dernière édition, on reconnaît le goût des arts, que le séjour en Italie réveillait en lui, et auquel s'unissaient une préoccupation philosophique et une arrière-pensée personnelle. Il voulut que ses ouvrages fussent enrichis de gravures et de vignettes de son invention. Il les fit exécuter sous ses yeux et prépara jusqu'à son dernier jour cette publication, trop minutieusement élégante, qui ne parut qu'après lui. Dans les réimpressions qui l'ont suivie, on a dû reproduire ou mentionner ces ornemens dont il avait lui-même rédigé l'explication et qui font, pour ainsi dire, partie du texte de ses écrits.

Ses idées sur les arts du dessin, combinées avec d'autres idées encore plus sérieuses, ne peuvent mieux être appréciées que dans le dernier morceau d'un peu d'étendue qu'il ait composé. C'est une lettre sur ce même choix d'Hercule dont il avait fait faire d'abord un dessin, puis une esquisse, puis un tableau, et qu'il adressa de Naples (2) à mylord ***, qui ne peut être encore que lord Somers. Il s'excuse sur son oisiveté forcée de cet amusement qui convient à sa santé et au pays qu'il habite. Il n'aurait même osé en entretenir sa seigneurie au milieu des grands intérêts qui l'occupent, s'il n'avait pensé que, fût-elle en ce moment *dans l'administration immédiate*, les arts du dessin, la peinture, la sculpture, l'architecture pouvaient être rattachés à ses idées sur la situation politique de son pays. Selon lui, il ne faut pas regretter que l'Angleterre se soit laissée devancer dans la carrière des arts. Du temps que la seule règle était le goût du souverain, qu'un peintre ou un architecte de cour travaillait sans émulation pour plaire à un seul, que l'imitation des modes de la France s'unissait à celle de son gouvernement, on ne pouvait mieux faire qu'on n'a fait, et il est heureux qu'on n'ait pas fait davantage. Là où le public est muet, où ses sentimens ne comptent pour rien, où tout le décourage et l'annule, le génie des arts manque d'un aiguillon, d'une règle, d'un but. C'est l'éveil d'une opinion publique qui seule ranime la critique et le goût. Le jugement d'une nation anticipe et représente celui de la postérité. Il se risque donc à prophétiser que l'Angleterre, grâce aux nobles principes de la révolution qu'elle a faite, va ressentir une inspiration nouvelle, et

(1) Ouvrage posthume publié en 1713.

(2) Du 6 mars 1712.

pourvu que la paix soit conclue dans le généreux esprit qui a inspiré la guerre, ses progrès en savoir, en raison, en talent, seront tels qu'elle deviendra la patrie des arts.

Cet espoir qu'il développe avec complaisance pourrait bien avoir été déçu; mais il rentre dans un ensemble de préoccupations patriotiques et libérales qui l'ont soutenu dans les souffrances de ses dernières années et qui, grâce à Dieu, n'ont pas été toutes des illusions. En véritable Anglais, Shaftesbury ne se laisse pas arracher par la philosophie à la politique. En vrai citoyen, la pensée d'une fin peut-être prochaine n'éteint pas sa sollicitude pour la cause et l'avenir de sa patrie. Il est abattu, mais non découragé; il se refroidit pour le bonheur, non pour la vérité; il ne se résigne à rien qu'à ses propres maux. Les lettres de Naples, où il passa ses dernières années, sont empreintes d'un profond sentiment de mélancolie. Ses infirmités deviennent de plus en plus pénibles; les distractions qu'il cherche dans l'étude de l'antiquité et des arts ne peuvent détourner sa pensée de choses plus sérieuses, et, malgré de vains efforts, il revient, comme il le dit, aux intérêts de la vertu et de la liberté en général.

Lord Oxford était loin d'avoir justifié les espérances qu'on s'était entêté à mettre en lui. La politique toute nationale des dernières années était chaque jour plus ouvertement abandonnée. Shaftesbury ne pouvait plus rien pour la cause publique, mais elle restait chère à son cœur. « Honte que je n'aurais jamais cru vivre assez pour voir de mes yeux! écrit-il à Furley dans une lettre du 19 juillet 1712, la dernière qu'on ait conservée. Cela me console d'avoir perdu l'espoir de guérir. J'avais toujours espéré jusqu'à la fatale indignité de ce séditieux prêtre de Sacheverell et jusqu'à la chute de l'ancien ministère des whigs... Pauvres whigs que nous sommes! le monde s'en va, mais la Providence est dans tout, et tout honnête homme porte sa récompense dans son sein. J'ai la mienne. Du fond de ma conscience je bénis Dieu d'avoir tout fait pour le mieux pour moi, et même de m'avoir amené à ce faible état de santé par mes soins et mes travaux pour l'intérêt du bien et la cause de la liberté et de l'espèce humaine. Adieu. »

Le 21 février 1713, Crell, peut-être de la famille de ce Crellius célèbre parmi les théologiens sociniens, écrivit à Furley que lord Shaftesbury, dont il peignait les souffrances, la résignation, la parfaite sérénité et la douceur jusque dans l'agonie, était mort le 15, à dix heures du matin.

Sa femme lui survécut jusqu'en 1751. Elle ne lui avait donné qu'un fils, qui fut le quatrième comte de Shaftesbury, et dont l'évêque Huntingford dit qu'aucun homme n'eut jamais plus de piété. C'est lui qui a composé l'article biographique sur son père inséré

dans le *Dictionnaire historique* publié en Angleterre comme une traduction de Bayle (1).

La belle édition des œuvres de Shaftesbury parut immédiatement après sa mort. C'est, je crois, la première qui contient ses *Miscellanées*. En 1716, on imprima ses lettres à un étudiant de l'université, et en 1721 Toland publia celles à Robert Molesworth. L'arrière-petit-fils de Furley, T. Forster, a réuni en 1830, avec d'autres lettres de Locke et de Sydney, celles de l'auteur des *Caractéristiques* à son bisaïeul. C'est un recueil intéressant.

III.

Les dissensions religieuses qui préparèrent et suivirent la révolution d'Angleterre contribuèrent plus que toute autre cause à déterminer le caractère de la philosophie de ce pays dans le cours du *xvii^e* siècle. Presque tous les systèmes de cette époque sont conçus dans un esprit de réaction ou de défense contre toute croyance théologique absolue, déclarée suspecte de fanatisme, et la même aversion pour une foi passionnée, et par là même turbulente ou persécutrice, conduisit les uns, tels que Hobbes, à la domination d'une froide religion d'état, les autres, comme Locke, à la tolérance de toutes les sectes. Ainsi l'oppression et la liberté des consciences sortirent également, pour des esprits différents, d'une expérience commune. Le scepticisme, aussi bien que l'orthodoxie, parut une conséquence naturelle de l'indiscipline et du conflit des opinions et des symboles. Tandis qu'une sagesse conciliante tentait de délivrer le christianisme de tout accessoire dû à la crédulité ou à l'imagination et de le réduire à son essence, une hardiesse plus raisonneuse l'attaquait dans ses dogmes et hasardait une doctrine qui pouvait envelopper dans ses destructions jusqu'aux principes abstraits de toute religion. Dans l'église, à la tête de l'épiscopat, des esprits éclairés et bienveillants, dont on ne faisait que constater l'étendue en les appelant *latitudinaires*, cherchèrent à régénérer le culte établi par la tolérance et la modération. Dans l'état, des politiques non moins respectables poussèrent l'impartialité jusqu'à cette largeur de vues où le christianisme n'est plus qu'une forme mystique et arrêtée de la religion naturelle. Tillotson dans l'église et Somers dans l'état sont cités comme les modèles de ces deux écoles, l'une encore chrétienne, l'autre tout près de l'être. Nous avons vu quelle confiance et quelle sympathie unissaient à Somers Shaftesbury.

Whichcote, qui avait été comme le prédicateur ordinaire de sa

(1) *A general Dictionary historical and critical*, by J. Bernard, Th. Birch, etc. (1734-1741). Les articles de Bayle y sont insérés avec des additions et des suppressions.

famille, avait essayé de mêler le platonisme à la religion et de relever la chaire par le langage de la science. Il se peut que Shaftesbury, qui, nous l'avons vu, s'était fait l'éditeur de ses sermons, y ait puisé cette vague disposition platonicienne qui l'éloigna de bonne heure de l'école de Locke, et qui le rattacherait plutôt à celle de Cudworth et de Henri More. Ce n'est pas qu'il les ait adoptés pour ses maîtres; il ne se connaissait pas de maîtres. Les grands philosophes de l'antiquité eux-mêmes le frappaient plutôt par la beauté de leurs pensées que par la puissance de leurs systèmes. Il admirait Platon et même Aristote, mais pour leur génie. C'était un bel esprit amoureux de l'éloquence, charmé des grâces piquantes de Térence ou d'Horace, et qui, par ses goûts classiques, se séparait encore de Locke, indifférent jusqu'au dédain pour le talent et l'imagination. L'austérité d'une science sans ornement, la froideur d'une analyse subtile, la décomposition logique des idées et du langage lui paraissaient la nouvelle pédanterie à fuir, et il se sentait prêt à railler la philosophie dès qu'elle affectait un appareil systématique et se donnait pour l'interprète doctoral de la nature des choses. Homme du monde, grand seigneur, élevé dans la politique et le gouvernement, il aurait bien pu tourner au mépris de toute philosophie, si l'élévation et le sérieux d'un esprit réfléchi ne lui eussent fait un besoin de fonder ses opinions morales sur des principes. Ce n'était pas assez pour lui, comme il le dit lui-même, d'être honnête par accident ou par inclination; il voulait l'être en sachant pourquoi, et motiver par la raison ses devoirs envers lui-même, envers la société, envers la religion. C'est par là qu'il resta philosophe, tout en se moquant des systèmes métaphysiques, et qu'il finit même par en avoir un susceptible d'une exposition méthodique. On ne la rencontrerait tout entière, cette exposition, dans aucun de ses écrits : ce sont en général des essais isolés, des mélanges, où le fil d'une même pensée ne se voit pas au premier coup d'œil. On le retrouve cependant en le cherchant, et il a eu soin d'avertir souvent que ses idées et ses ouvrages formaient un ensemble. Son *Essai sur le Mérite* surtout offre assez d'ordre et de déduction pour qu'on y reconnaisse une doctrine, et Diderot a trouvé à cette doctrine assez d'importance et d'originalité pour juger utile de la recommander dans une préface et de l'exposer dans une paraphrase. Ce n'est pourtant pas dans sa traduction que nous conseillerions de l'aller chercher; elle y est clairement exprimée, mais si vague et si terne qu'elle ne saisit plus l'esprit : triste surprise, en passant dans notre langue, elle a perdu presque tout caractère; elle ressemble à un lieu-commun ennuyeusement écrit. Le texte anglais, sans être l'œuvre la plus brillante de l'auteur, est plus agréable à lire, plus instructif, plus intéressant; il donne à penser.

Une observation qui lui sert de point de départ, c'est la confusion établie dans beaucoup d'esprits entre la religion et la vertu. La religion n'est ni partout ni toujours la même, et une même religion varie avec les passions des partis et les dissidences des sectes. Cette instabilité des dogmes controversés ne touche en rien au prix, à la puissance, à l'inviolabilité des idées morales. Même dans la pratique de la vie, on est obligé de distinguer l'honnête homme de l'homme religieux. Shaftesbury en conclut que la religion ne comprend pas nécessairement la vertu, et que l'on peut mettre en question que l'honnêteté fût impossible à un athée. En tout cas, il a pensé qu'on pouvait essayer de déterminer la part de la religion et la part de la morale. Cette première vue, malgré l'élévation de ses principes et les saines notions qu'il exprime touchant la Divinité, a rendu pour toujours sa doctrine suspecte aux personnes religieuses, et l'on est même allé jusqu'à méconnaître le théisme pur qui respire dans toute sa philosophie.

Tout est bien dans le monde, ou quelque chose s'y rencontre qui pourrait être mieux. Dans le premier cas, il n'existe point de mal réel; dans le second, le mal existant vient d'un dessein ou du hasard. Le dessein supposerait que l'ordonnateur a manqué de bonne volonté; le hasard, qu'il n'est pas la cause universelle. Le supérieur du monde est ce que les hommes appellent Dieu. S'il n'était pas nécessairement bon, s'il n'était pas unique, ce nom devrait faire place à celui de démon. Croire tout pour le mieux est donc la croyance du parfait théiste. Cependant que de dissidences sur ce point! Combien s'éloignent de cette confiance absolue en la justice, en la bonté de Dieu, parmi les plus fervens de ceux qui l'adorent!

Tout conspire à une fin. Tout ce qui contribue au bien du tout ou des parties est bon. Un être absolument isolé n'aurait aucune bonté. On ne peut donc dire d'aucune chose qu'elle est absolument bonne ou mauvaise, si l'on ne connaît le système entier dans lequel elle est placée. Une créature sensible ne peut être bonne ou mauvaise que par l'affection, le sentiment qui la détermine à l'action. Toute affection qui tend au bien particulier est vicieuse, si elle est incompatible avec le bien général; mais tout sentiment, même égoïste, n'est pas dans ce cas. Il n'est pas, il ne rend pas nécessairement incapable de tout sentiment généreux. Toutefois le bien que l'on fait à la société ne devient mérite qu'à raison du motif. La vertu est dans la volonté du bien général. Autrement on ne parlerait de la bonté d'un homme que comme on parle de la bonté d'un cheval.

C'est d'après ces idées que doivent être déterminées les conditions du bien moral. Si l'homme n'était qu'une créature sensible, le bon ou le mauvais résiderait tout entier dans l'accord ou le désaccord de ses affections avec le bien de l'ensemble; mais l'homme

est de plus une créature raisonnable : il est capable de concevoir *les objets rationnels du bien moral*. C'est à raison de ces motifs que les affections humaines deviennent non-seulement bonnes, mais méritoires. La vertu est à cette condition, elle s'élève d'autant plus que les conceptions morales de la raison ont rencontré davantage la résistance des passions. La vertu sans sacrifice est de la vertu à bon marché.

Les principes de la vertu ne peuvent être mis en péril que par des causes qui supprimeraient ou altéreraient le sentiment du juste et de l'injuste, la notion du bien et du mal ; mais cette suppression est impossible : aucune opinion ne peut changer à ce point la nature humaine. Seulement certaines opinions peuvent la dépraver. L'athéisme peut favoriser les vices d'un être pervers ; cependant il n'est pas directement contraire au sentiment du juste et du bien, tandis que la superstition, en retirant la notion de justice de la notion de Dieu même, nous expose à l'erreur de lui rendre hommage par de mauvaises actions. Toutefois au premier rang des affections qui agissent sur le sentiment naturel du bien restent les affections religieuses. Il faut bien distinguer néanmoins entre les diverses affections qui nous portent à honorer Dieu. Si c'est la crainte de sa puissance, elle ne peut être le principe d'une vertu véritable, elle ne peut avoir aucun mérite devant Dieu. Elle n'empêche pas la sainteté ; mais la contemplation de la bonté de Dieu a de tout autres effets. Non-seulement cette bonté est pour nous un suprême modèle ; mais celui à qui la pensée en est incessamment présente, ne veut pas rougir devant l'invisible témoin. Là évidemment est le grand défaut de l'athéisme. Si cependant nos notions morales étaient attaquées par des passions violentes, la crainte de la puissance divine, comme la crainte de tout châtiment, pourrait, sans précisément produire aucune vertu, servir de contre-poids aux impulsions vicieuses. Les peines et les récompenses ne sont pas une chose indifférente, pas plus que ne l'est une administration juste et éclairée. Si la récompense future que la religion elle-même nous fait espérer est un vertueux bonheur, elle est l'objet d'un désir pur et désintéressé. Il faut pourtant se défendre d'outrer ce sentiment au point de trop dédaigner les biens d'ici-bas, et de consentir trop facilement au bonheur du vice sur la terre. Quant à l'athéisme, il n'enseigne pas à méconnaître le bonheur attaché à la vertu, mais il ne fait rien pour en provoquer, pour en fortifier la pensée dans notre âme. Sans aucun doute l'amour du bien perdrait un grand appui, si nous cessions de croire qu'il existe une bonté, une beauté dans l'univers. Sans aucun doute l'admiration de l'ordre et de l'harmonie est une passion. Sans aucun doute la croyance en un Dieu qui n'est pas seulement bon, mais qui est la bonté même, est favorable à la vertu. Quelque

chose manque à sa perfection, à son élévation, sans cette croyance.

Cette considération de l'ordre et de l'harmonie sert à concilier avec le bien général ces affections privées qui semblent ne tendre qu'au bien particulier. Elles ne sont vicieuses que si elles sont excessives. Si elles étaient mauvaises par elles-mêmes, il faudrait donc dédaigner la vie, la santé, le bonheur. Par une décomposition ingénieuse des sentimens et des motifs qui nous guident, Shaftesbury montre comment on peut les concilier, en les limitant les uns par les autres, et comment les instincts mêmes de l'intérêt personnel sagement gouvernés sont des principes d'action qui peuvent concourir au bien général. Ce sont les cordes de l'instrument qui peuvent tour à tour engendrer la dissonance ou l'harmonie. Tout dépend du degré auquel elles sont tendues et de la manière dont elles sont touchées.

Les affections qui, par elles-mêmes ou par la direction qu'on leur imprime, conspirent au bien général peuvent prendre le nom d'affections sociales. Ce sont celles qui procurent le plus de bonheur, celles qui obtiennent le plus d'estime, d'amour, d'admiration. Celui qui en nie la douceur ne les a jamais senties. L'âme qu'elles remplissent tout entière a la conscience de son accord avec tout ce qui est capable d'aimer et d'approuver, avec tout ce qui mérite, avec tout ce qui comprend, enfin avec cette intelligence suprême, le type et la fin de toute intelligence. Ainsi un théisme vrai naît de la vertu même. Vivre ainsi, conformément à la nature et aux lois de la souveraine sagesse, c'est la moralité, la justice, la piété, la *religion naturelle*.

Shaftesbury manquerait à l'œuvre ordinaire des moralistes s'il n'établissait avec détail que la vertu, comme il la définit, est une source de bonheur. Il passe en revue toutes les passions et s'acquitte habilement de la tâche facile de montrer combien la domination des mauvaises et l'excès même des bonnes peuvent engendrer de fautes cruelles et d'agitations douloureuses. Ce tableau souvent tracé ne représente peut-être qu'une des faces de la vie; mais c'est celle qu'il importe le plus de contempler, et Shaftesbury n'en détournera jamais ses regards.

Telle est l'esquisse du seul de ses ouvrages qui puisse être appelé un traité philosophique. L'ensemble ne manque ni d'unité ni d'ordre; les conclusions sortent légitimement des prémisses. L'auteur n'affirme rien qu'il ne prouve. Sur la qualité de certaines preuves seulement on pourrait lui chercher chicane. Peut-être n'a-t-il pas évité une équivoque où sont tombés d'autres moralistes, ceux mêmes de l'antiquité, et qui résulte du double sens des mots applicables également au bien et au mal moral et aux biens et aux maux. Cette équivoque entraîne à l'exagération d'une vérité qu'il serait tentant

de rendre absolue, celle du bonheur attaché à la vertu. Enfin l'idée première du livre, qui semblait être la distinction de la morale et de la religion, disparaît un peu dans le cours de la déduction, et je le remarque plus que je ne le reproche, car il ne faut pas abuser de cette distinction et rompre tout lien entre Dieu et le devoir. Il est très vrai que la certitude et la clarté des notions morales leur permettent de subsister en dehors de nos croyances religieuses, et que même les premières peuvent servir à contrôler les secondes, plus mêlées d'obscurité, plus soumises à l'empire de l'imagination. Dans cette mesure, Shaftesbury a pu s'élever au-dessus des théologies discordantes qui l'entouraient, et refaire sous la dictée de la raison et de la conscience la profession de foi du théiste; mais il ne s'ensuit pas qu'au moins spéculativement la morale et la religion soient étrangères l'une à l'autre. Ce peuvent être deux lignes différentes, elles ne sont point parallèles, et, quelque écartées qu'on les suppose l'une de l'autre, elles ont un sommet commun.

Ce n'est que dans la pratique de la vie qu'une telle divergence peut se manifester entre elles deux qu'il soit plus sûr de prendre son point d'appui hors de la religion telle qu'elle est enseignée et pratiquée. Quand celle-ci ne sert qu'à fournir des erreurs à nos passions, l'indépendance de Shaftesbury peut être sage et nécessaire. Les clergés et les sectes peuvent perdre quelquefois jusqu'à la vérité même. Nous ne saurions donc blâmer Shaftesbury, comme d'autres sages de son temps, d'avoir secoué le joug de ce qu'il appelle le formalisme des dévots. Nous ne sommes pas certain cependant qu'il ait soigneusement distingué l'essence de l'accessoire, et ses déclarations de soumission à la religion de son pays, ses désaveux d'aucune sympathie pour les libres penseurs qui l'attaquaient ne nous persuadent pas qu'il n'en fût pas un lui-même, différent d'eux seulement par une philosophie meilleure. Il a en commun avec le christianisme l'amour et le respect des choses divines, je le reconnais; mais le christianisme lui-même échappe-t-il à la sévérité du jugement qu'il prononce sur les controverses contemporaines? Je ne saurais le soutenir. Je crains que, devançant, peut-être par entraînement de polémique, l'artifice usité des disciples de Voltaire, il n'ait abusé de l'élasticité du mot de superstition pour couvrir d'un nuage, même à ses propres yeux, l'objet et la portée de ses traits. Sa pensée va plus loin qu'il ne l'avoue. En tout cas, et se fût-il payé lui-même des équivoques de son langage, sa doctrine a moins d'ambiguïté, et ce qu'elle affirme sert à mesurer tout ce qu'elle exclut. Sa conception fondamentale de l'ordre universel et de la domination du bien dans la nature est radicalement contraire aux principes du protestantisme de son temps, et je crois même de tous les temps. N'en déplaise à Leibnitz, tout optimisme est difficilement chrétien. En résumé, il est

impossible de ne pas classer Shaftesbury au rang des philosophes qui placent la morale hors de la religion et la religion hors de la révélation.

Si le fond du système ressort de l'*Essai sur le mérite et la vertu*, l'esprit s'en montre plus nettement peut-être dans ses autres écrits. Son talent y est plus à l'aise et s'abandonne davantage. Le premier ouvrage n'est pas dénué de pages spirituelles; certaines réflexions y trahissent déjà le goût du raffinement; cependant le ton est grave et encore simple. La simplicité disparaît de presque toutes les autres compositions. Les traits deviennent plus hardis et plus brillans. La critique tourne à la satire, et si quelques passages respirent l'enthousiasme et touchent à l'éloquence, d'autres tombent dans l'abus de la subtilité ou dans la froideur par l'effort même d'être piquans. Le goût n'accompagne pas toujours la plaisanterie; une affectation obscure gâte la finesse d'esprit, et le style perd la grâce avec le naturel. Nous ne faisons que répéter le jugement des bons critiques anglais, de Blair et de Mackintosh, qui, en plaçant assez haut Shaftesbury parmi les écrivains de leur nation, lui trouvent des défauts aussi grands que ses beautés.

Nous aimons mieux, en convenant qu'il ne faut pas chercher dans Shaftesbury le vrai style du philosophe, lui tenir compte d'une persistance vraiment philosophique dans cette grande idée : trouver la base de la morale dans la nature humaine, et dans la morale la règle, le titre et comme la pierre de touche de la religion et de la politique. Il est évident que de bonne heure il a pris en aversion les opinions de Hobbes et leur influence désastreuse dans les questions de culte et de gouvernement. La force spécieuse que donne un grand apparat de logique à ce système l'a mis en garde contre tout ce qui en rappelle la forme, les principes ou les conséquences; il en est devenu sévère et quelque peu injuste pour Locke lui-même, dont les analyses idéales et verbales lui semblent toucher aux vanités scolastiques et qu'il soupçonne d'avoir ébranlé, à la suite de Hobbes, les fondemens de l'invariable morale. Il le loue d'avoir voulu que la raison fût religieuse et la religion raisonnable. Il le reconnaît pour sincère et zélé chrétien. Il l'admire dans ses écrits sur le gouvernement, l'éducation, le commerce, la tolérance. Mais il l'accuse d'avoir porté un coup fatal, lorsqu'afin d'empêcher les idées d'ordre et de vertu de passer pour innées, il les a cherchées hors de la nature; lorsque, trop crédule aux récits des voyageurs sur les bizarreries des sauvages, il a fait dépendre de la loi et de la coutume les notions du devoir, rendant ainsi une apparence décente aux opinions justement décriées par la politique repoussante de Hobbes. La philosophie de Locke est donc, dit-il, une *pauvre philosophie*. Ce jugement de Shaftesbury rappelle un jugement de Leibnitz conçu

presque dans les mêmes termes. Shaftesbury signale toute la distance qui le sépare de Locke en disant que la croyance en Dieu se fonde sur une idée innée, comme les notions de l'ordre et du bien moral. Il identifie même toutes ces idées, et s'il en coûte de les appeler *innate*, il propose le mot inusité de *connatural*. Pour établir l'existence des principes universels, il ne craint pas d'en appeler au *sens commun*, comme après lui les Écossais, et de constater dans l'âme l'existence d'un *sens moral*, avant que Hutcheson eût écrit ce mot (1). C'est en dire assez pour montrer que Shaftesbury, quoiqu'à la forme irrégulière de ses écrits il puisse paraître un simple amateur de philosophie, avait cependant atteint jusqu'aux principes de cette pure et saine doctrine qui défie le scepticisme et réconcilie la nature avec la science. Dans un chapitre de ses *Miscellanées*, il est amené à faire son apologie, et cette fois exposant sa *philosophie en forme*, il la rattache déductivement à Descartes, et plus net que Cudworth, moins mystique que More, il semble devancer Reid dans l'établissement d'un rationalisme fondé sur l'observation, qui ne laisse aucun accès au doute, à l'hypothèse, à l'autorité, à la tradition, à tout ce qui trouble, égare, opprime ou supprime la raison. Dans une histoire de la philosophie, on pourrait prouver en termes exprès que pour les choses essentielles sa doctrine est une première esquisse, mais déjà très réfléchie et très arrêtée, de la philosophie écossaise. S'il avait moins puérilement craint les apparences de la pédanterie, il passerait pour un philosophe aussi sérieux qu'aucun autre; chez lui,

C'est le fonds qui manque le moins.

Nous ne serons donc plus si fort étonné de la haute estime que Leibnitz lui témoigne. Il semble l'approuver en tout ou du moins ne lui contester rien d'essentiel. Seulement il voudrait bien tempérer ses hardiesses. Il ne peut consentir sans scrupule à cette liberté d'agression et même de sarcasme que Shaftesbury regarde comme une suite de la liberté de l'examen et de la réflexion. Pas plus que lui Leibnitz ne voudrait qu'on s'abstînt de scruter les dogmes, même le premier de tous, celui de l'existence de Dieu; mais il s'inquiète pourtant de la critique illimitée des croyances qui contiennent des vérités utiles. L'emploi universel du ridicule l'effraie. Il le permet, mais il craint qu'on n'en abuse, et l'on dirait qu'il prévoit les moqueries de Voltaire. « Il faut quelquefois être formaliste, » dit-il. Comme tous les esprits indépendans, mais prudents et mo-

(1) *Lett. to a Student*, I, VII, VIII. — *Sensus comm.*, IV, s. 1. — *Inquiry*, I, I, p. III, s. 1, II et III. — *Soliloq.*, p. II, s. 1. — *Rhapsod.*, p. III, s. II.

dérés, il est fort en peine pour fixer les limites de la liberté de discussion; il prétend la contenir, mais il repousse toute intolérance compressive. « On veut, dit-il, qu'il soit permis aux gens d'attaquer la religion établie; cela se peut accorder, mais avec quelque restriction. » Comme tous les Allemands, il a peur de la plaisanterie. « Je craindrais celui qui voudrait retirer les gens de la superstition par les railleries; car je crois que, s'il réussissait, il les ferait devenir impies. » Leibnitz a raison, mais il est bien embarrassé. En toutes choses, l'alliance de la sagesse et de la liberté n'est pas facile. Peut-être entre Leibnitz et Shaftesbury n'y a-t-il que la différence de la réserve d'un conseiller de l'électeur de Hanovre et d'un pensionnaire de l'empereur d'Allemagne au franc-parler d'un pair d'Angleterre et d'un whig de 1688; mais on n'aura pas une médiocre idée du rang que l'un assigne à l'autre lorsqu'on l'entendra désigner l'écrit intitulé *Rapsodie* ou *les Moralistes* comme le « *Sacrarium* de la plus sublime philosophie où je fus, dit-il, aussi enchanté que son Philoclès. J'y ai trouvé, d'abord, continue-t-il, presque toute ma *Théodicée*, mais plus agréablement tournée, avant qu'elle eût vu le jour... Je n'avais cru trouver qu'une philosophie semblable à celle de M. Locke; mais j'ai été mené au-delà de Platon et de Descartes. Si j'avais vu cet ouvrage avant la publication de ma *Théodicée*, j'en aurais profité comme il faut. »

La *Théodicée* avait paru en 1710, et *les Moralistes* l'année précédente. Leibnitz ne les connut qu'avec les œuvres complètes imprimées en 1711, et peut-être l'éloge raisonné qu'il fait de tout ce que ce recueil contient n'a-t-il été écrit que dans les années suivantes, les dernières de sa vie. Il avait soixante-dix ans, dit Mackintosh? c'est l'âge où il mourut (1719); mais à quelque époque qu'il l'ait rendu, son témoignage classe avec autorité Shaftesbury dans cette grande école de philosophes que nous faisons remonter à Platon et que Platon faisait descendre de Pythagore. Il n'y peut compter comme créateur, quoiqu'il se soit montré penseur original et que la réflexion, non l'autorité, ait déterminé ses principes. Dégagés de leur caractère polémique, ces principes sont ceux de toute philosophie religieuse. Ce n'est pourtant pas de ce nom qu'on a constamment appelé celle de Shaftesbury. Leibnitz le déclare un des siens, et parmi ceux qui adoptent ou amnistient Leibnitz, beaucoup le repoussent et le condamnent. Quelques-uns même lui disent anathème, tandis que d'autres hésitent à la juger rigoureusement. C'est à regret que le sage Leland le range parmi les adversaires de la révélation; il s'efforce de l'excuser par des inconséquences, tandis que l'évêque Berkeley sort de son calme pour le traiter avec une rudesse inaccoutumée, et que l'évêque Warburton prend vivement contre lui la défense de Locke, de ce Locke l'honneur de son siècle,

abandonné ou trahi *par son ami et son élève* (1). L'ami est Collins, qui, chargé par Locke de défendre sa mémoire, a commencé par insulter aux principes mêmes de ses croyances religieuses; l'élève est Shaftesbury, qui, abusant des plus heureux dons, a poursuivi de ses sarcasmes la philosophie de son maître par haine de la foi qu'il avait défendue.

On remarquera, car Locke n'en est pas le seul exemple, qu'il est arrivé assez souvent aux philosophes de son école de trouver plus aisément grâce devant la sévérité de l'orthodoxie chrétienne que les promoteurs d'une morale plus divine et d'un spiritualisme plus décidé. En Angleterre surtout, on rencontrera à presque toutes les époques les preuves d'une préférence, au premier abord surprenante, accordée par l'église à une philosophie empirique sur une philosophie qui subordonne moins la pensée à la sensation. C'est l'analogie d'une opinion qui reprend faveur parmi nous, et d'après laquelle Aristote serait après tout plus près que Platon de la religion chrétienne. Sans accorder que les principes de l'un et de l'autre autorisent ce singulier choix, et en persistant à penser que Bossuet, Arnauld, Fénelon, ont bien fait d'abandonner saint Thomas pour Descartes, nous conviendrons que plus d'une fois les philosophes les plus résolus sur les principes communs et nécessaires à la religion naturelle ainsi qu'à la religion révélée se sont montrés les moins dociles à l'autorité théologique et les plus armés par la foi dans la raison pure contre toute autre foi. Bacon, dont on a prétendu par momens faire un matérialiste, est plus soumis à l'église que lord Herbert de Cherbury (2), qui se déclare si vivement pour la divine origine de nos facultés et de nos pensées. Shaftesbury, qui, dans ses idées spéculatives, offre tant de rapports avec Herbert, laisse percer comme lui pour les sectes religieuses une antipathie qui l'a rendu inaccessible à toute argumentation fondée sur le dogme du péché, la corruption de la nature humaine, la distribution arbitraire de la grâce, et l'infaillibilité dogmatique de toute parole en langue humaine. Quoiqu'il s'élève contre les incrédules de son temps, que, voyant dans Collins et Tindal des continuateurs malheureux de Locke, il se sépare d'eux avec affectation, on ne comprend guère de quel droit il prétendrait se faire plus qu'eux agréer par aucune église. Respectueux pour la religion lorsqu'il la nomme, il n'en cite jamais un dogme, un argument, un détail que pour le critiquer. Celui qui ne croit que sur la foi de l'autorité est à ses yeux un sceptique. Celui qui ne fait le bien que par crainte de l'autre vie est un mercenaire; et c'est une faible garantie que la profession qu'il fait, en parlant de

(1) *The Divine Legation*, dédicace de 1738 aux libres penseurs.

(2) Voyez, sur lord Herbert de Cherbury, la *Revue* du 15 août 1854.

lui-même comme d'un tiers, de croire à la révélation « autant qu'il est possible de croire à un homme qui n'a jamais éprouvé par lui-même aucune communication divine par songe, vision, apparition ou autre opération surnaturelle, et qui n'a été témoin oculaire d'aucun signe, prodige ou miracle quelconque. »

Ce qu'on peut ajouter, c'est que l'état d'esprit de Shaftesbury était une suite naturelle de plus d'un siècle de guerres de religion, et devait être très commun dans les classes supérieures de la société britannique. Les hommes d'état qui comme lui avaient embrassé avec un généreux enthousiasme les principes de la liberté étaient portés à regarder les croyances sectaires comme des élémens de trouble, les doctrines de l'église comme des instrumens de tyrannie. Hobbes avait pour longtemps décrié l'église et l'état. « Quant à nous, Bretons, dit Shaftesbury, nous avons, grâce au ciel, une meilleure idée du gouvernement que nous ont légué nos ancêtres. Nous avons la notion d'un public et d'une constitution, de l'organisation d'un pouvoir législatif, d'un pouvoir exécutif. Nous comprenons le poids et la mesure en ces matières, et nous pouvons raisonner justement sur la balance du pouvoir et sur la propriété. Les maximes que nous en déduisons sont aussi évidentes que les propositions des mathématiques. Notre instruction, que chaque jour accroît, nous montre de plus en plus quel est le sens commun dans la politique, et cela nous doit conduire nécessairement à concevoir un sens commun tout pareil dans la morale, qui en est le fondement. » Plus d'un de ceux qui liront ces lignes pourront se rappeler comment en d'autres temps le sentiment de la vérité politique s'est développé en eux et a suscité et transformé à sa suite tous leurs autres sentiments, même par rapport à la morale et à la religion. Aux époques où domine la vie publique, à la veille des révolutions, dans les luttes du patriotisme, tout, la philosophie même, se ressent de la politique, et il est difficile de croire, dans les matières de gouvernement, à la raison et à la liberté sans passer en toutes choses sous le drapeau de la raison et de la liberté. Shaftesbury, qui prend feu toutes les fois qu'il parle de la révolution, qui se dit pour l'Angleterre nouvelle contre la vieille Angleterre (1), devait presque irrésistiblement penser comme il a pensé sur tout le reste, et il n'était, pour ainsi dire, pas libre de concevoir Dieu autrement que sous la raison d'une justice immuable et universelle. Inspirée par sa politique, sa philosophie lui dictait sa religion.

CHARLES DE RÉMUSAT.

(1) *Miscell. Reflect.*, III, c. II. *Late England... Old England*. On se rappelle la France nouvelle.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 novembre 1862.

Nous ne saurions dissimuler le chagrin profond que nous inspire la dépêche de M. Drouyn de Lhuys sur les affaires américaines, publiée hier par *le Moniteur*. Le gouvernement français vient d'inviter les cabinets de Londres et de Pétersbourg à s'entendre sur une démarche concertée que les trois puissances maritimes de l'Europe auraient à faire auprès du gouvernement de Washington et des états confédérés pour les amener à conclure une suspension d'armes de six mois. La gravité de cette démarche ne peut échapper à quiconque est capable de mesurer la portée des actes politiques. Celle-ci n'aura point immédiatement tous les effets dangereux que l'on eût pu en redouter, le concert proposé à l'Angleterre et à la Russie n'ayant pu s'établir. On prétend que l'ouverture de la France aurait été accueillie à Pétersbourg; nous nous permettons de douter que l'acquiescement de la Russie ait été entier et sans réserve quand nous considérons toute la tradition de la politique russe envers les États-Unis. Ce qui est certain, et cela suffit pour empêcher qu'il y soit donné suite, c'est que notre invitation a été déclinée par le gouvernement britannique. La publication de la dépêche de M. Drouyn de Lhuys n'en est pas moins grave à nos yeux. Pour la première fois, une pensée d'immixtion dans les affaires des États-Unis est officiellement révélée par le gouvernement français.

C'est l'existence d'une telle pensée, maintenant publiquement manifestée, qui excite nos plus vifs regrets et nos plus sérieuses appréhensions. Mon Dieu! il ne peut y avoir de dissidence sur le sentiment même dont s'inspire la dépêche du 30 octobre. Qui n'a le cœur navré du spectacle de la sanglante guerre qui désole l'Union américaine? Qui ne voudrait voir finir cette boucherie où s'épuise le peuple le plus jeune du monde et celui qui jusqu'à ces derniers temps en avait paru le plus vivace? Qui ne gémit pas du contre-coup de cette crise sur notre propre Europe, à laquelle elle dérobe le pain de l'industrie, le coton, et qui ne pense avec angoisse à ces milliers d'ouvriers souffrant ici, en France et en Angleterre, la misère et la

faim, parce que là-bas, de l'autre côté de l'Atlantique, les deux moitiés d'une république s'entre-tuent? Devant de telles calamités, l'homme sensible, comme disaient nos grands-pères, est douloureusement ému, l'homme sage adresse aux combattans des exhortations pacifiques, l'homme pieux envoie au ciel les plus ferventes prières. Dans l'ordre du sentiment, tout le monde est d'accord. La tâche de la politique est bien autrement délicate et difficile. Il suffit d'être humain pour séparer deux furieux qui se battent dans la rue; mais déjà le philanthrope cessera-t-il d'être un galant homme, si, à moins d'être le second d'une des parties, il s'avisait d'intervenir dans un duel et d'usurper sur autrui la garde qu'a chacun de son propre honneur. Combien est plus grave en politique l'immixtion d'un état dans la querelle de deux états! combien plus grave encore l'intervention étrangère dans une guerre civile que le gouvernement d'un autre état soutient contre un parti insurgé! Certes la dextérité singulière, l'art véritable avec lesquels sont évités dans la dépêche de M. Drouyn de Lhuys tous les termes qui auraient pu effaroucher la susceptibilité du gouvernement des États-Unis, démontrent que notre gouvernement apprécie la difficulté et la délicatesse de sa démarche: dextérité superflue en cette circonstance! Les plus adroites réticences du langage ne pouvaient rien enlever à la grave signification de l'acte. La proposition d'armistice de notre gouvernement, en dépit de toutes les précautions du style, ne pouvait être que contraire au gouvernement des États-Unis et favorable à la rébellion du sud. Il est aisé de prouver que la logique de la politique qui vient d'être inaugurée dans les affaires américaines aboutit inévitablement à cette conséquence.

On peut être autorisé à proposer à des belligérans un armistice de six mois en vue d'une négociation pour arriver à la paix, quand on y est invité par l'une des parties. Une suspension d'armes de six mois est une trêve bien longue. En admettant que l'on arrive au terme de cette trêve sans que la paix se conclue, un tel espace de temps aura dû profiter à une des parties belligérantes, à celle qui était le plus épuisée de préférence à l'autre, et par cela même aura été nuisible à l'une dans la même proportion où elle aura été avantageuse à l'autre. Aussi, au moment même où l'armistice lui est proposé, celui des belligérans qui croit avoir la supériorité actuelle a-t-il le droit de ne point se dessaisir de ses avantages positifs et d'exiger ou des garanties qui lui conserveront l'ascendant, ou la proposition sincère des bases d'une paix presque certaine. Le belligérant qui s'adresse à un médiateur, pour obtenir par ses bons offices une suspension d'armes de longue durée, est donc tenu de joindre à sa demande les élémens de la paix qu'il est prêt à accepter. Pour la même raison, aucun gouvernement avisé ne se chargera jamais de demander pour le compte d'un belligérant à l'adversaire une trêve de six mois, s'il n'est pas nanti en même temps, par celui qui réclame ses bons offices, des élémens d'une pacification probable. Pour prendre à d'autres conditions le rôle de médiateur, il faudrait ou porter dans les grandes affaires beaucoup d'étourderie,

ou bien exécuter une simple manœuvre diplomatique avec l'arrière-pensée d'intervenir ultérieurement dans la querelle au profit de l'un des antagonistes. Si les choses doivent se passer ainsi quand on prête ses bons offices à la demande de l'un des belligérans, on doit convenir qu'il est impossible qu'elles se passent autrement quand une ou plusieurs puissances viennent, par un mouvement spontané, exécuter entre des combattans le tableau des *Sabines*. Il paraît raisonnablement difficile de demander à des belligérans d'accepter une trêve de six mois, si du même coup on n'a pas à leur présenter l'ébauche de la paix qui doit les faire tomber dans les bras l'un de l'autre.

Rien malheureusement n'indique dans la dépêche de M. Drouyn de Lhuys qu'aucune de ces conditions ait été remplie. Il est certain que jusqu'à ce moment le gouvernement des États-Unis ne s'est adressé à aucun cabinet européen pour obtenir par un concours étranger la pacification de la république. Tout donne à croire au contraire que, si ce gouvernement se sentait un jour vaincu par une nécessité suprême, les successeurs de Monroë ne chercheraient pas hors d'Amérique leurs moyens de salut, et, plutôt que de recourir à l'intervention de l'Europe, conserveraient encore dans leur défaite assez de patriotisme et d'orgueil pour s'entendre directement avec des Américains qui étaient hier leurs concitoyens. Le sud, à la vérité, a eu moins de scrupules; il avait espéré que le coton enchaînerait à son alliance les peuples industriels de notre continent, et il n'a point hésité, l'alerte du *Trent* ne nous permet pas de l'oublier, à solliciter l'appui de l'Angleterre et de la France. Lorsque la noble Amérique de Washington entreprit sa guerre d'émancipation, ce fut Franklin qu'elle nous envoya, et l'on se souvient de l'accueil que lui fit la généreuse société du XVIII^e siècle, dont son originale figure est demeurée inséparable. Franklin était le député d'un peuple à un peuple, d'un peuple qui naissait à un peuple qui allait renaître dans une révolution terrible et grandiose. Le Franklin de l'insurrection esclavagiste, M. Slidell, malgré son mérite personnel et la courtoisie sociale qu'il avait droit de rencontrer parmi nous, n'a pu, grâce à Dieu, faire agréer ses lettres de créance dans le monde parisien de ce temps-ci. Cette électrique sympathie dont la France, dans ses bons instincts, entoure chez elle les représentans militans ou malheureux des causes auxquelles s'attachent les grandes idées de libéralisme et de nationalité, cette sympathie lui a fait défaut. S'il s'est adressé à notre gouvernement, s'il a été plus heureux dans les régions officielles, nous l'ignorons, car sa mission, qui n'a pas excité la curiosité du public, est demeurée aussi mystérieuse que celle d'un diplomate ordinaire. Quoi qu'il en soit, si c'était lui qui eût demandé en faveur de ses commettans un armistice de six mois, et qui leur eût gagné le patronage de notre gouvernement, nous n'aurions aucune raison de croire qu'il eût joint à cette demande l'offre du rétablissement de l'Union, pas même sur la base d'un compromis qui permettrait l'extension de l'esclavage dans les territoires.

Alors comment s'expliquer l'objet de la démarche dont notre gouvernement a voulu prendre l'initiative? Aucune base de conciliation ne nous a été fournie par l'un ou l'autre antagoniste. Avons-nous conçu nous-mêmes un plan de paix que nous voulions leur soumettre et leur recommander? Pas davantage. La dépêche le dit expressément : « Ces ouvertures, je n'ai pas besoin de vous le dire, monsieur, n'impliqueraient de notre part aucun jugement sur l'origine ou l'issue du différend, ni aucune pression sur les négociations qui s'engageraient. » Nous proposons donc un armistice en dehors de toutes conditions qui peuvent rendre une trêve acceptable. Notre démarche ne s'explique pas davantage au point de vue de la seule chance qui eût pu l'autoriser, la probabilité du rétablissement de la paix. Elle prend pourtant une signification grave quand on tient compte de ces deux choses : l'armistice blesserait grièvement les intérêts des États-Unis, et favoriserait ceux de la sécession; si l'adhésion de l'Angleterre nous eût permis de donner un effet pratique à notre proposition, c'est au gouvernement des États-Unis que nous eussions dû la porter d'abord, et comme ce gouvernement eût été dans l'impuissance de l'accepter, c'est sur lui que nous eussions fait infailliblement retomber, aux yeux d'une superficielle opinion publique, la responsabilité d'un refus et de la continuation de la guerre. Malgré l'habile modération du langage de M. Drouyn de Lhuys, la politique de la dépêche du 30 octobre devait avoir pour résultat infaillible de créer gratuitement au cabinet de Washington un grand embarras en le mettant en contradiction avec les trois puissances maritimes, et par cela même, quoi qu'on fasse et quoi qu'on dise, que l'on s'en soit ou non rendu compte, cette politique était dans son principe même entachée de partialité assez malveillante contre la cause des États-Unis.

Que l'armistice soit contraire aux intérêts du gouvernement des États-Unis, l'instinct général l'a tout de suite proclamé aussi bien en Angleterre, où l'on est si universellement hostile aux Américains du Nord, qu'en France, où la cause de l'Union devrait si justement être populaire. Le ministre français va trop loin, personne ne le contestera, quand il affirme qu'il s'est établi dès l'origine entre les belligérants une pondération de forces qui s'est maintenue jusqu'à présent. On aurait raison en une certaine mesure, si l'on disait que l'équilibre s'est maintenu dans le sort des batailles, et pourtant, quoique les hommes du sud aient compensé par une plus ancienne organisation et par leurs aptitudes militaires les désavantages sous lesquels ils sont placés à tant d'autres égards, il serait inexact de dire que, depuis l'origine de la guerre, le résultat des opérations n'ait très positivement tourné contre eux. L'armée fédérale s'est emparée de quelques unes des positions les plus fortes de leur territoire. L'Union est maîtresse du cours et de l'embouchure du Mississippi, de la Louisiane, de la Nouvelle-Orléans. L'Union s'est rétablie dans la majeure partie des *border-states*, et ses armées sont encore sur le sol virginien. Si l'on avait le droit de croire qu'entre les deux partis la force militaire se pondère, il serait en tout cas impossible d'en dire au-

tant de leurs ressources respectives. Quels que soient les sacrifices acceptés par le nord, quelle que soit la prodigalité avec laquelle une administration novice a usé de ses finances, il est notoire qu'au point de vue des ressources il est bien loin encore d'être descendu au degré d'épuisement où le sud est tombé. L'agio qui frappe le papier des états du nord est insignifiant auprès de l'avalissement du papier des états du sud. L'agriculture et l'industrie sont en pleine activité au nord, tandis qu'au sud la production du coton, — les documens récemment publiés par lord Russell en font foi, — a diminué des trois quarts. Les denrées alimentaires, les denrées coloniales, les tissus, manquent au sud. Enfin la plus grande ressource du sud, la machine humaine à l'aide de laquelle il subsiste et qui lui permet de porter dans les camps toute sa population libre, l'esclavage, tend notoirement à se transformer par la force des choses en un état transitoire de servage ou de prolétariat. On a beaucoup reproché au nord, qui vit du travail libre, de former ses armées de mercenaires; le sud avait jusqu'à présent vécu du travail esclave, laissant à ses nègres, tandis qu'il se battait, la tâche de le nourrir et de lui fournir les moyens de soutenir la guerre. Dès à présent, le nègre tend à devenir le mercenaire du travail, c'est-à-dire à prendre plus largement sa part dans le produit de son labeur. C'est un phénomène de transformation sociale qui, si on le laisse se développer, amènera progressivement l'émancipation sans ce cortège de massacres et de guerres serviles dont l'imagination effrayée de l'Europe croyait le voir accompagné. Mais à mesure que s'étend cette émancipation naturelle, les ressources des propriétaires du sud et des armées de la sécession devront aller en diminuant. Or quelle est la cause de la supériorité si réelle que le nord a conservée sur le sud en fait de ressources? Le nord est maître de la mer; la plus grande force des États-Unis, la marine, est demeurée à l'Union, et depuis dix-huit mois, d'après le témoignage de tous les hommes de mer, la puissance maritime des États-Unis s'est révélée avec une rapidité et une ampleur qui tiennent du prodige; en un mot, le nord bloque le sud. Eh bien! si l'on va proposer au nord, suivant les termes de la dépêche, « une suspension d'armes de six mois, pendant laquelle tout acte de guerre, direct ou indirect, devrait provisoirement cesser sur mer comme sur terre, » que lui demande-t-on en réalité? On exige de lui qu'il renonce au blocus, qu'il accorde au sud, haletant et affamé, six mois de ravitaillement, qu'il se dépouille de son ascendant incontestable et incontesté, qu'il coupe son bras droit, comme dit le *Times*, et cela bénévolement, gratuitement, sans que la proposition d'une si longue trêve soit accompagnée d'un plan quelconque qui laisse entrevoir la rentrée possible du sud dans l'Union à des conditions honorables. De bonne foi est-ce raisonnable, est-ce juste, est-ce impartial?

Non, ce n'est point impartial, car en même temps que par la proposition d'armistice on demande au nord un sacrifice et une abdication qu'il ne peut s'imposer, comme c'est à lui d'abord que la proposition doit être adressée, c'est à lui que l'on crée l'embarras du refus, c'est sur lui que l'on

rejette la responsabilité de la continuation de la guerre, en donnant au sud, qui n'aura pas été mis en demeure, le bénéfice moral d'une manifestation européenne. Il est évident que l'ouverture dont parle la dépêche de M. Drouyn de Lhuys ne peut d'abord être faite qu'au gouvernement de Washington. Ce gouvernement est le seul sur le sol de l'ancienne Union avec lequel nous ayons des relations officielles; nous ne pourrions arriver jusqu'au gouvernement de Richmond, lequel n'est point reconnu par nous, qu'avec l'autorisation et le laisser-passer de la Maison-Blanche. La négociation est donc au début même portée à Washington. Là, supposons que le président Lincoln et son secrétaire d'état consentent à ne pas voir dans l'ouverture la signification trop claire qui s'en dégage, supposons qu'eux aussi veuillent faire de la manœuvre diplomatique, qu'ils répondent : « Vous vous trompez sur l'état de nos ressources et de nos forces. La sécession n'a rien pris sur nous depuis l'origine de la guerre, tandis que nous avons gagné beaucoup sur son propre terrain. La continuation seule du blocus nous assure de sa défaite finale. Le président a promulgué un décret d'émancipation dans les états rebelles qui doit être appliqué à partir du 1^{er} janvier, et dont il nous est permis également d'attendre de puissants effets. Cependant ce n'est pas nous qui avons commencé la guerre, et il ne nous en coûtera point de donner les premiers des gages de nos intentions pacifiques; mais nous sommes sûrs que vous n'exigerez de nous rien qui soit incompatible avec notre honneur et avec nos intérêts. De notre part, accepter vos ouvertures, c'est retirer la proclamation du président et renoncer au blocus; c'est faire au sud deux concessions immenses; vous êtes trop expérimentés, trop sensés, trop justes pour avoir eu un seul instant la pensée d'attendre de nous de telles concessions sans rien nous offrir en échange; vous savez que pour notre compte, dans l'état actuel des choses, nous ne pouvons accepter rien de moins que la rentrée des états du sud dans l'Union. Que nous apportez-vous donc? » Que répliquerait à un tel langage la politique de la dépêche? De deux choses l'une, ou elle s'en tiendrait à sa déclaration : les ouvertures n'impliquent de notre part aucun jugement sur l'issue des négociations,... nous ne nous croyons point appelés à préjuger la solution des difficultés, ou bien, allant au rebours de cette déclaration, elle entreprendrait de négocier activement à Richmond et à Washington sur les termes mêmes de la solution, dont les bases, véritables préliminaires de paix, devraient être arrêtées avant même la conclusion de l'armistice. Dans le second cas, on s'engagerait dans la confusion des affaires américaines, on serait bientôt amené à prendre parti pour les prétentions des uns contre celles des autres, on tomberait dans tous les embarras de l'immixtion diplomatique, traînant peut-être bientôt à leur suite les inconvénients et les périls de l'intervention armée. Dans l'autre cas, la négociation expirerait aux premiers pourparlers, et pour se décharger du ridicule d'un avortement qu'il ne serait point pardonnaable de n'avoir point prévu, on n'aurait d'autre ressource que d'accuser très injustement l'obs-

tation du gouvernement de Washington, et de devenir de plus en plus hostile à la cause à laquelle devraient au contraire nous allier les traditions, les idées et les intérêts de la France.

Il est temps, suivant nous, que notre diplomatie et l'opinion publique en France se rendent un compte sévère d'un procédé auquel on a trop souvent recouru depuis quelques années, et qui ne nous paraît point en harmonie ou avec la netteté de l'esprit français ou avec la franchise du caractère national. Ce procédé consiste à mettre dans un tort apparent les interlocuteurs de la France, en les obligeant à répondre par des refus inévitables à des conseils qu'ils sont dans l'impuissance avérée de suivre, à des demandes de concession qu'il n'est point en leur pouvoir d'accueillir. Ce procédé nous inspire une égale répugnance, soit qu'on l'emploie contre nos adversaires, soit qu'on en use envers nos amis. Nous avons protesté contre ce système lorsqu'il était pratiqué aux dépens du pape. Nous pensions et nous disions qu'il était cruel de harceler le saint-père sous prétexte d'obtenir de son esprit de justice des réformes politiques qui sont incompatibles avec l'essence du pouvoir théocratique. Nous pensons également qu'il n'est pas généreux de s'exposer à déverser sur le gouvernement de Washington l'odieux de la continuation de la guerre en lui présentant sous la couleur d'une intention pacifique des ouvertures de négociation que sa dignité et ses intérêts ne lui permettent point d'accepter. Nous sommes d'avis que la France et sa diplomatie devraient tenir à honneur de mettre en toute circonstance la signification de leurs actes d'accord avec le sens de leur langage. L'habitude contraire produit dans les idées une ambiguïté qui se traduit vite en confusion dans les faits; elle introduit partout le chaos. N'oublions pas que la clarté et la logique sont le besoin et la passion de l'esprit français, que nous sommes les descendants de cette race orgueilleuse, mais sincère par fierté, qui ne craignait point de défier le ciel, pourvu que le ciel lui rendit la lumière. Cessons de nous exposer au tourment, au danger ou au ridicule de fournir au monde, qui a besoin des clartés de l'intelligence française, le prétexte de mettre en doute la droiture de nos desseins ou la lucidité de nos idées.

Le cabinet anglais vient, à notre avis, de nous rendre un signalé service en repoussant l'offre d'intervention dans les affaires américaines que notre gouvernement lui a soumise. Nous avouons que depuis l'origine de la crise américaine nous avons été douloureusement choqués de l'hostilité passionnée que le peuple anglais a montrée contre les États-Unis. Nous avons vu chez les Anglais d'étranges contradictions. Tant qu'a duré la triste présidence de M. Buchanan, dont les ministres sont devenus les chefs ou les généraux du sud, la presse anglaise n'a cessé de dénoncer les excès du parti esclavagiste, maître alors du pouvoir. Cette aversion, si bruyamment et si constamment manifestée contre les hommes de l'esclavage, s'est changée en tendresse dès que ce parti a mis le comble à ses prétentions intolérantes et ambitieuses en tentant la dissolution de l'Union. Devant l'image de la

dislocation de la grande république marchande et maritime du Nouveau-Monde, tous les torts de Jefferson Davis et de ses amis ont été pardonnés et oubliés par l'Angleterre, et toutes les foudres de la terrible presse anglaise ont frappé ces apprentis politiques du parti républicain qui ont essayé, malgré leur inexpérience administrative et au milieu de leurs tâtonnements militaires, d'empêcher le morcellement et la chute de leur pays. Tout en les déplorant, nous savions nous expliquer les préjugés de l'Angleterre contre l'Amérique : il était impossible que la vieille métropole dissimulât sa joie lorsqu'elle voyait l'ancienne colonie révoltée frappée dans cette force insolente qui avait plus d'une fois fait reculer l'Angleterre. Mais plus on comprend les raisons qui portent l'Angleterre à souhaiter le démembrement de la puissance américaine, plus nous avons admiré le courage de ces hommes d'élite, Cobden, Bright, John Stuart Mill, qui ont su résister à la passion de leur pays, plus aussi il nous paraît juste de reconnaître la prudence et le bon sens que vient de montrer le cabinet anglais en refusant de s'associer au projet de médiation illogique, intempestive, inefficace que lui présentait le gouvernement français, et qui offrait une tentation si séduisante à l'entraînement des ressentiments et des intérêts britanniques. On parle beaucoup des délibérations qui ont eu lieu à ce sujet au sein du cabinet anglais : nous ne voulons pas tomber dans le ridicule de ceux qui croient savoir ce qui s'est passé dans ces conseils, et qui ignorent que les ministres anglais sont tenus par un serment et par une loi d'honneur de garder le secret de leurs discussions ; mais ce que l'on connaît de l'esprit et du caractère de quelques-uns des membres éminents du cabinet nous suffit pour estimer de quel poids ont dû être dans la décision du conseil l'esprit précis et philosophique de sir G. Cornewal Lewis, le ferme et constant libéralisme du comte Russell, la vieille expérience et la sagacité toujours jeune de lord Palmerston.

La prudence anglaise préserve sans doute la France du danger au-devant duquel elle courait ; elle nous arrête au moment où nous allions mettre le pied dans cet autre nid de guêpes des affaires américaines, comme si nous n'avions pas assez de la confusion des affaires d'Italie et de la douteuse et coûteuse gloire de notre intervention au Mexique. Malheureusement elle ne prévient que les conséquences pratiques et immédiates de l'étrange initiative que nous avons prise. L'effet moral de notre démarche subsiste. Le gouvernement français, pour des motifs qui échappent à notre intelligence, a cru devoir publier la dépêche de M. Drouyn de Lhuys dans *le Moniteur*, et a fixé pour ainsi dire le point de départ de sa politique américaine. Nous redoutons l'effet moral que ce document peut produire aux États-Unis. Cet effet court risque d'être d'autant plus vif que les Américains ne feront que voir le péril de l'immixtion européenne auquel ils ont échappé, sans ressentir la contrainte positive qu'aurait pu exercer sur eux l'intervention des trois puissances, si elle se fût réalisée. L'opinion américaine sera peut-être d'autant plus affectée que ce n'était point du côté de la France qu'elle de-

vait attendre une manifestation officielle implicitement favorable aux états du sud. » Il est probable aussi que ce document agira sur l'esprit des partis dans un sens contraire à celui que l'on désire. La dépêche parle des « dispositions favorables à la paix qui commencent à se manifester dans le nord comme dans le sud. » Ce qui depuis quelque temps a donné lieu à l'espoir d'un retour d'une partie des populations du nord aux idées pacifiques, c'est le réveil du parti démocratique, qui a été si longtemps l'allié du parti esclavagiste. On exagère peut-être ou l'on comprend mal la politique du parti démocratique, ou la façon dont s'exerce son influence dans les élections actuelles. Le mouvement électoral donne des chances aux démocrates à New-York et dans un des principaux états de l'ouest, l'Ohio. Les démocrates qui disputent de près aux républicains la victoire électorale à New-York sont ceux que l'on appelle les démocrates pacifiques, les *peace democrats*. Leur manière d'entendre la paix ne paraît guère s'accorder cependant avec la concession d'un armistice de six mois au sud. Le chef du parti démocratique de New-York, M. Seymour, vient, dans une grande et éloquente harangue, d'exprimer ses idées à ce sujet. Sans doute il veut la paix, mais il la veut sous la condition du rétablissement de l'Union. Un autre démocrate influent, M. Van Buren, qui s'est montré le plus violent adversaire de l'administration de M. Lincoln, veut aussi la paix, mais à la condition qu'une armée victorieuse ira la chercher au siège du gouvernement rebelle, à Richmond. MM. Seymour et Van Buren sont-ils sincères? L'on n'a pas de raison d'en douter; il faudrait savoir alors si leur manière d'entendre la paix est du goût des hommes du sud. Quant au mouvement démocratique de l'Ohio et de l'ouest, il a un tout autre caractère : là ce sont les démocrates belliqueux, les *war democrats*, qui sont en train de renverser l'influence d'un des plus ardents parmi les démocrates pacifiques, M. Wallingham. Quoi qu'il en soit, ou la nature humaine n'est point aux États-Unis ce qu'elle est ailleurs, ou l'on doit appréhender que la dépêche de M. Drouyn de Lhuys, si elle est prise comme indiquant la pensée d'une ingérence étrangère dans les affaires américaines, ne donne l'alerte au patriotisme, ne condamne au silence les rangs diminués du parti démocratique, et n'affaiblisse les chances du parti de la paix.

Espérons du moins que l'étonnement douloureux que la proposition française a produit parmi tous les libéraux européens et produira en Amérique, joint au refus de l'Angleterre, suffira pour avertir notre politique et pour la détourner de se compromettre activement dans une intervention aux États-Unis. Ce n'est pas là qu'il faut chercher pour nous une diversion aux tracasseries des questions italienne et romaine. Nous le répétons, l'affaire de Rome n'est pas seulement une question étrangère, elle est au premier chef une question intérieure qui pose en face l'une de l'autre, avec leurs principes et leur ascendant divers sur les intérêts et sur les esprits, la révolution française et la contre-révolution, la liberté de l'église avec l'ensemble des libertés publiques et la théocratie accompagnée de ses

concordats et de ses compositions constantes avec les pouvoirs absolus. On n'évitera pas cette question; on la retrouvera sans cesse dans le jeu naturel de notre vie publique intérieure. On la rencontrera notamment dans nos prochaines réunions électorales. Qu'il y ait jusque-là un temps d'arrêt naturel dans la marche diplomatique de la question romaine, on le comprend : on s'en inquiète médiocrement lorsque, comme nous, on fait profession de croire que la décision des questions de cet ordre n'appartient de droit qu'à la volonté nationale; mais la France n'est pas seule à attendre la solution de la question romaine, bien qu'il dépende de sa seule résolution de mettre un terme à son intervention à Rome, et de laisser ainsi s'écrouler le dernier débris de la théocratie. En maintenant notre occupation de Rome, nous faisons échec à la consolidation, à l'organisation du royaume d'Italie. Par la logique des faits, la situation particulière que nous créons à l'Italie devra influencer un jour sur le parti que nous aurons à prendre. Ce jour n'est pas arrivé encore, si l'on en juge par la réponse de M. Drouyn de Lhuys à la circulaire du général Durando. Une analyse de cette réponse a été publiée par un journal français. L'on ne saurait juger de la portée vraie de ce document d'après une simple analyse, car, pour avoir le sens complet des pièces diplomatiques, il faut pouvoir en peser et en mesurer tous les termes. En somme, il semble que notre ministre se borne à ne point accepter les propositions du général Durando comme point de départ d'une négociation actuelle; comme d'ailleurs son argumentation a un caractère rétrospectif et se fonde sur les réserves que le gouvernement français a toujours exprimées en faveur du pouvoir pontifical, on pourrait croire que la note de la France affirme seulement la conservation du *statu quo* et ne se prononce pas d'une façon absolue sur l'avenir. Les Italiens, savans en interprétations optimistes, habitués à espérer contre toutes les vraisemblances, ont l'air d'expliquer de la sorte la réponse de M. Drouyn de Lhuys et de s'en accommoder. Peu importe au surplus. On nous promet pour la réunion du parlement italien, qui aura lieu dans quelques jours, une collection de pièces diplomatiques où nous pourrions suivre avec une pleine intelligence les négociations relatives à la question romaine. Si quelques-uns des hommes éminens du parlement italien croient opportun de parler de haut à l'Europe sur la situation et les aspirations nécessaires de leur patrie, ce *blue-book* leur fournira un texte abondant. Quant à nous, nous serions fâchés que la préoccupation de la question ministérielle empêchât le parlement italien de nous donner une de ces expositions, un de ces programmes par lesquels, grâce au système représentatif, un peuple révèle aux autres nations la portée de sa pensée et l'étendue de ses ressources morales. Le ministère actuel, il est vrai, n'est point le cabinet qui convient à un grand pays dans une crise solennelle, et nous ne sommes pas surpris que les Italiens s'inquiètent de porter à la tête de leur gouvernement des esprits mieux assurés et des mains plus fermes. Nous déplorerions que, dans la reconstruction du cabinet, l'on attachât trop

d'importance à ces démarcations de partis, humiliantes pour une nation qui veut être indépendante, et qui empruntent leurs noms à des influences étrangères. Il serait pitoyable que des candidats au pouvoir fussent agréés ou repoussés suivant qu'on les classerait arbitrairement dans de prétendus partis français ou anglais. La combinaison qui nous paraîtrait préférable dans un remaniement ministériel serait celle qui sous la présidence honorifique et neutre en quelque sorte d'une illustration militaire, du général La Marmora par exemple, réunirait les hommes d'élite parmi lesquels M. de Cavour avait choisi ses collaborateurs et désigné ses successeurs, sans exclure M. Rattazzi. Nous parlons du général La Marmora, car nous craignons que l'opinion libérale n'ait été dans ces derniers temps injuste envers lui, et nous sommes certains qu'il veut Rome avec autant de conviction et de fermeté que les plus ardens patriotes.

Nous ne demandons pas mieux que d'avoir bon espoir des destinées de la révolution grecque. Nous sommes frappés de l'explosion de sentimens patriotiques que cette révolution a produite chez les négocians grecs répandus dans les divers centres commerciaux de l'Europe. Chose curieuse, voilà la première révolution, à notre connaissance, qui ait fait monter les fonds du pays où elle s'est accomplie. C'est ce qui est arrivé pour les fonds grecs à Londres, où la communauté grecque occupe une place importante. Cette classe pratique des négocians réunit partout des souscriptions pour fournir des ressources au nouveau gouvernement. Un patriotisme qui se manifeste par des démonstrations aussi positives ne saurait être confondu avec la foi qui n'agit point. On doit espérer aussi que le gouvernement auquel il prodigue de tels témoignages de sympathie ne commettra point de folies, et ne cherchera pas à troubler l'Europe en mettant l'Orient en feu. Dieu fasse, et nous y comptons, que tout le travail que la Grèce régénérée donnera aux chancelleries européennes se borne au choix d'un nouveau roi, choix difficile d'ailleurs, mais à propos duquel il serait bien ridicule que les grands cabinets en vissent sérieusement aux mains! Après tout, pourquoi les Grecs, qui n'ont pas l'heur ou le malheur de posséder dans leur sein une dynastie historique, s'obstineraient-ils à demander un roi? Les grenouilles seront-elles éternellement incorrigibles?

L'aversion des habitans d'Anvers pour leurs fortifications excite en ce moment un léger trouble dans l'heureuse et riche Belgique et s'est exhalée en scènes fâcheuses à la suite d'une ferme et digne réponse du roi à une députation de la cité mécontente. Nous avons déjà expliqué les regrettables raisons qui ont contraint la Belgique à prouver, par la fortification sérieuse d'Anvers, le prix qu'elle attache à la conservation de sa nationalité. Il est malheureux que la population d'ailleurs très honnête d'Anvers n'ait pas voulu comprendre cette nécessité et le compte que le gouvernement belge a tenu des justes convenances des habitans dans le tracé des fortifications nouvelles; mais il serait plus déplorable que cet incident fût l'origine d'une scission sérieuse du parti libéral belge. Si les Anversoïses sont

condamnés, malgré leur vocation commerciale, à habiter une ville de guerre, ils ont bien tort de s'en prendre à leur gouvernement; c'est tout simplement la faute de la nature, qui a fait des lieux où s'est élevée et a prospéré leur cité une des fortes positions militaires du continent. S'ils étaient détachés un jour de la petite et libre nation dont ils sont une des portions les plus intéressantes, s'ils étaient destinés à faire partie d'un grand état, ils peuvent être certains qu'Anvers serait plus que jamais place de guerre, que ses fortifications actuelles, au lieu de tomber, recevraient toute sorte de compléments, et qu'ils n'auraient pas même la consolation de siffler injustement leur honnête bourgmestre.

E. FORCADE.

REVUE MUSICALE.

Les concerts populaires de musique classique fondés l'année dernière viennent de se rouvrir, et le public nombreux qui avait encouragé une si belle entreprise est revenu à l'appel qu'on lui a fait; tous les dimanches, il remplit la grande salle du Cirque-Napoléon, qui contient quatre mille personnes. L'empressement est si grand, que de pauvres ouvriers apportent d'avance leurs économies pour être plus sûrs d'assister à une si noble fête de l'âme et de l'esprit.

La première série de concerts populaires a commencé le 19 octobre, et se continuera jusqu'à la fin de la saison. Les programmes sont toujours composés avec un grand scrupule, et les œuvres qu'exécute l'orchestre dirigé par M. Padeloup sont des œuvres consacrées par l'opinion et par le temps. Ce sont des symphonies d'Haydn, Mozart, Beethoven, Mendelssohn, des ouvertures de Weber et d'autres maîtres allemands, qui dominent nécessairement dans des concerts consacrés à la musique instrumentale. C'est la musique limpide d'Haydn, puis celle de Mozart, qui plaisent surtout à ce public où sont représentées toutes les classes de la société, et il faut voir avec quel enthousiasme sont accueillies certaines pages d'une beauté placide et touchante. Le génie de Beethoven est sans doute plus difficile à comprendre, et les artistes eux-mêmes n'ont pas encore acquis la fermeté nécessaire pour rendre une conception aussi vaste que la symphonie héroïque par exemple. On doit reconnaître cependant que l'orchestre, relativement peu nombreux, a fait des progrès depuis l'année dernière, et que, malgré les inconvénients d'une salle énorme qu'on n'avait point construite pour y faire de la musique, cet orchestre s'anime de plus en plus et marche sur les traces de la société du Conservatoire, qui est la première du monde. Il serait profondément injuste de comparer ces deux institutions musicales, dont l'une existe depuis trente-cinq ans et se compose des premiers artistes de Paris. M. Padeloup n'a pas la folle prétention qu'on lui prête, et il sait fort bien que l'œuvre qu'il essaie d'accomplir est toute différente

de celle qu'a si bien réalisée la Société des concerts. Propager dans la population les beautés sublimes d'un art profond et civilisateur, voilà le but que se propose M. Padeloup, et il faut avouer qu'il commence très bien, et que jusqu'ici le succès répond à ses efforts. Que ce grand spectacle de la puissance de l'art musical étonne et afflige des psychologues aussi ingénieux que M. de Laprade, nous n'avons pas à nous en inquiéter; il y a longtemps que le monde marche à sa guise sans plus consulter son confesseur. L'art et le théâtre vivent malgré l'église et son grand prophète Bossuet.

Pour que rien ne manque à nos distractions, nous avons encore à Paris une troupe de comédiens allemands qui, dirigée par M^{me} Brüning, donne des représentations dans la petite salle Beethoven, située passage de l'Opéra. On y chante, on y rit, on y danse, et on joue des vaudevilles allemands pleins de gaité. M^{me} Brüning possède une belle voix de mezzo-soprano, fort bien conservée et dont elle se sert avec goût. Pour ceux qui entendent un peu la langue du pays qui ne produit pas les citronniers, mais qui a vu naître *Faust* et la symphonie pastorale, le petit théâtre Beethoven offre un délassement qui n'est pas à dédaigner.

Puisque je parle de l'Allemagne et des merveilles de son génie, je ne veux pas laisser ignorer qu'il vient de paraître à Paris une nouvelle édition de la partition de *Don Juan* de Mozart, la plus complète qui existe. Le public ignore peut-être que ce chef-d'œuvre des chefs-d'œuvre de la musique dramatique n'a jamais été gravé comme le compositeur l'avait conçu, et que plusieurs morceaux importants sont à peu près inconnus de la plupart des chanteurs. La mise en scène de *Don Juan* a subi également de nombreuses variations, et au Théâtre-Italien de Paris surtout on a réduit cette œuvre profonde aux proportions d'un opéra de genre. Il est bon de savoir que le manuscrit autographe de *Don Juan* fut vendu, par la veuve de Mozart, au fameux éditeur André, de la petite ville d'Offenbach. A la mort de cet homme très actif, qui était lui-même un musicien instruit, la précieuse relique devint le partage de l'une des filles d'André qui se maria à Vienne. On offrit le manuscrit de *Don Juan* à toutes les bibliothèques publiques de l'Allemagne, sans pouvoir trouver un acquéreur. C'est à Londres, en 1855, que M^{me} Viardot en fit l'acquisition pour la somme de 5,000 francs, je crois. Que ce trait fait honneur au pays dont tous les grands artistes ont vécu dans la misère, et où Mozart a été enseveli clandestinement sans qu'on ait pu découvrir le coin de terre qui couvre ses restes mortels!

Quoi qu'il en soit de ces tristes réflexions, l'édition de *Don Juan*, qu'on vient de publier avec tant de soin, est conforme au manuscrit autographe que possède M^{me} Viardot. On a ajouté une traduction française, un texte italien de Lorenzo da Ponte, et le tout a été soigneusement révisé et réduit au piano par M. Vandenheuvcl. La partition originale de *Don Juan* contient vingt-huit morceaux, dont plusieurs ne sont jamais chantés au

théâtre. Parmi les morceaux importans qu'on écarte à la représentation, il faut citer la scène finale du second acte. Lorsque don Juan a disparu dans le gouffre où l'entraîne l'ombre irritée du commandeur, tous les personnages du drame reviennent sur la scène, en demandant ce qu'est devenu le scélérat qui les a tous trompés :

Ah! dove è il perfido!

Leporello, qui est caché sous la table et qui tremble de tous ses membres de la scène horrible qu'il vient de voir, leur répond que don Juan est bien loin, et qu'ils ne le reverront plus. Ce dialogue entre Leporello et les autres personnages se termine par cette sentence que tout le monde profère :

E' dè perfidi la morte

A la vita è sempre egual.

« La mort des perfides ressemble toujours à leur vie. » C'est la morale de la pièce, formant une conclusion qui rappelle le drame religieux du *xiv^e* siècle. Cela donne lieu à un sextuor vivement incidenté, mais qui ne s'élève pas à la hauteur du magnifique finale que tout le monde connaît. Nous aurions désiré que, dans une courte préface comme celle qui a été mise en tête de la petite partition de *la Servante maîtresse*, on eût donné les renseignemens nécessaires sur la date de la première représentation de *Don Juan*, sur le personnel qui l'a interprété, sur les morceaux que Mozart y a introduits plus tard, et sur les changemens nombreux que les arrangeurs de théâtre ont fait subir à la mise en scène de ce beau drame. Quoi qu'il en soit de ces folies, la nouvelle partition de *Don Juan* est digne d'entrer dans une bibliothèque d'amateur, car elle est la plus correcte et la plus complète qui existe dans le commerce.

Le Théâtre-Lyrique, depuis sa réouverture, dont nous avons déjà parlé, a continué l'exhibition des ouvrages qui font partie de son répertoire. Après *la Chatte merveilleuse* de M. Grisar, on a donné *Orphée* de Gluck avec M^{me} Viardot. Nous avons donc revu la nouvelle salle, que nous avons trouvée trop chargée de clinquant et plus riche que belle, et, sans nous réconcilier entièrement avec le nouveau système d'éclairage, dont les femmes ne tarderont pas à se plaindre, nous avons trouvé que la lumière qu'on y distribue maintenant est moins intense, et qu'on peut à la rigueur la supporter. Souhaitons maintenant à M. Carvalho des jours prospères et de bonnes recettes. Que va-t-il faire? La tâche qui lui incombe n'est pas facile. Il lui faut concilier le passé avec le présent, respecter les morts et vivre avec les vivans. C'est avec *les Noces de Figaro*, avec *Orphée*, *Oberon* et le *Freyschütz* qu'il a pu autrefois se risquer à donner le *Faust* de M. Gounod, sa meilleure trouvaille, et *la Reine Topaze* de M. Victor Massé, c'est-à-dire que ce sont les vieux qui ont permis aux jeunes de naître.

Les temps sont-ils changés? Sommes-nous plus riches en compositeurs d'avenir, et n'y a-t-il qu'à tendre la main pour trouver cet oiseau rare

qu'on appelle un succès? Je ne demande pas mieux que de le penser, et M. Carvalho sera bientôt en mesure de résoudre ce grand problème. Il n'y a, selon nous, que deux moyens de sortir du marasme où nous sommes, et d'aider au développement de la musique dramatique, qui a tant besoin d'être protégée en France : accorder une forte subvention au Théâtre-Lyrique en lui imposant l'obligation de ne donner que des opéras nouveaux de musiciens français, ou bien livrer tous les théâtres à l'instinct et aux hasards de la liberté. Selon notre manière de voir, il y aurait trois grands théâtres sous la main de l'état : le Théâtre-Français, l'Opéra et l'Opéra-Comique. Ces théâtres, subventionnés et surveillés par l'autorité compétente, conserveraient vivans les chefs-d'œuvre de la tradition nationale, qu'ils ne pourraient pas se dispenser de représenter, et les esprits arriérés et pleins de préjugés pourraient ainsi aller entendre Molière, Racine, Corneille, Lulli, Gluck, Spontini, Grétry, Méhul, etc., tandis que les jeunes représentants du progrès et de la fantaisie modernes auraient la liberté grande d'admirer *Orphée aux Enfers*, *les Ganaches* et toutes les productions étonnantes de notre temps.

Cette heureuse combinaison de l'ordre et de la liberté, comme on dit, contenterait tout le monde, les vieux et les jeunes, les retardataires et les impatiens, les esprits moroses qui recherchent la beauté et cette jeunesse du bel air qui se rit d'Homère, de Pindare, de Dante aussi naïvement qu'elle parle de Palestrina, de Sébastien Bach, de Gluck, de Cimarosa et *di tutti quanti*! Qu'on ne s' imagine pas que je plaisante et que de nos jours il soit impossible de lire dans quelque feuille en renom des choses aussi neuves et aussi piquantes. C'est la critique de la haute *fashion* qui parle de la sorte, celle qui aspire à nous ouvrir de nouveaux horizons en dédaignant les chefs-d'œuvre de l'esprit humain qu'elle n'a pas eu le temps de consulter, tant elle est jeune et contente de son sort. A la bonne heure, et à Dieu ne plaise que nous soyons un obstacle à la réalisation de si belles espérances! Le respect que nous professons pour nos pères et nos aïeux ne nous empêche pas de vivre et de jouir du présent; l'amour profond que nous inspirent les grands maîtres, dont nous avons étudié les œuvres, nous rend plus juste et plus indulgent pour les efforts des contemporains, et nous pouvons applaudir *Lalla-Roukh* et l'ingénieuse comédie de M. Sardou, dont la donnée n'est pourtant pas bien neuve, sans immoler à ces hommes de talent ni Mozart, ni Molière. M. Verdi a des qualités que nous n'avons jamais méconnues, mais nous aurions commis un blasphème en rapprochant l'auteur du *Trovatore* du beau génie qui a fait *le Barbier de Séville* et *Guillaume Tell*. Voilà pourtant les énormités que se permet chaque jour cette critique sémillante de l'avenir, qui prend le Pirée pour un homme, et qui parle de Dante, de Raphaël et de Gluck aussi pertinemment qu'elle apprécie Homère, Pindare ou Sébastien Bach, l'un des plus grands créateurs qui aient existé en musique, et dont elle ne connaît pas une note! Je le dis en finissant ces courtes réflexions, les aimables *ganaches* dont M. Sardou a si bien

saisi les traits sont infiniment plus jeunes, plus amusans et plus sensés que les représentans obscurs de cette critique éphémère qui veut fonder l'art de l'avenir en dédaignant les merveilles du passé, qu'elle ne s'est pas donnée la peine d'étudier.

Le théâtre de l'Opéra-Comique a donné il y a quelques jours, le 9 novembre, une petite pièce en un acte, *le Cabaret des Amours*, dont le sujet nous ramène encore à la question des vieilles et des jeunes amours. En effet, le vieux baron Cassandre et la marquise de Zirzabelle se rencontrent, après bien des années, dans le cabaret du père Lesturgeon, où ils se sont tant amusés dans le beau temps de leur jeunesse. Ils trouvent maintenant que ce cabaret, qui était à la mode il y a un demi-siècle, n'est plus qu'une gargote fréquentée par des gens impossibles, qui ne savent pas s'amuser et rire comme on le faisait autrefois. Ce n'est pas l'avis de Lubin et d'Annette, couple de jeunes amoureux qui trouvent au contraire que tout est pour le mieux dans le meilleur des cabarets connus. Les choses se passent ici comme dans *les Ganaches* de M. Sardou et comme dans la critique contemporaine : ce sont les vieux qui triomphent, qui ont plus d'esprit, d'indulgence et de véritable jeunesse de cœur que les représentans du progrès et les initiateurs de l'avenir. La marquise de Zirzabelle, enchantée de la joie qui éclate autour d'elle et touchée de l'amour que se portent les deux jeunes gens, les marie ensemble et dote la pauvre Annette, dont elle fait le bonheur ; ce qui prouve une fois de plus que pour apprécier la vie il faut la connaître, et qu'on ne peut bien juger les faits et les œuvres du présent si l'on dédaigne de s'éclairer sur les monumens du passé. L'art est une tradition, une chaîne continue d'effets et de causes qui s'engendrent tour à tour, et dont l'histoire est un enchantement de l'esprit pour ceux qui savent la lire. La musique de cette petite pièce, écrite d'un style trop précieux, et dans laquelle M. Couderc représente avec infiniment de souplesse le baron Cassandre et Lubin, ce qui me paraît plus bizarre qu'amusant, cette musique, qui ne manque pas d'une certaine distinction, est de M. Prosper Pascal. Écrivain de goût et artiste de talent, M. Prosper Pascal a déjà produit deux opéras en un acte, qui ont été représentés au Théâtre-Lyrique. Dans ces deux ouvrages, comme dans celui qui nous occupe, on a remarqué quelques touches délicates, des inflexions mélodiques qui ne manquent ni de sentiment, ni de grâce, et un effort sensible pour éviter les banalités ; mais il faut prendre garde de ne pas confondre sous ce nom de banalités la franchise des idées et la clarté de la forme qui ne sont pas des préjugés dont on puisse secouer le joug impunément. Je fais surtout cette recommandation à M. Prosper Pascal, parce que je lui connais des admirations dangereuses et qu'il serait disposé à préférer les finesses et les artifices des faux poètes alexandrins, comme M. Gounod par exemple, à la netteté, à la passion franche et délibérée des bons génies. Qu'il y prenne garde : il y a de nos jours toute une littérature et un art qui lui correspond, qui ne visent qu'à l'effet du mot et du détail, et qui laissent échapper la grande

vérité humaine pour frapper l'imagination par des coups de théâtre. Ce genre, qui n'est pas nouveau, a trouvé dans M. Dumas fils son plus habile ouvrier, et, peu ou prou, toutes les manifestations de l'art moderne sont entachées de ce défaut indélébile. Quoi qu'il en soit, il y a dans ce petit ouvrage deux ou trois morceaux qui font honneur à M. Prosper Pascal : l'ouverture d'abord, qui est clairement dessinée, un duo entre la marquise et le baron, les couplets du baron et surtout la romance très jolie que chante la marquise : *L'eau qui caresse le rivage*; mais ce qu'il faut surtout recommander à M. Pascal, c'est son orchestre, qui manque de substance et de variété. *Le Cabaret des amours* précède maintenant *Lalla-Roukh*, qu'on a repris il y a quelques jours. La musique de cet ouvrage n'a rien perdu de son charme. Le premier acte reste toujours un chef-d'œuvre de grâce, de sentiment et de morbidesse pittoresque. Le second, bien qu'inférieur au premier, renferme encore l'air de la princesse — *O nuit d'amour!* — le duettino entre Mirza et Lalla-Roukh, le duo bouffe qui tranche dans cette œuvre élégiaque par le ressort du rythme et la franche gaieté qui en jaillit, et le duo des deux amans. On peut affirmer, je crois, que l'épreuve est faite et que *Lalla-Roukh* est non-seulement le chef-d'œuvre de M. Félicien David, mais la partition la plus distinguée et la plus originale qu'on ait produite en France depuis plusieurs années. L'exécution est toujours soignée. M. Montaubry me semble avoir fait des progrès depuis six mois. Sa jolie voix de ténor est en très bon état, et il a chanté la romance du premier acte et celle du second avec un goût plus pur et une sensibilité plus contenue et plus vraie. Tous les autres rôles sont remplis avec le même soin par les artistes qui les ont créés. Il n'y a pas jusqu'à M^{lle} Bélia qui ne soit mieux dans le personnage de Rezia, qu'elle joue et chante avec beaucoup d'entrain. Oserons-nous avouer cependant que la belle voix de M^{lle} Cicco nous a paru un peu fatiguée? Quel dommage ce serait qu'une artiste aussi jeune, aussi intéressante, aussi bien reçue du public et de la critique, eût déjà contracté cet horrible tremblement qui affecte l'organe de tous les chanteurs de notre époque! Prenez-y donc garde; ménagez cette poitrine un peu délicate peut-être de M^{lle} Cicco, qui renferme un noble instinct et un si bel organe de cantatrice dramatique. Les représentations de *Lalla-Roukh*, alternant avec celles de *la Dame blanche*, retiendront la foule qui, depuis la nouvelle direction de M. Perrin, a pris le chemin du théâtre de l'Opéra-Comique. De tout ce qu'on vient de dire, ne pourrait-on pas conclure que les admirateurs sincères de la beauté, qui n'a pas d'âge, que les défenseurs passionnés des chefs-d'œuvre du génie sont plus indulgens, meilleurs juges de ce qui se fait de bon dans leur temps, plus jeunes de cœur et d'esprit que ces pauvres initiateurs de l'avenir qui parlent de Pindare, de Dante, ou de Sébastien Bach avec une suprême innocence? M. Sardou a raison : « Vivent les gachaches! »

Nous sommes heureux de terminer ce discours par une bonne nouvelle : le Théâtre-Italien a donné le 13 de ce mois de novembre *Così fan tutte* de

Mozart, opéra enchanteur qui a été accueilli par le public avec un véritable enthousiasme. Cet ouvrage délicieux, qu'on n'a pas entendu à Paris depuis quarante ans, est exécuté avec un grand soin par tous les chanteurs qui y prennent part, ainsi que par les chœurs et par l'orchestre, dont le chef, M. Bonetti, a fait preuve en cette circonstance d'un goût délicat. Tout le monde ira applaudir *Così fan tutte*, dont nous parlerons une autre fois avec le respect qu'on doit aux œuvres des hommes divinement inspirés.

P. SCUDO.

ESSAIS ET NOTICES.

LES LIVRES SUR LA CRISE AMÉRICAINE.

Nombreux sont les ouvrages auxquels la guerre civile des États-Unis a servi de texte; mais, produits pour la plupart avec une certaine précipitation et déjà devancés par les événements avant d'être imprimés, ils disparaissent vite pour tomber dans l'oubli. Aujourd'hui la parole est aux canons, et l'on écoute plus volontiers leur tonnerre que la voix moins bruyante des spectateurs éloignés qui s'érigent en juges de la cause. Tandis que les écrivains cherchent péniblement dans leurs livres à deviner l'histoire, celle-ci s'écrit en lettres de sang sur les champs de bataille, et nulle page humaine ne peut rivaliser en poignant intérêt avec ces pages terribles. Cependant il n'est pas inutile d'examiner en détail les opinions individuelles, afin de se rendre compte des courans divers de l'opinion, et de juger les arguments opposés sur lesquels s'appuient les défenseurs du nord et les avocats du sud. Dans ce déluge de livres et d'opuscules déjà soumis au contrôle des faits, les esprits sérieux ont pu remarquer trois ouvrages écrits à des points de vue divers, et représentant chacun l'un des trois partis qui se disputaient la direction de la république américaine à l'origine de la lutte. Un de ces ouvrages défend la cause du sud et plaide pour la séparation; un autre, plus timide et plein d'hésitations, finit par proposer un compromis; le troisième enfin désire le triomphe des abolitionnistes et le maintien de l'Union. De ces trois opinions si différentes, il s'agit de savoir laquelle est la plus conforme au droit et la mieux justifiée par les faits dont l'histoire se déroule actuellement.

Le livre de M. James Spence, intitulé *l'Union américaine* et néanmoins consacré spécialement à la défense des intérêts séparatistes, développe avec une singulière clarté, parfois avec une grande verve, les arguments employés en Angleterre et reproduits en France pour justifier la rébellion des états à esclaves. Son premier mérite est celui de la franchise. Dès la première phrase, il avoue nettement de quel côté le portent ses sympathies, et, ne se piquant point d'une impartialité qui ne lui semble pas pos-

sible dans les circonstances présentes, il se déclare l'ennemi des doctrines et des actes du nord. Cette hardiesse, qui porte M. Spence à jouer ainsi cartes sur table, ne se dément point dans le cours de l'ouvrage. Au lieu de s'attarder à l'étude des luttes parlementaires que la question de l'esclavage a soulevées depuis la fondation de la république, au lieu de discuter tout d'abord le droit constitutionnel de la séparation, il s'en prend résolument aux mœurs démocratiques des États-Unis; il accuse la liberté républicaine et la rend responsable de tous les maux qui affligent aujourd'hui l'Amérique. C'est la liberté qui est la grande coupable! L'esclavage, que les naïfs ont la manie de mettre en cause et de considérer comme la raison première de toutes les complications actuelles, n'est dans l'histoire des États-Unis qu'un simple incident, et s'en occuper d'une manière spéciale est faire preuve d'une véritable petitesse d'esprit! Posant en axiome que « la démocratie pure n'a d'autre base que la force matérielle, » M. Spence peut facilement faire découler de cette source salie un torrent de vices et d'iniquités. Il décrit avec complaisance la trop réelle démoralisation politique et sociale qui, sous les présidences antérieures à celle de M. Lincoln, éclatait sans cesse en de nouveaux scandales; il dépeint tous les hommes politiques du nord comme autant de déclamateurs de profession qui mettent leur conscience à l'encan, trafiquent ouvertement des votes, et rejettent systématiquement dans l'ombre tous les personnages d'un véritable mérite; puis, après avoir tracé un lamentable tableau de l'avilissement national, il l'attribue tout simplement à l'influence funeste exercée par la constitution et les mœurs démocratiques. C'est de là que dérive aussi le mépris dans lequel était tombé la loi. Lorsque le représentant Brooks, « quoique faible et d'une santé délicate, » se donna la satisfaction d'assommer, dans le temple même de la patrie, le sénateur Sumner, « homme de taille et de formes athlétiques, » c'est la vicieuse organisation politique des États-Unis et non l'influence délétère de l'esclavage qu'il faut rendre responsable de l'enthousiasme universel provoqué chez les planteurs par cet attentat. Quant aux expéditions des flibustiers, à l'invasion de Cuba, aux guerres sanglantes du Nicaragua et du Honduras, M. Spence n'y fait pas même allusion. Il ne se souvient que du mauvais vouloir et de l'indélicatesse du congrès américain dans les questions du Maine et de l'Orégon, questions où l'extension de la servitude des noirs n'était, il faut le dire, nullement intéressée.

Puisque la liberté, dégénérée en licence démagogique, doit porter la responsabilité des malheurs du peuple américain, il est facile de mettre l'esclavage complètement hors de cause en le lavant de toutes les imputations malveillantes dont on l'a fait l'objet. M. Spence confesse, il est vrai, que l'asservissement des nègres est un mal; mais après avoir fait cette concession, dont nous devons lui savoir gré, il se hâte de regagner le terrain perdu en peignant sous des couleurs agréables la position de l'esclave. Ce malheureux état, que le congrès confédéré cependant est bien forcé de reconnaître comme le pire de tous, puisqu'en votant la pendaison pour les offi-

ciers fédéraux des régimens de nègres il décrète la mise en vente pour les Africains eux-mêmes, est décrit par M. Spence comme un sort presque enviable. Ses argumens sont ces vieilles armes rouillées que tout le monde connaît : le nègre est heureux parce qu'il habite une cabane, heureux parce qu'il mange à sa faim, heureux parce qu'il possède un jardin et nourrit quelques volailles, heureux parce que sa vie matérielle est moins pénible que celle du mineur troglodyte d'Angleterre ou du hâve tisserand de la Silésie. Il est vrai que le noir n'a point le droit de se déplacer, ni d'apprendre, ni de se marier, ni d'être père; mais « l'esclave n'est pas animé des mêmes sentimens que le blanc : il lui est aussi naturel d'être esclave que pareil sort serait monstrueux pour nous! » Et non-seulement la servitude n'est pas aussi laide que d'imprudens abolitionnistes nous la dépeignent, mais encore elle est acceptée comme une des garanties de l'ordre social, et si les états du nord essaient de la supprimer, ils commettront un acte de parjure flagrant. « La constitution, fondée par des propriétaires d'esclaves, est un code d'esclavage! » Et, s'appuyant sur cette assertion, qui malheureusement hier encore n'était pas entièrement dépourvue de vérité, M. Spence prouve que les états du nord n'avaient point le droit légal de toucher à l'institution sacrée; il nous montre le président Lincoln, à son entrée en fonctions, promettant solennellement de respecter ce palladium des libertés du sud; il prétend enfin que, si l'Union se rétablit, le premier acte des états libres sera de cimenter la paix en fortifiant l'esclavage et en offrant de nouvelles garanties aux planteurs!

D'après M. Spence, les causes de la rébellion des propriétaires du sud peuvent être toutes ramenées aux trois suivantes : la destruction de l'équilibre du pouvoir par l'immigration dans les états du nord, le sentiment d'animosité chagrine entretenu et constamment exalté chez les planteurs par l'agitation des abolitionnistes, enfin le conflit des intérêts aggravé singulièrement par les tarifs protecteurs. Bien qu'il s'adresse principalement à des négocians, l'auteur anglais n'ose pas insister sur ce dernier grief avec autant de force que sur les autres : il avoue que les tarifs n'eussent pas suffi pour amener la séparation; il reconnaît que, dans les discussions du congrès, les représentans du sud ne votaient pas avec ensemble contre les *bills* incriminés aujourd'hui; enfin il compte les planteurs *sucriers* de la Louisiane parmi les protectionnistes les plus fougueux. Il aurait pu dire également que le tarif Morill, ce tarif si contraire aux intérêts anglais, n'a pas été voté seulement par les voix des républicains du nord, et qu'il a reçu sa sanction définitive de la main d'un président tout dévoué à la cause de l'oligarchie méridionale. Il ne reste donc pour expliquer la scission actuelle que deux causes principales : la prépondérance croissante des états du nord et le mouvement abolitionniste; mais ces deux causes ne sont-elles pas forcément ramenées à l'esclavage, que M. Spence prétendait n'être pour rien dans la lutte? Pourquoi les émigrans d'Europe, pourquoi les agriculteurs de la Nouvelle-Angleterre se sont-ils dirigés par milliers et par mil-

lions vers les plaines que parcourent l'Ohio, le Wabash, le Haut-Mississipi, le Kansas, et n'ont-ils pas envahi les territoires fertiles des Carolines, du Kentucky, du Tennessee? Pourquoi les vallées pittoresques des Alleghany, qui n'ont pas leurs égales dans l'Amérique septentrionale pour la grâce et le charme des paysages, ont-elles été laissées relativement désertes? Pourquoi les états du sud, aussi peuplés que les états libres aux premiers temps de la république, ne contiennent-ils plus aujourd'hui, en y comprenant les esclaves, que le tiers de la population totale? Évidemment parce que les travailleurs libres, désireux avant tout de sauvegarder leur dignité, n'ont pas voulu s'accommoder du voisinage et de la concurrence des travailleurs esclaves. Et pourquoi les abolitionnistes ont-ils rempli de leurs clameurs les cités de la Nouvelle-Angleterre? pourquoi du haut des chaires, dans leurs journaux, dans leurs brochures, ont-ils appelé la haine du peuple sur les propriétaires de nègres, sinon parce que l'esclavage existe à côté d'eux dans toute son horreur? Ainsi que le comprend fort bien l'instinct populaire, c'est le noir asservi qui est la première cause de scission entre les planteurs du sud et les travailleurs libres du nord. La haine, grandissant avec la république elle-même et prenant sans cesse de nouvelles forces à mesure que l'accroissement des populations mettait les intérêts contraires en présence sur un plus grand nombre de points, a fini par éclater en guerre ouverte; mais, lorsqu'elle s'exhalait simplement en paroles, on peut dire qu'elle avait déjà supprimé l'Union. Mœurs, législations locales, état social, tendances politiques, tout différait au nord et au sud de la grande ligne géographique de séparation, et c'était seulement par une succession de compromis que les hommes d'état des deux nations ennemies pouvaient maintenir aux yeux du monde une certaine unité apparente. Parmi les prodiges du siècle, c'est l'un des plus grands que cette paix mensongère ait pu durer si longtemps entre les orgueilleuses oligarchies du midi et les actives démocraties du nord. Une simple fiction constitutionnelle les unissait en un même groupe d'états, et cependant telle était la vertu souveraine de la liberté et de l'initiative individuelle que ce pays, ainsi partagé en deux fractions hostiles, a pu jouir d'une prospérité matérielle encore sans exemple sur la terre!

Après avoir vainement essayé de prouver, contre le bon sens populaire, que l'esclavage n'est pas responsable de la scission actuelle, M. Spence cherche à établir que cette scission a été, de la part des états rebelles, l'exercice d'un droit constitutionnel. Il est vraiment inutile de discuter ici cette théorie de la souveraineté absolue des états que professent aujourd'hui les esclavagistes, et dont tant d'écrivains ont démontré l'absurdité prodigieuse. L'histoire dit assez que si la première organisation des républiques américaines est venue aboutir au plus déplorable chaos, c'est qu'elle n'unissait pas étroitement les forces en un même faisceau, et ne constituait pas, vis-à-vis des autres peuples, une solide individualité nationale. C'est pour fondre toutes ces patries diverses en une même patrie que fut pro-

mulguée la constitution de 1787, déclarant l'Union « fondée à perpétuité » et limitant les droits des états dans tous les cas où l'action collective de la nation était nécessaire. Et les confédérés eux-mêmes, tout en s'appuyant pour les besoins de leur cause sur le principe de la souveraineté absolue des états, n'ont-ils pas jugé à propos de former « un gouvernement fédéral permanent? » et n'ont-ils pas accordé au congrès seul les véritables attributs de la souveraineté, c'est-à-dire le droit de percevoir les taxes, de faire des emprunts, de régler le commerce, de frapper monnaie, de déclarer la guerre, de lever des armées, d'établir et de maintenir une marine? Enfin le président de la confédération du sud, Jefferson Davis, ne s'est-il pas déjà trouvé en conflit avec les législatures de plusieurs états au sujet du décret de conscription, et n'a-t-il pas cru bon de passer outre en invoquant la loi du salut public? Ce sont là des faits qui prouvent que la théorie de la souveraineté absolue des états n'est pas même prise au sérieux par ceux qui l'emploient. En admettant toutefois qu'elle soit parfaitement constitutionnelle, la séparation ne peut être prononcée tant que la législature de chaque état n'a pas consulté le peuple entier; mais on sait que dans presque tous les états les planteurs ont décrété la scission et commencé la guerre avant de faire ratifier leur vote par les électeurs. Il est donc dérisoire de s'appuyer sur le droit constitutionnel. Reste le droit d'insurrection, que peut invoquer chaque peuple dans ses crises décisives; mais ce droit ne peut exister qu'à la condition d'avoir une cause juste pour sanction suprême. Dans les états confédérés, cette cause, c'est l'esclavage!

Après la question de droit vient la question de fait. M. Spence n'est pas moins affirmatif en prophétisant le triomphe final des confédérés qu'en établissant la bonté de leur cause. Trop hâtif dans ses assertions, démenties par le cours des événements, il déclare absurde l'idée de conquérir les rives du Mississippi, il consacre plusieurs pages éloquentes à prouver que la Nouvelle-Orléans est complètement imprenable; il transforme les soldats confédérés, d'ailleurs si braves, en héros invincibles. L'avenir dira quelle est la valeur de ces prophéties; mais l'auteur anglais, admettant déjà comme indiscutable la victoire définitive des hommes du sud, engage débonnairement les états libres à prendre leur parti de la défaite. Puis, afin de donner plus de poids à ses paroles, il a recours à la flatterie, et dans sa conclusion générale il termine par un élogieux panégyrique de ce que serait l'Union future, enfin séparée des états à esclaves et prolongeant d'une mer à l'autre mer la puissante association de ses communautés libres. Dans ce panégyrique, il se laisse emporter un instant par son argumentation, et prononce par mégarde une vérité qui d'un coup rend tout son livre inutile et nous dispense de le réfuter plus longtemps. « L'esclavage, dit-il, était là pour arrêter tout élan d'une légitime fierté; des millions d'esclaves dans la nation entraient toute aspiration nationale, le nom même de l'Union était un mot vide de sens, l'esclavage était la désunion, le désaccord par excellence. » Ce naïf aveu nous suffit, et il reste prouvé que la servitude des noirs est la véri-

table cause de la guerre, et puisqu'elle supprime toute aspiration nationale, toute légitime fierté, le maintien des états confédérés devient, comme celui de l'antique Union fédérale, une impossibilité morale et politique.

Moins hardi, moins simple dans son argumentation que le livre de M. Spence, celui de M. Auguste Carlier, *l'Esclavage dans ses rapports avec l'Union américaine*, conclut également à la reconnaissance des états confédérés; mais cette conclusion est enchevêtrée de telles réticences et de complications si nombreuses qu'elle en devient tout à fait incompréhensible. Certes nous ne contesterons pas absolument le mérite d'une étude préparée depuis plusieurs années déjà par des recherches entreprises sur le théâtre même de la lutte actuelle et poursuivies en dehors de toute espèce de parti, uniquement par amour de la vérité pure. Cette étude renferme sur la distribution et sur les rapports des races aux États-Unis, sur l'histoire de l'esclavage jusqu'à nos jours, sur la condition des nègres libres et asservis, les renseignements les plus précieux, classés, ordonnés, étiquetés pour ainsi dire avec le plus grand soin; mais les préoccupations du légiste semblent avoir fait perdre de vue à l'auteur la haute gravité morale de la situation. Après avoir raconté avec une froide impartialité l'horreur du sort que la loi fait à l'esclave, après avoir parlé de la traite des noirs, des haras de la Virginie, des limiers de chasse lancés à la poursuite des fugitifs; après avoir décrit les ventes à l'encan et le douloureux spectacle qui lui fut offert par l'adjudication de deux sœurs orphelines disputées en dépit de leur désespoir et de leurs sanglots par deux enchérisseurs, l'écrivain flétrit les « menées des abolitionnistes » et « leurs voies ténébreuses; » il reproche aux gens du nord de n'avoir pas exécuté la loi sur les esclaves fugitifs malgré la solennité de l'acte qui la consacrait; il plaint les maîtres qui souffrent dans leurs affections par la fuite de leurs noirs! Entre les deux partis qui se disputaient avant la scission le gouvernail de la république, il ne sait prononcer de sentence, et comme si les compromis entre l'esclavage et la liberté n'avaient pas déjà fait tant de fois le malheur et la honte des États-Unis, il se complait dans la perspective d'un avenir qui ne ferait qu'éterniser les compromis. Les matériaux qui ont servi de base à son travail, les documens, les titres, les registres, les journaux et les livres qu'il a compulsés, les hommes et les choses qu'il a interrogés comme témoins l'embarrassent au point de lui interdire toute conclusion sérieuse. En tête des quelques pages consacrées à la discussion des accommodemens proposés, il se demande même si la question de l'esclavage est soluble.

Une seule chose est certaine pour M. Carlier : c'est qu'il faut repousser à tout prix l'émancipation pure et simple, soit par voie révolutionnaire, soit par voie de rachat. De l'émancipation découlerait ce torrent de maux effroyables dont on menaçait vainement le monde lors de l'affranchissement des nègres dans les colonies anglaises et depuis dans les Antilles françaises. Les noirs se révolteraient sans doute, et l'Amérique du Nord tout entière serait transformée en un vaste Saint-Domingue; la civilisation battrait en

retraite devant la barbarie, et les antiques forêts reprendraient leur domaine. Et puis songe-t-on aux sommes considérables engouffrées dans cette transformation sociale? Les esclaves représentent quatorze milliards, et la république américaine ne saurait, sans s'appauvrir indéfiniment, anéantir cet immense capital. Que M. Carlier se rassure! Si l'on doit juger de la justice ou de l'injustice de l'émancipation par la somme d'argent qu'elle coûterait au monde, les planteurs ont heureusement pris soin de rendre cette émancipation plus facile en commençant une guerre qui, dans l'espace de quelques mois, a fait diminuer de plus des deux tiers la valeur de leur capital vivant! Les millions que représentait la production du sucre, les milliards engagés dans la culture du cotonnier, dans l'élève et la possession des esclaves, se fondent à vue d'œil, et l'iniquité de l'émancipation, évaluée au cours actuel, s'amoindrit journellement! Et d'ailleurs il nous est permis de croire que si l'affranchissement de 4 millions d'esclaves doit faire disparaître un capital de 14 milliards, cette valeur se retrouvera tout entière dans le travail de 4 millions d'hommes libres. Hélas! combien différente serait aujourd'hui la situation des États-Unis, si les 10 milliards dépensés de part et d'autre depuis le commencement de la guerre pour l'égorgement de 300,000 hommes avaient été employés à l'amiable pour la libération des noirs asservis! La moralité du peuple en serait grandement accrue, les libertés publiques ne seraient pas menacées par le redoutable développement des forces militaires, et l'histoire compterait de moins une série de pages sanglantes!

Les termes d'accommodement proposés en désespoir de cause par l'auteur de ce livre sont parfaitement chimériques de leur nature. L'écrivain demande qu'avant de prendre aucune mesure au sujet de l'esclavage, qui est en réalité le principe de la guerre, les hommes du nord et ceux du sud, aujourd'hui si acharnés les uns contre les autres, se réconcilient sans arrière-pensée sous les auspices de la France, de l'Angleterre et de la Russie; la question si difficile des frontières devrait être réglée à l'amiable, soit par le rétablissement des anciennes limites qui coupaient la série des états libres en deux moitiés presque complètement distinctes, soit par une ligne idéale tracée astronomiquement à travers les états encore peuplés d'esclaves; les Américains, ces hommes si fiers, si impatients de toute intervention étrangère, devraient consentir à se mettre sous le patronage et la haute surveillance de l'Europe! Lorsque ces impossibilités seraient réalisées, c'est alors seulement qu'on aborderait le problème de l'esclavage et qu'on exigerait impérieusement des planteurs la transformation graduelle de leur institution divine! Mais que le sud se rassure : il aurait le temps de se préparer au nouvel ordre de choses. Avant de faire sortir l'esclave « d'une situation qui le protège, » les propriétaires s'occuperaient de l'élever moralement et religieusement et le dresseraient, lui ou ses enfants, à la liberté future. Ils seraient garantis eux-mêmes contre la fuite de leurs nègres par des mesures efficaces prises dans le nord contre les abolitionnistes; en

outre, s'ils ne pouvaient recruter leurs travailleurs noirs au moyen de la traite, ils auraient du moins la consolation d'acheter ceux du Kentucky et des autres états frontières autorisés par les conventions, non à émanciper, mais à céder leurs esclaves; enfin l'abolition de la servitude serait subordonnée à l'assainissement de l'immense territoire du sud. Avant de rendre à la liberté les noirs des Carolines, les maîtres leur feraient dessécher le *dismal swamp* et les rizières inondées; avant de fermer leurs marchés d'esclaves, les propriétaires louisianais auraient soin de faire *drainer* les marécages pestilentiels qui bordent le cours du Mississippi. Autant vaudrait retarder la solution de la question romaine jusqu'après la mise en culture des Marais-Pontins! Tels sont les singuliers expédiens que propose M. Carlier pour amener l'ère de la liberté dans l'Amérique du Nord. De compromis en compromis, on finirait par atteindre enfin le sol inébranlable de la justice!

A l'ouvrage rempli de doutes, d'hésitations et de ménagemens craintifs que nous venons d'examiner, combien nous préférons *l'Amérique devant l'Europe*, ce livre si franc que M. Agénor de Gasparin a récemment consacré à la défense des États-Unis et à la cause des noirs! Là du moins il ne s'agit plus d'expédiens ni de compromis, mais simplement de cette morale impérieuse que doivent professer les peuples aussi bien que les individus pour acquérir et sauvegarder le témoignage de leur conscience. La question est replacée sur son véritable terrain, celui du droit, et l'auteur s'en fait l'interprète dans un noble langage. Peut-être quelques chapitres sont-ils un peu longs et diffus, peut-être le livre gagnerait-il à être résumé: l'argumentation n'en est pas moins victorieuse, et les paroles que l'auteur adresse au peuple américain, l'adjurant de s'appuyer non sur des fictions constitutionnelles, mais sur d'immuables principes, feront vibrer, malgré quelques vivacités inutiles, un écho sympathique dans tous les cœurs honnêtes. Quant aux résultats de la guerre, M. de Gasparin, moins tranchant que ne le sont la plupart de ses adversaires les esclavagistes, n'ose prophétiser, et nous comprenons facilement sa prudente réserve. Les événemens ne prouvent point encore que les Américains aient pu oublier toutes les anciennes rivalités de parti pour s'unir contre l'esclavage, le grand ennemi, dans une même fraternité. Sur quelques points et pour certains détails, les mœurs se sont heureusement modifiées depuis l'origine de la crise; mais on doit s'avouer avec tristesse que les nègres esclaves et affranchis attendent encore de la part de leurs concitoyens blancs la justice et la sympathie qui leur sont dues. Or, tant que la cause du nord, inattaquable au point de vue de la légalité constitutionnelle, ne sera pas encore fortifiée par un principe d'une vérité humaine et universelle, cette cause ne sera pas assurée de la victoire. Au patriotisme de fraîche date des esclavagistes, à leur tactique habile, à leur féroce exaspération, les fédéraux opposeront leurs fortes traditions nationales, leur nombre, leurs richesses

difficiles à épuiser et leur persévérance à toute épreuve; mais d'avance on ne saurait leur prédire le triomphe d'une manière absolue.

En effet, les planteurs se battent avec le courage du désespoir, car ils sentent que leur fortune, leurs troupeaux d'esclaves, leur autorité traditionnelle, leur antique influence et tous leurs privilèges de patriciens sont l'enjeu de la lutte, et pour sauver cet enjeu, où l'orgueil et les intérêts ont une égale part, ils exposent hardiment leur vie. En pleine guerre révolutionnaire, ils ne craignent pas de faire appel à toutes les mesures de salut public, de décréter des levées en masse, de terroriser les populations hésitantes. Tandis que les états du nord n'emploient qu'une partie de leurs forces et combattent, comme les Juifs de Néhémie, l'épée d'une main, la truelle ou la charrue de l'autre, les états rebelles font converger toutes les ressources nationales vers ce but unique de la guerre. Leur grand avantage est d'être parfaitement unis : courant les mêmes dangers, exposant les mêmes intérêts, ayant les mêmes passions au cœur, ils marchent comme un seul homme. On ne compte pas un traître parmi eux, car ils sont tous également abusés au sujet de l'esclavage, qu'ils regardent comme une institution divine : longtemps avant la révolte, ils avaient pu serrer les liens de la confédération actuelle en s'unissant avec la plus complète unanimité pour placer le double *tabou* de la loi et de la religion sur la personne de leurs esclaves. Enfin ils ont deux grands auxiliaires, l'espace et le temps. Leur territoire est grand comme la moitié de l'Europe; ils opposent aux envahisseurs, ici des forêts impénétrables, là des marais aux miasmes mortels, ailleurs des plateaux dépourvus de routes, ou de mornes campagnes déjà dévastées par la guerre. Résolus à tenir jusqu'au dernier homme dans leur immense empire si propice aux résistances désespérées, il est possible qu'ils puissent encore prolonger la lutte pendant plusieurs années, sinon par de grandes batailles, du moins par d'incessantes guérillas.

S'il est difficile de croire au triomphe très prochain des armes du nord, il est bien plus difficile encore de croire à l'établissement définitif et à la durée de la nouvelle confédération. Tant que durera l'exaspération de la lutte et que les frontières changeantes seront sans cesse modifiées par les marches et les contre-marches des armées ennemies, cette oligarchie qui affirme avec une si grande audace ses droits à l'autonomie réussira peut-être à se faire prendre au sérieux; mais lorsque des centaines de milliers d'hommes auront pourri sur les champs de bataille à côté des nombreuses victimes déjà sacrifiées, lorsque le million de guerriers que le sud peut mettre sous les armes en livrant toute sa population valide sera presque entièrement exterminé, comment les esclavagistes pourront-ils maintenir l'intégrité de leur territoire contre les états du nord, qui disposeront toujours d'armées considérables? Et si la lassitude, ou, ce qui nous semble assez improbable l'influence des puissances étrangères devait amener les états libres à reconnaître la confédération rebelle et à donner ainsi à leur poli-

tique le plus éclatant démenti, comment pourraient-ils conclure une paix qui ne renfermât pas la guerre en germe? Alors les impossibilités se révéleraient de toutes parts. Comment écarter ce redoutable problème de l'esclavage, premier et fatal grief que la paix laisserait subsister tout entier? Comment régler à l'amiable cette question des esclaves fugitifs, si remplie de tempêtes? Comment tracer une frontière politique entre deux régions que ne sépare aucune limite géographique? Chose remarquable, tandis que de l'est à l'ouest la partie du continent habitée par la race anglo-américaine se divise en plusieurs régions nettement limitées par des chaînes de montagnes ou des fleuves, on chercherait vainement une seule délimitation naturelle dans la direction du nord au sud. Les rangées parallèles des Alleghany et des Apalaches, les Montagnes-Rocheuses, la Sierra-Nevada de Californie, le Mississipi lui-même, pourraient fort bien servir de frontières à des empires; mais ce ne sont point les crêtes de ces montagnes ou le cours de ce fleuve qui séparent les confédérations ennemies: des ruisseaux, des rivières qu'on peut passer à gué, des lignes idéales, tracées à l'aide du théodolite à travers les plateaux, les savanes, les montagnes et les fleuves, telles sont les seules frontières qu'un traité de paix puisse assigner aux états libres et aux états à esclaves. Géographiquement, ces deux groupes ne forment qu'un seul et même pays, réservé, semble-t-il, aux mêmes destinées historiques. Grâce au Mississipi, les agriculteurs et les commerçans du *far-west* ont pour grand port la Nouvelle-Orléans, métropole du sud, tandis que les planteurs des Carolines et de la Georgie ont pour capitale commerciale New-York, la grande cité du nord. Ainsi, quand même une trêve passagère, vainement baptisée du nom de paix, suspendrait pendant quelque temps les hostilités, la guerre doit fatalement renaître tant que l'unité ne sera pas accomplie. Il faut que l'un des deux principes, l'esclavage ou la liberté, se reconnaisse vaincu; il faut que les communautés du nord fassent solennellement pénitence de leurs systèmes sur la liberté du travail, et tâchent, à force d'humilité, de rentrer en grâce auprès des planteurs, sinon que la servitude des noirs, désormais flétrie comme une honte nationale, cède partout le pas au travail libre.

Eh bien! tous les amis de la justice peuvent être remplis de joie, car depuis le commencement de la guerre c'est l'esclavage qui recule. Tandis que ses armées remportaient des victoires sur le champ de bataille de Bull's Run, lui subissait des défaites qui, nous l'espérons, sont irréparables. Les abords du Capitole sont débarrassés des cabanons dans lesquels on enfermait les nègres esclaves, et désormais les législateurs ne risquent plus d'être troublés dans leurs harangues par les cris des fouettés; les *territoires*, ces régions assez vastes pour contenir des millions et des millions d'hommes, ont été déclarés terres libres, et leur peuplement rapide ne profitera plus qu'à la civilisation; la traite, dont le quartier-général était récemment encore à New-York et qu'une certaine opinion publique tolérait avec complaisance,

est maintenant presque complètement supprimée et punie comme un crime de haute trahison; le nombre des esclaves a diminué dans les états frontières et dans la Louisiane par la fuite et les émancipations partielles. Chose inouïe, on a même vu le président de la république américaine accorder audience à des nègres et s'humilier devant eux en avouant avec tristesse le crime national! Des instituteurs, pacifiquement armés d'*abécédaires*, se sont établis dans l'archipel de Beaufort, près de Charleston, cette ville où la servitude se montrait dans toute sa rigueur, et malgré les menaces du code noir ils osent enseigner la lecture, l'écriture et l'histoire à ces hommes naguère condamnés par leurs maîtres chrétiens à la plus bestiale ignorance. Enfin une voix sortant de la Maison-Blanche a promis la liberté comme cadeau de nouvel an à tous les esclaves des rebelles, et cette voix sera certainement entendue jusque dans la plus humble cabane des plantations du sud. Un mouvement de libération, dont il est difficile de calculer l'immense portée, vient de commencer, et, pour tous ceux qui réfléchissent, forme déjà l'une des pages les plus intéressantes du grand drame de notre siècle. C'est là un triomphe qui ne peut nous être ravi, et dût le *statu quo* immobiliser tout à coup les partis hostiles et suspendre l'émancipation qui s'accomplit dans le silence, il n'en faut pas moins se féliciter avec joie de tous les progrès inattendus que nous a valu la rébellion des planteurs. Une chose est évidente : le mot *Union* signifiait autrefois maintien de l'esclavage ; il signifie aujourd'hui avènement de la liberté. Certainement il reste beaucoup à faire ; mais c'est justement parce que nous avons conscience de la grandeur de l'œuvre que nous saluons avec joie chaque petite victoire.

Quoi qu'il en soit, nous le répétons, le peuple américain sortira de cette épreuve plus fort, parce qu'il en sortira plus moral. On ne peut lui promettre une victoire prochaine sur les oligarques du sud ; mais ce qu'on peut lui promettre, c'est que bientôt il ne partagera plus avec ses voisins la honte de l'esclavage, c'est que l'Union ne sera plus un mensonge, c'est qu'un premier et hideux compromis entre la liberté et la servitude n'obligera pas la machine politique à fonctionner par une série d'autres compromis, c'est-à-dire d'autres mensonges. Et l'esclavage réprimé ou simplement resserré dans un domaine plus étroit ne se présentera plus au monde avec la sanction que lui offrait l'étonnante prospérité de la république tout entière. Le commerce prodigieux de New-York, les richesses de Boston, les colonies fondées si rapidement dans les solitudes de l'ouest, n'excuseront plus comme naguère la vente des nègres aux yeux des vulgaires adorateurs du succès. La cause sera scindée, et l'on saura désormais faire la part du juste et de l'injuste dans la prospérité aussi bien que dans les malheurs du peuple américain.

ÉLISÉE RECLUS.

V. DE MARS.

[illegible]